

# M. Bush affirme que « des compromis territoriaux sont essentiels à la paix »

## Face à face

Il est d'autres facteurs encourageants, notamment le pragmatisme impatient des dirigeants palestiniens « de l'intérieur » et l'immense lassitude des populations du Proche-Orient. Malgré la présence à Madrid de l'ambassadeur israélien Shamir peut se révéler bénéfique au bout du compte. Car qui peut mieux que lui - si nécessaire - faire accepter un compromis aux Israéliens ? Comme de Gaulle naguère, imposant l'abandon de l'Algérie, ou Menahem Begin la restriction du Sinaï, en ce jour historique, il n'est pas interdit de rêver, l'espace d'un instant, d'un paix retrouvée dans un Proche-Orient enfin réconcilié.

## L'« esprit » de Madrid : sérieux mais fragile...

## MADRID

de nos envoyés spéciaux

Tous les acteurs sont là, et c'est déjà un bon bout de chemin accompli. Et tous s'affirment haut et fort, pour un même but : la paix. Répétés avec la même ferveur, si sur tous les tons, le mot revient constamment, chacun évitant soigneusement toute provocation, cherchant à entamer le climat d'entente qui règne à Madrid. Les présidents George Bush et Mikhaïl Gorbatchev ont découvert les protagonistes israéliens, syriens, jordaniens, palestiniens : ils ne l'imposent pas, ils les laissent parler. Les Etats-Unis et l'URSS ne cherchent pas de règlement, s'expriment, mardi 29 octobre, M. Bush lors d'une conférence de presse avec le président soviétique.

« Nous sommes à la disposition des participants en tant que catalyseurs, nous ne sommes pas là pour leur imposer un règlement. »

Se refusant à réviser l'interprétation américaine des résolutions 242 et 338 de l'ONU, tout comme à reformuler sa condamnation des implantations israéliennes dans les territoires occupés, M. Bush a poursuivi : « Le pire serait pour nous de poser des préconditions au stade des négociations qui a déjà heurté les esprits. Les intérêts communs de l'Est-Moyen-Orient, et il dit, c'est un fait, les États-Unis se parlent. C'est historique. »

sidents ont quand même jeté tout leur poids dans la balance. Dès mardi soir, M. Gorbatchev s'est ainsi entretenu avec le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir - première rencontre entre un chef d'Etat soviétique et un chef de gouvernement israélien. Mercredi matin, le président américain a reçu, lui, chaque chef de délégation (Israël, Egypte, Liban, Syrie,

Les discours de la session d'ouverture, qui dureront trois jours, réaffirmeront sans aucun doute les positions traditionnelles des uns et des autres.

**FRANÇOISE CHIPAUX  
PATRICE CLAUDE  
et ALAIN FRACHON**  
*Lire la suite page 3*

**Lire aussi**

- Les déclarations de M. George Bush
- La liste des délégations et l'ambiance à Madrid
- Les réactions en Israël, au Liban, en Syrie et en Libye
- Les attentes des Palestiniens de l'« extérieur »
- L'âge d'or judéo-arabe en Espagne

**pages 3 à 6 et 28**

## Indemnisation des malades contaminés par le virus du sida

Le gouvernement et les assurances sont parvenus à un accord, tandis qu'un document montre que des transferts budgétaires avaient freiné la politique de prévention de la direction de la santé.

## POINT

## Les revenus des agriculteurs

Malgré des manifestations sporadiques, un calme relatif est revenu dans les campagnes françaises. M. Louis Mermeas rencontre, mercredi 30 octobre, les principales organisations agricoles. A l'ordre du jour : les revenus des agriculteurs.

Line notre dossier page 18

## EDUCATION ♦ CAMPUS

■ Déferlante scolaire à la Réunion ■ La percée à l'Est de l'OFAJ ■ La rénovation universitaire à mi-chemin  
pages 16 et 17.

« Le Monde des carrières »  
pages 21 et 22  
« Le Monde immobilier »  
pages 22 et 23

« Sur le rti » et le sommaire complet  
se trouvent page 28

JORDANIE  
M. Kancel Aboujober, m...  
affaires étrangères; Abdel  
... Al Majall, ancien conseiller  
roi Hussein; Mohammed Al  
... ambassadeur en URSS;  
Ayoub, ambassadeur en  
Bretegne; Mohammad

GE...EK

120 F

## Devos, tout entier

*Un entretien avec le grand jongleur de mots,  
dont l'intégralité des textes est publiée*

Un grenier emménagé comme le désert d'un naufrage cosmique. Tout pour survivre, assez sans doute pour être heureux. Un très petit buste de Molière et beaucoup de dictionnaires. De nombreux instruments de musique qui paraissent attendre un orchestre mais dont le propriétaire des lieux joue en solo, chaque jour, ou plutôt chaque nuit, afin de ne pas perdre la main. Une mappemonde d'écolier, aussi, pour rêver. Raymond Devos est dans son antre.

de mots, (de maux?), basé sur la chute, le malaise, l'échec, l'humiliation. Tout ça m'est arrivé, révèle Devos, confirmant que le génie comique oast, la plupart du temps, d'une blessure inguérissable.

Reymond Devos est heureux avec ce livre, « surtout parce que l'éditeur a eu la délicatesse de mettre un signet ». Nous eussi, parce que l'auteur a eu la délicatesse d'émettre des signaux.

**« Comment tout a commencé ? »**  
- Ça m'est venu comme un cadeau, par le simple truchement d'une phrase, vous ne pouvez pas voir la mer, elle est démontée. Quand même, quelle phrase heureuse ! Ça aurait pu être un mot passager comme j'en ai toujours fait beaucoup. La Mer démontée...

Propos recueillis par  
**DANIÈLE HEYMANN**  
*Lire la suite page 14*

## ARTS & SPECTACLES

## Paris à l'heure de la comédie musicale

■ Quand le théâtre chante. ■ Ne laissez pas votre intelligence au vestiaire. ■ Le grand air de la perfection. ■ La stratégie du grand spectacle.  
page 29 à 40

M0147 - 1031 0 - 6.00 F







## LA CONFÉRENCE DE PAIX DE MADRID

Quelque 3 000 Palestiniens ont manifesté, mardi 29 octobre, dans le centre de Gaza pour exprimer leur soutien à la conférence de paix de Madrid. Les manifestants ont défilé en brandissant des branches d'olivier qu'ils ont distribuées aux soldats israéliens patrouillant dans le secteur. Un certain nombre de contre-manifestants masqués se réclamant du mouvement de résistance islamique Hamas ont, de leur côté, incendié des drapeaux israéliens en scandant des slogans hostiles à la conférence de paix. L'armée israélienne a assisté à ces manifestations sans intervenir. Cependant, un Palestinien de seize ans a été tué

et un autre blessé, mardi soir, par les tirs de soldats israéliens au centre de Hébron (sud de la Cisjordanie occupée), a-t-on appris de sources militaires à Tel-Aviv. L'incident, confirmé de source palestinienne, s'est produit lorsqu'une patrouille de l'armée israélienne a repéré un groupe d'inconnus masqués auxquels elle a en vain intimé l'ordre de s'arrêter. « Au cours de la poursuite qui s'est engagée, les soldats ont ouvert le feu, tuant un adolescent et en blessant un autre », a-t-on précisé.

De Tunis, M. Yasser Arafat a, pour sa part, adressé un message enregistré sur bande vidéo

aux habitants de Jérusalem-Est dans lequel le chef de l'OLP demande aux Palestiniens des territoires occupés de soutenir la délégation palestinienne à Madrid. « Cette délégation, a-t-il souligné dans son adresse, représente tous les enfants, les femmes et les hommes à l'intérieur et à l'extérieur des territoires occupés. Elle consacre le défi à l'ennemi sioniste et à tous ceux qui ont tenté d'occuper le peuple palestinien et sa cause pendant des décennies. »

M. Arafat a d'autre part déploré, en les qualifiant d'« ingérences dans les affaires intérieures palestiniennes », les communiqués publiés à l'is-

sue de la « conférence pour le soutien à la révolution islamique en Palestine », réunie récemment à Téhéran et appelant à faire de la journée du 30 octobre une journée de « colère, de cris et de protestations » dans l'ensemble du monde musulman.

Par ailleurs, environ 3 000 étudiants islamistes ont manifesté mardi à l'université du Caire pour protester contre la conférence de Madrid, alors que des tracts dénonçant cette conférence ont été distribués dans au moins deux quartiers de la capitale. Les manifestants ont notamment appelé à la lutte armée pour « libérer la Palestine et Jérusalem ». — (AFP, Reuters.)

### Un « esprit » sérieux mais fragile...

Suite de la première page

Le vrai test viendra avec la deuxième phase de la conférence, les négociations bilatérales qui mettront aux prises, à partir de mardi prochain, les Israéliens avec les Syriens, les Jordaniens et les Palestiniens, et les Libanais. Ce que l'on a entendu jusqu'à présent à Madrid témoigne plutôt d'une bonne disposition générale, au moins pour entamer ces pourparlers bilatéraux, mais tout n'est pas réglé et le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, grand artisan de cette conférence, pourrait prolonger son séjour madrilène au-delà du week-end. Les Israéliens ont réitéré leur volonté d'obtenir la poursuite de ces négociations bilatérales au Proche-Orient. « Qu'y aurait-il de plus spectaculaire pour établir la confiance, a demandé M. Benyamin Netanyahu, vice-ministre israélien des affaires étrangères, que de voir des Israéliens à Damas, des Syriens en

Israël, des Jordaniens à Tel-Aviv et des Israéliens à Amman ? » On n'en est pas là et, même du côté israélien, on reconnaît qu'il faudra du temps, la conférence de Madrid ne relevant pas du même plan que celui qui avait conduit le président égyptien Anouar El Sadat à Jérusalem en 1977.

#### La présence de l'OLP

On affirme que cette affaire de localisation, dont les Israéliens soulignent l'importance, ne sera pas un motif de rupture. Les Arabes, pour leur part, veulent que les pourparlers se déroulent à Madrid. Les Américains, qui déclarent en fin de compte, n'ont pas à ce stade de position définitive. Le Caire est toutefois ému par les colères de la conférence comme possible compromis.

Un autre sujet de désagrement pour les Israéliens a aussi été discuté par M. Shamir lors d'un

entrevue avec M. Baker. Le premier ministre israélien est mécontent que les Palestiniens aient obtenu un temps de parole égal à celui de toutes les délégations (quarante-cinq minutes) alors qu'ils devraient, selon Israël, être confondus avec les Jordaniens. M. Shamir s'est plaint encore — mais là aussi, semble-t-il, sans succès — de devoir s'asseoir en face de M. Saeb Erakat, membre de la délégation palestinienne, qui avait déclaré être mandaté par l'OLP. Une OLP officiellement absente de cette conférence, Israël considérant la centrale palestinienne comme « une organisation terroriste » avec laquelle il ne négociera jamais.

Ce n'est ni la première et encore moins la dernière fois au cours de ces assises que l'épineuse question de la présence de l'OLP va se poser. Les délégués palestiniens Fayçal Hussein et Hanane Achraoui ont d'ores et déjà, au cours d'une conférence de presse, donné leur point de vue, en réponse à une question sur la mention éventuelle de la centrale palestinienne au cours des travaux. « Ce n'est pas une question de mots mais de substance, a affirmé M. Achraoui, porte-parole de la délégation palestinienne. Tout le monde sait à qui va la loyauté du

peuple palestinien. Ce n'est pas quelque chose que l'on peut censurer ou effacer. Même si certains ne veulent pas entendre certains mots, cela n'altère pas la réalité qui se trouve derrière ces mots. » L'OLP est une des multiples réalités du Proche-Orient et il est certain que ce terme sera là, a renchéri M. Fayçal Hussein, avant d'ajouter : « Nous croyons qu'un stade avancé des négociations (où le peuple palestinien devra participer, et il faudra une présence et une participation réelles de l'OLP. » M. Hussein s'est toutefois refusé à préciser si le discours que prononcera jeudi M. Haydar Abdel Chafi, président en titre de la délégation palestinienne, avait été lu par Yasser Arafat, le chef de l'OLP. « Le discours est prêt, s'est-il contenté de dire, et tous ceux qui sont concernés l'ont lu et vous l'écoutez jeudi. »

#### « Abattre le mur de l'incompréhension »

A l'évidence, Israéliens et Palestiniens ont à cœur de présenter leurs positions réciproques et ils le feront sans concession sur le fond. Mais ce qui frappe est qu'ils le font dans un climat d'ambiguïté constructive, pour reprendre une formule chère aux Américains. De part et d'autre, on semble jusqu'à présent désireux d'éviter tout ce qui pourrait passer pour une « provocation » de nature à faire capoter la conférence. D'un côté comme de l'autre, le ton employé est celui de protagonistes qui ont pris la mesure du caractère exceptionnel de la réunion de Madrid. M. Achraoui n'a-t-elle pas évoqué « le nouveau ton significatif et important qui émane d'Israël » alors que M. Netanyahu disait de son côté : « La conférence est une occasion unique d'abattre le mur de l'incompréhension ; à la limite, peu importe ce qui va suivre (...) une barrière psychologique a d'ores et déjà été abattue. »

Pour en arriver là, autour de la même table de négociations, après quarante-trois ans de conflits, quatre genres, nombre de drames et de catastrophes, il a fallu des deux côtés « lever quelques voiles ». Les Israéliens ferment les yeux sur le paratage indigne de la délégation palestinienne par une OLP qui, elle-même, joue le jeu en se faisant relativement discrète. Si M. Nabil Chahat, conseiller de M. Arafat, est arrivé mardi à Madrid, en compagnie de plusieurs membres de la centrale palestinienne, il s'est installé dans un autre hôtel que celui de la délégation officielle et n'a pas fait de déclarations publiques. Les Palestiniens, en quête d'un Etat, sont venus à Madrid en renouant à toute la symbolique nationale à laquelle ils sont traditionnellement attachés : drapeau, hymne, slogans, etc.

Les Israéliens assurent que Jérusalem, à jamais « capitale réunifiée d'Israël », ne doit pas être évoquée et c'est pour cela qu'ils ont refusé que la délégation palestinienne comprenne des Arabes de la ville sainte. Mais, dans les couloirs du palais royal, chacun sait bien que des personnalités nationalistes de Jérusalem telles que M. Hussein al-Husseini, directeur de la délégation qui a pris place à la table des négociations.

Seule la Syrie a maintenu sa rhétorique classique et, en arrivant le dernier à Madrid, M. Farouk El Charrach, ministre des affaires étrangères, a accusé Israël d'être « l'unique partie à refuser d'appliquer les résolutions de l'ONU. L'Histoire demandera des comptes à Israël s'il refuse de restituer les territoires arabes occupés par la force », a affirmé M. Charrach, qui a été reçu dans la soirée par le secrétaire d'Etat américain. Une déclaration qui souligne toute la fragilité de « l'esprit de Madrid ».

FRANÇOISE CHIPALUX  
PATRICE CLAUDE  
et ALAIN FRACHON

Rectificatif : le bilan de l'intifada palestinienne est à ce jour de 832 morts et non de 82 comme une malencontreuse erreur d'impression nous l'a fait écrire dans l'article « Les dossiers de la Paix » (nos éditions du 30 octobre).

### L'âge d'or judéo-arabe en Espagne

L'organisation de la conférence de Madrid est, pour l'Espagne, une façon de renouer symboliquement avec un épisode fécond de son passé, quand juifs et Arabes vécurent ensemble, un âge d'or du côté de Séville et de Cordoue.

Touta de multiples colonisations, l'Espagne, qui appartenait alors à l'empire wisigoth, devient, au début du huitième siècle, Al-Andalus, en cédant à la poussée de l'islam conquérant. La majorité de la population du Sud se convertit, Cordoue et sa mosquée grandiose seront la phare de l'islam d'Occident, qui attire juifs et chrétiens. Mais au dixième siècle, pendant la période du califat de Cordoue, juifs et Arabes vivront le même apogée : « Le renforcement politique, économique et culturel du pouvoir musulman de Cordoue correspond aussi à une période de splendeur des communautés et de la culture juives d'Al-Andalus (1). »

Deux savants, l'un juif, l'autre arabe, contemporains et nés tous deux à Cordoue, marquent leur époque : Averroès, l'arabe, né en 1126, philosophe « dont l'attitude extraordinaire sur les esprits » (2), qui vit sa doctrine enseignée jusqu'à Paris ; et Meïmonide, le juif, théologien, philosophe et médecin, né en 1135 d'une famille de talmudistes.

Mais la disparition d'un pouvoir central musulman à Cordoue attise les convoitises de nouveaux conquérants maghrébins, notamment les Almohades : ceux-ci mènent une politique très dure vis-à-vis des chrétiens et des juifs. Meïmonide, fuyant leurs persécutions, émigre en Afrique du Nord, précédant le grand exode, que les chrétiens à leur tour, imposent aux juifs trois siècles plus tard : avec les progrès, puis la victoire de la « Reconquête », cette marche de sept siècles, partie des montagnes du Nord, qui gagna patiemment tout le territoire et fit définitivement de l'Espagne une terre catholique, les juifs payent leur bref âge d'or espagnol : « Ils ont été un pont entre la société musulmane et la société chrétienne, développant à leur contact une culture originale (...) Cette avance culturelle explique la part prise par les juifs

dans des activités comme la médecine et le commerce, spécialement celui de l'argent. Hier banquiers des califes et des rois musulmans, les volets financiers et collecteurs d'impôts des rois catholiques. Leur puissance ostentatoire les désigne à l'impopularité, qui s'étend à toute la communauté juive (3). »

#### Une « malédiction » vieille de cinq siècles

Le 2 janvier 1492, les Rois Catholiques font leur entrée solennelle dans Grenade. C'est aussi la fin pour les juifs, qui doivent se convertir ou partir, ce qu'ils feront en majorité.

A l'approche du cinquième centenaire de ce tournant de l'Histoire, les juifs n'ont pas oublié. Un rebbein, M. Eliehou Marciano, spécialiste du judaïsme espagnol, a affirmé le 27 octobre à la télévision israélienne : « Depuis l'expulsion des juifs hors d'Espagne, en 1492, une malédiction plane sur ce pays et il serait mieux valu que la conférence de paix se tienne ailleurs. » « La traumatisation de l'inquisition et de l'expulsion des juifs espagnols, ajoute le rebbein, est encore bien vivace dans la mémoire collective juive. »

Même si d'autres facteurs plus contemporains — notamment les sympathies du régime franquiste pour Hitler — sont entrés en ligne de compte, cette déchirure est restée présente dans les relations de l'Espagne et de l'Etat d'Israël : Madrid n'a établi des relations diplomatiques avec Tel-Aviv que le 17 janvier 1986. Malgré la politique longtemps pro-arabe de l'Espagne moderne, les musulmans peuvent aussi garder un mauvais souvenir de la Renaissance espagnole : entre 1609 et 1613, les derniers d'entre eux, pourtant convertis — on les appelle les moriscos — seront, à leur tour, presque tous chassés de la Péninsule.

JEAN-LOUIS ANDREANI

- (1) Mikal de Epalza, *Juifs, chrétiens et musulmans en Espagne (VII-XVII siècles)*, éditions du Cerf, 1981.
- (2) Ignazio Ogilvie, *Histoire de l'Espagne*, éditions de Paris, 1957.
- (3) Jean-Pierre Amarit, *Espagne, petite planète*, Le Seuil, 1976.

### Cohue au Palais de verre

MADRID

de notre correspondant

Officiellement, 4 665 journalistes — un record mondial selon *Le Paris* — ont été accrédités pour permettre au monde entier de suivre les premiers débats de la paix au Proche-Orient. Avec un matériel de plus en plus impressionnant, la presse a été logée dans un nid gentiment préparé à son intention, qui a un nom on ne peut plus approprié, celui de Palais de verre.

Une maison où tout arrive et d'où tout repart grâce aux merveilles de la technique, qui permettent aux journalistes de vivre l'événement par écran interposé. A condition, bien sûr, de pouvoir pénétrer dans ce lieu des convergences : plus d'une heure d'attente chaque matin en raison

d'un contrôle très strict. Depuis le palais royal, siège de la conférence, des panneaux balisent la route pour se rendre à ce carrefour de l'information où les organes du monde entier ont tous des correspondants plus ou moins grands, suivant leurs moyens. Les photographes ont mel d'images ont mitraillé les superbes rangées de machines à écrire dominées par les signaux de lampes de bureau, et se sont délectés des groupes de conférences assis par terre en train de prendre note des propos de MM. Bush et Gorbachev lors de leur conférence de presse. On ne peut toujours pas photographier le palais royal ni les deux véhicules blindés placés à chaque extrémité. Quelques badauds tentent en vain d'apercevoir une personnalité.

La conférence de presse donnée, par les Palestiniens, mardi 29 octobre, dans la maison de verre a été particulièrement animée et a été transformée en quelques minutes en une cohue indescriptible. Une collation de canapés, d'apéro, photos et de micros d'où quelques mots ont difficilement émergé. Puis le ronronnement des rencontres entre journalistes, la contemplation des écrans de télévision ont repris leur cours normal dans ce déambulatoire géant sur trois niveaux où des contacts s'établissent fortement entre Arabes et Israéliens. Ces derniers, par exemple, fournissent obligeamment du papier pour photocopier à des Saudiens en manque.

MICHEL BOLE-RICHARD

### Les délégations

ISRAËL

MM. Itzhak Shamir, premier ministre ; Yossef Abiss, directeur général du ministère des affaires étrangères ; Assad Assad, conseiller du premier ministre pour les affaires druzes ; Shimon Ben Ami, ambassadeur en Espagne ; Yossef Ben Aharon, directeur général du bureau du premier ministre ; Eliehou Ben Hissar, président de la commission parlementaire des affaires étrangères et de la défense ; Eitan Ben Tzur, directeur général adjoint au ministère des affaires étrangères ; M. Sarah Doron, présidente du groupe parlementaire de la coalition au pouvoir ; Uzi Landau, député du Likoud ; Salim Meridor, conseiller politique du ministre de la défense ; le général Yekutiël Mor, conseiller du ministre de la défense ; Benyamin Netanyahu, vice-ministre des affaires étrangères ; Elyakim Rubinstein, secrétaire du gouvernement ; Zalman Shoval, ambassadeur aux Etats-Unis.

EGYPTE

MM. Amr Moussa, ministre des affaires étrangères ; Alaa Barakat, ambassadeur en Espagne ; Mahmoud Abou Nasr, ancien, adjoint du ministre des affaires étrangères ; Wagui Hamdi, directeur du département du Moyen-Orient dans ce ministère ; Reda Chehata, directeur du département des organisations internationales ; Ahmed Aboul Ghel, directeur du bureau du ministre ; Nabil Fahmy, diplomate ; le général Ahmed Fakhr, ancien conseiller du premier ministre pour les affaires militaires ; Lough Al Khoul, écrivain-journaliste spécialiste des affaires palestiniennes ; Ramzi Al Chahr, recteur de l'université de Zagazig ; Younane Labib Rizk, professeur

d'histoire à l'université d'Ain Shams ; Kadri Salah, professeur de psychologie à l'université d'Ain Shams ; Salah Amer, professeur de droit international à l'université du Caire ; Ayelaine Helal, professeur de sciences politiques à l'université du Caire.

LIBAN

MM. Fares Boutz, ministre des affaires étrangères ; Zafar Al Hassan, directeur des affaires politiques au ministère des affaires étrangères ; Samir Moubarak, ancien ambassadeur en Suède ; Mahmoud Hammoud, ambassadeur en Grande-Bretagne ; Abbas Hamieh, ancien ambassadeur en Espagne ; Jihad Mourad, directeur du service des recherches juridiques au ministère des affaires étrangères ; Antoine Kheir, magistrat ; Ghassan Salameh, professeur de droit international.

SYRIE

MM. Farouk Chareh, ministre des affaires étrangères ; Zakaria Ismail, ancien ambassadeur ; Din Allah Fattal, ambassadeur auprès des Nations unies ; Marwan Mallah Haidar, membre de la Cour suprême ; Mohammed Khour, ambassadeur en Grande-Bretagne ; Walid Mouallem, ambassadeur aux Etats-Unis ; Nadj Al Jazir, directeur du département des organisations internationales au ministère des affaires étrangères ; Ahmad Fathi Al Marzi, chef de la mission syrienne auprès des Nations unies à Genève ; Sabar Falhou, président de l'agence officielle SANA ; le général Adhane Tayara, chef de la mission de contrôle de la ligne d'armistice avec Israël ; Ahmad Arnous, directeur du cabinet du ministre des affaires étrangères ; Rizkallah Elias, universitaire et topographe militaire ; Zouheir Akad, ambassadeur en Espagne.

JORDANIE

MM. Kamel Aboujaaber, ministre des affaires étrangères ; Abdel Salam Al Mnjali, ancien conseiller du roi Hussein ; Mohammad Al Adwane, ambassadeur en URSS ; Fouad Ayoub, ambassadeur en Grande-Bretagne ; Mohammad Band Han, secrétaire général du ministère des affaires municipales et rurales ; Adhane Al Bkinyet, professeur d'histoire à l'université jordanienne ; Moussa Breizate, chercheur politique auprès du palais royal ; Tufail Al Hassan, ambassadeur en Belgique et auprès de la CEE ; Ghassan Al Jundi, professeur de droit à l'université jordanienne ; Awad Al Khalidi, ambassadeur en France ; Walid El Khalidi, professeur palestinien de sciences politiques ; Aoun Al Khasawneh, conseiller juridique du prince héritier ; Anouar El Khatib, ancien ambassadeur en Egypte ; le général Abdel Hafez Merhi, adjoint du chef d'état-major pour les services de renseignements militaires.

PALESTINIENS

MM. Haider Abdel Chafi, président du Croissant rouge de Gaza ; Zakaria El Agha, président de l'association de Gaza ; Freih Abu Madien, président de l'ordre des avocats de Gaza ; Abdel Raiman Hamad, président de l'association des universitaires palestiniens ; Elias Freij, maire de Bethléem ; Moustapha Natche, ancien maire de Hébron ; Mamdouh El Aker, médecin ; Sami Zeid El Kilani, professeur de physique à l'université de Naplouse ; Nabil El Jabari, chirurgien-dentiste ; Sameh Kanaan, employé à la chambre de commerce ; Ghassan El Khalib, professeur d'économie ; Saïb Oreikau, journaliste ; Nabil Kassis, directeur d'université ; Samir Abdel-lah professeur à l'université de Naplouse.

### Anne Wiazemsky Marimé



« Cet alliage de tendresse et de rage, d'hédonisme et de menace fait le prix du roman d'Anne Wiazemsky, chargé d'émotion et de colère ».

Jérôme Garcin/L'Evénement du Jeudi

rf

GALLIMARD







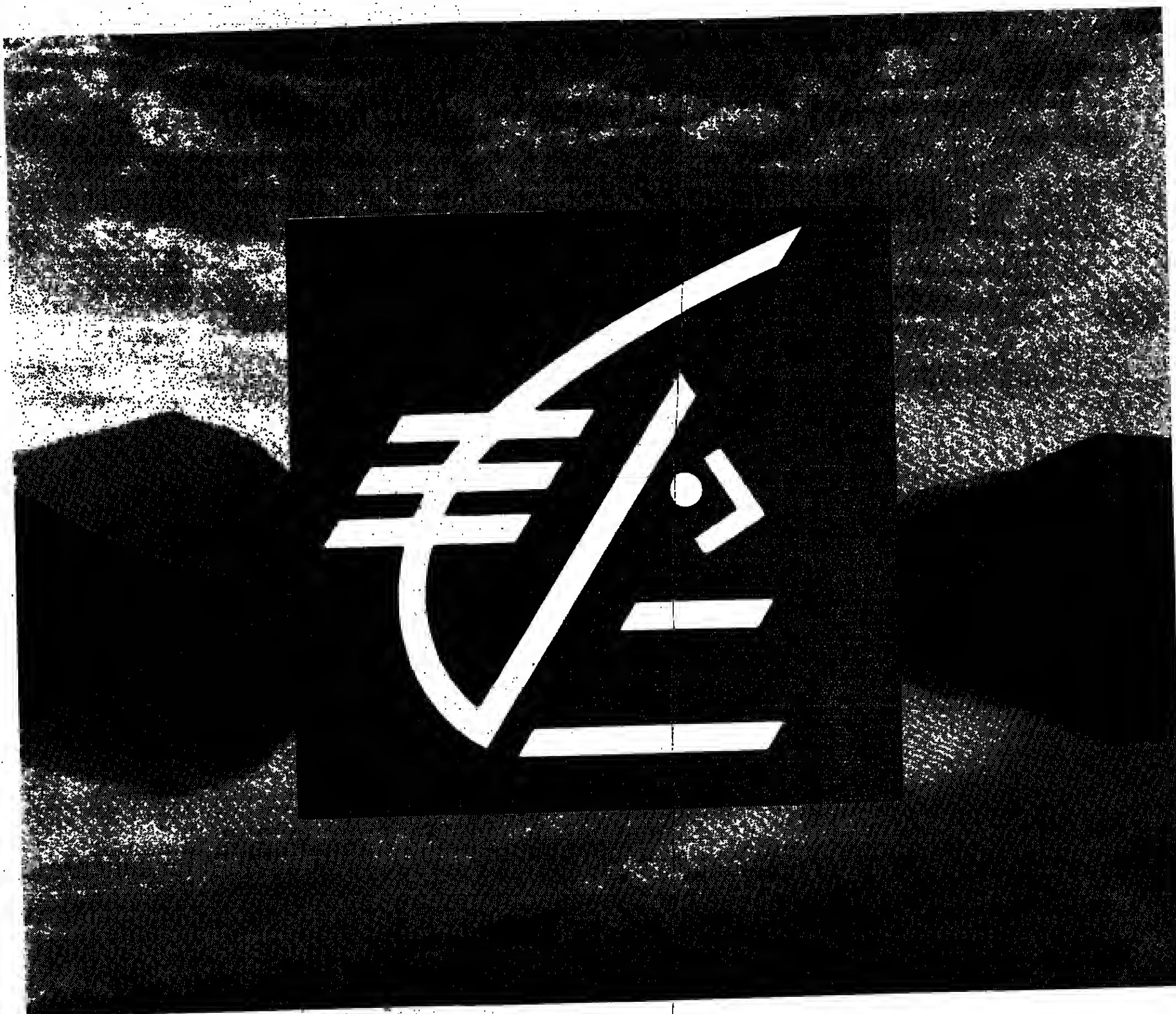
مركز لامين لامل

• Le Monde • Jeudi 31 octobre 1991 5

DE MADRID

Jerusalem dénonce  
la délégation palestinienne

Libye



## LA SIGNATURE DE NOUVEAUX HORIZONS.

La Caisse d'Epargne a changé. La Caisse d'Epargne bouge.  
Aujourd'hui, la Caisse d'Epargne, c'est :

- un compte-chèques ouvert à un jeune sur quatre ;
- plus de 20 Sicav et FCP pour tous les objectifs patrimoniaux ;
- le nouveau compte SATELLIS qui permet 24 h sur 24 d'être en direct avec ses comptes rémunérés ;
- le 10<sup>e</sup> milliard de collecte en assurance par Ecureuil-Vie.

C'est aussi :

- 6 000 agences qui se rénovent, regroupées en trente et une grandes Caisses d'Epargne afin d'optimiser les services ;
- des accords signés avec les Caisses d'Epargne d'Europe pour développer ensemble de nouvelles SICAV, de nouveaux services dont celui de retirer de l'argent dans les distributeurs automatiques.

Notre nouveau symbole marque notre volonté de  
changement pour encore mieux vous servir.



**CAISSE D'EPARGNE**  
L'AMI FINANCIER



## LA CONFÉRENCE DE PAIX DE MADRID

## Espoirs et craintes au Proche-Orient

## III. — Les Palestiniens de l'« extérieur » : attentes inavouées...

Dans deux précédents articles (*Le Monde* des 29 et 30 octobre) ont été analysées les réactions des Israéliens et des Palestiniens des territoires occupés à la veille de l'ouverture de la conférence de paix.

AMMAN

de notre envoyée spéciale

Pour le premier face-à-face avec Israël, l'enthousiasme n'est pas au rendez-vous chez les Palestiniens de l'« extérieur », tant l'espoir est faible, sinon inexistant, de voir le gouvernement israélien céder quoi que ce soit de substantiel. Dans une conjoncture si défavorable qu'elle a poussé l'OLP à accepter une participation palestinienne à la conférence de paix, nul ne se fait trop d'illusions sur les résultats à venir. Mais, au fond, à un sentiment de n'avoir rien à perdre, exprimé par de nombreux réfugiés en Jordanie comme ailleurs, se mêlent implicitement chez beaucoup d'entre eux l'espoir diffus de gagner au moins la reconnaissance de la volonté de paix palestinienne et donc, au-delà, le vague espoir de voir Israël contraint à plus de

sonplasse. L'ampleur de l'enjeu pour l'immense majorité de la population des camps de réfugiés suscite des sentiments contradictoires : au pessimisme affiché s'ajoutent des attentes qu'on n'ose avouer, par crainte de nouvelles déceptions. Même chez les militants opposés à cette conférence, qui affirment dur comme fer qu'il ne peut rien en sortir, le trouble est perceptible.

En tout cas, pour la grande majorité des Palestiniens, quelles que soient leurs divergences politiques sur la nécessité ou non d'aller à Madrid, la délégation palestinienne est bien représentative de l'OLP et parlera au nom de tous les Palestiniens, ceux de l'« intérieur » comme ceux de la diaspora. « Nous formons un seul peuple, aux yeux d'autrui, c'est pareil », affirme-t-on en chœur dans les camps de Jordanie, où l'on réclame la séparation imposée par Israël entre les habitants des territoires occupés et ceux de l'extérieur.

Cette distinction risque de diviser les réfugiés de 1948 (partis au moment de la création d'Israël) et ceux de 1967 (partis lors de l'occupation de Cisjordanie et de Gaza). Toute éventuelle solution impliquerait non seulement l'abandon de la Palestine de 1948, avec la reconnaissance d'Israël. Acceptée, sur le papier depuis le Conseil national palestinien (CNP), l'abandon en 1988, cette reconnaissance prend un caractère beaucoup plus émotionnel aujourd'hui alors que s'engagent les négociations.

« Mon histoire, c'est 48 », affirme Ibrahim, en ramassant ses chaises dans le camp Al-Husseini à Amman. Originaire de Lad (aujourd'hui en Israël), il avoue tout de go : « Si on ne donne Jérusalem, qu'est-ce que cela peut me faire ? Je veux mes terres, mes champs cultivés, mes grenadiers, dit-il, exhibant ses titres de propriété soigneusement conservés. Je veux rentrer là où je suis né. On vivait très bien avec les juifs avant

et on veut bien vivre encore avec eux. » A quelques pas de là, Tarek, tailleur, est lui aussi de cet avis. « Moi, dit-il, je n'ai rien dans les territoires de 67. Si il n'y a pas de solution pour les réfugiés de 48, je n'ai pas, mais ce serait un acquiescement à ce qui a été fait (en Cisjordanie). Mieux que rien. » Enseignant d'une trentaine d'années, Oum Ahmad ne connaît pas la Palestine mais dit : « J'irai, c'est mon pays. Ma grand-mère prie jour et nuit depuis quarante ans pour vivre un jour à Lad avant de mourir. Mes parents espèrent toujours retourner et s'il y a une solution on pourra sortir des camps. »

« In cha'Allah... »

Sous son keffiyeh blanc, dans une rue étroite du camp de Baqa, où s'entassent près de 120 000 personnes, Abou Yasser, soixante-trois ans, marchant de hâte chassé en 1948 de la région d'Hébron, avoue : « Pour nous il n'y a pas d'espoir. Déjà pour ceux de 67 on a du mal à y croire, alors... Mais l'important c'est d'avoir quelque chose, de vivre sur une terre palestinienne. »

Si jamais on nous rend les territoires de 67, même amputés, j'y vais. » Pareil pour Sélim qui, diplômé en électronique aux États-Unis, a ouvert un petit magasin de colifichets, après sept ans de travail en Arabie saoudite. A trente-deux ans, il répond sans hésitation sur son origine : « J'ajoute (qu'il ne connaît pas) puis j'étais jusqu'en 67 et nouvel exil à Baqa. » « Je veux espérer, dit-il, mais quand je vois les déclarations des dirigeants israéliens, je suis sûr à 100 % qu'ils ne rendront pas un pouce de notre terre. Cependant nous n'avons jamais perdu notre dernier espoir. C'est sûr qu'un jour nous retournerons. Avoir déjà quelque chose, c'est mieux que rien et cela ne veut pas dire que nous abandonnons Jaffa. »

Danc, hormis des militants,

rars sont les réfugiés qui restent en cause le voyage de Madrid. Dans un petit salon de coiffure où trône toujours le portrait du président irakien Saddam Hussein, Ibrahim, vingt et un ans, déclare : « J'ai perdu beaucoup de crédibilité en soutenant l'Irak et la participation va redonner une légitimité à l'OLP comme seul représentant du peuple palestinien. Mais on ne peut pas marchander sur nos droits. Israël veut la paix et la terre, c'est impossible. » « On n'a pas trop d'espoir, renchérit Maher, cinquante ans, qui vend ses tomates au bord de la chaussée. Ce n'est pas la paix qu'on nous demande mais la reddition. Mais si on peut avoir quelque chose, in cha'Allah... »

Violentement contre Madrid, le FPLP (Front de libération de la Palestine) de Georges Hachache comme le FDLP (Front démocratique de libération de la Palestine) de Nayef Hawathme, les deux principales composantes de l'OLP, en dehors du Fath de Yasser Arafat, assurent d'emblée que leur opposition ne va pas jusqu'à la remise en cause de l'OLP. « On fera tout pour sauvegarder le maintien de l'OLP comme symbole de la nation palestinienne », confirme Ahmad Dakhlil, membre du bureau politique du FDLP. Nous sommes prêts à coopérer avec tous pour sauvegarder l'unité de l'OLP et éviter tout bain de sang interpalestinien. On œuvre pour mobiliser les masses contre cette conférence (...), mais il n'est pas question d'adopter une position agressive pour intimider les Palestiniens qui vont participer. »

Sur les menaces proférées par certains groupes extrémistes à l'encontre des délégués palestiniens, Ahmad Dakhlil se montre sceptique et ajoute : « Nous avons des garanties de Hamas (le mouvement islamiste qui exclut, lui, toute solution pacifique au conflit israélo-arabe), ils vont respecter la démocratie. » Le FDLP entend bien, avec le FPLP et les autres

mouvements palestiniens hostiles à Madrid, constituer un nouveau « front du refus » et relancer l'intifada pendant les négociations, un programme que ne conteste pas le Fath.

Pour Abou Issam du FPLP, plusieurs fois emprisonné en Jordanie, « il n'y a pas de solution de rechange à l'OLP en tant que représentant légitime du peuple palestinien ». « On va coopérer avec les parcs politiques palestiniens qui ont la même opposition que nous à cette conférence, dit-il, mais ceci ne veut pas dire que nous sommes contre l'OLP mais simplement contre sa démarche actuelle. Le comité central du FPLP va décider du maintien ou non de notre participation au comité exécutif de la centrale, mais d'ores et déjà nous avons pris la décision de rester toujours au sein du conseil central et du CNP. »

« Rien de concret à donner »

Pour ces militants de longue date, la préoccupation première demeure le sort des Palestiniens de la diaspora qui ne sont pas pris en compte au premier stade de la négociation. « Quel va être le destin des trois millions de Palestiniens de l'extérieur ? », demande Abou Issam : il redoute à ce sujet une « nouvelle trahison des pays arabes » qui pourraient accepter d'intégrer les réfugiés. « L'autonomie va priver 60 % des Palestiniens d'identité », affirme Ahmad Dakhlil.

A ces inquiétudes, les militants du Fath répondent qu'il vaut mieux d'abord s'inquiéter de la poursuite de la colonisation israélienne qui privera bientôt d'objet toute négociation territoriale et qu'en tout état de cause, au premier jour de la troisième année d'autonomie, on commencera les discussions sur le statut définitif des territoires. Et, souligne-t-on, dans la lettre d'assurances américaines, aucune référence n'est faite à

une quelconque interdiction d'aborder la question du droit au retour, comme celle de l'autodétermination. On indique aussi que la délégation palestinienne inclut des réfugiés de 1948 et celle de la Jordanie des Palestiniens de la diaspora, originaires de Jérusalem, comme Walid Khalidi.

En fait beaucoup d'inconnues subsistent dans une négociation que chacun devine aussi cruciale que longue et difficile, avec des rebondissements. « La difficulté supplémentaire pour nous, confie à cet égard M. Hans Nasser, président en exil de l'université de Bir Zeit (Cisjordanie), c'est que nous n'avons rien de concret à donner. Notre négociation est basée sur notre droit mais c'est abstrait. La seule chose que nous pouvons donner aux Israéliens, c'est la paix intérieure, la tranquillité d'esprit, mais sont-ils intéressés par cela ou veulent-ils continuer leurs colonies ? »

Pour le chef de l'OLP, Yasser Arafat — qui ne sera absent de Madrid que physiquement —, le choix de la participation, imposé par les réalités, signifie sans doute la dernière d'une longue série de concessions qu'il a poussé l'OLP à faire, sans en retirer toujours les bénéfices attendus. Recherché depuis plusieurs années, se face-à-face avec Israël représenté en quelque sorte un aboutissement dont chaque Palestinien attend qu'il fasse triompher la justice, au moins celle de l'ONU (les résolutions prévoyant un retrait israélien). Comme le dit, avec quelque amertume, Abou Yasser, « la crise du Golfe a été une leçon. Quand les Grands veulent quelque chose, ils le font. Nous, on attend depuis quarante ans, avec des promesses. Alors soit on obtient quelque chose, soit c'est une nouvelle guerre qu'il faudra préparer. Et les jeunes qui ne connaissent pas la Palestine ont montré qu'ils savent se battre pour elle ».

FRANÇOISE CHIPAUX

FIN

Cirque Pauwels  
13 nov - Paris Porte Maillot  
Compagnie Foraine  
18 nov - Paris XX<sup>e</sup>  
**QUAL CIRQUE!**  
Cirque National A. Grüss  
27 nov - Paris XIX<sup>e</sup>  
Cirque  
Diana Moréno Borman  
4 déc - Paris XV<sup>e</sup>

Le Monde

NUMÉRO SPÉCIAL

PROCHE-ORIENT :  
DE LA GUERRE À LA PAIX ?

*Le Monde* publie un numéro hors-série sur les grands dossiers du Proche-Orient : les incertitudes de l'après-guerre dans le Golfe, le sort des Kurdes, la situation au Liban, le conflit israélo-arabe. Outre ces points chauds, *le Monde* répertorie les situations à risques dans le contexte géopolitique de la région : le pétrole, l'armement, la pénurie d'eau, l'intégrisme islamique.

Avec des photos qui ont fait date, de nombreuses cartes en couleur, et les meilleurs dessins parus dans le quotidien.

Proche-Orient : de la guerre à la Paix ? un numéro spécial du *Monde* pour mieux comprendre les enjeux politiques, et économiques.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

## BON DE COMMANDE : PROCHE-ORIENT

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ LOCALITÉ \_\_\_\_\_

PAYS \_\_\_\_\_

FRANCE (métropole uniquement) \_\_\_\_\_ Nombre d'ex. : \_\_\_\_\_ X 50 F (port inclus) = \_\_\_\_\_

DOM-TOM et ÉTRANGER \_\_\_\_\_ Nombre d'ex. : \_\_\_\_\_ X 55 F (port inclus) = \_\_\_\_\_

Bulletin et règlement à retourner à : *Le Monde* - Service vente au numéro - 15, rue Falguère, 75601 PARIS CEDEX 15 - FRANCE.

PROCHE-ORIENT

*Le Monde*

de  
la  
guerre  
à  
la  
paix

132 pages - 45 F







## EUROPE

ROUMANIE : un entretien avec le nouveau premier ministre

## M. Theodor Stolojan, un homme pressé

Le nouveau premier ministre roumain, M. Theodor Stolojan, souhaite organiser, avant la fin de l'année, les premières élections locales libres. Dans un entretien accordé à l'AFP et au Monde, il affirme qu'il va réaliser la convertibilité du leu après avoir obtenu une aide financière internationale, tout en se tenant à distance des questions plus politiques.

BUCAREST

de notre correspondant

Avec son costume bleu et strict, cravate assortie, ses réponses complètes et techniques dans le domaine économique et souvent évasives sur le terrain politique, dont il ignore pourtant rien, le nouveau premier ministre roumain, M. Theodor Stolojan, quarante-huit ans, ressemble à ce qu'il a failli être et ce qu'il veut devenir : un haut fonctionnaire de la finance publique internationale croisé dans les couloirs du FMI ou de la Banque mondiale. « Je devais commencer à travailler le 28 octobre dans une institution financière internationale et, révoqué le premier ministre nommé le 1<sup>er</sup> octobre, je commencerai après les élections générales. »

Ce premier ministre « neutre » n'entend adhérer « à aucun parti », sauf « peut-être dans cinq ans ». Il ne se présente pas non plus aux élections et ne se sent « politiquement proche de personne ». C'est peut-être pourquoi, à toutes les questions politiques, M. Stolojan a

souvent une réponse : il n'a pas le temps de s'y attaquer. « En peut-être six mois, je ne n'ai pas le temps de changer le monde en Roumanie », explique-t-il. Son temps, le premier ministre promet de l'employer à trois choses. Dès qu'il aura obtenu le crédit du G24 pour pouvoir défendre la monnaie, (« J'ai une bonne nouvelle, peut-être début novembre »), il réalisera la convertibilité du leu, ce qui « cassera le système des prix » en renchérissant les importations. Second défi, il doit « négocier avec les syndicats » pour contenir les salaires après la hausse des prix. Enfin, M. Stolojan promet d'organiser des élections libres et justes. Les premières élections locales libres, avant la fin de l'année, « peut-être le 15 décembre. Cela dépend des partis et du Parlement. Nous allons lui demander de travailler un peu plus dur ». Puis ce sera, le plus tôt possible, les secondes élections législatives libres.

Lutte

contre la corruption

« Va-t-il tenter de changer le statut de la télévision pour qu'elle ne soit pas contestée lors des prochains scrutins ? » « La télévision dépend du Parlement. Je ne peux changer la direction de la télévision », Sataquera-t-il à la nomination qui, selon son prédécesseur, M. Petre Roman, a saboté l'application des réformes ? Il n'en aura pas le temps : « Mon travail est très limité ». Comme il d'aura pas le temps d'aller à l'étranger, sauf quand ce sera strictement nécessaire. Il n'a pas plus « de temps à perdre » pour savoir si

M. Roman a raison d'affirmer que le chef du service roumain d'information (SRI), héritier de la Securitate, n'est pas une perte. Fait-il confiance au chef du SRI qui est resté en place ? « Je n'ai pas d'autre choix. Que puis-je faire ? », demande-t-il. Le seul dossier brûlant auquel M. Stolojan promet de s'attaquer est celui de la corruption. « Le gouvernement se battra, mais l'important est que la population combatte aussi la corruption », ajoute-t-il.

Sur ses objectifs économiques, M. Stolojan est beaucoup plus disert. Considéré sous Comescu comme un secteur sans avenir, l'économie capitaliste, dit-il, « était mon hobby ». Assurant à la faculté d'économie pour les pays socialistes, il devient responsable du département international au ministère des finances (où il était numéro deux du parti), avant d'être promu, lors de la révolution, adjoint, puis ministre des finances du gouvernement Roman. « Je savais ce qui se passait en Hongrie, en Pologne avant 1989, et dès la révolution, je savais immédiatement ce que j'avais à faire », raconte M. Stolojan, qui n'a démissionné sans fracas du gouvernement Roman parce que celui-ci refusait d'accepter l'indépendance. Aujourd'hui, le nouveau premier ministre sait toujours ce qu'il peut et doit faire. Dans ce domaine particulier. En revanche, les questions plus politiques seront du ressort des membres du prochain cabinet du gouvernement. Roman, explique M. Stolojan, parce qu'il avait cinq ans pour y penser. Moi, malheureusement, mon temps est très limité.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

POLOGNE

## Lech Walesa premier ministre de Lech Walesa ?

Ceux qui attendaient une initiative de M. Lech Walesa après les élections polonaises du dimanche 27 octobre n'ont pas été déçus puisque, mardi, le président de la République a tout simplement proposé de diriger lui-même le prochain gouvernement. « Il n'y a pas de choix, il n'y a qu'une possibilité pour parvenir à la stabilité parce que le Parlement ne limogera pas le président », a déclaré le chef de l'Etat.

Le constitutionnalisme n'empêche pas le président de détenir aussi le poste de premier ministre. Le porte-parole de Lech Walesa avait expliqué, auparavant, que le président réfléchissait à plusieurs possibilités : soit un gouvernement formé par les groupes issus de Solidarité, dirigé ou non par le président de la République, soit un cabinet comprenant les sept formations arrivées en tête aux élections et dirigé, dans ce cas de figure aussi, par le président. Il n'a, toutefois, pas précisé si les anciens communistes, arrivés en deuxième position, feraient ou non partie

de ce cabinet. Toutes les autres formations ont, en effet, précisé à plusieurs reprises qu'elles n'accepteraient aucune coalition comprenant les anciens communistes. Lech Walesa a aussi envisagé l'hypothèse d'un gouvernement « non partisans », soutenu par les partis politiques. Le président de la République a précisé qu'en tout état de cause le futur gouvernement, doté de « larges compétences » par le Parlement, « aura besoin de deux ans au minimum, durant lesquels il faudra éliminer les luttes politiques intestines ».

Les résultats officiels des premières élections législatives libres depuis plus de quarante ans devaient être connus mercredi. Après dépouillement de près de 96 % des bulletins, l'Union démocratique de M. Tadeusz Mazowiecki ne disposait plus que de quelques milliers de voix d'avance sur l'entente PC-Vingt-huit partis, dont aucun n'a obtenu plus de 13 % des voix, sont représentés à la Chambre.

J.-A. F.

PORTUGAL

## M. Cavaco Silva a formé son nouveau gouvernement

M. Anibal Cavaco Silva, premier ministre portugais reconduit dans ses fonctions après la victoire de son parti, le Parti social-démocrate (PSD, centre droit), aux élections législatives du 6 octobre (le Monde du 8 octobre), a présenté, lundi 28 octobre, son nouveau gouvernement au président de la République, M. Mario Soares. Le principal changement est la nomination de M. Jorge Braga de Macedo au poste de ministre des finances. Agé de quarante-quatre ans, professeur d'économie, député de Porto, M. Braga de Macedo était directeur général adjoint du budget de la commission des communautés européennes à Bruxelles. Le 1<sup>er</sup> janvier 1992, le Portugal doit prendre, pour six mois, la présidence du conseil des ministres de la CEE.

Le gouvernement, qui comprend un nouveau ministre, celui de la mer, devra recevoir, jeudi, l'aval du président de la République. M. Cavaco Silva disposera de dix jours pour présenter son programme au Parlement, où son parti dispose de la majorité absolue. (AFP, Reuters)

YOUgoslavie

## La Serbie rejette l'ultimatum des Douze

BELGRADE

de notre correspondant

En dehors de l'opposition réformiste, qui exige l'arrêt de la guerre et soutient le plan de paix de la Communauté européenne, les dirigeants de la Serbie condamnent l'ultimatum lancé, lundi 28 octobre, à Bruxelles, par la Communauté européenne, qui demande à la Serbie de cesser de bloquer le processus de paix amorcé à La Haye, sous peine de sanctions économiques (le Monde du 30 octobre).

M. Skandric, l'un des leaders du Parti socialiste (ex-communiste) au pouvoir, a déclaré mardi que la CEE menait une politique arbitraire. Il estime que le modèle proposé par la CEE est une mini-Yugoslavie fédérale - doit être pris en compte dans les négociations de La Haye. « Si l'on souhaite la paix dans cette partie des Balkans et la stabilité de l'Europe, il faudra, a-t-il dit, tenir compte de la volonté du peuple serbe et en rien responsable de la situation actuelle ».

Pour sa part, le vice-président du gouvernement de Belgrade, M. Kosacic, accuse la Communauté européenne de violer les articles 1 et 2 de la charte des Nations unies, et qui reproche de ne pas permettre aux citoyens de Yougoslavie de choisir par voie démocratique dans quel type d'Etat ils aspirent à vivre. Dans les milieux proches de M. Stoban Milosevic, on estime que la Serbie n'a pas le droit de « empêcher un nouveau génocide contre le peuple serbe », est « incompréhensible et est une fois de plus victime d'une grave erreur de la Communauté européenne qui reste aveugle face au danger de l'expansionnisme germanique ».

Le nouveau magazine belgrade Epoko titrait à la une de son édition du 29 octobre : « La III<sup>e</sup> Yougoslavie contre le IV<sup>e</sup> Reich », et constatait que le plan de paix de La Haye des 18 et 25 octobre dernier n'était que le produit de « l'idiotie des chancelleries diplomatiques » et ne visait pas à résoudre durablement la question yougoslave, mais à créer une « entité provisoire condamnée à être un foyer de crises et de conflits permanents dans les Balkans ».

Les propositions de la Communauté européenne, qui préconise la désintégration de la Yougoslavie, sont, selon l'hebdomadaire, dictées par « l'Allemagne qui compte ainsi compenser ses défaites lors des deux dernières guerres mondiales ».

F. H.

URSS : nouvelles trouvailles de l'après-putsch

## Les fausses moustaches du comité central

MOSCOU

de notre correspondant

Feux peesaportin, faux temps, fausses barbes et fausses moustaches... « Comme dans un mauvais roman d'espionnage », explique le responsable russe qui, au lendemain du putsch d'août et de l'éclatement des structures du pouvoir communiste, a découvert ce vaste atelier de contrefaçon. Mais le plus étonnant est que cette découverte, exposée mercredi 30 octobre à la une du quotidien moscovite l'Indépendant, n'a pas été faite dans les locaux du KGB, mais dans ceux du comité central du Parti communiste de l'URSS : les hauts fonctionnaires du parti préféraient, dans certains cas, agir discrètement et se passer des services du Comité d'Etat à la sécurité, distillant d'a peine quelques centaines de mètres.

Les locaux de l'immeuble principal du comité central, sis sur la « Vieille Place », au centre de Moscou, ont été repris, après le « euphorisme » des activités du parti, par les autorités de Russie, qui y ont installé certains ministères. C'est ainsi que le « responsable russe » a découvert à l'époque qu'il fut celui du département international du comité central un ensemble de pièces dont l'accès était commandé par une serrure à chiffres - « demeurée ouverte » - et qui contenait tout un bric-à-brac, allant des perruques et faux favoris à un vaste échantillonnage d'ancres de diverses provenances soigneusement répertoriées, en passant par des tampons vierges et des cachets de divers aéroports (Sécurité nationale-Orly A, Police Frontière Rome Fiumicino) et autres sceaux portugais ou même africains.

On a aussi trouvé dans ces locaux une série de photographies de responsables des PC occidentaux prises dans une « atmosphère détendue » ou même dans des situations « savoureuses », selon les confidences rapportées par l'Indépendant. La seule photographie

publiée est cependant un peu décevante : il ne s'agit que d'une joyeuse partie de pêche entre Leonid Brejnev, encore gaillard, et M. Raoul Castro, frère de Fidel.

Mais si l'édit « responsable russe » a pu garder un petit nombre de ses trouvailles, c'est qu'il avait eu la bonne idée de les mettre en lieu sûr. En effet, a-t-il expliqué au quotidien moscovite, pendant les semaines qui ont suivi le putsch, les ex-locaux du comité central étaient régulièrement visités de nuit par des inconnus qui démantelaient les documents ou matériels découverts de jour. Ils se présentaient aux gardiens, apparemment plutôt compréhensifs, comme mandatés par le vice-président russe, M. Alexandre Routskov, ou bien par le parquet de Russie (le général Routskov, élu en juin dernier sur le ticket de Boris Eltsine, vient de créer un parti, la Russie libre, constitué d'anciens communistes réformateurs, et qui se présente comme l'héritier légitime des biens du PC).

L'immortelle Ponomarev

L'atelier de contrefaçons, lui-même démantelé, avait été vidé au début d'octobre par une équipe de vingt personnes qui surent charger un camion à toute vitesse et scellé les pièces qui venaient d'être vidées. « Il n'y avait rien d'important », qu'il s'agisse de perruques et faux favoris, ou d'un vaste échantillonnage d'ancres de diverses provenances soigneusement répertoriées, en passant par des tampons vierges et des cachets de divers aéroports (Sécurité nationale-Orly A, Police Frontière Rome Fiumicino) et autres sceaux portugais ou même africains. On a aussi trouvé dans ces locaux une série de photographies de responsables des PC occidentaux prises dans une « atmosphère détendue » ou même dans des situations « savoureuses », selon les confidences rapportées par l'Indépendant. La seule photographie

l'imagination, l'atelier de faux du Comité central n'est pas forcément la plus déconcertante des découvertes faites dans le sillage de la suspension des activités du parti. N'a-t-on pas déjà appris, grâce au Moskovsky Komsomol, qu'un laboratoire de taille de diamants était installé dans les locaux de la Pravda, au sixième étage, bureau 6628 ?

M. Viktor Afanassiev, ex-rédacteur en chef de l'ex-organe du PCUS, a pris lui-même la plume pour confirmer, dans les colonnes de son ancien quotidien, l'existence du laboratoire, mais surtout pour rejeter avec indignation les insinuations de Moskovsky Komsomol selon lesquelles la haute nomenklatura avait trouvé là un bon moyen de s'approprier en pierres précieuses. Or il n'eût guère rien de plus facile, explique M. Afanassiev, d'un atelier de fabrication, mais d'un atelier de laboratoire de recherche dont l'objectif était de tenter de trouver la façon de tailler des diamants sans passer par les services de la De Beers sud-africaine, tarifiée à un prix exorbitant. Et, comme pour lever les derniers soupçons, M. Afanassiev indique qu'il fit don des honoraires reçus pour l'article qu'il a écrit à ce sujet, au « fonds de soutien à la Pravda », devenue un journal d'opposition et contraint de trouver des ressources pour assurer sa survie.

JAN KRAUZE

o Fermeture anticipée de la centrale de Tchernobyl. - Le Parlement ukrainien a demandé, mardi 29 octobre, au gouvernement de la République de fermer la centrale nucléaire de Tchernobyl d'ici à 1993, soit deux ans plus tôt que prévu. Une commission d'experts doit prochainement remettre une étude sur des sources d'énergie de substitution. Les autorités soviétiques ont prévu de remettre aux Ukrainiens la tôle de la gaine des centrales nucléaires à partir du 1<sup>er</sup> novembre. (AFP)

GRANDE-BRETAGNE : le débat sur l'Europe communautaire

## M. John Major doit tenir compte des réticences d'une partie de l'opinion publique

Londres a accueilli plutôt positivement le projet de traité sur l'union économique et monétaire présenté le 28 octobre par la présidence néerlandaise de la Communauté (lire page 19). Cependant, le climat s'est tendu ces dernières semaines entre Londres et la Communauté, en raison notamment de certaines initiatives contestées de la Commission de Bruxelles. M. John Major devait s'en entretenir à Bonn, le 1<sup>er</sup> novembre, avec son homologue allemand.

LONDRES

de notre correspondant

Chacun savait que le chemin de Maastricht (Pays-Bas) devait être signé, en décembre, les traités sur l'union politique et sur l'union économique et monétaire, serait signé d'ambassadeurs. Une fois encore, un différend majeur oppose la Grande-Bretagne aux principaux pays qui composent l'Europe des Douze. Londres défend ses préventions contre les risques d'une Europe à vocation fédérale. Le débat se situe entre les partisans d'un approfondissement de l'intégration européenne (la France et l'Allemagne notamment), et ceux de la Grande-Bretagne (notamment), pour qui la priorité est un élargissement, ce qui est aussi une manière de retarder le premier objectif. De ce point de vue, Londres n'est pas loio de considérer comme une « victoire » l'accord entre l'Europe des Douze et les sept pays de l'association européenne de libre-échange (AELÉ) : ces derniers étant entrés dans l'antichambre de la Communauté, la perspective d'une Europe à dix-neuf rend plus aléatoire l'élaboration de politiques communes. M. Raul Lubbers, le premier ministre néerlandais, qui préside le sommet européen,

s'est déclaré préoccupé, il y a quelques jours, par cette « tradition » britannique - « et je l'ai bien vu avec Margaret Thatcher, a-t-il précisé, - qui est de se sentir bien à dire : non ».

Cette état d'esprit s'alimente également de considérations purement conjoncturelles : des élections générales doivent avoir lieu au printemps et M. Major est soumis à la surcharge de l'alle droite du parti conservateur, viscéralement hostile à tout « abandon de souveraineté », s'agissant notamment de l'instauration de la monnaie unique. Le premier ministre ne peut pas renouer des Pays-Bas avec un record susceptible de n'être approuvé, ni par son propre parti, ni par le Parlement de Westminster, qui devra en discuter.

D'importantes divergences séparent en outre la Grande-Bretagne de ses partenaires à propos du projet d'union politique. Les Britanniques considèrent comme inacceptable le projet franco-allemand sur la politique étrangère et de défense commune. Ils s'opposent à l'extension du vote majoritaire dans ces domaines. Soutenus par l'Irlande, le Danemark et le Portugal, ils restent fermement partisans de la règle de l'unanimité, celle-ci constituant un rempart contre les risques d'empêchement sur la souveraineté nationale. M. Douglas Hurd, le secrétaire au Foreign Office, a estimé que les discussions sur ce sujet étaient des « paroles inutiles », alors que M. Jacques Delors, le président de la Commission de Bruxelles, soutenu par MM. Mitterrand et Kohl, souligne que, sans le vote majoritaire, l'Europe continuera à faire preuve de « la même impuissance ». Londres pourrait cependant faire des concessions et accepter la règle majoritaire dans certains domaines, comme la santé, l'éducation ou l'environnement.

Les Britanniques s'opposent enfin à toute extension des compétences des institutions européennes s'agissant de la construction de

l'Europe sociale, notamment en ce qui concerne l'immigration, la protection syndicale ou l'instauration d'un salaire minimum.

Polémiques avec la Commission

Ce risque de « supranationalité » est essentiel avec une particulière acuité en Grande-Bretagne, depuis quelques semaines. M. Carlo Ripa di Meana, commissaire européen chargé de l'environnement, s'est en effet attiré les foudres du gouvernement britannique en demandant à celui-ci d'interrompre immédiatement sept importants projets d'équipement (notamment routier) : ceux-ci n'auraient pas été précédés par des études d'impact sur l'environnement ou seraient contraires aux critères élaborés par Bruxelles. M. Major a fait part à M. Delors de sa « profonde irritation ». Il a souligné que ce type d'intervention, avant le sommet de Maastricht, limitait sa marge de manœuvre pour conclure un accord. M. Carlo Ripa di Meana a récidivé en accusant Londres d'avoir soigneusement allégé les règles imposées par une directive communautaire aux sociétés privées britanniques de distribution de l'eau potable.

Ces initiatives ne sont pas faites pour dépassionner le débat de l'intégration européenne en Grande-Bretagne, où l'opinion publique est déjà passablement « chauffée » par les incidents au cours desquels des camions britanniques transportant de la viande de mouton ont été « pris d'assaut » par des paysans français également mécontents, mais pour d'autres raisons, des déceptions de Bruxelles. Le premier ministre britannique se rend, vendredi 1<sup>er</sup> novembre, à Bonn, où le chancelier Kohl va tenter de le convaincre d'accepter un compromis afin de traduire en décisions politiques le souhait exprimé par M. Major de voir son pays prendre sa place « au cœur de l'Europe ».

LAURENT ZECCHINI

GRÈCE : nomination d'un nouveau ministre de la présidence de conseil. - Jusqu'à maintenant ministre de l'Agriculture, M. Sotiris Kouvelas, personnalité influente du Parti conservateur (Nouvelle Démocratie) au pouvoir, a été nommé, mardi 29 octobre, ministre de la présidence du conseil, en remplacement de M. Miliadis Evert, qui, en désaccord avec le premier ministre, M. Constantinos Mitsotakis, a quitté le gouvernement (le Monde du 30 octobre). - (AFP)

Cirque de Paris  
17 nov - Nanterre  
Cirque Fratellini  
29 nov - Oisy  
Dédic Circus  
21 nov - Guyancourt  
Cirque Baroque  
16 nov - Villemarçhal



50 (من راجل)

## ASIE

### VIETNAM

#### Accord entre Hanoï et Londres sur le rapatriement forcé des « boat people » de Hongkong

La Grande-Bretagne et le Vietnam ont signé, mardi 29 octobre, un accord sur le rapatriement forcé des « boat people » détenus à Hongkong et auxquels le statut de réfugié est refusé.

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Le rideau s'abaisse sur la triste saga des réfugiés de la mer. L'accord que Hanoï a fini par signer, et que Washington a par avance dénoncé, signifie que la grande majorité des soixante-quatre mille Vietnamiens internés dans des camps-prisons de la colonie britannique seront rapatriés contre leur gré. Si les pays d'Asie du Sud-Est, où sont internés autant de « boat people », suivent cet exemple, l'exode consécutif à la victoire communiste de 1975 devrait prendre fin.

Personne ne conteste réellement que la plupart de ces réfugiés, surtout depuis deux ans, soient des migrants économiques, en majorité originaires du Nord, où il existe des poches de misère. Le mouvement s'est poursuivi en direction de Hongkong, d'accès relativement facile, notamment par l'usage des réseaux de passeurs aidant les candidats à

l'exil à faire une bonne partie du chemin à travers la Chine méridionale, avant d'embarquer à destination de la colonie. Très rares sont ceux qui tentent de gagner par mer en raison des risques du voyage (piraterie) et parce que les conditions de détention s'y sont également durcies.

Depuis 1975, l'immense majorité des « boat people » a été accueillie dans des pays industrialisés, où 1,5 million de Vietnamiens forment des communautés relativement prospères. Dans l'un des pays les plus pauvres de la planète, ces parents d'outre-mer font l'effet d'un mirage, d'autant que leurs enfants fréquentent souvent les meilleures écoles.

Mais les critères d'accueil dans les pays occidentaux sont devenus de plus en plus sévères. Les pays de la région, par lesquels transitent les « boat people », ont réagi, parfois brutalement, à la perspective de voir des Vietnamiens de plus en plus nombreux croupir dans des camps. Ils ont donc introduit, en 1989, une distinction entre réfugiés et migrants économiques.

Entre-temps, les départs légaux du Vietnam se sont multipliés, sous les auspices d'un programme mis en place par Hanoï et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Ainsi, cinquante-sept mille Vietnamiens se sont également

exilés en 1990 et plus de cent mille le seront cette année. D'autre part, plusieurs milliers de « boat people » ont été rapatriés « volontairement » ces derniers mois avec l'aide du HCR. Ils reçoivent pendant un an une aide mensuelle de trente dollars du HCR, qui affirme que le programme fonctionne bien et qu'il n'existe ni représailles ni persécutions contre les rapatriés.

Non sans de longues hésitations, Hanoï — qui reçoit mille dollars d'aide par rapatrié — accepte donc les retours forcés. Ce qui risque de provoquer quelques éclats supplémentaires dans les camps de Hongkong, où la situation est déjà extrêmement tendue.

L'opposition des Etats-Unis, pour des raisons de principe, est jugée passagère par certains. En imposant, depuis 1954 au Nord et depuis 1975 au Sud, un embargo économique, renforcé en 1979, Washington a largement contribué à priver une amélioration de conditions de vie que fût, aujourd'hui, les derniers « boat people ». Les Etats-Unis ont annoncé la semaine dernière la levée graduelle de l'embargo, qui prive Hanoï de tout accès aux grands organismes de crédits internationaux, dont l'aide serait indispensable pour remettre en état une infrastructure en ruine.

JEAN-CLAUDE POMONTI

### EN BREF

AFRIQUE DU SUD : état d'urgence au Ciskei. — Le général Oupa Gqozo, homme fort du Ciskei, a proclamé l'état d'urgence dans le bantoustan, mardi 29 octobre, afin de lutter, a-t-il dit, contre des « actes de terrorisme » fomentés selon lui par le Congrès national africain (ANC) de M. Nelson Mandela. Le dirigeant de l'ANC avait récemment annoncé son intention de se rendre au Ciskei. Son mouvement souhaite que le bantoustan « indépendant » soit réintégré à l'Afrique du Sud. (Reuters)

ALGERIE : le président « provisoire » du FIS a été libéré. — Le

président « provisoire » du Front islamique du salut (FIS), M. Abdelkader Hachani, a été libéré, mardi 29 octobre, a indiqué le parti islamiste. M. Hachani, qui a pris la tête du FIS après l'arrestation, en juin, de ses principaux chefs de file, avait été arrêté le 28 septembre après avoir lancé un appel à la désobéissance aux soldats, dans un sermon à l'occasion de la prière du vendredi. (Reuters)

INDE : heurts sanglants au Pendjab. — Dix-huit personnes, dont onze sikhs, ont été tuées ces derniers jours au Pendjab lors de

différents incidents opposant des groupes indépendantistes à la police indienne. Parmi les victimes figure le général Gurjant Singh, un des dirigeants du Front de libération du Khalistan (KLF), tué le 28 octobre lors d'un accrochage avec les forces de l'ordre. Les violences déclenchées depuis 1984 par des groupes déviés à créer un Etat sikh indépendant (le Khalistan) ont provoqué la mort d'environ 15 000 personnes. (AFP)

Interpellation de l'ex-premier ministre M. V. P. Singh. — Le ministre Janata Dal, premier ministre

indien en 1989-1990, a été brièvement interpellé, mardi 29 octobre, en Uttar-Pandesh. Il se rendait à Ayodhya, où les fondamentalistes hindous veulent détruire une mosquée pour construire à sa place un temple au dieu Rama. Des sanglants incidents y avaient eu lieu en novembre 1990. Lors de son interpellation, il avait protesté contre les destructions opérées à Ayodhya par des hindouistes en vue d'édifier le temple. (AFP)

MADAGASCAR : formation prochaine d'un gouvernement ouvert à l'opposition. — Le premier ministre malgache, M. Guy Razanamaso, a annoncé, mardi 29 octo-

bre, la formation, dans les prochains jours, d'un gouvernement mixte formé de représentants des Forces vives (opposition) et du gouvernement actuel. Ce cabinet permettra d'assurer le fonctionnement d'un « Etat de transition » pour une période de dix-huit mois, selon le communiqué lu à la radio par le premier ministre.

Le communiqué ne précise pas si les institutions actuelles sont suspendues. Il ne dit rien non plus concernant le président Didier Ratsiraka, contre lequel les Forces vives avaient mobilisé la population pour obtenir son départ. (AFP)



## POLITIQUE

Le budget de la culture devant l'Assemblée nationale

## L'opposition critique le coût des grands travaux

L'examen du budget de la culture, mardi 29 octobre, a fourni l'occasion aux députés de droite de critiquer la manière dont le gouvernement gère ses projets de grands travaux. En butte à l'hostilité conjuguée de la droite, du centre et des communistes, le ministre de la culture, M. Jack Lang, a dû réserver le vote de ses crédits.

La culture hip-hop, les taggers, les rappers : tout cela n'est pas vraiment la tasse de thé d'Eric Raoult. Le jeune député RPR de Seine-Saint-Denis voit même dans cette « sous-culture du Bronx » des germes de « violence urbaine ». On comprend donc aisément qu'il puisse s'étrangler de fureur à la seule idée que le ministère de la culture subventionne un groupe hip-hop au nom, il est vrai, peu défiant. M. Jack Lang tenta de lui expliquer qu'il y avait peut-être là un « phénomène de civilisation » et qu'au fond les plus talentueux de ces jeunes artistes de banlieue puisaient sans le savoir dans le répertoire de « la commedia dell'arte ».

« Vous êtes vraiment de la gauche caviar », se désola M. Raoult. Les députés de droite étaient confrontés, mardi 29 octobre, à un épineux dilemme. Ils n'ont pas cessé, depuis le début de l'examen des dépenses du budget, de dénoncer le tarissement des crédits affectés à tel ou tel ministère. Or comment combattre ce budget de la culture qui, avec 12,98 milliards de francs — soit un pourcentage du budget global approchant le 1 % symbolique —, bénéficie d'une augmentation de 7,3 % par rapport à 1991 ? La tâche devait en effet être bien ardue pour que M. Hervé de Charette (UDF, Maine-et-Loire) admit que M. Lang avait « fait



progresser la cause de la culture » depuis dix ans. Privé d'arguments financiers contre un budget respecté de la rigueur, le même M. de Charette se rattrapa néanmoins en brochant dans les travers de la personnalité de M. Lang, qui, outre son style « gauche caviar », pêche par excès de « politique médiatique » et une « dérive monarchique », allusion à son penchant à présenter toute initiative d'envergure comme un « don de Dieu ».

C'est ainsi que l'oeil se rebattait sur les grands travaux, au premier rang desquels la controversée Bibliothèque de France. M. Bruno

Bourgeois (RPR, Marne), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, rappela la lettre ouverte adressée au président de la République par plus de cinq cents intellectuels et chercheurs hostiles au projet. Selon lui, « le budget de la culture sera inévitablement grevé par des coûts fixes incompressibles ». Sur le même registre, M. François de Panafieu (RPR, Paris) mit en regard les dépenses totales d'équipement envisagées — « trois fois l'Opéra de la Bastille », précisait-il — et « le contexte actuel de délabrement des finances

publiques ». Venu au secours de M. Lang, M. Charles Josselin (PS, Côtes-d'Armor), rapporteur spécial de la commission des finances, balaya ces objections en invoquant, non sans un certain lyrisme, le « dessein suprême d'une âme à insuffler à l'époque ». « Les grands travaux constituent sans doute, avec la construction européenne, l'un des grands desseins de cette fin de siècle », dit-il. Paradoxalement, ceux qui reprochent aux grands travaux d'être inutiles sont aussi ceux qui déplorent l'absence de projets d'avenir et d'utopies mobilisatrices.

Mais là ne fut pas la seule faille que l'opposition tenta d'exploiter. M. de Charette trouva dans le « déséquilibre entre Paris et la province » matière à ferrailler à nouveau. « La province reçoit environ le tiers des crédits, l'Île-de-France tout le reste, et Paris à lui seul la moitié », déplora-t-il en citant l'exemple de sa commune, Saint-Florent-le-Vieil, « haut-lieu des guerres de Vendée », dont l'abbaye « très digne d'intérêt » est quasiment ignorée des subventions d'Etat.

À la nomination du groupe communiste, M. Guy Herminier, député de Bouches-du-Rhône, s'agit d'abord de la culture que de celle des abbayes vendéennes. Il brossa un tableau plutôt sombre d'une époque marquée par « la perte du goût de lire », « la fermeture des salles de cinéma », « le rouleau compresseur de l'américanisation ». « Des milliers d'intellectuels et de gens de culture vous reprochent de les avoir trompés », a-t-il lancé à l'adresse du ministre, qui, subitement, eut l'air songeur. Lui, l'ancien contempteur de Deauville, pris ce tenaille entre le Bronx et Dallas...

FRÉDÉRIC BOBIN

Mode de scrutin et quinquennat

## Le groupe RPR reproche à MM. Chirac et Pons d'avoir ouvert prématurément le débat sur les institutions

Les propositions exprimées par M. Jacques Chirac dans « Le Monde » du 24 octobre en vue de « changer la République » et celles qu'a formulées M. Bernard Pons au récent congrès du RPR en faveur d'une réforme du mode de scrutin ont été assez vivement contestées, mardi 29 octobre, lors des réunions du bureau, puis du groupe parlementaire de l'Assemblée nationale. Il a été essentiellement reproché aux deux hommes d'avoir enfreint les recommandations de discrétion appliquées jusque-là à ces sujets.

Il avait été convenu, faute d'accord après plusieurs réunions internes, que ce genre de débat ne serait pas ouvert. En attendant, la position officielle du RPR consistait seulement à affirmer que la réforme éventuelle du septennat pouvait attendre, la prochaine scrutin d'Etat prévu pour 1995, et que la loi électorale ne devait pas être modifiée avant la consultation de 1993. C'est pourquoi le bureau du groupe RPR, mardi matin, a décidé, sur proposition de M. Juppé, la formation d'un groupe de travail mixte (députés, sénateurs, personnalités juridiques) chargé d'étudier l'ensemble des modifications à apporter à la Constitution.

S'il ne s'agit pas là, à proprement parler, d'un désaccord avec M. Chirac, ces initiatives aboutissent cependant à considérer que les projets du maire de Paris ne sont que des thèmes de débats, des pistes de recherche. Plusieurs élus s'étaient déjà plaints de n'être pas assez souvent consultés et ils

ont marqué une certaine irritation à la publication de l'article de M. Chirac dans « Le Monde ». Un reproche de même nature a été adressé à M. Bernard Pons pour avoir pris publiquement position en faveur d'un scrutin majoritaire à un tour, assorti d'une dose de proportionnelle, et pour avoir souhaité que cette réforme intervienne avant les prochaines élections législatives.

L'intérêt que ces choix ont suscité de la part de certains socialistes a encore accru l'embarras des députés RPR et accentué leur regret de cette initiative personnelle, solitaire et impulsive. Car si quelques députés n'excluent pas d'étudier des modifications à apporter à la loi électorale, la plupart demeurent attachés à l'actuel régime majoritaire uninominal à deux tours. Ils se réfèrent aux simulations de vote apportées par divers instituts de sondages pour en déduire que le maintien de l'actuel mode de scrutin leur serait le plus favorable.

C'est notamment ce qu'affirment MM. Juppé, Séguin, Pasqua, qui ne cachent pas leur agacement, voire leur colère, après les déclarations de M. Pons. Un autre jugement a été présenté devant le groupe parlementaire par M. Jean-Luc Reitzel, député du Haut-Rhin, qui s'est opposé à toute « installation » de représentation proportionnelle motivée par le désir de faire une place aux écologistes. « Méfiez-vous des écologistes », a-t-il lancé. « Ils nous proposent des propositions que nous ne pouvons accepter, concernant non seulement le mode de scrutin, mais aussi le nucléaire et la défense nationale ». M. Jacques Toubon, député de Paris, a abondé dans le même sens en estimant que les écologistes étaient plus sensibles aux réactions des députés sortants et aux aspects concrets de leurs programmes qu'aux constructions institutionnelles et aux réformes électorales.

## Un précédent gaulliste

Le paradoxe de ces prises de position diverses est qu'elles puisent parfois à la même source. M. Pons n'hésite pas à dire que « l'inscription du mode de scrutin dans la Constitution est une ineptie », alors que c'est le président du RPR qui la propose. Or, c'est que « ineptie » de même nature que M. Michel Debré, alors garde des sceaux, avait proposé sans succès, au général de Gaulle, lors de l'élaboration de la Constitution de 1958. Il souhaitait, en effet, que la Constitution mentionne au moins « le caractère obligatoirement majoritaire du scrutin ». De Gaulle avait refusé cette proposition, estimant que les circonstances pouvaient évoluer et influencer sur le choix du mode de scrutin. Le choix d'un scrutin majoritaire à un tour, comme le propose aujourd'hui M. Bernard Pons, n'a pas non plus trouvé grâce aux yeux de de Gaulle en 1958, lorsque M. Michel Debré, soutenu par Jacques Soustelle, lui a également présenté cette solution qui, selon lui, aurait évité « la discipline du second tour, qui aboutit à associer des partis opposés dans leurs conceptions gouvernementales ».

Le 7 octobre 1958, en conseil de cabinet à l'hôtel Matignon, le général de Gaulle tranchait par deux sentences : « Si l'on veut une majorité, il faut un scrutin majoritaire » et « Le scrutin uninominal à deux tours est le scrutin de la République ». Ce qui d'empêche pas Georges Pompidou, alors directeur du cabinet du général, de soupçonner : « De Gaulle accepte que la future Assemblée soit à majorité socialiste ? Ce qui ne se vérifie que vingt-trois ans plus tard, en 1981 ».

ANDRÉ PASSERON

Le 1er : M. Carignon cumule la liste de l'opposition aux élections régionales. — M. Alain Carignon (congé du RPR), maire de Grenoble, qui avait annoncé il y a dix jours son intention de briguer la présidence du conseil régional Rhône-Alpes, démissionne par M. Charles Millon (UDF), a accepté de conduire une liste d'union UDF-RPR — « non-inscrite » pour les élections régionales. Promettant acte de l'échec de sa tentative de conquête de la présidence de la région, qui n'a pas reçu, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Isère, le soutien qu'il espérait, le maire de Grenoble a conclu un accord avec les membres de sa majorité départementale. En contrepartie il tiendra compte de la fidélité exprimée par l'UDF à l'égard de M. Millon. — (Cont.)

Au Sénat

## ● Aggravation des peines sanctionnant le vol

Les sénateurs ont commencé, mardi 29 octobre, l'examen du livre III du code pénal, relatif à la répression des crimes et des délits contre les biens, présenté par M. Michel Sapin, ministre délégué à la Justice. Ils ont adopté plusieurs amendements augmentant les peines prévues pour le vol.

Le Sénat a pris un nouveau relais dans la course à étapes de la réécriture du code pénal à laquelle le gouvernement soumet le Parlement depuis le 9 mai 1989. Après avoir adopté en deuxième lecture le livre II consacré aux atteintes contre les personnes, et avant d'examiner les atteintes contre l'Etat regroupées dans le livre IV, voté en première lecture par l'Assemblée nationale, les sénateurs se sont présentés du livre cataloguant les atteintes contre les biens (I), comme le vol, l'extorsion, l'escroquerie, le recel ou le vauclisme.

Alors que les sénateurs avaient taillé en pièces le livre consacré aux atteintes contre les personnes, ils ont en revanche accueilli avec une relative indifférence le projet du gouvernement. Et ce parce que la notion du droit de propriété, comme l'a assuré M. Marcel Rudloff (Union cent., Bas-Rhin), rapporteur de la commission des lois, s'est progressivement « diluée ». Toujours est-il que le projet du gouvernement, selon le rapporteur, ne bouleverse pas le droit

actuel. Les modifications proposées par la commission, soumise comme toujours de ne pas adoucir les peines prévues, se contentent selon lui, de combler des lacunes. M. Charles Lederman (PC, Val-de-Marne) mis à part, ce livre, a peu inspiré les sénateurs qui ont presque tous repoussé la question préalable défendue sans succès par le porte-parole communiste, dénonçant les dérives répressives du projet.

A propos du premier chapitre du livre consacré au vol, contre l'avis du gouvernement, les sénateurs ont porté à trois ans d'emprisonnement et à 300 000 F d'amende, au lieu de deux ans de prison et de 200 000 F dans le texte du gouvernement, les peines prévues pour le « vol simple ». Ils ont aussi augmenté les peines prévues pour les vols aggravés, parmi lesquels figurent désormais le vol accompagné de vandalisme, le vol commis par un agent de l'autorité publique, le vol commis au préjudice d'une personne vulnérable et le vol commis dans un véhicule de transport collectif, ainsi que pour les cas les plus graves : les vols avec violence et torture, les vols avec port d'arme et les vols en bandes organisées.

GILLES PARIS

(1) Le projet de code pénal a été découpé en cinq livres distincts. Le livre I, qui a déjà fait l'objet d'un accord en commission mixte paritaire, est consacré aux dispositions générales. Le livre V, qui sera examiné ultérieurement, regroupe les dispositions du droit pénal spécial.

## ● Modification du projet de loi créant une agence du médicament

La majorité sénatoriale a adopté, mardi 29 octobre, le projet de loi relatif à l'agence du médicament et à la maîtrise des dépenses de médicaments remboursables présenté par M. Jean-Louis Bianco. Les groupes communiste et socialiste ont voté contre. Sous l'impulsion de M. Hélène Missoffe (RPR, Val-d'Oise), rapporteur de la commission, les sénateurs ont considérablement réduit le texte de M. Bianco. Après avoir modifié en profondeur le projet de l'agence du médicament créée par le projet de loi (le Monde du 30 octobre), ils se sont ensuite attachés au comité, transformé en Haut Comité, chargé de déterminer les objectifs d'évolution des dépenses de médicaments ainsi que le régime des prix. Ils ont ainsi décidé que ces objectifs seraient l'objet d'un accord

annuel tripartite entre les pouvoirs publics, les caisses et la profession, la décision revenant en dernier recours au gouvernement en cas d'échec. Les sénateurs ont ensuite renforcé, contre l'avis du gouvernement, la dimension contractuelle des dispositions relatives aux dépenses de promotion et de publicité pharmaceutique, fixées au cours d'une convention nationale entre l'Etat et la profession. Là aussi, la décision finale reviendra à l'Etat en cas d'échec de la négociation.

Les sénateurs ont également décidé que le Haut Comité présentera dans un délai de deux ans un rapport d'étape sur l'application du projet de loi. Ils ont enfin adopté, sur propos de M. Jean Chérioux (RPR, Paris), le principe de la création d'une agence du médicament vétérinaire.

La rencontre entre le Parti socialiste et les Verts

## M. Antoine Waechter propose que la prochaine législature ait pour mission de réformer la Constitution

En réponse à l'invitation de M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du Parti socialiste, une délégation des Verts s'est rendue, mardi 29 octobre, au siège du PS. Asperavant, M. Antoine Waechter, porte-parole du mouvement écologiste, avait lancé un appel pour que la future Assemblée nationale ait une « mission constituante ».

Deux heures avant la rencontre entre les Verts et le Parti socialiste, mardi 29 octobre, le principal porte-parole du mouvement écologiste, M. Antoine Waechter, a tenu à rappeler les deux avantages d'une « réforme du mode de scrutin » : celui de « rénover le paysage politique » et celui d'« ouvrir de nouvelles perspectives » aux Français. « Je ne vois pas pourquoi une telle réforme devrait être reportée au lendemain des élections législatives de 1993 », a souligné M. Waechter.

Estimant que la Constitution de 1958 a vieilli et qu'il faut une réforme qui permette de « démocratiser

la société française », le porte-parole des Verts a lancé un appel pour que la prochaine Assemblée nationale, devenue « pluraliste », ait « une mission constituante ». Les réformes envisagées par les Verts portent notamment sur un réajustage des pouvoirs au profit du législatif, la réduction du mandat présidentiel, l'institution du référendum d'initiative populaire et l'approfondissement de la décentralisation.

## « Ni décrets ni contenus »

Concernant la réforme du mode de scrutin, les Verts soulignent la proportionnelle intégrale. Mais, désireux d'aboutir avant la fin de l'actuelle session parlementaire, ils sont disposés à accepter une « réforme simple », et transitoire, qui consisterait soit à adapter le système électoral, soit à revenir aux règles de 1986, à la condition que les circonscriptions législatives, de vingt sièges au moins, permettent une réelle application de la proportionnelle. Que, qu'ils en disent, les Verts ont fait leurs calculs : avec l'actuel scrutin majoritaire, ils auraient que de deux à cinq sièges ; ils pourraient en

avoir une trentaine dans le cadre du scrutin à la proportionnelle de 1986, et jusqu'à une cinquantaine selon le système allemand.

Toujours soucieux de préserver le mouvement de toute déviation, vis-à-vis de la gauche, comme de la droite, le collège électoral des Verts avait recommandé à son principal porte-parole, M. Antoine Waechter, de ne pas se rendre en personne à l'invitation du premier secrétaire du PS. M. Mauroy, pour discuter de la réforme des modes de scrutin. La délégation écologiste était donc composée de M. André Buchmann, porte-parole, et de M. Etienne Tite, trésorier, et Alain Uguen, délégué aux élections. Après deux heures de discussion avec les socialistes, MM. Claude Bartolone, Christian Pierret, Jean-Claude Petitdemange, Pierre Moscovici et Gérard Le Gall, les écologistes se sont déclarés « ni décrets ni contenus ». Ils ont tout de même été surpris que le PS se contentât de proposer sans plus de précision, « un système majoritaire qui permette une représentation honnête de toutes les forces politiques ».

JEAN-LOUIS SAUX

Après avoir reçu M. Delebarre

## M. Quilliot est prêt à reprendre sa démission de maire de Clermont-Ferrand

CLERMONT-FERRAND de notre correspondant

M. Roger Quilliot, sénateur du Puy-de-Dôme, qui avait annoncé le 14 octobre son intention d'abandonner son mandat de maire de Clermont-Ferrand, a indiqué, mardi 29, après avoir reçu M. Michel Delebarre, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire, qu'il reprendrait sa démission « si ses conditions sont désormais réunies pour qu'il en soit ainsi ».

Le maire de Clermont-Ferrand, qui refuse de « gérer la décadence de sa ville » tant qu'il obtiendrait pas les moyens de faire face à une « situation économique dramatique », considère désormais qu'il a atteint son but. En premier lieu, « les pos-

sibilités publiques qu'il avait personnellement mises en cause » l'ont entendu. M. Michel Delebarre, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire, a tenu à lui rendre personnellement visite dans sa mairie de Clermont-Ferrand.

## Premier pas

En présence des élus de la grande agglomération, le moisioire a confirmé mardi 29 octobre, tout en les explicitant, les mesures prises en faveur de la ville (et plus généralement de l'Auvergne), annoncées par M. Edith Cresson à M. Roger Quilliot lors de leur entrevue, à Matignon le 24 octobre : développement des grandes infrastructures de transports, des services publics, de l'enseignement supérieur et des activités économiques.

M. Quilliot, qui continue de penser que seule la mise en place d'un district urbain permettra d'accueillir de nouvelles industries, estime que cette intercommunalité économique « est en bonne voie ». Mardi matin en effet, dix-sept maires du « Grand Clermont » ont participé à une réunion d'information dirigée par M. Laodouzy, préfet de région. Selon M. Quilliot, « tous ont fait preuve d'une volonté intercommunale indéniable ».

« Certes, tous les problèmes ne sont peut-être pas réglés », a déclaré M. Quilliot, en évoquant surtout la grande disparité des taux de la taxe professionnelle perçue par les communes. Mais le premier pas est franchi. C'était peut-être celui qui coûtait le plus.

JEAN-PIERRE ROUGER



## SOCIÉTÉ

### RELIGIONS

La fin de l'assemblée plénière de Lourdes

## Les évêques préparent un document sur la crise sociale en France

Mgr Joseph Duval, président de la conférence épiscopale, a conclu, mercredi 30 octobre à Lourdes, l'assemblée plénière de l'épiscopat, traitant de la situation des immigrés, des agriculteurs, abordant quelques sujets de politique internationale et exprimant ses vœux pour le succès de la conférence de Madrid. L'assemblée plénière de l'épiscopat a également adopté un message destiné à l'enseignement catholique et un texte de soutien au peuple catholique croate.

LOURDES

de notre envoyé spécial

L'assemblée plénière de l'épiscopat français s'est achevée sans que les évêques aient pu se mettre d'accord sur un texte - annoncé pour le centenaire de l'encyclique *Rerum novarum* (1) - prenant en compte l'ensemble des maux sociaux et proposant des orientations fermes en matière de solidarité.

« L'opération s'est révélée plus complexe que prévu », explique Mgr Duval. Chacun a fait part de son expérience locale, mais au-delà, l'épiscopat hésite sur la marche à suivre, sur le type de document à proposer, craint d'être incomplet, réupéré, taxé d'incompétence. Mandat a été donné à la commission sociale de publier un texte avant Noël, mais il est clair que pour la nouvelle génération d'évêques, la priorité va à des interventions de terrain plutôt qu'à des discours nationaux.

Autre exemple de débat aujourd'hui : les nouveaux statuts de l'enseignement catholique. On savait que les évêques souhaitent renforcer leur droit de regard sur une institution qui scolarise deux millions d'enfants (le Monde du 24 octobre). Les enjeux ont été définis, notamment le rapport entre l'État et un milieu scolaire qui a ses lois propres et ses exigences professionnelles. Mais une fois de plus, la hiérarchie a décidé de laisser le « chantier » ouvert jusqu'à une assemblée extraordinaire en mai prochain.

### Des « armées spirituelles » contre les sectes

Les évêques ont adopté in extremis un « message de confiance » destiné aux différents partenaires de l'école catholique (parents, chefs d'établissement, enseignants, organismes de gestion), sans dire toutefois sur quels points la discussion sur les nouveaux statuts avait échoué. Aussi le porte-parole des congrégations religieuses catholiques n'a-t-il été un froid dans l'assemblée en déclarant : « Les partenaires adultes de l'enseignement catholique ont droit moins à un texte d'exhortation qu'à un texte d'information sur les intentions des évêques et de réponse aux questions soulevées ».

Les nouveaux clivages dans l'épiscopat français sont apparus à propos du débat sur les sectes. Chaque évêque a fait part des menaces pesant localement sur les communautés chrétiennes, comme les agis-

sements de la secte IVI (*Invitation à la Vie*), qui prétend être catholique. Mais sur la meilleure façon de riposter, on a peu entendu les témoins habituels, avocats de l'Eglise conciliaire engagée dans les réalités sociales et politiques.

En revanche, les porte-parole connus des sensibilités nouvelles - spirituelles, charismatiques - ont appelé les catholiques à « être plus catoliques pour parler de mystique, de contemplation, de prière, de sainteté » (Mgr Raffin, de Metz), à « réhabiliter la dimension du mystère de la foi, à redonner plus de place au symbolique dans la liturgie, à révisiter sur la dimension ecclésiologique (NDLR : les fins dernières de l'homme) du message de l'Evangile » (Mgr Gaidon, de Cahors). En rappelant que, de tout temps et dans toutes les cultures, avaient existé le paganisme et la gnose, le cardinal Lustiger lui-même est intervenu pour dire que « les armées spirituelles » seraient sans doute plus efficaces que « les armées sociales » pour réduire l'influence des sectes. Mais sur quoi débouchera un tel débat ? Sera-t-il repris et comment, nul ne le sait.

Rajout, transformé dans sa composition interne, ses origines, ses sensibilités, l'épiscopat cherche une méthode. Ses assemblées annuelles de Lourdes ne produisent plus de textes de référence ou d'orientation. L'étude de ses « dossiers », comme celle qui vient d'être engagée à Lourdes sur la famille, est de plus en plus morcelée, étalée dans le temps. Cette année, a été expérimentée une formule d'« ateliers » sur des sujets aussi divers que la nouvelle évangélisation, la diminution du nombre des prêtres (qui a eu la plus grande audience), les jeunes, l'Europe, etc. Mais en dépit des efforts de quelques personnalités, comme Mgr Gilson (Le Mans), Mgr Defois (Sens-Auxerre) ou Mgr Lustiger (Paris), pour remettre en perspective les débats ou préciser les publics auxquels ils s'adressent, on se sent bien en peine de dire aujourd'hui quelles sont les priorités de l'Eglise de France.

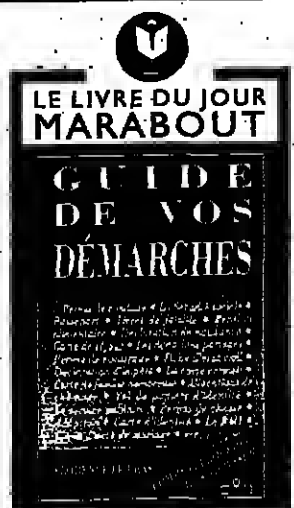
Les évêques sont de plus en plus sollicités dans leurs diocèses. La pénurie croissante de prêtres les oblige à des tours de force. Près de la moitié d'entre eux (45) ont terminé ou engagé un cycle diocésain, destiné à répartir la tâche de leur Eglise locale. Aussi la question du fonctionnement, mais aussi de l'utilité même et de l'avenir des structures nationales de l'épiscopat, héritées du concile Vatican II, au nom de la « collégialité », est-elle de plus en plus posée.

HENRI TINCQ

(1) La fameuse encyclique de Léon XIII sur la question sociale, publiée en 1891, a donné lieu à Rome à une nouvelle encyclique sociale de Jean-Paul II (*Centesimus annus*) et à une quinzaine de colloques universitaires en France.

■ Décès de Mgr Jean Sauvage. — Mgr Jean Sauvage, ancien évêque d'Annecy (1962-1983), est décédé le 28 octobre à l'hôpital d'Annecy. Ses obsèques seront célébrées le 2 novembre à 10 heures, à la cathédrale d'Annecy.

[Né le 30 septembre 1908 à Marceuil (Nord), Jean Sauvage est ordonné prêtre le 26 mai 1934. Suppléant du grand séminaire de Lille jusqu'en 1962, il est nommé évêque d'Annecy le 18 septembre 1962 et participe au concile Vatican II. Mgr Sauvage innove dans le diocèse en ordonnant des diacres mariés.]



(Publicité)  
A l'occasion de la publication du livre de  
**Philippe HERZOG : Tu imagines la politique**  
les Editions Messidor ont le plaisir de vous inviter  
à un **DÉBAT** qui sera animé par l'auteur  
le **mardi 5 novembre 1991 à 20 heures**  
à la **Maison de la Chimie**,  
28, rue Saint-Dominique 75007 Paris  
Métro Solferino **ENTRÉE GRATUITE.**

### DÉFENSE

Pour compléter le système Helios

## Les armées retiennent le projet Osiris d'un satellite d'observation radar

L'état-major français des armées a inscrit dans son plan pluriannuel spatial militaire (PPSM) le programme, baptisé Osiris, d'un satellite d'observation radar pour des missions de jour et de nuit, par tous les temps. Ce satellite devrait être en orbite vers 2001-2003.

C'est le général de brigade aérienne Christian Fontaine, chef de la division « plan-programmes-espace » à l'état-major des armées, qui l'indique dans la lettre *Objectif Défense* adressée chaque mois aux commandants de formations dans les trois armées. Créé en 1983 et mis à jour tous les deux ans, le PPSM, dont le général Fontaine est responsable sous l'autorité du major général des armées, contribue à la définition des besoins militaires dans l'espace à moyen et à long terme.

A ce jour, la France a lancé le programme Helios d'un système d'observation spatiale à des fins militaires, auquel participent l'Italie (à hauteur de 14,1 %) et l'Espagne (7 %). Ce projet vise à mettre en orbite en 1994, entre 400 et 800 kilomètres d'altitude, un satellite qui s'inspire du satellite civil Spot d'observation de la Terre mais qui

emporte une caméra plus perfectionnée transmettant des images numériques.

Outre un satellite de 2,5 tonnes en orbite, le projet prévoit de disposer d'un second, du même type, en réserve, dans le cas d'un échec du premier. Des stations au sol en France (à Creil, dans la région parisienne), en Italie et en Espagne permettent de traiter les informations recueillies. Le coût global est estimé à quelque 6,7 milliards de francs (valeur 1990).

En son état actuel, Helios, qui a une durée de vie de quatre ans, présente des inconvénients : son équipement optique ne permet pas des observations par temps couvert et, surtout, il ne repasse que tous les deux jours (toutes les vingt-quatre heures à basse altitude) au-dessus d'un même lieu. Ces contraintes ont été acceptées au début du programme, lorsqu'il s'agit, pour la France, de disposer d'un satellite dit de renseignement stratégique, dont la mission était de repérer les cibles d'une éventuelle frappe de destruction nucléaire.

Aujourd'hui, avec l'accent mis par le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, sur le renseignement stratégique et tactique d'origine spatiale, les besoins ont évolué. Il s'agit plutôt d'obtenir des informations plus fraîches, plus rapides et plus précises

encore, notamment pour tout ce qui concerne la gestion d'une « crise », c'est-à-dire la détection des mouvements de troupes, des indices précoques d'une alerte, voire le contrôle des mesures d'un désarmement négocié.

Le groupe Matra, qui est responsable de 60 % du programme Helios sous la maîtrise d'ouvrage du Centre national d'études spatiales (CNES), a proposé de modifier le système pour tenir compte des nouveaux besoins exprimés par son utilisateur.

### Un budget en hausse de 17,5 %

Dans un premier temps, le premier Helios serait mis en orbite, comme prévu, en 1994. Le deuxième satellite du même type ne serait plus placé en orbite, mais il serait mis en orbite l'année suivante. Ainsi, les observations se feraient toutes les vingt-quatre heures ou toutes les douze heures (en navigation à basse altitude). Un troisième Helios, qui serait mis en orbite en 1998, embarquerait un détecteur infrarouge (pour le renseignement de jour et de nuit, le repérage des missiles en phase propulsée et pour la détection des essais nucléaires) et des équipements anti-lourage (pour percer les camouflages et le brouillage). A ce projet de troisième satellite Helios serait associée

la création de stations de réception au sol qui seraient plus légères et mobiles pour servir à des commandements de forces en déplacement outre-mer.

Ultérieurement, Matra rejoint le PPSM du général Fontaine en proposant, sous le couvert du programme Osiris, un satellite de détection radar prêt pour le début du siècle prochain et capable, en permanence, de missions d'observation tous temps et à travers la couche nuageuse. En raison de son coût, ce système d'observation radar devrait être conçu en coopération européenne élargie. Depuis quelque temps déjà, l'Allemagne n'a pas caché qu'elle s'y intéresse.

La France, outre Helios et Osiris, est engagée dans un autre programme spatial, le système de télécommunications militaires Syracuse 1 et 2, qui permet des transmissions instantanées et protégées à destination de stations fixes au sol, sur bateaux de guerre ou à bord d'avions Transall. En 1991, le budget spatial du ministère de la défense est de 3,1 milliards de francs. Il devrait croître de 17,5 % en 1992. Selon Matra, ce financement, en regard de tous les programmes envisagés, devrait progressivement doubler et se hausser à quelque 6 milliards de francs par an dans les quinze années à venir.

JACQUES ISNARD

## LE BANQUIER RESPECTÉ POUR SON RATIO-COOKE OUVRE UNE SALLE AUX MUSICIENS DE RENNES.



Grâce à l'importance de ses fonds propres, le Crédit local a un ratio de solvabilité à fin 1990 de près de 20 %. C'est un des meilleurs de la place financière : deux fois plus élevé que la norme internationale.

Principal banquier des collectivités locales, le Crédit local finance la réalisation de projets urbains, d'équipements sportifs, d'écoles, de crèches, de réseaux de transports, etc.

En devenant actionnaire du Crédit local, votre intérêt est double : vous participez à l'amélioration de votre cadre de vie et vous investissez dans une entreprise solide et dynamique.

Un document de référence (N° COB R91-013 du 18 octobre 1991) est disponible sur simple demande auprès du Crédit local de France au 16 (1) 40.57.70.53.



**CRÉDIT LOCAL DE FRANCE**  
BIENTÔT, VOUS POURREZ EN ÊTRE ACTIONNAIRE.



## SOCIÉTÉ

## MÉDECINE

La polémique sur la transfusion sanguine et l'indemnisation des personnes contaminées par le virus du sida.

## Un document inédit montre que des transferts budgétaires avaient freiné la politique de prévention de la direction de la santé

La polémique opposant le professeur Jacques Roux, ancien directeur général de la santé, au gouvernement à propos des décisions financières prises en 1985 par l'Hôtel Matignon et visant le chapitre prévention du ministère des affaires sociales vient de s'enrichir de plusieurs éléments. M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a fourni mardi 29 octobre des précisions chiffrées sur les mouvements budgétaires de cette période. Un document inédit montre cependant que la préférence de 5 millions de francs au bénéfice du Centre mondial d'information s'est opposée en 1985 aux projets de prévention de la direction générale de la santé.

Dans une note remise à la presse mardi 29 octobre, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances et du budget, affirme qu'« aucun obstacle budgétaire n'a freiné la lutte contre le sida entre 1984 et 1985 ». M. Pierre Bérégovoy répondait ainsi aux attaques qu'avait formulées, ces derniers jours, le professeur Jacques Roux, ancien directeur général de la santé et inculpé dans l'affaire de la contamination des hémophiles par le virus du sida, à l'encontre de M. Georges Dufoix et de M. Laurent Fabius. Le ministre de l'économie cherchait ainsi à faire la lumière sur les mouvements intervenus en 1984 et 1985 sur le chapitre 47-13 du budget de la santé (c'est-à-dire le chapitre prévention générale).

Conformément à ce qu'avait déclaré au Monde (daté 15 octobre) le professeur Jacques Roux, le document remis par le ministre des finances montre qu'un arrêté de transfert d'un montant de 5 millions de francs effectué le 6 août 1985 vers le chapitre 44-11 du budget du plan a servi à financer le Centre mondial d'information. En outre, sur les 6 970 000 francs d'annulations de crédits effectués dans le cadre de la loi de finances rectificative (arrêté du 27 novembre 1987), 1,7 million a été attribué « aux services généraux du gouvernement (actions d'information à caractère interministériel) ». Mais, précise M. Bérégovoy, « les mouvements budgétaires traditionnels sur le chapitre 47-13, au demeurant parfaitement connus puisqu'ils ont été publiés et approuvés par le Parlement (notamment l'arrêté de transfert de 5 millions de francs du 6 août 1985...), n'ont pu en aucune manière entraver l'action des pouvoirs publics contre le sida qui s'exerce à travers d'autres canaux budgétaires ».

M. Bérégovoy ajoute : « La preuve

est que des crédits importants (2,8 millions de francs en 1984 et 2,5 millions de francs en 1985) sont restés inutilisés sur le chapitre 47-13 et qu'il aurait été loisible au directeur général de la santé de l'époque de les engager s'il l'avait souhaité. De même, il aurait pu utiliser une partie des 413 millions de francs supplémentaires versés au profit du budget de la santé à l'occasion de la loi de finances rectificative de la fin 1985. »

Ainsi, selon M. Bérégovoy, l'argent ne manquait pas à la direction générale de la santé. De toute manière, indiquait M. Bérégovoy dans sa note, « à l'époque, les actions de lutte contre le sida étaient financées soit par la Sécurité sociale soit par les organismes de recherche ».

Dans l'après-midi du 29 octobre, le ministre du budget devait pourtant, par l'intermédiaire de l'AFP, préciser que sur les budgets 1984 et 1985, toujours au chapitre 47-13, des sommes respectivement de 300 000 francs et de 1,2 million de francs ont été inscrites, au titre de subventions diverses pour la lutte contre le sida.

En réalité, la situation était à l'époque un peu plus difficile. Dans un document (réf. CAB 18 n° 2981), adressé le 11 septembre 1985 par M. Michel Yahiel, conseiller technique au cabinet de M. Georges Dufoix (et aujourd'hui directeur adjoint du cabinet de M. Jean-Louis Bianco), à M. Roux, directeur général de la santé (DGS), à M. Menassière, directeur de l'administration générale du personnel et du budget (DAGPB), et à M. de Kervadon, directeur des hôpitaux, on peut lire ce qui suit :

« L'objet : l'attribution du ministère au titre du Centre mondial d'information. La direction générale de la santé a été taxée de 6 millions de francs en 1985 au titre du Centre mondial d'information. A ce jour, 5 millions ont été engagés sur le chapitre 47-13. L'examen de la consommation des crédits sur ce chapitre laissant d'ores et déjà apparaître une insuffisance sur l'exercice, incompatible avec le financement insurable de nouveaux projets sur la fin de la présente gestion, le ministère a décidé de modifier l'imputation budgétaire du reliquat dû au C. M. I. »

« Vous voudrez donc bien prendre les dispositions nécessaires pour engager sur le chapitre 66-11 (subventions d'équipements sanitaires à la direction des hôpitaux, - NDLR) 1 million de francs au bénéfice de cet organisme, selon des modalités pratiques que la DAGPB et la DGS préciseront à la DH. »

Il apparaît donc que les consommations de crédits sur le budget de la prévention étaient à ce point importantes que le ministère des affaires sociales dut renoncer à laisser prélever un total de 6 millions de francs sur ce chapitre de peur de

ne pas pouvoir financer « de nouveaux projets ».

M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de la solidarité, avait qualifié, mardi 29 octobre sur Europe 1, de « scandaleuses » les affirmations du professeur Jacques Roux. Précisant qu'il avait fait ressortir les archives de son ministère, M. Bianco a déclaré : « Il n'y avait pas à l'époque - ce qui montre bien qu'on sous-estimait le danger - de ligne sida. Les sommes qui devaient être consacrées au sida, d'ailleurs faibles, l'ont été toutes que soient les opérations de régulation budgétaire. » Quant à M. Philippe Calviat, directeur de cabinet du ministre délégué au budget, M. Michel Charasse, et membre du cabinet de M. Laurent Fabius, alors premier ministre, en 1985, il nous a précisé que le Centre mondial d'information avait « deux ou trois grands axes de recherche, dont l'un était l'information médicale. De toute manière à l'époque, les voies budgétaires permettant de financer la lutte contre le sida étaient la recherche et la Sécurité sociale. On ne retrouvait sur le 47-13 qu'une ligne de 1,2 million de francs destinée à financer l'élaboration de brochures par le Comité français d'éducation pour la santé ».

Interrogé sur cette note, le professeur Roux nous a expliqué que cette taxation du ministère au titre du Centre mondial d'information « avait contraint ses services à rogner sur les sommes qu'ils entendaient allouer aux mesures destinées à accompagner la mise en œuvre du dépistage systématique du virus du sida dans les dons de sang ». Ainsi qu'il l'avait expliqué à la fin du mois de juin 1985 lors d'une réunion du cabinet

du ministère des affaires sociales, « trois millions de francs, à trouver sur le 47-13, étaient nécessaires pour financer ces mesures d'accompagnement. Il s'agissait en particulier d'offrir à environ 100 000 personnes la possibilité de se faire dépister, de diffuser sous la forme de brochures des informations destinées au corps médical, de mettre en œuvre une enquête épidémiologique, d'accorder des subventions à des associations et à l'Institut Pasteur à condition que ce dernier fournisse rapidement des tests de dépistage en quantité suffisante. En outre, au cours de cette réunion, j'ai proposé que les tests de dépistage soient cotés 870, soit 120 francs. Après arbitrage, le ministère des affaires sociales, qui au départ prévoyait une cotation très basse, décidait de fixer le test à 845, soit environ 70 francs ».

La justice de ce nouveau document, il apparaît qu'en dépit des informations chiffrées qu'il vient de fournir le ministère des finances ne répond que partiellement aux accusations formulées par le professeur Roux. Dès lors, les questions restent entières. Les lourdes positions effectuées sur le budget alloué à la prévention générale ont-elles empêché la mise en œuvre de campagnes de prévention ? Les cinq millions de francs alloués au Centre mondial d'information de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber ayant posé de graves problèmes à la direction générale de la santé, les décisions de l'Hôtel Matignon se sont-elles opposées à la mise en place de mesures préventives contre le sida dont quelques-unes avaient à l'époque déjà commencé l'urgence ?

JEAN-YVES NAU

et FRANCK NOUCHI

## A l'Assemblée nationale

## Les mots pour le dire

En parler, oui, mais comment ? La question a traversé tous les groupes de l'Assemblée nationale, mardi 29 octobre. A la réunion du groupe UDF, selon son président M. Charles Millon, on n'a pas parlé « de cela ». « Ce débat sur la transfusion sanguine est tellement grave que la classe politique ne peut pas ne pas l'aborder, sauf à renier son rôle », observe M. Millon. Reste à trouver les mots pour le dire. « Nous devons faire attention à l'exploitation politique, on ne nous le pardonnerait pas », ajoute le président du groupe UDF. Un sentiment partagé par M. Jean-Yves Charnat (RPR), qui refuse de voir l'opposition « tomber dans le piège de la politisation », et par M. Jacques Barrot, président du groupe UDC, qui estime que « la classe politique ne doit pas se livrer à des règlements de comptes qui risquent de la déconsidérer ». « Nous ne devons céder ni à la récupération, ni à l'émotion », met en garde M. François d'Aubert (UDF).

Le message est donc clair : les mises en cause directes des responsables politiques de l'époque, dont M. Laurent Fabius, alors premier ministre, sont désormais à bannir. D'abord, constate avec un zeste de cynisme M. Millon, « parce que le mal est fait ». Ensuite parce que la classe politique, « confrontée, selon lui, à l'effacement de la plus importante de ces vingt dernières années », n'a jamais eut douté d'elle-même et de sa crédibilité. « Nous ne savons pas comment intervenir, en tant qu'hommes politiques, dans ce débat », confie modestement M. Jean-Jacques Hysot (UDF).

Pas question de se taire pour autant. Dès mercredi, l'opposition entend bien saisir l'opportunité de la retransmission télévisée des

questions au gouvernement, pour l'interroger sur l'impact de la contamination des victimes et les poursuites judiciaires. Pour le groupe UDF, c'est son président, M. Millon, qui doit se charger lui-même d'interpeller le gouvernement sur l'urgence de la reconnaissance de la « dette de la nation à l'égard des personnes contaminées et de leur famille ».

C'est donc au terrain, moins miné politiquement, de l'indemnisation que l'opposition devrait limiter ses interventions. M. Barrot a souligné que « le principe même de la solidarité, assumée par les contribuables, n'est pas pour autant hostile à une contribution des assurances ». Le secrétaire général de l'UDF, M. François Bayrou, estime pour sa part que l'État doit assumer, seul, « la responsabilité dans cette affaire » et qu'après « l'urgence politique, il n'est pas imaginable de voter un texte rétroactif d'immunité médicale ». Quant à la recherche des responsabilités, l'opposition est tentée de s'en remettre, avec un lâche soulagement, à la justice. « A elle de faire son travail et de nous expliquer ce qui s'est passé de mars à septembre 1985 », note M. Charnat. « Il faut que le pouvoir judiciaire n'ait pas peur de mettre en cause non seulement des fonctionnaires, mais aussi des hommes politiques », ajoute M. Barrot.

Un député centriste ajoutait : « Cette affaire, c'est comme l'arnica. Sauf que cette fois, on touche à la vie et à la mort des gens. On ne sait pas jusqu'où elle va aller, qui elle va éblouir, on sait seulement que personne n'en sortira indemne. On devine seulement qu'un à une bombe dans le mien et qu'elle peut tous nous faire sauter ».

PASCALE ROBERT-DIARD

## Journée nationale d'action des infirmières le 7 novembre

La Coordination nationale infirmière (CNI) a appelé, mardi 29 octobre, à une action nationale le jeudi 7 novembre, à Paris, devant le ministère de la santé. Cette journée d'action, annoncée à l'issue d'une rencontre entre les différents syndicats et associations professionnelles présents aux négociations, remplacera celle initialement prévue le 5

novembre. Les nouvelles propositions du ministre de la santé, M. Bruno Durieux, lundi 28 octobre, n'ont pas satisfait l'ensemble des organisations présentes aux négociations (Le Monde du 30 octobre). L'opération « zéro infirmière », organisée mardi 29 octobre, à l'initiative de la Coordination nationale infirmière, a été, semble-t-il, faiblement suivie.

## Un accord a été conclu entre le gouvernement et les compagnies d'assurances

Selon un communiqué publié dans la soirée du mardi 29 octobre par le ministère des affaires sociales et de l'intégration, les discussions en cours entre le gouvernement et les compagnies d'assurances sur l'indemnisation des hémophiles et des polytransfusés contaminés par le virus du sida « ont considérablement avancé et l'on peut espérer un aboutissement très proche ». Ces précisions font suite aux déclarations faites le même jour par M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, qui avait, une nouvelle fois, exprimé son souhait d'obtenir « une indemnisation rapide, juste et équitable des personnes concernées ».

M. Bianco avait alors précisé qu'il ne laissait que « deux à trois jours » aux compagnies d'assurances pour mettre en place un fonds d'indemnisation.

On indique de bonne source que l'accord vient d'être conclu entre le gouvernement et les compagnies d'assurances. Le principe retenu est celui de l'indemnisation des victimes sur un fonds similaire à celui du fonds de garantie contre

les actes de terrorisme. Le montant des indemnisations se ferait ainsi selon les règles du droit commun. Aucune autre précision quant aux personnes concernées (séropositifs, malades du sida, ayants droit) et au montant des indemnisations n'a été donnée. Il reste à savoir quelle attitude adopteront les associations de malades qui viennent d'être contactées sur ce thème. Selon M. Bruno de Langres, président de l'Association française des hémophiles, aucune réponse ne pourra être fournie, pour des raisons techniques, avant deux à trois jours.

Parallèlement, les responsables du comité Languedoc-Roussillon de l'Association française des hémophiles viennent d'annoncer qu'ils allaient porter plainte pour « empoisonnement et crimes contre l'humanité » contre neuf ministres et plusieurs médecins responsables du système transfusionnel. Cette action vise notamment MM. Mauroy, Fabius, Rocard, Bérégovoy, Hervé, Evrin, Nallet et Arpaillange, ainsi que M. Dufoix.

J.-Y. N.

## JUSTICE

Les attentats contre les foyers Sonacotra devant la cour d'assises des Alpes-Maritimes

## « Pour faire peur »

Gilbert Hervochon a accepté de comparaître devant la cour d'assises des Alpes-Maritimes spécialement composée de sept magistrats, qui jugent depuis lundi 28 octobre cinq hommes accusés d'avoir commis des attentats racistes contre des foyers Sonacotra. A l'agitation de cet homme de soixante-dix ans, les victimes ont répondu mardi 29 octobre en venant calmement exprimer leur frayeur et leurs interrogations.

## NICE

de notre envoyé spécial

Boudina Abderraman n'a pas compris. Ce 19 décembre 1988, il dormait dans sa chambre au premier étage du foyer Sonacotra de Cagnes-sur-Mer. Il s'est réveillé sur la pelouse, les jambes brisées. « L'explosion m'a projeté par la fenêtre », explique-t-il. « Je ne savais pas ce qui se passait, je me suis retrouvé sur le gazon, en bas ». Il est resté quinze jours à l'hôpital, tétaillé, son voisin de chambre, Georges Iordachescu, est sorti dans le noir sous une pluie de gravats. Il est tombé dans le cratère créé par la bombe posée devant sa porte. Blessé par les fers à béton tordus sous la déflagration, il a eu le visage défiguré, la chute de sa chevelure, mais une seconde bombe placée dans le parking a explosé et une pièce de phare de voiture a tué l'immigré roumain. « Je dormais, je ne sais pas ce qui s'est passé, mecano un autre réveillé, un litre tombait. Il y avait plus de portes. Plus de murs ». Après un silence, il ajoute : « Jusqu'à présent, je ne dors pas bien. J'ai des vertiges ». Les mêmes mots, le même frayeur, la même incompréhension sont exprimés par tous ceux qui cette nuit-là ont été réveillés par la bombe.

## Découpée comme un saucisson

Abdelmajid Addaji, vingt-cinq ans, se trouvait aussi des crânes dans le noir de ceux qui couraient vers la sortie en pyjama. Il a fini sa déposition, la cour le remercie. Il va quitter la barre lorsque le courage lui revient. Il voudrait « leur » poser une question. Il se tourne vers les accusés et dit calmement : « Nous, les résidents, nous sommes venus travailler en France. Mais à cause de quoi ils ont fait cela ? Dans la salle, un groupe d'immigrés approuvent. « On leur posera la question plus tard », décide le président William Vatin. Meis Nicolas Gouge veut répondre : « C'est pas contre les gens qui travaillent, c'est contre ceux qui vendent de la drogue ». Auparavant, lorsque les résidents étaient encore dans la salle des témoins, il avait regretté la mort du Roumain en disant : « Nous ne voulions pas tuer. C'était pour faire peur ».

Ainsi, se dessine une esquisse des mobiles que la cour d'assises

spéciale ne semble pas pourtant pressée d'évoquer. « Faire peur » : c'est la définition du terrorisme et du côté des parties civiles, M. Mario Stasi, ancien bâtonnier de Paris, conseil du MRAP, et M. Patrick Quentin, conseil de la LICRA, ont multiplié les questions permettant d'aller au-delà des faits pour découvrir éventuellement quels sont les maîtres à penser des accusés. Ils sont parfois suivis dans cette démarche par la défense et M. Didier Valette, avocat de Gilbert Hervochon, le 15 octobre 1991. Parmi eux, figurait un conseiller militaire d'un pays africain. Faut-il faire le rapprochement avec le fusil-mitrailleur AA-52 que Serge Bayoni portait lors de l'attentat de Cagnes-sur-Mer et qui ferait partie d'un lot vendu à la République du Gabon en 1962 ? L'enquête n'a rien établi. De la même manière, un policier aurait dit à Gouge que certaines armes suisses venaient de la gendarmerie. Là encore, le dossier n'appare aucune certitude, même si un enquêteur explique brièvement à la cour que le capitaine Paul Barril a été entendu dans cette affaire à propos de détonateurs.

## « Contre le racisme anti-français »

Le rôle du Parti nationaliste français européen (PNFE), dont les dirigeants ont été inculpés avant de bénéficier d'un non-lieu, n'est pas plus clair. La police semblait assignée sur les activités de ce groupuscule néo-nazi, mais quand un avocat demande si les services de police étaient parvenus à infiltrer le PNFE, l'enquêteur répond : « C'est plutôt le PNFE qui infiltrait la police ». Et l'on parle aussitôt du mouvement La France avec sa police.

Autant de sujets à peine effleurés qui donnent aux débats un ton déconcertant renforcé par un déroulement inhabituel de l'audience d'assises. Ainsi les témoins sont-ils entendus avant que les accusés n'aient été interrogés précédemment sur les faits. Ils sont donc silencieux, sauf Hervochon qui inonde la cour de propos précipités où il plaide son innocence, dans un discours émaillé de remarques sur le spiritisme ou d'invectives envers la justice, la police, la presse ou même ses co-accusés. Sa famille a été victime du nazisme, aussi il exige : « Qu'on cesse de m'embêter avec l'illégal ». Il se désigne comme un « pied jaune » ruiné au Vietnam. Il n'est pas raciste. D'ailleurs il affirme : « Je suis contre le racisme anti-français ».

MAURICE PEYROT

## L'Office franco-allemand pour la jeunesse et le Monde

organisent une table ronde

## « LES JEUNES ET LA VIOLENCE EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE : MÊMES SYMPTÔMES, MÊMES CAUSES ? »

animée par Manuel Luchert, le Monde

avec

MARIE RICHARD

Ministère de la jeunesse et des sports

REINHARD WARNITZ

Ministère fédéral des femmes et de la jeunesse (Allemagne)

JEAN-CLAUDE ROUTIER

Office franco-allemand pour la jeunesse

CLAUS LEGGOWIE

Université de Gießen

DIDIER LAPEYRONNIE

Ecole des hautes études en sciences sociales

BRIGITTE MOHR

Frankfurter Allgemeine Zeitung

le jeudi 31 octobre 1991, à 20 heures

à la Maison Heinrich-Heine

Fondation de l'Allemagne

Cité internationale universitaire de Paris

27 C. boulevard Jourdan, 75014 PARIS - Métro-RER : Cité-Universitaire

Entrée libre.



## SOCIÉTÉ

### SCIENCES

Avec l'adoption des derniers points du « programme-cadre » quinquennal

## Les ministres des Douze débloquent près de six milliards d'écus pour la recherche

Les ministres de la recherche des Douze ont approuvé, lundi 28 octobre à Luxembourg, quatre programmes de recherche dotés d'un budget global de 1,33 milliard d'écus (9,3 milliards de francs environ). Ils complètent ainsi une série de dix mesures spécifiques composant le troisième « programme-cadre » quinquennal dont le principe avait été adopté en décembre 1989.

Il aura fallu près de deux ans pour que les différentes instances de la Communauté européenne se mettent enfin d'accord sur le troisième programme-cadre quinquennal de recherche et de développement technologique. Les ministres des Douze avaient, en effet, adopté le 19 décembre 1989, sous

la présidence française, le principe de ce plan, doté de 5,7 milliards d'écus (39,8 milliards de francs), pour la période 1990-1994 (le Monde du 21 décembre 1989). Il s'agissait, cependant, pas encore d'un conflit sur des modalités d'application qui opposait le Conseil de l'Europe, le Parlement, et la commission européenne. Les désaccords portaient notamment sur l'accès des programmes de recherche aux non-Européens.

La situation a été débloquée lors d'une réunion tripartite en mars dernier. Les ministres pouvaient alors adopter dix programmes spécifiques en juin et septembre. Avec les quatre autres votés lundi, la quasi-totalité du programme-cadre est désormais approuvée. L'adoption d'un dernier petit volet concernant la coopération en matière de métrologie devrait sui-

vre dans les semaines qui viennent.

Parmi les mesures adoptées lundi, le programme baptisé « Capital humain et mobilité » était particulièrement attendu par la communauté scientifique. Doté d'une enveloppe financière de 518 millions d'écus, il vise en effet à renforcer la recherche européenne en augmentant le nombre de chercheurs par différents moyens : incitations (bourses de formation, développement de réseaux de coopération scientifique). La CEE compte environ 380 000 chercheurs, soit 4 chercheurs pour 1 000 habitants, contre 7,7 aux États-Unis et 7 au Japon.

Les Douze ont également adopté un programme de recherche et de développement technologique dans le domaine de la biotechnologie, doté d'une enveloppe de

162,3 millions d'écus, un programme de recherche dans le domaine de la sûreté de la fission nucléaire, doté de 198 millions d'écus, et un programme d'actions dans le domaine de la fusion thermonucléaire contrôlée, doté de 458 millions d'écus.

Sur ce dernier point, indiquait-on au ministre de la recherche et de la technologie à Paris, la France a souligné la nécessité de « prendre son temps ». Il convient, a estimé devant ses collègues le ministre français, M. Hubert Curien, d'approfondir la recherche fondamentale, afin que l'expérience européenne fasse référence quand viendra le temps de lancer la construction d'un réacteur expérimental, en collaboration avec les États-Unis et le Japon, sur un site qui reste à déterminer.

### SPORTS

AUTOMOBILISME : Alain Prost licencié par Ferrari

## Divorce à l'italienne

Le constructeur automobile italien Ferrari a annoncé, mardi 29 octobre, qu'il avait rompu le contrat passé jusqu'à la fin de la saison 1992 avec Alain Prost. Le pilote français devrait être remplacé pour le Grand Prix d'Australie, dimanche 3 novembre à Adélaïde, par le jeune Italien Gianni Morbidelli.

« La voiture était absolument impossible à conduire. Je n'avais pas vraiment l'impression d'être un pilote de formule 1. Un bon chauffeur de camion avec des gros bras aurait pu faire pareil. Rien plus qu'une catastrophe. Le jugement d'Alain Prost à l'issue du Grand Prix du Japon a été ressenti comme une insulte en Italie, où les Ferrari ne sont pas seulement un objet de culte, mais aussi une partie du patrimoine national. Le pilote français, qui a eu bien des démentis avec la presse italienne depuis son arrivée au sein de la Scuderia à la fin de 1989, ne pouvait ignorer l'écho qu'il allait provoquer ses déclarations. Dès le lendemain de la course, les journaux transalpins avaient d'ailleurs commencé à insinuer le procès d'un divorce devenu inévitable.

Après deux ans d'expérience, le dépit et la désillusion sont, chez Prost comme chez Ferrari, à la hauteur des folles espérances qu'avaient fait naître le recrutement par la plus prestigieuse des écuries du pilote le plus titré en exercice. Celui que les Italiens avaient depuis longtemps surnommé « le Professeur » était, semblait-il, le plus qualifié pour

redonner à la Scuderia le titre mondial qui lui échappait depuis 1979. Alain Prost, qui avait une revanche à prendre sur McLaren-Honda et Ayton Senna, s'était investi comme jamais dans ce défi. En plus de son rôle de pilote, il avait même exécuté et obtenu de participer à toutes les épreuves techniques. Une première dans l'histoire de Ferrari.

L'idylle avait duré quelques mois. Avec quatre victoires, Alain Prost pouvait encore espérer obtenir son quatrième titre mondial lorsque survint le premier grave incident au Grand Prix du Portugal 1990. Tassé au départ par son coéquipier Nigel Mansell, le pilote français avait perdu la course et ses illusions. « Ferrari ne mérite pas d'être champion du monde », avait-il aussitôt déclaré. Il reprochait à Cesare Fiorio, le directeur sportif, de ne pas avoir imposé de consigne d'équipe. Les relations entre les deux hommes s'étaient encore dégradées durant l'hiver, puis au début de cette saison.

Très vite, le pilote français avait accusé Cesare Fiorio d'avoir fait le mauvais choix technique. Contrairement à McLaren et à Williams, qui avaient conçu un nouveau châssis pour répondre aux nouvelles règles de sécurité imposées (notamment la suppression des réservoirs d'essence de part et d'autre du pilote), Ferrari avait choisi une simple évolution par rapport à la saison précédente. Or ces retouches avaient rompu l'équilibre général de la voiture, la rendant très difficile à régler.

Après les quatre victoires consécutives d'Ayton Senna, Cesare Fiorio était limogé et remplacé par un trio

composé de Piero Lardi Ferrari, Marco Piccini et l'ingénieur Claudio Lombardi. Des changements qui n'allaient pas remédier aux problèmes techniques ni pallier l'absence à la tête de la Scuderia d'un vrai patron compétent et, surtout, capable d'imposer ses choix aux dirigeants de Ferrari et de Fiat. Conçue à la hâte pour débiter au Grand Prix de France, la nouvelle Ferrari ne se révélait pas plus performante. Pour la première fois depuis 1980, le triple champion du monde comprenant qu'il allait terminer sa saison sans gagner de grand prix.

Des critiques techniques, Alain Prost était alors passé au dénigrement du fonctionnement de la Scuderia. Umberto Agnelli, le vice-président de Fiat, avait répliqué en estimant que le pilote français n'avait « plus envie de se battre pour gagner ». Une dizaine de jours avant le déplacement au Japon, Ferrari avait proposé un « divorce à l'américaine » à son pilote, qui l'avait refusé.

Alain Prost, qui recevait de 10 à 12 millions de dollars de Philip Morris pour piloter une Ferrari, a annoncé, mercredi 30 octobre à Adélaïde, qu'il avait chargé ses avocats d'étudier les actions légales qu'il était possible d'engager après son licenciement. Il s'est déclaré « plutôt soulagé » par la fin de sa collaboration avec Ferrari et espère des propositions de la part d'une autre écurie de formule 1 la saison prochaine. Il n'a pas voulu commentier un possible départ chez Williams-Renault ou chez Ligier, « en raison d'une éventuelle action en justice ».

GÉRARD ALBOUY

### TENNIS : Open de Paris

## La Coupe Davis en tête

La proximité de la finale de la Coupe Davis, du 29 novembre au 1<sup>er</sup> décembre à Lyon, était sans doute à l'esprit des joueurs américains et, surtout, français appelés à disputer, mardi 29 octobre, la deuxième journée de l'Open de Paris. Seuls André Agassi, absent à Bercy, et Guy Forget, facile vainqueur de Patrick McEnroe, s'étaient sélectionnés. Le jeune Fabrice Santoro, qui avait été retenu jusqu'à comme deuxième joueur pour les simples, a raté une belle occasion d'impressionner favorablement Yannick Noah, capitaine de la sélection française, qu'il retrouvait face à lui sur le court. Sa défaite fait le jeu d'Arnaud Boeschi, qui, après avoir éliminé Andrei Chesnokov, a passé le deuxième tour contre le Sud-Africain Wayne Ferreira. A moins que Yannick Noah, qui rêve de mettre un terme à sa carrière professionnelle sur une deuxième participation à la finale de la Coupe Davis, ne s'estime suffisamment en condition pour épauler lui-même Guy Forget.

### Résultats du mardi 29 octobre

**Premier tour**  
J. McEnroe (E-U) b. Borgström (Sué), 6-1, 7-6, 6-3; Kulti (Sué) b. Santoro (Fra.), 7-6, 6-3; Priolite (Fra.), 7-6, 6-2; Volkov (URSS) b. Rosset (Sué), 6-3, 6-4; Gilbert (Fra.) b. Jarjyd (Sué), 2-6, 7-5, 7-5; Hogstedt (Sué) b. Grabb (E-U), 3-6, 7-5, 7-6.

**Deuxième tour**  
Sampras (E-U) b. Cherkasov (URSS), 7-6, 6-2; Boeschi (Fra.) b. Ferreira (Afr.), 7-5, 6-3; Svensson (Sué) b. Priolite (Fra.), 6-2, 6-2.

### EN BREF

■ Huit à quinze ans de prison pour les organisateurs de la « Turkish Connection ». Le chef d'un réseau d'importation d'héroïne iranienne, la « Turkish Connection », et trois de ses complices ont été condamnés mardi 29 octobre par la sixième chambre correctionnelle de Nice, à des peines de prison allant de huit à quinze ans et à dix ans d'interdiction de séjour sur le territoire national. Le principal organisateur avait indiqué, lors du démantèlement du réseau en décembre 1989, que les bénéfices du trafic servaient à financer la lutte armée des Kurdes en Turquie et en Irak.

■ Deux responsables du casino d'Aix-en-Provence écroués. — Stanislas Citerici, PDG de la Société d'investissement touristique et hôtelier du Sud-Ouest (SITISO), ayant en charge le casino d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), et André Rollet, membre du comité de direction de l'établissement de jeux, ont été inculpés d'abus de biens sociaux et faux en écriture de commerce et écroués lundi 28 octobre à la maison d'arrêt de Luyas. Les deux hommes, qui avaient été interpellés à l'issue d'une enquête menée par les policiers parisiens de la brigade des courses et des jeux, sont soupçonnés d'avoir émis des traites de cavalerie pour des sommes variant, selon les estimations, entre 10 et 20 millions de francs. Ces inculpations pourraient entraîner la fermeture du casino d'Aix-en-Provence, dont le renouvellement d'autorisation était à la signature du ministre de l'Intérieur.

## PORTUGAL, LE NOUVEAU FESTIVAL EUROPALIA.

De septembre à décembre 91, le Portugal est en Belgique, pour vous proposer un panorama de sa culture dans le cadre d'Europalia 91. Europalia est une biennale des Arts et de la Culture dont la particularité est d'offrir une vision pluridisciplinaire de la vie culturelle présente et passée du pays invité. Après 9 pays d'Europe et le Japon, le Portugal est donc à l'honneur.

Au programme, quelque 20 expositions d'art ancien et d'art moderne. Plus de 150 concerts de musique classique et contemporaine. De la danse avec le célèbre ballet Gulbenkian. Du théâtre de toutes les époques. Du cinéma en compagnie, entre autres, de Manoel de Oliveira. Des colloques historiques et littéraires. Diverses animations. Ainsi qu'une exploration de la littérature avec Fernando Pessoa.

Par sa situation et ses découvertes, le Portugal était véritablement la porte de l'Europe sur le monde. Le carrefour des civilisations. Connus pour ses richesses, il recèle bien des trésors inconnus. Le festival Europalia vous invite à les découvrir.

Pour toutes informations et le programme complet, appelez la Fondation Europalia International au 02-507 85 94.

**EUROPALIA 91 PORTUGAL**

L'Europe à la découverte du Portugal.

## ANDRÉ FONTAINE



ANDRÉ FONTAINE  
L'un sans l'autre

Soudain, nous voici esseulés, L'un sans l'autre. Tout l'Occident se montre à la fois ravi et désespéré. Les Français, qui aiment la symétrie, se sentent mal à l'aise. Il était si réconfortant de décrire les deux super-puissances comme aussi perverses l'une que l'autre!

Une fois de plus, j'admire André Fontaine d'avoir, à chaud, réussi une vigoureuse synthèse sur l'état du monde.

Jean-Baptiste Duroselle, *Le Monde* de l'Institut

**FAYARD**



## SOCIÉTÉ

## REPÈRES

## JUSTICE

**L'attentat contre le DC-10 : quatre mandats internationaux contre des haut responsables libyens**

Le juge d'instruction parisien chargé du dossier sur l'attentat du DC-10 d'UTA (170 morts, le 19 septembre 1988), M. Jaen-Louis Bruguière, a lancé quatre mandats d'arrêt internationaux visant des hauts responsables libyens, mercredi 30 octobre. Ces derniers ont été inculpés de « complicité d'assassinats et destruction volontaire de biens et objets immobiliers par explosifs, infractions à la législation sur les explosifs, toutes infractions en relation avec une entreprise terroriste ».

Outre ces mandats d'arrêt internationaux visant des responsables dont les noms n'avaient pas été rendus publics, mercredi matin, des notes de recherches ont été lancées par M. Bruguière contre deux autres hauts responsables libyens. Ces notes ne valent pas inculpation, contrairement aux mandats d'arrêt; il s'agit seulement d'instructions données aux services de la police. A l'annonce des inculpations, le président de SOS-Attentat, M. François Rueland, nous a déclaré que son association et les cent cinquante familles regroupées en son sein se félicitaient « de ce que le pouvoir judiciaire puisse aujourd'hui mettre en accusation la Libye, Etat terroriste. Elles vont exiger du pouvoir politique que les responsables libyens soient remis à la justice française ou bien que des sanctions économiques et diplomatiques soient prises dans les plus brefs délais ».

Vendredi 20 septembre, M. Bruguière avait présenté un film reconstituant l'attentat aux familles des victimes et aux parties civiles concernées. Selon les avocats de SOS-Attentat, M. Bruguière avait alors déclaré disposer d'un « faisceau de preuves et de présomptions » impliquant la Libye et ses services de renseignement.

## ESPACE

**Nouveau lancement parfait pour Ariane**

La fusée européenne Ariane a parfaitement réussi sa 47<sup>e</sup> mission, en plaçant sur orbite, dans la nuit de mardi 29 à mercredi 30 octobre, depuis le Centre spatial guyanais à Kourou, son troisième Intelsat-VI, le satellite civil de télécommunications le plus lourd jamais construit. La lanceur a décollé à 20 h 08, heure locale (10 h 08 heure de Paris), après le remplissage du dernier étage de la fusée en oxygène et en hydrogène liquides. La poids du satellite, 4 330 kg, est, en effet, aux limites extrêmes des capacités de la fusée européenne dans sa configuration la plus puissante, Ariane-44L (à quatre propulseurs d'appoint à ergols liquides). Sa charge utile était théoriquement à l'origine de... 4 200 kg. Les ingénieurs sont parvenus à l'augmenter, grâce, notamment, à un meilleur remplissage des réservoirs.

Dans les jours prochains, les techniciens procéderont à sept allumages du moteur d'appoint du satellite Intelsat-VI-F1, pour le placer sur sa position définitive, à 38 000 km d'altitude au-dessus de l'Amérique. — (AFP)

□ Arrêt définitif de la première centrale nucléaire à eau pressurisée de France. — La centrale nucléaire franco-belge de Chooz A devait s'arrêter définitivement mercredi 30 octobre, après vingt-quatre ans de fonctionnement, a annoncé la direction de la centrale. Situé dans la région des Ardennes, sur une rive de la Meuse, ce réacteur de 300 mégawatts a servi de prototype, à la fin des années 60, pour le parc français des centrales nucléaires à eau pressurisée. Cet arrêt ne marque pas, cependant, la fin du nucléaire pour la petite commune de Chooz (300 habitants) : sur l'autre rive de la Meuse, se poursuit la construction des deux réacteurs de 1 450 MW de Chooz B, dont le premier devrait entrer en service en 1993.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

DES  
Le Monde LIVRES

## Devos tout entier

Suite de la première page

« Ce texte avant de l'écrire, j'ai commencé par le dire. Dans un car. Pas dans le car pour Caen, dans le car pour Biarritz. J'étais en tournée, avec la compagnie Jacques Fabry et on se réunissait tous d'aller voir la mer. Au fur et à mesure qu'on approchait de la côte, le plaisir montait. On est arrivé à Biarritz, il faisait un temps pourri, sombre, c'était d'une tristesse... Je suis entré au restaurant juste à côté du théâtre, assez maussade, avec les comédiens, le garçon m'a dit : « Qu'est-ce que vous voulez ? » Je lui ai répondu : « Je voudrais voir la mer ». Le garçon m'a dit alors, je lui dois des droits d'auteur : « Vous ne pouvez pas, elle est démontée ».

« C'est quand même fabuleux, du moins pour la suite. Et j'ai dit : « Vous le remontrerez quand même ? » Il m'a regardé un petit moment et m'a dit : « C'est une question de temps monsieur ». J'ai répondu « Je suis ici pour trois jours ».

« C'était parti. J'avais compris qu'il suffisait d'un prétexte. Je me suis aperçu que ce qu'on appelait le jeu de mots, c'est un jeu de l'esprit qui se sert des mots pour avancer et provoquer le malentendu. Comment expliquer un malentendu par le truchement du texte si l'on n'a pas un mot qui veut dire plusieurs choses ? Ce qui m'a frappé très vite, c'est que, grâce à un mot qui a un double sens, on introduit une erreur quelconque. Cette erreur, si on la dénonce, la vérité est tout de suite établie, et l'on retombe dans la raison. Mais si elle n'est pas dénoncée, le mot reste, il s'impose et il s'installe dans la vie. C'est ça l'absurde.

« Qu'est-ce que ça mange, un comique ? »

« Mes inventions démarrent toutes dans le quotidien. C'est le premier degré. Sans premier degré, on ne peut pas en avoir un deuxième, c'est évident. On mange de tremplin, de point d'appui. Il y a une censure de la logique. Les gens ont une censure de la logique. Dès que ce que vous racontez n'est pas logique, ça ne passe pas, les gens disent : « Je ne comprends pas ce que vous dites ». Pour les entraîner dans l'irréel, il faut à un moment les faire basculer dans un piège.

« Par exemple, le Millefeuille, c'est enraciné. J'ai voulu écrire une histoire sur la faim et j'ai commencé par écrire le mot « fin ». Voilà le piège. J'écris donc ce texte, et à force de parler de la faim, je suis pris d'une telle fringale, je vais chez un pâtissier. Et, finalement, le millefeuille que je veux manger, je le donne à une petite fille. Sa maman lui dit : « Tu le reconnais, c'est le comique qui fait la grève de la faim pour nous distraire ». La petite fille interroge : « Mais qu'est-ce que ça mange, un comique ? » L'homme de spectacle que je suis sort alors son manuscrit et le mange feuille par feuille, sur la dernière. Et les gens qui veulent avoir le mot de la fin : « Pourquoi ne mangez-vous pas la dernière ? » Je réponds : « Et la part du pauvre ? »

« En lisant vos textes depuis les débuts, on constate que vous avez commencé par présenter un quidam, quelqu'un qui est loin. Puis vous vous êtes rapproché, votre héros est devenu « l'homme ». Désormais, c'est « l'artiste ». En fait, vous n'avez cessé de vous rapprocher de vous.

« C'est bien ce que vous dites là. C'est vrai que maintenant je mets en scène l'artiste, c'est l'artiste qui parle, une espèce de personnage quand même libre, dont l'esprit joue. Au début, c'était exactement comme dans les pièces de Ionesco, impersonnel. Jamais je n'ai dit M. Untel, je ne le décris même pas. C'est pour ça que je ne suis pas un homme de théâtre, il y a fait des personnages et moi, les personnages, ça ne m'intéresse pas de les décrire. Il était grand, il avait une moustache... Ça ne m'intéresse pas. Il y a un type qui rentre et qui me parle, c'est ça qui m'intéresse. Alors, on est dans les idées, on est tout de suite dans des rapports humains. Le dialogue s'instaure.

« Votre quidam du début, il était désarçonné par « la Mer », « le Car pour Caen », etc.

« C'est un peu ce qu'on appelle l'incommunicabilité. Dès qu'il entrait en communication avec les autres, c'était difficile et pénible. Il ne savait pas s'exprimer. C'était moi.

« Vous aviez déjà plusieurs couches de masques, vous vous dissimuliez derrière ce quidam, vous faisiez évoluer le petit bonhomme.

« Je suis bourré de masques. C'est grâce aux masques qu'un tas de choses se font. Les gens qui prétendent ne pas avoir de masques ou qui n'en ont qu'un, qui vous disent, moi je suis comme ça, je m'en fous. Quand ils enlèvent leur masque, qu'est-ce qu'il reste ?

« Quelle horreur. Rien... Si on se penche avec soin sur votre travail des premières années, vous ne parlez que de choses qui ne vont pas très bien.

« Bien sûr, presque tout a été écrit à partir d'impressions réelles. Comment faire autrement ?

« Il a fallu que je travaille tôt »

« C'était une période difficile, comme pour le type de « Si on m'avait aidé ».

« Oui, j'étais dans la rue, sans argent, vulnérable, sans savoir de quoi demain serait fait. J'ai longtemps été dans un état fébrile, j'ai eu du mal à m'en débarrasser et je ne m'en suis pas vraiment débarrassé. Quand on a revêtu le manteau de misère, il est resté des lambeaux. Dans la rue, je marchais... Je croise quelqu'un, je me retourne, il

se retourne, on se regarde. Il vient vers moi : « Dis donc toi, j'ai une tête qui ne te revient pas ? » J'ai vu le moment où il allait me frapper... J'ai répondu, mais pas du tout monsieur, non, au contraire, je ne vous épouvante même pas mais, a priori, je vous trouve sympathique et on a fini au bistrot.

« Vous voyez la lâcheté. Je ne suis pas un courageux, je jauge tout de suite : ou je suis plus fort que lui, ou il est plus fort que moi. Une situation, dont Coluche jouait très bien par moment. Et là, moi je me suis égaré. Quand je suis rentré chez moi, j'ai fermé ma porte, j'ai retiré ma veste. Parfaitement, tu as une tête qui ne me revient pas, et je me suis mis à me battre contre une ombre. Tout à coup, j'ai pris conscience de ce que je faisais et j'ai noté : si on m'avait aidé.

« Qu'est-ce qui vous a humilié dans votre jeunesse, la mémoire d'argent ?

« Une cassure. La cassure a été dure. J'étais au collège. J'étais un brillant élève. Un jour on est venu me chercher, me retirer en plein cours. Mon père avait fait faillite, il n'avait pas payé le mois, c'était fini. Nous étions sept, j'ai deux frères et c'était moins dur pour eux que pour moi parce qu'ils étaient déjà presque adultes. J'avais neuf ans. Mon père nous a emmenés à Paris, il s'est éloigné, il a fui. Donc, il y avait l'exil. On s'est retrouvé au Bourget, avec les avions en face qui décollaient, qui atterissaient. J'ai passé mon certificat d'études dans une petite école de banlieue. Ça a été tout le temps le milieu pendant des années. Je sais ce que c'est. On partage le peu qu'on a. Je ne me souviens pas de m'être plaint.

« Il a fallu que je travaille très tôt, à treize ans, avec la nostalgie des études. Je me retrouve aux Halles, avec un tablier qu'on me donne, qui ne me va pas et, tout de suite, je porte des charges. Après, j'ai tiré des caisses, j'arrivais à mixer six caisses en même temps. Ça m'a aidé pour la jonglerie. Une fois de plus, j'ai pris conscience que j'étais comédien, tout ce que je faisais, je le faisais en jouant, c'est-à-dire en rajoutant un peu. La rumeur, les odeurs, le tumulte des Halles, les porteurs, la rudesse, le langage, et des personnages formidables. Je ne peux pas dire que j'étais malheureux. Mais, tout de même, quand, en mai 68, un étudiant m'a traité de clown enrichi, je lui ai dit, vous ne connaissez rien de mon trajet.

« Il y a eu ensuite le travail obligatoire en Allemagne. J'ai y crevé de faim. Quand je suis revenu, je me suis inscrit aux cours du Vieux-Colombier. C'était la belle époque de Saint-Germain-des-Près que j'ai vécu de A à Z, mais toujours en crevant de faim ! J'avais une petite chambre tout en haut d'un hôtel et je couchais sous le lavabo. Quand je devais aller voir quelqu'un, arrivé en haut de l'escalier, je regardais mes chaussures, je voyais que ma semelle ne tenait plus, et je redescendais. C'est bon de l'avoir fait, mais ce n'est pas bon de le faire. Ça abîme, ça rend lâche. Il y a des choses auxquelles il ne faudrait pas goûter. Bien sûr, je m'en suis toujours sorti, mais ça laisse des traces. Si on m'avait aidé.

« Dans ces années vous étiez dans une espèce d'exclusion. Être pauvre, c'est être exclu.

« J'étais d'une solitude incroyable. On se demande pourquoi je

ne suis pas dans le show-business comme les autres, c'est parce que je suis en marge tout le temps, je suis tout seul. Même pour jouer, je me débrouille tout seul.

« Le rire, pour vous, dans ces années-là, c'était la victoire du naufrage.

« L'artiste, c'est flagrant, est un naufrage volontaire. Il se met toujours dans des positions impossibles, et, quand on lui dit, pour quoi faites-vous ça ? il répond, parce que c'est le plus beau métier du monde... Alors qu'il passe sa vie à mourir de trac, de peur.

« Lorsque vous écrivez vos textes, n'êtes-vous pas livré en fait au destin, à la fatalité des mots, des choses et des idées ?

« Absolument. Ce qui est très intéressant, c'est de se servir de thèmes difficiles comme par exemple l'immigration. Je raconte que je suis allé au bord de la mer, il y avait de belles mouettes blanches, et puis, une année, je vois des corbeaux noirs sur la plage. J'interroge un homme du coin qui me répond : ce ne sont pas des corbeaux, ce sont des mouettes noires, les oiseaux ont aussi leurs problèmes d'immigration. Par ce biais, on peut parler de ce thème terrible.

« On peut donc rire de tout ? Vous citez Coluche qui avait une forte propension à gratter là où ça faisait mal... Il avait une espèce de vulgarité voulue.

« Vous pensez qu'elle était voulue ? On peut l'expliquer, techniquement mais ce que c'est intéressant ? J'en suis sûr, le rire est une dégradation des valeurs. Vous dégradez des valeurs établies qui sont pesantes. Alors, pour vous en

THE ADVANTAGE

PRENEZ L'AVANTAGE

L'avantage de l'ouverture



## CULTURE

affranchir ou pour parvenir à les supporter, vous vous en moquez. Mais pour vous permettre de dégrader des valeurs, il faut qu'elles résistent, sans ça vous les détruisez. Tout est là. Si vous vous mettez à taper sur des valeurs qui sont fragiles, vous tuez. A ce moment-là, ce n'est plus drôle.

— Quand avez-vous pris conscience que vous étiez une sorte de thérapeute? Quand on rit, quel que soit notre état, on se sent mieux.

— Je suis sûr que c'est vital. Le rire est même la seule condition de survie avec le rêve. Le besoin de faire rire s'est déclenché en moi très vite, c'est une vocation. J'avais cinq ou six ans, un collègue pendant les récréations, je montais sur le perron et je racontais des histoires. Qu'est-ce que je pouvais bien raconter? Je ne m'en souviens pas. Je ne me souviens que des têtes devant moi. Ça m'a poursuivi longtemps parce que, après, ça a été le public. Des gens comme ça qui vous écoutent et suivent ce que vous dites, c'est quand même une révélation.

« Je les reconnais, et ce n'était pas eux »

— Vous ne vous revoyez pas mais vous revoyez la visée de vos auditeurs.

— C'est ça, j'étais déjà sur scène. Le deuxième grand choc, encore plus important: les grands donnaient des représentations en fin d'année, à Tourcoing, au collège du Sacré-Cœur. C'était les Pléiades de Racine. Je devais avoir sept ans, on s'est assis sur des

banes, il y avait un rideau rouge. On a frappé les trois coups et le rideau s'est ouvert. J'ai vu une forêt. La sensation de l'irréel. Et puis, j'ai vu entrer sur scène des personnages, et c'était mes camarades de la classe à côté. Je les reconnais et ce n'était pas eux. Un phénomène de changement de personnalité. Ce qu'on appelle la magie du théâtre, je l'ai reçu comme ça.

— Il y a une dizaine d'années, je ne sais pas pourquoi, j'ai repensé à ça et j'ai repris les Pléiades. Je savais la pièce par cœur. Peut-être cet épisode se retrouvera-t-il dans ce que je suis en train de préparer. Quelque chose qui a trait à mon pied-à-terre dans l'imaginaire. Les gens savent bien que je suis un comédien, et je dis que l'imaginaire, ça ressemble beaucoup à une scène. Quand je rentre dans mon pied-à-terre, c'est comme si je rentrais sur scène. C'est-à-dire qu'il y a un espace là, où tout est possible, où on peut rêver.

— Quelle forme prendra votre rêve? Un livre?

— Un défilé plutôt. Une description de situations et de gens que j'ai rencontrés dans l'imaginaire. C'est mon pied-à-terre. Un exemple. Avant, j'étais dans un hôtel, borgne d'ailleurs, ça coûtait les yeux de la tête, enfin, bon. Dans cet hôtel, le propriétaire de l'hôtel me donnait à chaque fois le 37. Et il n'y avait que 36 chambres. Alors, je passais mes nuits à chercher mon 37, dans les couloirs. Jusqu'au jour où je me suis aperçu que le 37 c'était les couloirs.

Propos recueillis par DANIELE HEYMANN

## COMMUNICATION

A l'Assemblée nationale

### Le rôle du service public au cœur du débat parlementaire

M. Georges Kiejman a demandé, mercredi 30 octobre, la réserve du vote sur les crédits du ministère de la communication, ainsi que sur l'amendement visant à intégrer les recettes de parrainage dans le budget de la communication. Le budget de la communication s'élève à 12,9 milliards de francs pour 1992, soit une progression de 12,3 % par rapport à la loi de finances de 1991. Les députés se sont tout d'abord inquiétés de l'avenir de l'audiovisuel public et des risques que les compressions d'effectifs font courir aux missions régionales de FR3. M. Kiejman a d'autre part confirmé que la Société française de production (SFP) pourrait être partiellement privatisée.

Aucun effort budgétaire, sur un secteur aussi sensible que celui de la communication, ne saurait échapper aux pressions variées de la lecture politique. Bien qu'en hausse de 12,3 % sur l'année précédente, le budget 1992 de la communication (12,9 milliards de francs) a été jugé insuffisant par les députés de l'opposition. Le groupe RPR a surtout critiqué le « flou et l'incohérence » de la poli-

tique du gouvernement tandis que le groupe communiste a mis en cause une télévision engagée dans une « spirale de médiocrité ». Quant aux députés socialistes, ils ont manifesté une vive inquiétude quant à l'avenir à moyen terme du secteur public audiovisuel.

Le cœur du budget de la communication est bien entendu constitué par la redevance (8,47 milliards de francs). Bien que le taux de croissance de cette taxe parafiscale (373 francs pour les récepteurs en noir et blanc et 580 francs pour la couleur) s'inscrive en baisse par rapport à l'inflation (2,5 %), soit 160 millions de francs, les ressources qu'elle drainera en 1992 seront notable-

ment accrues. Tout d'abord par l'expansion du parc de téléviseurs, qui devrait rapporter 190 millions de francs au budget de l'Etat. Ensuite parce qu'une disposition de la loi de finances autorisera (sous réserve d'un feu vert de la Commission nationale d'information et de liberté) l'accès des agents chargés de la lutte contre la fraude aux fichiers d'abonnés aux chaînes câblées. Prudents, les services du Budget ont estimé le gain potentiel à 100 millions de francs, alors que la fraude totale est évaluée entre 1 et 2 milliards de francs.

Troisièmement, une modification des critères d'exonération devrait rapporter 60 millions de

d'autres départements», le ministre de la communication a mis en valeur l'augmentation des ressources de A2 et FR3, qui se partageront à parts égales 1 milliard de francs supplémentaires.

Concernant la Société française de production (SFP), en déficit quasi structurel, M. Georges Kiejman a confirmé qu'un projet de privatisation partielle était en cours de montage. Un holding serait créé, où l'Etat resterait majoritaire mais où pourraient rentrer des capitaux privés. Des filiales de production spécialisées pourraient également être créées en association avec des partenaires.

Le projet de budget 1992 (en millions de francs)

Organismes	A2	FR3	SEPT	RFO	Radio France	RFI	INA
BUDGET 1992.....	4 024,6	4 065,8	545,7	959,9	2 281,1	524,6	532,4
Dont :							
Redevance (1).....	2 179,6	3 076,5	304,4	677,9	2 028,4	39,3	211,5
Publicité.....	1 494	600	—	83	75	5,3	—
Parrainage.....	70	10,4	—	—	26,1	—	—
Recettes commerciales.....	21	65	6	—	77	0,2	296,3
Subventions (1).....	250,3	273,1	159,3	150	57	471	5,4
Emprunts.....	170	240	—	—	—	—	—

(1) Investissement + exploitation.

frances. Enfin deux dernières mesures devaient rapporter près de 750 millions à elles seules. La première est une astuce qui consiste à ramener de deux à un mois les délais de paiement habituellement impartis aux usagers. Un raccourcissement qui fait de l'année 1992 une année comptant treize mois et un douzième de recettes supplémentaires, soit 400 millions de francs.

Enfin un effort budgétaire consiste en un remboursement partiel des exonérations de redevance. Sur un manque à gagner de 2,5 milliards de francs, le budget de l'Etat rembourse 349,6 millions de francs.

« Le Radeau de la Méduse »

L'ensemble des mesures gouvernementales apportera 1,4 milliard de francs de ressources supplémentaires au secteur public audiovisuel. Sur ce seul chapitre de la redevance, les critiques n'ont pas manqué à commencer par celles de M. Robert-André Vivieo (RPR), qui a estimé que le « PAF (paysage audiovisuel français) ressemble au Radeau de la Méduse ». Le rapporteur spécial a estimé que la mission des finances a été jugée insuffisante, que le taux de hausse de la redevance était largement insuffisant, que son « mode de fixation n'était pas bon » dans la mesure où chaque année « les excédents ne reviennent pas aux chaînes publiques avant la loi de finances rectificative », voire même le budget suivant. Quant à la répartition de la redevance, elle relève selon lui purement et simplement du « délire ». « La Sept a coûté en moyenne 300 millions de francs au contribuable. Pour qui? Personne ne la regarde. »

Prévisions optimistes?

Tout en reconnaissant que le budget de la communication « peut apparaître modeste au regard des fonds publics alloués à

M. Christian Kert (UDC, Bouches-du-Rhône) a largement mis en doute la capacité de FR3 à remplir sa mission de télévision régionale avec des effectifs réduits et un programme d'économie drastique à réaliser sur deux ans. Ces craintes ont été reprises par MM. Jean-Marc Nesme (UDF, Saône-et-Loire) et Christian Estrosi (RPR, Alpes-Maritimes), qui se sont inquiétés de certaines fermetures d'antennes ou de centres de production locaux de FR3. M. Kiejman a justifié ces fermetures par la productivité insuffisante des centres locaux et réaffirmé sa confiance dans le plan proposé par M. Hervé Bourges, PDG d'Antenne 2 et de FR3.

M. Jean-Jack Queyranne, député PS du Rhône et administrateur d'Antenne 2, s'est, quant à lui, inquiété du niveau de recettes publicitaires prévu pour l'Antenne 2 en 1992. « Sur l'année 1991, les prévisions ont déjà été révisées en juin et tout indique que, pour 1992, les recettes seront inférieures à celles prévues au budget », M. Kiejman a reconnu l'impossibilité de garantir le niveau de recettes publicitaires d'Antenne 2 et qu'« il faudra peut-être augmenter le financement public ».

Bien que l'essentiel du débat ait porté sur l'audiovisuel, certains députés se sont inquiétés de la déperdition de la presse écrite. Hormis l'Agence France Presse, qui va bénéficier en 1992 d'une forte augmentation du tarif des abonnements tant en provenance des administrations que des organes de presse, les aides à la presse vont globalement baisser (moins 3 %) en 1992. Le débat s'est conclu tard dans la nuit de mardi à mercredi par la mise en réserve du vote du budget de la communication.

YVES MAMOU

### Le CSA condamne la campagne menée par RTL et Europe 1

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a fait ses comptes. Dans un communiqué rendu public mardi 29 octobre, le CSA proteste, chiffres à l'appui, contre la « campagne de désinformation et de dénigrement » menée par RTL et Europe 1 à l'encontre de la politique d'attribution des fréquences sur la bande FM. A l'occasion du colloque « Vive la radio » qui a eu lieu le 25 octobre, et surtout d'une émission radiophonique commune diffusée le même jour, les deux stations avaient estimé que la politique d'attribution des fréquences par le CSA ne tenait pas compte de leurs intérêts.

Le CSA explique que pendant longtemps les deux radios n'ont « pas cru à la modulation de fréquence ». Mesurant leur erreur stratégique, elles tentent fallacieusement d'imputer leur retard à une discrimination dont elles feraient

l'objet de la part de l'instance de régulation. Le CSA ajoute que pour les cinq régions replanifiées (Bourgogne-Franche-Comté, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Champagne-Ardenne, Centre et Normandie), la zone de couverture de RTL est passée de 2,1 à 5 millions d'auditeurs potentiels tandis que celle d'Europe 1 a augmenté de 1,5 à 4,8 millions d'auditeurs.

Reconnaissant qu'Europe 1 et RTL n'ont pas obtenu le droit de légaliser leurs antennes respectives de Toulon et Caen, le CSA affirme que des autorisations ont été en revanche délivrées à ces deux stations, pour Marseille et Nice. Estimant que les « ambitions d'Europe 1 et RTL ne sauraient conduire à leur attribution une part léonine des ressources hertziennes », le CSA déplore « que les deux stations aient organisé sur leur antenne un débat peu documenté, partial et désobligeant ».

## PRENEZ L'AVANTAGE DE L'OUVERTURE.

Tout l'industrie informatique vous ouvre l'aventure. Chez Digital, c'est aujourd'hui une

réunion avec "The Open Advantage".

Pour vous, c'est profiter des innovations technologiques tout en conservant vos investissements passés. Quelles que soient les marques de vos ordinateurs, vous pouvez faire coopérer ensemble les applications, ajouter de nouvelles puissances informatiques, les répartir différemment en un système d'information simple et cohérent, avec

Network Application Support (NAS), notre architecture logicielle. Pour vous, c'est choisir de développer en interne vos applications informatiques multi-constructeurs ou sélectionner les meilleurs logiciels pour les intégrer dans votre informatique, quelle que soit sa taille.

Avec des milliers de solutions

ouvertes, développées par nos collaborateurs et nos part-

naires à travers le monde, vous prenez

l'avantage du choix. Pour vous, c'est obtenir un service de

qualité, proche et de niveau international. C'est aussi cela "The Open Advantage". Car en matière de ser-

vices, nous intervenons sur plus de 8 000 produits, provenant de plus de

800 sociétés informatiques différentes. Nous gérons des sys-

tèmes multi-constructeurs pour des dizaines de grands

groupes. A chaque instant nos experts vous aident à concevoir, pla-

nifier et mettre en oeuvre votre infrastructure informatique en France

et dans plus de 80 pays dans le monde. Vous le voyez,

"The Open Advantage" dépasse largement la technologie!

Nous sommes convaincus que ce

sont nos collaborateurs qui font

encore plus nettement la différence.

Aussi nous encourageons leur

ouverture d'esprit, leur autonomie

et leur aptitude à la création de

nouvelles solutions. Alors contactez

les dès aujourd'hui au 05 205 205.

demandez la brochure "The Open Advantage". Digital, et découvrez

comment ils peuvent vous aider

à prendre l'avantage de l'ouverture.

digital™

Digital, le logo Digital est des marques déposées de Digital Equipment Corporation.



## EDUCATION • CAMPUS

## Déferlante scolaire à la Réunion

Outre-mer, l'explosion scolaire s'effectue sur fond d'analphabétisme et de chômage. Malgré des innovations payantes, les problèmes structurels demeurent

LA RÉUNION

de notre envoyée spéciale

**M.** CLOTAIRE OLIVEAU est un indécrottable optimiste. Arrivé du Nord de la France en 1986, ce « métro » fut pendant douze ans maire d'une petite commune près de Douai et conseiller du rectorat pour la formation des maîtres. Il régit aujourd'hui en vrai patron sur le collège de Petite-Île, une commune rurale de 8 000 habitants située au sud-est de la Réunion. Un collège banal et surréaliste à taille humaine puisqu'il n'accueille « que » 700 élèves dans un département où le plus gros collège, record absolu sur le territoire national, en rassemble 1 600.

Echec scolaire, chômage, isolement des familles et dégradation du tissu social : la population de Petite-Île s'écarte assez peu des standards réunionnais. Si le taux de chômage y est un peu moins élevé qu'ailleurs, touchant « seulement » 25 % des familles du collège, le taux de suicide, en revanche, atteint des niveaux records. En outre, le quart des parents d'élèves du collège sont analphabètes.

Mais M. Oliveau garde les yeux fixés sur l'avenir. Il contemple ses terrains de sport et de tennis, ses ateliers de technologie remis à neuf, il rêve de la piscine promise pour l'année prochaine par le conseil général. « Pour réaliser ce que j'ai fait ici en cinq ans, lance-t-il, j'aurais mis dix ans en métropole ». Son collège est le plus gros dévoreur d'heures supplémentaires de l'académie : elles lui permettent de faire tourner ses classes avec des effectifs ultra-légers (une quinzaine d'élèves) à faire pâillir d'envie un enseignant de métropole. Et on ne compte plus les initiatives. RAE (projets d'action éducative), ateliers de pratique artistique ou séjours linguistiques organisés à Petite-Île, sous l'égide du collège.

## Ramassage des parents d'élèves

Mais la tâche est immense. La moitié des 720 élèves viennent des « hauts » de la commune, Mont-Vert, Manapany, Raïco du Pont, Piton-Goyave. Les journées sont longues : beaucoup d'enfants se lèvent à 5 heures pour être à pied d'œuvre à 7 h 30 au collège. Et la vie est rude : la plupart sont issus de familles très nombreuses et vivent dans une de ces cases en tôle qui prolifèrent un peu partout dans l'île. Une pièce unique pour dormir, une cuisine à l'extérieur, une petite cour.

Faire venir les parents au collège : c'est le premier défi que s'est fixé M. le principal en arrivant à Petite-Île. Mais il n'a d'abord fallu inventer les rôles, car ici, décréter l'école ouverte ne signifie pas grand-chose.



Un samedi par trimestre, à l'occasion des réunions parents-professeurs, les cars de ramassage scolaire vont donc chercher les familles à domicile pour les amener au collège. Et lors de chaque fin d'année scolaire, le principal emporte les sacs des sacs pour inscrire lui-même les nouveaux qui entrent en sixième. Il peut ainsi faire la chasse aux élèves. Car à Petite-Île, comme dans l'ensemble du territoire réunionnais, quinze ans après la création du collège unique, il n'est pas rare de trouver des enfants de quatorze ou quinze ans qui sont encore en primaire. Non seulement les parents appréhendent de laisser leurs enfants descendre chaque matin dans la plaine, mais, surtout, les instituteurs s'efforcent de garder les élèves, pour maintenir l'effectif de l'école et protéger ainsi leur poste.

Ces enfants « du fond de la classe », comme ils se nomment eux-mêmes, passent ainsi près de dix années à l'école, sans rien apprendre ou presque. La plupart ne s'expriment qu'en créole en famille et par-

## Créole en scène

ils jouent à raconter, les yeux rivés sur la pointe de leur terre, la main devant la bouche comme pour s'excuser. Malgré les hésitations, les mots que l'on cherche en français, ils inventent : l'histoire de Ti Paul, ouvrier d'usine, qui rencontre Marchet, personnage un peu trouble, moitié clocharde-moitié sorcier, « qui fait demelle devant la boutique », autrement dit qui boit trop, qui bat sa femme et qui est sans tous les samedis, avec l'argent des allocations. C'est la vie de ces quinze gamins qui défilent. Ils sont pour la plupart malheureux (indiens), noirs ou comoriens. Quinze élèves de sixième du collège du plateau Goyave, situés sur les hauts de Saint-Denis, surnommés « la ville noire ».

A l'initiative du rectorat et du ministère de la culture, dans le cadre d'un forum sur le théâtre contemporain, une vingtaine d'auteurs dramatiques d'expression francophone ont été invités, du 14 au 20 octobre, à déléguer,

tous les matins, les salles confortables des casernes et des clubs de collège et de lycée.

Gerty Dambury, guadeloupéenne, poète et dramaturge, s'est retrouvée à Saint-Denis. Cinq jours durant, elle a travaillé avec les enfants à construire et enrichir l'histoire de Ti Paul et Marchet. Michel Azama, du Centre dramatique de Dijon, s'est retrouvé, lui, propulsé en scène d'écouter près de Saint-Denis. Et Henri Favory, auteur martiniquais, au collège des deux canons, dans le quartier du Chaudron. Des récits, des histoires, des morceaux de dialogue, généralement en créole, ont ainsi été rassemblés. Les enseignants auront le charge, de reprendre le fil des histoires éparpillées et de prolonger l'expérience. Dans la plupart des établissements, les ateliers de pratique théâtrale, qui existent dans vingt-cinq collèges et lycées, prendront le relais.

Ch. G.

lent très mal le français. Au collège de Petite-Île, cette année encore, de 15 % à 20 % des élèves de sixième ont quatorze ans et plus, soit au moins trois ans de retard.

Diminuer l'échec scolaire, c'est, bien sûr, le deuxième défi lancé par Clotaire Oliveau. Grâce à un traitement de choc en lecture-écriture pour les plus faibles et à une politique de volontarisme de suppression des chaises-ghettos. Les résultats sont là. Près d'un élève sur deux redoublait la sixième en 1984, ils sont 2 % aujourd'hui. Et l'orientation en CFPN (classe pré-professionnelle de niveau), qui concernait encore 20 % des élèves de cinquième en 1981, a aujourd'hui pratiquement disparu au collège de Petite-Île.

La Réunion ne produisait qu'une quinzaine de bacheliers par an à la veille de la départementalisation, au sein des années 50. Elle conduisait aujourd'hui le quart d'une génération en classe terminale. Mais la montée en régime du système éducatif ne date pas, comme en métropole, des années 60. « Au moment où se produisait, en métropole, la première explosion scolaire, la Réunion importait à grand peine l'école obligatoire », insiste le recteur, M. André Vannier, en poste depuis cinq ans.

## Quatre collèges et deux lycées par an

Pour l'ancienne Ile Bourbon, le vrai tournant s'est produit au début des années 80, particulièrement en 1984, date de la création de l'académie. Depuis, ce morceau de France perdue dans l'hémisphère sud, à 10 000 kilomètres de la métropole, met les bouchées doubles. D'ici à l'an 2000, les effectifs scolaires devraient augmenter de 25 % et surnager le département et la région à construire, en moyenne, quatre collèges et deux lycées par an.

La nécessité d'accueillir tous les enfants âgés de douze ans en sixième, comme l'exige désormais la loi d'orientation, a conduit le rectorat à mettre en place, à la dernière rentrée, une structure originale de prise en charge des élèves en grande difficulté. Dix classes de sixième expérimentales sont ouvertes dans sept collèges de l'île. Particulièrement : les élèves y sont soumis, sous la houlette d'un instituteur volontaire et formé pour cette tâche, à un travail intensif sur la lecture et, d'une façon générale, la maîtrise de la langue.

C'est l'obstacle majeur sur lequel butent, systématiquement, toute réflexion et tout débat sur l'échec scolaire à la Réunion : les difficultés d'expression de nombre d'enfants scolaires, même au collège. Les enfants réunionnais, en effet, apprennent à lire et à écrire dans une langue qu'ils ne parlent pas au quotidien. Potentiellement dans leur famille. Et la proximité linguistique

entre le créole, la langue des parents, et le français, la langue de l'école, n'arrange pas les choses.

Pas plus que le flux artistique qui entoure, en la matière, la politique des autorités locales de l'éducation nationale et la pratique des enseignants.

« Les enfants qui arrivent à l'école n'ignorent plus le français », affirme le recteur. Sans doute. Mais la lecture des textes écrits produits par des élèves de sixième de Saint-Denis laisse perplexe. Sans outils ni formations spécifiques, les enseignants, qu'ils soient « métros » ou d'origine réunionnaise (comme les deux tiers des instituteurs) ne savent pas par quel bout prendre le mot d'ordre officiel, consistant à « appuyer sur le fait linguistique créole pour améliorer la maîtrise du français ».

## La français langue étrangère

Tous manifestent leur embarras. Les premiers parce qu'ils ont l'impression, en arrivant à la Réunion, d'enseigner dans une langue étrangère, comme cet instituteur lyonnais parachuté dans un cours préparatoire des « hauts » de Saint-Joseph, au sud de l'île. Les seconds parce qu'ils pratiquent eux-mêmes les deux langues tout en ayant pour mission d'enseigner en français. « Moi, j'aurai mes élèves à parler créole en classe. L'interdiction revient à réduire à zéro », souligne un instituteur de Saint-Louis, une ville où les « Créoles » d'origine africaine dominent. « Et puis, la n'est pas la question. Les élèves nous disent que le créole suffit bien pour vivre ici. Ils sentent bien, confusément, que le français est la langue du développement et d'une promotion dont ils se sentent, a priori, exclus ».

C'est ce formidable développement du système scolaire ne doit pas faire illusion. Sur les 10 000 lycéens sortis du système scolaire réunionnais en 1990, plus de la moitié (53 %) étaient sans diplôme. Le département, qui consomme à lui seul 10 % des prestations nationales du RMI (revenu minimum d'insertion) s'enfonce dans le chômage, qui affecte près de 40 % de la population active et 59 % des moins de vingt-cinq ans.

Ce déficit quantitatif frappe notamment l'éducation nationale. L'université de la Réunion ne produit en effet que 300 licenciés par an, environ alors que les besoins de l'île en nouveaux enseignants sont évalués à 700 par an pendant les dix prochaines années. S'ajoute à cela un autre défi : l'adaptation des formations aux besoins de l'économie. Difficile à réaliser quand celle-ci produit à peine 2 000 emplois par an qui ne suffisent pas à absorber les 13 000 à 15 000 jeunes sortant du système scolaire, dont la moitié sans diplôme.

CHRISTINE GARIN

## La percée à l'Est de l'OFAJ

Les échanges franco-allemands pour la jeunesse s'élargissent aux nouveaux Länder

« TOUT devient possible maintenant », disent avec enthousiasme beaucoup d'Allemands de l'Est, qui obtiennent maintenant l'autorisation de voyager avant 1989. Cette soit d'ouverture et de contacts des jeunes de l'ex-Allemagne de l'Est a ouvert, depuis quelques mois, un nouveau terrain d'exploration à l'Office franco-allemand de la jeunesse (OFAJ), cet organisme créé il y a une trentaine d'années pour développer les échanges entre la France et l'Allemagne (1). La réunification allemande et l'ouverture des nouveaux Länder de l'Est expliquent ainsi en grande partie l'augmentation de 5 % des 1990, du nombre de jeunes qui ont bénéficié de ces échanges. Ce développement devrait se continuer en 1991.

Pourtant, l'élargissement des échanges franco-allemands aux jeunes vivant au-delà de l'Elbe a commencé dans un contexte très difficile, marqué par la terrible montée du chômage, les risques de graves conflits sociaux et de tensions politiques, la disparition des anciennes structures et la grille brutalement importée de l'Ouest.

Et surtout, les relations entre les Allemands sont souvent tendues.

Ainsi, le responsable des affaires culturelles de Francfort-sur-le-Main affirme sans détour : « Je me sens davantage chez moi à Milan qu'à Dresde ». Comment expliquer ce malaise ? Issu du Mouvement des citoyens, le psychologue de Berlin-Est Wolfgang Nische est très clair : « Par la peur des Westis (les habitants de l'Ouest) comme des sous-développés, les Ossi se sentent dévalorisés ». C'est aussi le sentiment du syndicaliste Peter Seidensticker, directeur du service Europe du DGB : « Les gens de l'Ouest doivent apprendre à vivre et à partager avec ceux de l'Est ».

## La France pays de cocagne

Cette solidarité, l'OFAJ la pratique déjà avec les jeunes des Länder orientaux : afin de les aider à participer aux échanges franco-allemands, l'OFAJ a créé un fonds spécial de 4 millions de francs pour 1991. Et comme des associations libres de jeunes n'existent pas encore partout dans l'ex-RDA, il finance des programmes pour les individus. Le nombre de jeunes de l'ancienne RDA ayant participé à des rencontres franco-allemandes est passé de 1 000 en 1990 à 3 000 durant les six premiers mois de 1991. Ce développement des activités

d'abord touché le secteur scolaire, puisque 2 000 élèves de l'Est, en particulier de Rostock, ont déjà été accueillis dans des établissements français cette année. Depuis septembre 1990, où les élèves peuvent à nouveau choisir cette matière comme première langue, 10 % d'entre eux l'apprennent, contre 3,5 % en 1989. Parmi les plus de seize ans, les jeunes professionnels, les apprentis et les jeunes chômeurs ont constitué le groupe le plus important (49 % du total) en 1990. Et les réunions organisées par l'OFAJ dans les principales villes de l'ex-RDA ont attiré un large public, qui comprenait bon nombre de professeurs de français.

En 1991, le budget de l'OFAJ, qui atteint 154 millions de francs grâce à l'augmentation des contributions de Paris et de Bonn, favorise aussi l'accroissement des rencontres franco-allemandes ouvertes aux jeunes d'Europe orientale, et surtout aux Polonais : ces derniers engagent plus facilement le dialogue avec les Allemands en présence des Français. En s'inspirant de l'exemple de l'OFAJ, un Office germano-polonais a même été créé le 17 juin dernier, jour de la signature du traité de bon voisinage entre Bonn et Varsovie. Enfin l'OFAJ se propose de l'inscription des jeunes

les plus défavorisés dans les sociétés françaises et allemandes, de plus en plus multiculturelles. Des programmes spécifiques à l'intention des immigrés ont ainsi été mis en place et ont permis, l'été dernier, à 120 jeunes vivant dans les bidonvilles des grandes villes françaises de participer à des échanges franco-allemands. D'une manière générale, ces rencontres ont aidé les jeunes à passer d'une attitude d'opposition à l'égard d'une autre culture à l'acceptation de sa différence. Cela est vrai pour les Beurs et pour les Allemands nés à l'est de l'Elbe.

Dans une période si difficile pour eux, ces derniers attendent beaucoup de la France, dont l'image reste très bonne dans l'ancienne RDA, même si elle est un peu déçue : toujours très employée, bien qu'elle remonte aux années 20, l'expression « vivre comme Dieu en France » la définit comme un pays de cocagne. Dans bien des cas, les échanges avec des Français permettent en outre aux jeunes de l'ancienne RDA d'échapper à un face-à-face trop exclusif et étouffant avec leurs compatriotes de l'Ouest.

LAURENT LEBLOND

(1) 51, rue de l'Amiral-Mouchet, 75013 Paris. Tél. : 40-76-18-18.

## La « soupe » des IUFM

« MAIN basse sur l'éducation ou les conséquences désastreuses sur les générations futures de la nouvelle formation des maîtres », le titre est sans ambiguïté. L'Association pour la qualité de l'enseignement et des concours de recrutement, qui publie les actes d'un colloque organisé à la Sorbonne le 13 avril dernier (1), n'y va pas par quatre chemins. La généralisation, à cette rentrée, des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) est un « désastre scientifique », le « mélange » des formations du premier et du second degré est « par essence absurde » et les professeurs sont guettés, avec les IUFM, d'être remplacés par des « intervenants » et autres « spécialistes en garderie ».

Dans sa très courte intervention, reproduite dans l'ouvrage, le président de l'association, M. Jacques Vautier, enfonce le clou. « La soupe des IUFM » explose-t-il, va former des professeurs au rabais, recrutés à la va-vite en fonction des besoins. Prenant le relais, la société des agrégés, dont M. Jacques Vautier est membre du bureau, réclame le 23 mai, dans une conférence de presse, l'arrêt de l'expérience des IUFM et de la réforme du CAPES. La société des agrégés déposera d'ailleurs, le 3 juillet, un recours en Conseil d'Etat concernant l'instauration d'une nouvelle épreuve professionnelle dans les concours.

Point d'orgue de cette campagne, une lettre ouverte au président de la République, réclamant également l'arrêt de l'expérience, est publiée au début de l'été, signée de seize personnalités parmi lesquelles le président de l'Association pour la qualité de l'enseignement et des concours de recrutement.

Le paradoxe est que M. Jacques Vautier, alors directeur de l'URR de mathématiques de l'université Paris-VI et nommé depuis la rentrée 1991 à la nouvelle université de Versailles-Saint-Quentin, est aujourd'hui directeur d'un des centres de l'IUFM de Versailles. Une nomination qui fait grimacer quelques dents. Sur le terrain, « la soupe » paraît bien amère. Sabotage ? s'interrogent certains. Ou, au moins, dans la nouvelle institution d'un de ses farouches opposants, bien décidé malgré tout à ne pas laisser la formation des maîtres aux mains des « petits pédagogues » de l'enseignement secondaire ?

M. Jacques Vautier pour sa part se déclare « très heureux » d'avoir été sollicité pour assumer ces fonctions par M. Frémont Lamourane, directrice de l'IUFM de Versailles. « En tant qu'universitaire, dit-il, mon rôle est de rapprocher le plus possible la formation des maîtres de l'université. C'est ce à quoi je vais m'employer ».

Ch. G.

(1) Editions universitaires, septembre 1991.

**Les clefs du savoir**

Tous les aspects du politique et de l'économie : modes de gouvernement, institutions, relations internationales, idées politiques, syndicats et groupes du travail, presse, environnement, collectivités locales, fiscalité, économie internationale...

Collection dirigée par Dominique Crémieux, professeur à l'université de la Sorbonne, et Yves Mény, professeur à l'université de la Sorbonne, des politiques de Paris.

Volumes de 160 pages. Prix unique : 60 F

**Le système politique français**  
Yves Mény

**CLEFS**

Montchrestien

renovation

j'ai u

FONDATEUR



# EDUCATION • CAMPUS

## La rénovation universitaire à mi-chantier

Remodelage des deuxièmes cycles et réforme des premiers cycles universitaires : le ministère accélère tous ses projets

**L**e ministre de l'éducation, M. Lionel Jospin, aura-t-il le temps d'aller jusqu'au bout du programme qu'il s'était fixé pour l'enseignement supérieur en arrivant rue de Grenelle en 1988 ? Après les négociations sur la revalorisation du statut d'enseignant, la mise en place de la politique contractuelle avec les établissements et les longues négociations sur le plan de développement Universités 2000, le voilà en tout cas à pied d'œuvre pour le dernier acte annoncé : la rénovation des formations, des filières et des contenus.

Le dossier le plus brûlant est celui du remodelage des formations d'ingénieurs et de la réduction éventuelle à un an, des classes préparatoires aux grandes écoles scientifiques. Le ministre de l'éducation nationale aura pu tester, depuis quelques semaines, l'opposition farouche des intéressés à tout ce qui pourrait remettre en cause la prééminence des écoles dans le système français de formation des élites (le Monde des 24 et 26-27 octobre). La mobilisation tous azimuts des enseignants, des parents, des anciens élèves, des puissants lobby des anciens élèves, laisse présager de sévères bagarres si le ministre va jusqu'au bout de ses intentions. Au point que, dans les couloirs gouvernementaux, certains se demandent dès à présent si le jeu en vaut la chandelle.

Mais ce n'est pas tout. Depuis la rentrée, le ministère a également relancé deux autres dossiers-clés : la rénovation des deuxièmes cycles universitaires. Dans les deux cas, réflexions et projets sont déjà onctuels. M. Jospin paraît aujourd'hui décidé à passer à la mise en œuvre.

### Tolletage des licences et maîtrises

C'est particulièrement clair pour les deuxièmes cycles puisqu'une série de textes redéfinissant les diplômes nationaux de licence et de maîtrise, dans toutes les disciplines, est soumise actuellement au CNESER (Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche). Ces textes réglementaires ont un objectif simple qui fait l'objet d'un large accord : réduire considérablement le nombre des diplômes afin de clarifier le dispositif, de faciliter l'orientation des étudiants et d'assurer une meilleure lisibilité des formations, notamment auprès des employeurs.

Ainsi, par exemple, les cent trente filières thématiques actuelles devraient être ramenées à une cinquantaine, regroupées sur des disciplines plus larges et mieux identifiées. Et les quelque

cent vingt arrêtés particuliers, habilitant des diplômes spécifiques à telle ou telle université, devraient disparaître et être intégrés dans la cinquantaine de filières nationales, grâce à un volume horaire annuel laissé à l'initiative des établissements.

Au passage, le ministère prévoit de réduire sensiblement le nombre d'heures de cours afin de « faciliter le travail personnel » des étudiants et en particulier l'initiation à la recherche. Si le nombre d'heures minimum reste inchangé (350 heures par an), le maximum est revu à la baisse : 500 heures, soit une centaine d'heures de moins qu'actuellement, dans certaines disciplines comme les mathématiques. En outre les textes prévoient que ce volume horaire inclut des périodes de stage. Enfin, pour renforcer l'apprentissage de la recherche, est prévue la mise en place de licences et de maîtrises portant la « mention recherche ».

### Maquettes de premiers cycles

Autant de points sur lesquels l'avis - seulement consultatif - du CNESER a été nettement négatif. Cette opposition ne semble cependant pas devoir freiner la volonté manifeste du ministère d'aboutir rapidement et de publier ces textes réglementaires dans les mois qui viennent. Avec une seule inconnue : le nouveau dispositif sera-t-il applicable, de manière généralisée, dès la rentrée 1992 ? Ou bien une période transitoire sera-t-elle prévue pour permettre aux universités d'ajuster, ou restructurer, leurs cursus quadriennaux avec l'Etat sur ces nouvelles bases ?

Si un accord de principe s'est dégagé sur ce toilettage des licences et maîtrises, il n'en va pas de même pour les projets de rénovation des premiers cycles. M. Jospin avait tenté, devant le conseil des ministres du 26 juin, le cadre général de cette réforme, destinée à lutter contre la vicieuse maladie des DEUG (diplômes universitaires d'études générales) : celle des échecs et des abandons.

Les grandes orientations sont connues. Il s'agit tout d'abord de rééquilibrer les flux entre les différentes filières de premier cycle et, en particulier, de faire baisser la pression sur les DEUG en relançant vigoureusement les instituts universitaires de technologie (IUT) où 50 000 places supplémentaires devraient être créées dans les quatre ans à venir.

En deuxième lieu, le ministère souhaite multiplier les dispositifs d'information et d'orientation pendant les premiers mois du parcours universitaire. Et simplifier fortement, à l'entrée, le paysage des filières afin de faciliter les

choix progressifs des étudiants. Aux quelque trente DEUG existants, il substituerait huit grands domaines de formation : sciences ; technologie ; vie et santé ; droit ; économie-gestion ; lettres-langues-cultures ; sciences humaines-sciences des arts ; enfin sciences sociales ont été ajoutées récemment pour maintenir la spécificité de l'actuelle filière AES (administration économique et sociale).

Enfin l'organisation pédagogique serait sérieusement remodelée. La structure actuelle serait remplacée par un système de modules capitalisables moins nombreux que les actuelles « unités de valeur ». L'obtention des modules de « premier niveau » permettrait d'obtenir un nouveau diplôme (le certificat d'études universitaires). Les étudiants pour- raient alors poursuivre en « deuxième niveau » pour préparer leur DEUG classique ou, pour ceux qui seraient entrés dans les nouveaux instituts universitaires professionnels (IUP), pour préparer un DEUP (diplôme universitaire d'études professionnelles). Enfin le tutorat, assuré par des étudiants de troisième cycle, voire de maîtrise, encadrés par des universitaires, serait généralisé.

A la faveur de l'été, le ministère a donné forme à ce schéma général. Un projet d'arrêté relatif au premier cycle universitaire, en date du 9 octobre, mais qui ne circule jusqu'à présent que de façon restreinte et informelle, confirme l'architecture générale des nouveaux premiers cycles et la précision des premiers importants. Parallèlement, des discussions, toujours informelles, sont engagées pour établir, dans chacune des filières, des maquettes précises de diplômes.

Or ces deux démarches complémentaires commencent à provoquer de sérieux remous chez les universitaires. Pour des raisons de principe, tout d'abord. Ainsi le projet d'arrêté stipule, dans son article 1, que « le premier cycle des études universitaires constitue l'articulation entre l'enseignement secondaire ou la poursuite d'études supérieures ou le cas échéant, une insertion professionnelle ». Aux yeux de certains, une telle définition fait ressurgir le spectre de la « secondarisation » des premiers cycles, les tire vers le lycée et vers une vocation plus professionnalisante que réellement universitaire. De même des DEUST (diplômes d'études universitaires scientifiques et techniques), créés en 1986, inquiètent non seulement les universitaires impliqués dans ces filières mais aussi tous ceux qui y voient une voie utile de professionnalisation des premiers cycles.

Le deuxième grief porte sur le volume horaire d'enseignement

prévu pour les DEUG et les futurs DEUP. Le projet d'arrêté fixe en effet une fourchette de 700 à 900 heures alors que le minimum en vigueur aujourd'hui, dans les DEUG scientifiques par exemple, est de 1 100 heures pour les deux années et que le maximum peut monter jusqu'à 1 300 ou 1 400 heures. Soit une diminution prévisible de l'ordre de 25 % des horaires d'enseignement actuels. De là à soupçonner le ministère d'être plus préoccupé de l'accueil des flux croissants d'étudiants lors des prochaines rentrées que du niveau requis pour des formations de haut niveau, le pas est vite franchi par bon nombre d'universitaires.

### Réductions ou déplacements d'horaires ?

A quoi le ministre réplique que ces volumes horaires ne tiennent pas compte du temps de tutorat qui sera prévu dans chacun des modules, ni des stages obligatoires dans les filières professionnelles, ni du temps qui devra être consacré par les enseignants à la préparation des examens oraux. Au total, souligne-t-on Rue de Grenelle, les temps de formation seront grosso modo équivalents mais ils seront répartis différemment afin de permettre un soutien personnalisé aux étudiants en difficulté dans tel ou tel domaine. Il est clair cependant que le débat va être très vif, tout le ministère paraît intrinsèque sur ce point et les universitaires inquiets de l'allègement de la formation de base universitaire, surtout si on la compare à la situation des IUT ou des classes préparatoires.

Enfin les premières discussions sur la définition des maquettes de diplôme ont, là encore, suscité l'inquiétude. Entre les filières actuelles, trop étroites aux yeux du ministère, et des filières trop larges et trop floues, le cabinet de M. Jospin s'efforce actuellement de trouver une voie étroite permettant une spécialisation progressive au fil des semestres et des deux « niveaux » du premier cycle. Cette approche, assez directive, comme la définition assez stricte des différents modules (une douzaine sur deux ans) et de leur contenu font craindre aux universitaires que leur part d'initiative et d'autonomie soit réduite à la portion congrue.

La volonté affichée du ministère est de mettre en œuvre cette réforme, du moins partiellement, dès la rentrée 1992 et, par conséquent, de fixer le nouveau cadre réglementaire avant la fin de cette année. Au risque, selon bon nombre d'observateurs, de braver la communauté universitaire sur un sujet traditionnellement très sensible.

GÉRARD COURTOIS

## SOURCES

### Le choucou de la maîtresse

**« D**ES choucou, moi ? Jamais. » La réplique fuse, appuyée par le regard clair de l'innocent injustement mis en cause. Pour l'enseignant, le soupçon est inacceptable. Il lui faut tout à fait égaré tous les enfants de sa classe. Les élèves, pourtant, le connaissent bien, ce prof qui n'existe pas. « Le prof est toujours en train de faire attention à lui », dit l'un. « Il est devenu le choucou, et comme par hasard, c'est lui le premier », renchérit l'autre.

Attiré sans aucun doute par les tabous, M. Philippe Jubin n'a pas résisté à la tentation : décorer ce qui dérange. Pour aggraver son cas, cet instituteur spécialisé, docteur en lettres, apparaît comme un récidiviste. En 1988 déjà, il s'était penché sur la terreur des enseignants, l'élève tête à claques, ce perturbateur qui pousse le prof à bout. Deux ans plus tard, il s'attaque avec le même bonheur à un autre personnage singulier, le Choucou ou l'élève préféré (1).

Qu'il s'appelle Alcibiade pour Socrate, Agnan pour le Petit Nicolas ou La Crique dans la Guerre des boutons, le choucou est d'abord le résultat d'un phénomène de groupe. Est éliminé celui qui la classe désigne comme tel. Pour être « élu », il doit se distinguer et devenir un personnage singulier. Une dimension affective s'introduit alors dans la salle de classe ; à l'enseignant de la gérer.

Philippe Jubin distingue deux profils de choucou. Le modèle le plus répandu est celui d'un élève à l'intelligence reconnue, travaillant bien et participant activement à la vie de la classe. Le second type, plus rare, fait référence à un aspect mécompu de la vie du favori : « Il a des problèmes... » Le prof s'envoie alors d'un halo de mystère qui explique l'attention dont il est l'objet.

### La notion d'équité n'existe plus

L'auteur ajoute une autre dimension à ces portraits-robots : l'apparence. Cette distinction n'est pas sans connotation sociale : le choucou est mignon, bien habillé, bien coiffé et il arbore, comme il se doit, de superbes cahiers Clairefontaine. Bref, il est le plus souvent issu de milieux aisés. Le phénomène de l'élève remarqué malgré ses mauvais résultats scolaires et son milieu défavorisé reste marginal. Cette analyse doit être nuancée dans les classes maternelles, où le critère de réussite scolaire n'est pas déterminant.

Le prof est le révélateur d'un hasard anormal : la classe devient le lieu de l'injustice. Pour cette raison, l'ensei-

gnant refuse d'avouer une préférence et lorsqu'il la reconnaît, c'est pour ajouter : « Mais je ne le montre pas ». Car, s'il a un choucou, c'est qu'il privilégie un élève par rapport aux autres. « Cela est intellectuellement insupportable et moralement injustifiable, principalement au regard de l'équité, fondement de l'école laïque et condition première du bon exercice du métier », note M. Jubin. Les dangers de cette préférence sont connus : l'adulte risque d'étouffer l'élève en exerçant sur lui une trop grande influence.

Bien que dérangeant, le favori exerce cependant une véritable fonction au sein du groupe : il fournit une explication acceptable aux difficultés des autres. Le comportement de l'enseignant devient un obstacle à la réussite des élèves non élus. L'accusation de chouchutage déresponsabilise et décourage l'ensemble de la classe. Le recours au choucou est si simple que s'il n'existait pas, il faudrait l'inventer.

Être l'élève préféré n'a pas que des avantages. Au contraire, M. Jubin va jusqu'à évoquer le mal-être du choucou, qui risque tout d'abord de perdre ses copains. Il peut aussi être frappé d'ostracisme par ses condisciples : « Si l'on est du côté du prof, on ne peut plus être avec les élèves », Devenu bon élève, le favori soude le groupe. A l'enseignant de rétablir l'équilibre menacé. D'autant que, pour certains, la souffrance est réelle. Comme pour Corinne, une collégienne, qui lâche : « Moi, je ne demande qu'à être élève ».

MICHELLE AULAGNON

► Le Choucou ou l'élève préféré, Philippe Jubin, ESF éditeur, 125 pages, 130 francs.

► Guides des grandes écoles et des universités. Les annuaires se multiplient, toujours plus complets et plus utiles, pour présenter les établissements français d'enseignement supérieur. Ainsi la L'ÉPI (L'annuaire d'études sur les formations d'ingénieurs) vient de publier le Guide Bouchon, qui rassemble en 221 fiches très détaillées et plus de 700 pages les grandes écoles et les formations d'ingénieurs. La Conférence des grandes écoles, de son côté, vient de rééditer l'Annuaire de ses établissements membres, comprenant à la fois écoles d'ingénieurs et écoles de commerce. Enfin, l'Annuaire a réédité récemment son Annuaire des universités, des écoles d'ingénieurs et des écoles de commerce.

► Guide Bouchon, CEFI, tél. 40-76-04-99.

► Annuaire de la Conférence des grandes écoles, tél. 43-26-56-97.

► Annuaire des universités, des écoles d'ingénieurs et des écoles de commerce, l'Étudiant, tél. 48-07-41-41.

(Publicité)

PRÉCISION DE LA SARL Langues et entreprises dont le siège est à Paris, 18, rue de Tilsitt.

Il n'existe aucun lien entre la SARL Langues et entreprises et le Forum LANGUES & ENTREPRISES organisé les 7, 8 et 9 novembre 1991 à Paris Espace Champs-Élysées. Ce forum est organisé par la SARL CIVIL-LANGUES MAGAZINE dont le siège est sis 102, av. des Champs-Élysées 75008 Paris.

Des prix à vous faire partir !

**NEW YORK**  
prix à partir de  
**2690 F**  
+ Taxes aéroport  
**Aller et retour**  
**Vols réguliers**

VO D'abord, on vous conseille...  
Tél. : 40 53 07 11  
181, bd Pereire, 75017 PARIS

DEMANDEZ NOTRE SUPPLÉMENT

DES  
Le Monde LIVRES

## j'ai une idée mais...

... je n'ai pas de notoriété  
... je ne sais pas par où commencer  
... je n'ai pas de relations  
... je n'ai pas l'expérience de l'entreprise  
... je n'ai pas d'appuis financiers  
mais je suis prêt à tout  
pour que mon projet gagne !

Vous avez une idée  
générale se rapportant à la communication.  
Vous avez moins de 30 ans.  
Vous allez créer ou vous démarrez votre entreprise.  
Vous êtes motivé pour gagner.

Alors, contactez la Fondation Jacques Douce,  
136 Av. Charles De Gaulle - 92522 Neuilly Cedex avant  
le 06/01/92 pour recevoir votre dossier d'inscription.



Depuis maintenant 8 ans,  
la Fondation Jacques Douce aide les jeunes créateurs  
d'entreprise à préparer et à réaliser leurs projets,  
autour d'un concours qui récompense les meilleurs.

Grâce au soutien d'importants décideurs économiques,  
la Fondation Jacques Douce vous apporte,  
à vous, jeunes créateurs, tous les appuis nécessaires  
à la réussite de votre entreprise.

DELEGUE GÉNÉRAL : MARIELLA BERTHEAS

136, Avenue Charles De Gaulle - 92522 Neuilly Cedex - Tél. (1) 47 47 38 36 - Fax (1) 47 47 80 01

**FONDATION JACQUES DOUCE**

a l'Est de l'OFAI



## POINT/LES REVENUS DES AGRICULTEURS

Accalmie  
dans les campagnes

Malgré quelques manifestations sporadiques, ici et là, d'éleveurs et de viticulteurs, un calme relatif est revenu dans les campagnes françaises. L'annonce faite le 24 octobre par le président de la République d'un plan détaillé en faveur de l'agriculture, englobant l'ensemble des revendications paysannes, a assaini un climat qui depuis plusieurs mois tournait à la jacquerie. Avec en arrière-plan à Bruxelles la réforme de la politique agricole commune (PAC) qui vient d'entrer dans une phase

décisive et qui est fondamentale pour la France, premier pays agricole de la CEE.

Le ministre de l'agriculture et de la forêt, M. Louis Mermaz, rencontre donc mercredi 30 octobre les principales organisations syndicales et professionnelles, comme il le fait régulièrement, dans un état d'esprit apaisé et constructif. A l'ordre du jour : l'allègement des charges fiscales et sociales, le financement des retraites, les aides aux éleveurs de bovins, bref tout ce qui est constitutif du

revenu des agriculteurs, ainsi que le développement des carburants à base de produits agricoles et l'avenir du monde rural.

Sur ce dernier point, M<sup>me</sup> Edith Cresson s'est engagée lundi 28 octobre à Angers à réunir avant juin 1992 des « assises nationales de l'espace rural ».

Près de deux cents cantons du centre de la France, des massifs montagneux, de certaines régions de l'Ouest, sont en effet menacés de désertification et cette situation appelle une vigoureuse relance de la politique d'aménagement du territoire.

## Une très grande diversité

Les femmes et les hommes qu'il est convenu d'appeler « paysans » sont des gens d'une grande diversité. Les laborieuses-cultivateurs traditionnels n'ont pas grand-chose à voir avec les vigneron du Médoc ou les horticulteurs de l'arrière-pays niçois. Quoi de commun entre un éleveur de bovins à viande du Cantal, un betteravier de Picardie et le berger du Queyras ou le forestier des Landes ? Et entre le « gros » exploitant de la Beauce et le Breton âgé des monts d'Arde qui se demande à quel il va céder sa propriété de 25 hectares à peine ?

Diversité sociologique, économique, géographique : diversité aussi, voire contrastes marqués, dans les revenus. Si les producteurs de lait souffrent des quotas, si les paysans spécialisés dans la production de viande bovine du Massif central sont pour beaucoup d'entre eux au bord du gouffre, les agriculteurs bretons en revanche ne se plaignent pas du tout des cours actuels du porc ou de la volaille, ce que l'on nomme laidelement les « cultures hors sol » : avec, de Saint-Brieuc à Brest, les conséquences graves que l'on sait pour l'environnement et la salubrité des campagnes et des gens.

Prompts en général à prendre la tête des manifestations, les agriculteurs bretons ont, d'ailleurs, participé au grand rassemble-

ment parisien du 29 septembre davantage par solidarité que par nécessité immédiate.

Bref, lorsque l'on aborde les questions des ressources ou du niveau de vie des agriculteurs, il est nécessaire de bien avoir à l'esprit qu'il existe en France - et dans le plupart des autres pays européens - « des » agriculteurs. Un pluriel qui s'impose d'autant plus que certaines productions bénéficient, à cause des dispositifs européens, d'abondantes subventions (viande ovine) tandis que d'autres (produits maraichers, vins de qualité, céréales) se « débrouillent » seules avec le marché.

Des retraites  
miserables

Globalement, selon la Commission des comptes de l'agriculture qui s'est réunie en mai 1991, le revenu moyen par exploitation aura progressé de 9,3 % en 1990. Une hausse qui fait suite à une augmentation, l'année précédente, de 6,7 %. Mais sur une plus longue période, et malgré la remontée des deux dernières années, le revenu rattrape à peine le niveau de 1973. Et depuis vingt ans, c'est entre 1973 et 1980 que la chute aura été la plus forte.

L'analyse ne serait ni complète ni significative si l'on occultait le coût des facteurs de produc-

tion ou le prix de vente des produits eux-mêmes. Or, depuis cinq ans pour les premiers et dix ans pour les seconds, la tendance est à la baisse. Les prix des aliments du bétail (l'essentiel étant importé), des engrais, du fuel, ont éboulé, ce qui a allégé d'autant les charges des paysans. Mais sur les marchés les produits végétaux et animaux ont marqué eux aussi un recul très prononcé, surtout pour les moutons, les bovins, le lait. Là encore une analyse fine par région et par type d'agriculture s'impose avant de tirer des conclusions générales. L'exploitant de la Marne, disent les statistiques officielles, tire de son travail un revenu net six fois supérieur au moins à celui du Savoyard.

Il ne suffit pas de produire pour vivre, il faut aussi penser à sa retraite et à ses successeurs. Le président de la République s'est déclaré d'accord il y a quelques jours pour faciliter les pré-retraites des paysans âgés de 55 ans. Si l'on table sur quelque 50 000 demandes par an assorties d'une pension qui ne devrait pas descendre au-dessous d'un minimum de 40 000 francs par an, il faudrait dégager 2 milliards de francs, dans le budget de 1992. Des comparaisons qui remontent à 1988 indiquent que l'agriculteur partant en retraite touchait 1 720 francs par mois

(3 000 à 4 000 francs s'il a exercé en outre d'autres métiers pendant sa vie), quand la moyenne française s'élevait à 6 000 francs environ.

Quant à la législation sur la transmission des exploitations, elle constitue à la fois un monument de complexité fiscale et un labyrinthe de chausse-trappes. La FNSEA affirme que, pour une exploitation qui dégage une bonne rentabilité, les droits de succession atteignent cent fois le niveau allemand...

FRANÇOIS GROSCHARD

Viande bovine : Incidence des subventions  
sur le revenu brut par exploitation  
(en millions de francs valeur 1990)

Source : Caisse nationale du Crédit agricole

## Un éleveur dans l'Allier

## Gérard, « le dos au mur »

## MOULINS

de notre correspondant

À quarante-six ans, Gérard perd le moral et se laisse gagner par l'exaspération. Marié à une femme qui le seconde dans l'exploitation, père de deux enfants, cet éleveur, installé sur 85 hectares, aux confins de l'Auvergne et de la Bourgogne, en pleine terre charolaise, manifeste dans le sud « depuis toujours » parce qu'il faut défendre la profession. Mais, aux habitudes et plutôt tranquilles défilés qui convergent vers la préfecture de l'Allier, il a depuis deux ans rejoint les plus discrètes et percutantes opérations nocturnes de « contrôle » de camions de viande d'importation. « Notre problème repose entièrement sur les viandes provenant de l'Est »,

Gérard n'est plus ayndiqué, mais que le mot d'ordre vienne d'une organisation ou d'agriculteurs isolés, il ne fait pas de distinction. Il choisit de s'y associer « chaque fois que le motif est bon », et le contrôle des importations entre dans cette catégorie. Alors, cette année, plus souvent qu'en 1990, il a rejoint à plusieurs reprises, en soirée, le groupe de vingt à trente collègues, parfois à l'initiative du CDA, quelque part au bord de la grande route Centre-Europe Atlantique.

Un seul but : attirer l'attention en vérifiant la teneur et l'origine des carcasses, le plus souvent destinées à un grand abattoir du département, mis en accusation « parce qu'il travaillait à 40 % à l'importation ». Du côté de Dompre-sur-Besbre, les actions se sont souvent durcies en cours de

nuits, « mais les agriculteurs n'y sont pour rien », Gérard affirme. N'aurait-il jamais rencontré de collègues provocateurs ou violents, « seulement des agriculteurs sans autre solution pour exprimer leur désespoir ». Les carcasses ont parfois été déversées sur la chaussée comme le 2 octobre, ou bien les pauvres vaches polonaises destinées aux bœufs n'ont été lâchées face aux CRS. C'était le 16 octobre.

## « L'exaspération face à l'immobilisme »

Si le mouvement ne revêt pas le caractère syndical, « il est tout à fait professionnel », selon Gérard, qui, à la tête d'un troupeau de cinquante-cinq vaches, ne croit pas plus à l'avenir de la filière bovine qu'à la diversification amorcée dans l'aviculture. Aujourd'hui, c'est le vide. Depuis quinze ans, les investissements n'ont pourtant pas manqué pour développer l'exploitation. Mais, comme dans chacun des départements de ce que l'on appelle le « bassin charolais », les ressources ne permettent plus de répondre aux engagements. Et les trésoreries sont sérieusement malmenées.

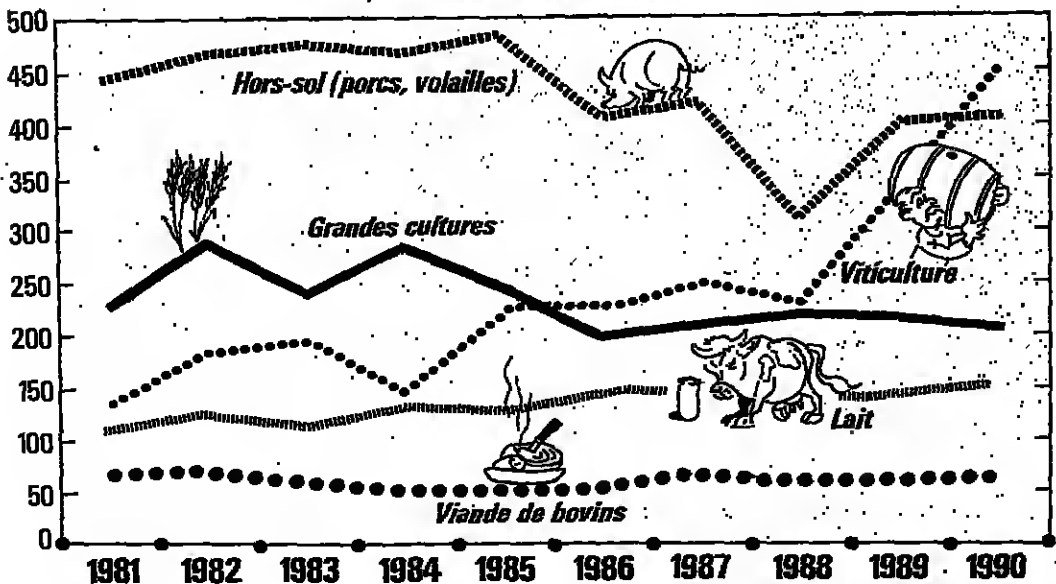
« L'absence de perspectives nous fait perdre patience. Nous manifestons pour la défense de notre métier. La racine de notre mal, c'est l'importation de la viande qui fait baisser les cours. Elle entraîne souvent à 11 francs le kilo et sans trop de contrôle sanitaire. Personne ne retrouve son compte, évidemment, pas nous, mais pas plus le consommateur »,

maître, qui paie une viande de moindre qualité au même prix chez le boucher. Le système ne profite qu'à une poignée d'individus ».

Une seule issue pour cet éleveur de l'Allier : les coups de queue et ces opérations commando pour attirer l'attention de l'opinion et des pouvoirs publics, « qui attendent que les manifestations cessent pour commencer à négocier ». Selon lui, « aucune profession ne pourrait supporter de voir son revenu baisser de 30 %, ou de percevoir des salaires nettement inférieurs au SMIC pour douze à quinze heures de travail quotidien ». La violence, qui se situe dans le camp des agriculteurs, s'explique par « l'exaspération face à l'immobilisme ».

« Nous ne demandons qu'une seule chose, une juste rémunération par le prix, non par des aides qui transforment les agriculteurs en assistés. Quand nos collègues sont arrêtés pour l'importation d'un camion, nous ne pouvons que désigner, parfois violemment, parce que nous sommes provoqués. Quand il n'y a pas de CRS, cela se passe bien », ajoute Gérard. Se déclarant persuadé que « l'opinion publique comprend les paysans, comme elle a compris les infirmières », Gérard prédit un durcissement des actions, en particulier si l'un de ses amis, inculpé voilà quelques semaines pour avoir hurlé deux gendarmes mobiles, est condamné. « Nous ne laisserons pas faire cela. Il faut se souvenir que nous n'avons plus rien à perdre ».

JEAN-YVES VIF

Revenu brut par exploitation  
(en milliers de francs valeur 1990)

Source : Caisse nationale du Crédit agricole

## Aux Pays-Bas : performance à tout prix

## AMSTERDAM

de notre correspondant

Être confronté à des agriculteurs en colère n'est une nouveauté pour aucun responsable politique européen. Pour un ministre néerlandais, c'est un supplice. Question... d'inhabileté. Aussi M. Piet Bukman avait-il l'air particulièrement érisé et le teint franchement livide lorsqu'il dut, le 30 septembre, partager son petit déjeuner avec une poignée de céréaliers mécontents. Mais il fit contre mauvaise fortune bon cœur, sauvant ainsi ses collègues européens - du moins les quatre seulement qui avaient décidé de prendre part à la réunion informelle organisée par les Pays-Bas en tant que président en exercice de la CEE - d'une séquestration inattendue dans un hôtel de la Frise, au nord-ouest du pays, dont les issues étaient bloquées par des montagnes de pommes de terre !

Echauffés par la réforme de la politique agricole commune (PAC), les paysans néerlandais perdraient-

ils donc leur légendaire sang-froid ? La question vaut sans doute à propos des producteurs de pommes de terre pour la France. Son prix, aligné sur celui des céréales, est appelé à baisser sans que le plan du commissaire Mac Sharry prévoit de compensation, alors même que l'essentiel des exploitations est dans le rouge depuis trois ans. Mais, en dehors de ce secteur spécifique, elle ne se pose pas. Du moins pas en termes de revenus.

Les perspectives, pourtant, sont loin d'être bonnes. La réforme de la PAC devrait entraîner, selon l'Institut d'économie agricole (LEI), une baisse du revenu familial agricole moyen de 5 % aux Pays-Bas, avec des pointes à 14 % dans le secteur laitier et même d'avantage pour les plus grandes exploitations céréalières. Ces calculs sont jugés optimistes par les organisations agricoles, qui prévoient pour leur part des baisses de l'ordre de 20 % dans un contexte déjà morose : la campagne 1990-1991 s'est traduite par une chute des bénéfices de 25 % pour les éleveurs de porcs indus-

triels et de 23 % à 28 % pour les éleveurs bovins. Seuls les horticulteurs, les producteurs de fruits et les aviculteurs ont tiré leur épingle du jeu.

Le credo  
libre-échangiste

« Mais le niveau des revenus atteint pendant les deux campagnes précédentes était exceptionnel », remarque le conseiller agricole de l'ambassade de France à La Haye, M. Bruno Hot. Il ajoute que les exploitants néerlandais ne partagent pas les soucis de leurs homologues français : « Ils n'ont pas connu la sécheresse, et ils trouvent dans les pays de l'Est des débouchés pour leur production de fleurs et de légumes : c'est pourquoi ils estiment logique l'importation de viande est-européenne ».

Ce credo libre-échangiste est une donnée constante de la mentalité économique néerlandaise, y compris dans les milieux agricoles. « Le revenu doit provenir prioritairement du marché », dit-on au Landbouwschap (Intersyndicale

agricole), où les aides directes aux revenus prévues par le plan Mac Sharry sont d'autant plus mal vues qu'elles bénéficieraient aussi « aux exploitations à faibles structures au détriment d'un soutien aux entreprises performantes ». La politique agricole néerlandaise de nivellement des exploitations par le haut risque ainsi d'être battue en brèche, entraînant à terme une érosion de « l'esprit d'entreprise » ainsi que la dépréciation d'un « secteur industriel valorisant qui attire des gens de qualité ».

La réforme de la PAC, qui est ici perçue, y compris par les pouvoirs publics, comme un élément du « paquet global » des négociations du GATT, ne suscite pas que des critiques. Incitant à mettre fin à la surproduction, entraînant une baisse des prix, et facilitant les échanges mondiaux, elle peut représenter une chance pour une agriculture aussi exportatrice que celle des Pays-Bas - l'excédent de la « balance verte » a atteint 75 milliards de francs en 1990 - et qui a déjà fait le plein des parts

de marché dans la CEE, laquelle absorbe 80 % de leurs exportations agro-alimentaires.

Autre élément atténuant la menace Mac Sharry : « 60 % du revenu agricole néerlandais provient de secteurs pas ou faiblement soumis à une organisation communautaire de marché », indique Christian Floris, secrétaire aux affaires internationales du Landbouwschap. C'est le cas de l'horticulture (fleurs et légumes), de l'aviculture et, dans une certaine mesure, de l'élevage porcin. Quant aux secteurs directement visés par Bruxelles, ils organisent la parade sans attendre : certaines coopératives laitières ont signé des alliances en Belgique pour compenser la baisse des quotas nationaux, et d'autres ont commencé à réorienter leur production : moins de beurre et de lait en poudre, plus de desserts lactés. Les céréaliers, quant à eux, réfléchissent sérieusement à la solution qui consisterait à monoyer leur exploitation sur la tête de leur femme et de leurs enfants, pour mieux pro-

ter des compensations prévues par la CEE.

Organisé, alerte ou ingénieux, aucun, ou presque des quelque cent mille agriculteurs néerlandais - quatre-vingt mille d'ici à la fin du siècle - n'est de toute façon voué au dénuement, du moins s'il est propriétaire de sa terre, ce qui est à 55 % le cas. Dans un pays étié, le sol est en effet un patrimoine et procure un revenu indirect important : « Un hectare vaut chez nous entre 150 000 et 200 000 francs français, soit de dix à quinze fois le prix en France », explique M. Pim De Roos, directeur de la filiale française de la société d'ingénierie rurale Heideind. « La terre aux Pays-Bas, c'est comme le maître canari à Paris. Si l'agriculteur a des difficultés, la banque vendra son bien. On vend très vite, le plus souvent avec une plus-value. L'agriculteur empêche un pécule et, de plus, on ne maintient pas en survie une mauvaise exploitation ». Sous-entendu : pas comme en France.

CHRISTIAN CHARTIER



## BILLET

Dans le monde entier

## Fiasco à la City

Pour les experts de la City, c'est un fiasco financier de grande ampleur : seulement 4,9 % des actions émises par British Aerospace (BAe) pour son augmentation de capital avaient été souscrites, mardi 29 octobre (le Monde du 30 octobre). Toutes proportions gardées, il faut remonter à la tourmente boursière d'octobre 1987, marquée par la déroute de la privatisation de British Petroleum, qui portait sur 75 milliards de livres (75 milliards de francs), pour retrouver un échec plus cuisant d'appel à l'épargne.

Cette opération manquée ne remet pas en cause le bénéfice du ballon d'oxygène financier que représentait l'augmentation de capital à hauteur de 432 millions de livres (4,49 milliards de francs), décidée le 7 octobre dernier par les actionnaires (le Monde du 9 octobre) pour combler une partie du milliard et demi de livres de dettes du premier industriel britannique dans le domaine de la défense. Mais ce résultat jette une ombre sur la stratégie de redressement financier et industriel de BAe et, de facto, sur les capacités de son équipe dirigeante à assurer celui-ci. Pour Sir Graham Day, son nouveau président, c'est presque un carnage, dans la mesure où aucun des principaux actionnaires ne s'est manifesté. Ceux-ci, ainsi que les institutions financières liées par un accord de garantie avec BAe, vont devoir se porter acquiesseurs des actions restantes, à un prix encore dévalué, respectant ainsi leur engagement d'assurer le risque de cette opération boursière.

Pourtant, les perspectives financières du groupe se sont améliorées : l'Arabie saoudite a confirmé que les firmes britanniques étaient particulièrement bien placées pour emporter un très important contrat d'armement, d'une valeur de plus de 10 milliards de livres, et qui porterait notamment sur la livraison d'une centaine d'événements de chasse Tornado et Hawk et de quarante hélicoptères. En tout cas, l'exemple de BAe servira de leçon à d'autres groupes, tentés d'éponger une partie de leurs dettes par un appel au marché boursier, et qui sont actuellement découragés de poursuivre dans cette voie par les principaux opérateurs de la City. Les banques d'affaires, notamment, conseillent à leurs clients de surseoir à de telles opérations, en raison des incertitudes sur l'amélioration de la situation économique.

LAURENT ZECCHINI

□ Décès de Michel Develle, économiste de Paribas. — Michel Develle, cinquante ans, directeur des études économiques et financières de la banque Paribas, est décédé samedi 26 octobre, a annoncé la banque mardi.

Il était d'un docteur en sciences économiques, collaborateur de l'INSEE, professeur au Centre d'études supérieures de banque, maître de conférences à Strasbourg et à l'École nationale du Trésor. Michel Develle était particulièrement apprécié pour la pertinence de ses interventions dans les débats sur la conjoncture française et internationale. Il avait notamment en charge à la Banque Paribas la publication du bulletin économique « conjoncture », tiré à plus de 30 000 exemplaires.

**DESORMAIS, RETROUVEZ VOLVIC AUX MEILLEURES TABLES.**



Les grands chefs et sommeliers de la gastronomie, dont L'ALBERGARE à Puyrrol, ont choisi VOLVIC pour son extrême pureté issue du filtre naturel des volcans d'Auvergne. Retrouvez aux meilleures tables l'eau qui valorise la saveur des mets les plus fins.

**volvic L'EAU DES SAVEURS INTACTES**

## Disparitions et privatisations de compagnies aériennes

La 47<sup>e</sup> assemblée générale de l'Association du transport aérien international (IATA), réunie à Nairobi (Kenya) les 28 et 29 octobre, a porté à sa présidence M. Riva Eytan, président de Canadian Airlines, et à la présidence de son comité exécutif M. Bernard Attali, président d'Air France. Elle a choisi M. Pierre Jeannot, ancien président d'Air Canada, pour remplacer M. Günter Esor, pour remplacer M. Günter Esor, en tant que directeur général. L'assemblée a été dominée par la crise sans précédent que traversent les compagnies aériennes.

NAIROBI

de notre envoyé spécial

C'est un coup de tabac sans précédent qu'affrontent, depuis un an, les deux cent quatre compagnies de l'Association du transport aérien international (IATA). Acte I : dès avant la crise du Golfe, elles n'avaient pas fait attention au début de retournement de conjoncture et, portées par l'euphorie, elles avaient continué à laisser filer leurs coûts. Acte II : lorsque Saddam Hussein envahit le Koweït, elles prennent de plein fouet le doublement du prix du carburant et de 200 millions de dollars (1,2 milliard de francs) de surcoût d'assurance pour risque de guerre. Acte III : le début des hostilités dans le Golfe fige, à partir du mois de janvier 1991, les affaires et les déplacements à l'échelle de la planète.

Pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, le nombre des passagers internationaux, qui a atteint en 1990 le record de 262 millions de personnes, diminuera cette année, vraisemblablement de 2 %, et même de 7 % en Europe.

## Les promesses des constructeurs

Pour 1990, l'IATA a calculé que ses membres ont perdu 3,2 milliards de dollars seulement pour leurs vols réguliers internationaux, et 5,1 milliards si on y ajoute les vols réguliers intérieurs et les vols charters. Les prévisions pour 1991 sont encore plus catastrophiques et les experts chiffrent les pertes à 3,7 milliards de dollars pour les vols internationaux et, plus encore, pour l'ensemble des opérations aériennes. Autrement dit, en deux exercices, les transporteurs aériens auront accumulé plus de 60 milliards de francs de pertes.

Ce n'est donc pas sans de bonnes raisons que M. Günter Esor, directeur général d'IATA, s'est écrié dans son discours introductif : « Je ne suis pas sûr que tout le monde réalise combien la situation est catastrophique. Si je regarde notre assemblée, je ne vois pas plus de vingt compagnies qui équilibrent leurs coûts et qui maintiennent leurs activités tout en finançant leur croissance. Ou sur leurs fonds propres, ou par recours aux marchés financiers classiques. Que vont devenir les autres ? »

Les « autres » sont les dents en espérant la reprise tant annoncée de l'économie américaine, et le retour des passagers, que leur promettent les constructeurs Airbus ou Boeing, bardés d'études de marchés qui laissent présager un trafic reprenant sa croissance à la cadence de 5 % ou 6 % par an.

Même si la demande revient, le transport aérien ne sera plus jamais comme avant, la crise ayant considérablement accéléré les deux tendances du secteur : la concentration et la privatisation. Pour ce qui est de la première, elle s'est spectaculairement généralisée cette année aux États-Unis, où la concurrence est implacable. Braniff et Eastern ont disparu. La grande Pan Am a été quasiment absorbée par Delta, de même que Midway par Nor-

thwest. Sont placées sous la protection de la loi américaine sur les faillites Continental et America West. TWA ne vaut guère mieux. Trois colosses émergent : Delta, American et United Airlines.

On entend beaucoup, ces temps-ci, M. Robert Grandall, le patron d'American, dénoncer ses confrères malades qui pratiquent des tarifs de dumping pour tenter de survivre. Ainsi, TWA a-t-elle diminué de moitié le prix de certains de ses vols trans-continentaux et Continental brade-t-elle l'aller-retour New-York-Londres pour 2 000 francs.

## Quelle part de marché ?

En Europe, les compagnies charters qui assuraient la moitié des déplacements aériens ont été les plus durement touchées. Le britannique Air Europe, le hollandais Air Holland, le belge TEA et le français EAS figurent au nombre des victimes. Les compagnies régulières supportent mieux de vivre avec des comptes en « rouge » car elles appartiennent aux États dont elles demeurent le porte-drapeau. C'est bien pourquoi des voix s'élèvent un peu partout en Grande-Bretagne, mais aussi à Bruxelles, pour demander que les gouvernements européens cessent de fausser la concurrence et qu'ils se retirent du capital des compagnies, comme on le fait en Inde, aux Philippines, en Australie et dans sept pays d'Amérique latine. Mais pas en France, où Air France, propriété d'État à 99,38 %, prépare l'arrivée dans son tour de table de la Banque nationale de Paris, qui n'est pas moins publique qu'elle !

Encore faudra-t-il, pour réussir ces privatisations, persuader les financiers qui détiennent toujours leurs couteux décollages : co-matériau de transport aérien, d'investir à nouveau dans un secteur à faible marge bénéficiaire. L'appel lancé devant l'assemblée de l'IATA par le président kenyan, M. Daniel Arap Moi, aux fonds privés étrangers, pour qu'ils entrent dans le capital des compagnies africaines — en situation de faillite — avait de ce point de vue un côté surréaliste.

Au plan européen, gageons que rebondira la querelle née de l'affaire De Havilland. Les Douze et la commission de Bruxelles devront dire à partir de quelle taille, ou de quelle part de marché, une compagnie qui cherche à atteindre le niveau mondial pour résister à ses adversaires devient une menace pour la concurrence et pour le consommateur. Au risque de faire le jeu des transporteurs américains ou asiatiques en entravant les plus dynamiques des transporteurs européens, appelés pourtant à devenir trans-nationaux par le traité de Rome.

ALAIN FAUJAS

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le conseil d'administration de TELEFLEX LIONEL-DUPONT s'est réuni sous la présidence de M. Alain CLAROU pour examiner la situation du groupe au terme du 1<sup>er</sup> semestre 1991.

Le chiffre d'affaires consolidé est de 276,3 millions de francs au 30 juin 1991 contre 168,1 millions de francs l'année précédente pour la même période. Cette hausse de 64 % résulte de la prise en compte des participations majoritaires réalisées en décembre 1990 dans les sociétés MATREX, COTEP, TRACMA et ALBERT, mais non de celles plus récentes dans les sociétés ERMA et DEVTEC CORP. USA.

Pour cette période semestrielle, le résultat courant consolidé est un bénéfice de 3,1 millions de francs contre une perte de 21,9 millions de francs ; le résultat net consolidé est à l'équilibre, grâce aux efforts engagés pour le redressement de la filiale de maintenance TELEFLEX SYSTEMS.

en millions de francs	1 <sup>er</sup> semestre 1991	1 <sup>er</sup> semestre 1990	variation %
Chiffre d'affaires des activités à pérennité constante :			
• Equipement aéronautique	65,5	59,3	+10 %
• Filtration industrielle	41,8	44,5	- 6 %
• Maintenance et information	97,4	119,1	-18 %
• Assistance aéroportuaire	66,5	54,1	+23 %
Compte tenu des acquisitions de décembre 1990 :			
• Chiffre d'affaires consolidé	276,3	168,1	+64 %
• Résultat courant consolidé	3,1	-21,9	
• Résultat net consolidé	0,2	-26,9	

Le conseil a souligné l'importance de l'acquisition récente du groupe américain et asiatique DEVTEC qui classe TELEFLEX parmi les leaders mondiaux de l'EQUIPEMENT D'ASSISTANCE AÉROPORTUAIRE et l'intérêt des synergies dégagées à l'intérieur de ce nouveau pôle d'activité.

Cet investissement profitera aussi aux deux autres secteurs contrôlés par la clientèle aéroportuaire : la maintenance de TELEFLEX SYSTEMS, confiée depuis juin dernier à M. Claude PASQUA, et l'activité télé-informations vidéo du groupe COTEP, qui vient d'être placée sous la présidence de M. Thierry WASTIAUX.

Pour l'ensemble du groupe, le second semestre de 1991 se présente plus favorablement que le premier. Malgré une conjoncture difficile, les efforts entrepris devraient porter leurs fruits.

## Les réactions au projet d'UEM

## Londres se félicite d'un statut sur mesure en matière d'union monétaire

La Grande-Bretagne voit dans les nouvelles propositions néerlandaises la consécration de ses efforts diplomatiques. Ce statut d'exemption en matière d'union monétaire devrait permettre au premier ministre, M. John Major, de calmer — momentanément — la fronde de l'aile droite du Parti conservateur, laquelle ne veut pas entendre parler de monnaie unique européenne.

LONDRES

de notre correspondant

La route qui mène au sommet de Maastricht (Pays-Bas) est passablement détrempée pour la Grande-Bretagne, du moins s'agissant de la signature du traité sur l'union économique et monétaire, puisqu'il est acquis que seul le Parlement de Westminster décidera si les Britanniques rejoignent ou non leurs par-

tenaires de la Communauté pour créer une monnaie unique. Sous réserve que les propositions de La Haye soient approuvées par les Douze, Londres aura réussi à faire entrer cette Europe « à géométrie variable » qui lui accorde un statut en vérité spécialement taillé pour elle : une monnaie unique ne pourra pas lui être imposée.

Les Britanniques se félicitent aussi des dispositions prévoyant que les États membres devront avoir atteint de stricts critères de convergence économique (inflation, déficit budgétaire, stabilité des taux de change, niveau des taux d'intérêt) avant de pouvoir procéder à la troisième phase de l'intégration monétaire. Même si elle ne se trouve pas directement concernée — soit parce que sa situation économique la place dans une bien meilleure position que d'autres pays, soit parce qu'elle sera alors dans une position d'exemption, soit enfin parce que les « sanctions » prévues ne seront applicables qu'au cours de la troisième phase de l'union — la Grande-Bretagne souhaite limiter autant que

possible la possibilité offerte aux pays à économie faible d'obtenir des aides financières de la Communauté.

Un porte-parole du 10 Downing Street, d'autre part, condamne sans appel le projet de « déclaration annexée » au traité par laquelle les participants au sommet de Maastricht s'engageaient solennellement à mettre en œuvre la « phase 3 » et ultime de l'union (la monnaie unique). Cette initiative est jugée « tout à fait hors de propos » et ne valant pas « beaucoup d'efforts diplomatiques ». Les Britanniques n'y attachent donc « aucune importance ». L'autant qu'une telle déclaration ne serait pas « légalement contraignante ». Londres a donc agité avec succès sa menace de veto et M. Major, apparemment, gagne sur deux fronts. Son approbation du projet néerlandais donne quelque crédit à sa profession de foi en faveur de l'Europe et permet de montrer aux partenaires de la Grande-Bretagne que le successeur de M. Thatcher est, lui, un homme de compromis.

L. Z.

## Libéralisation de la production, création d'une taxe

## Les propositions de Bruxelles sur le marché unique de l'énergie sont accueillies avec scepticisme par les Douze

La mise en place d'un marché commun de l'énergie, avec la libéralisation de la production, du transport et de la distribution de gaz et d'électricité, n'est pas pour demain. C'est vrai également d'une taxe sur l'énergie qui serait modulée en fonction des émissions de carbone. C'est en effet avec courtoisie, mais beaucoup de scepticisme, que les ministres des Douze, réunis mardi 29 octobre à Luxembourg, ont accueilli les deux propositions qui leur étaient soumises dans ce sens par la Commission européenne.

LUXEMBOURG

(Communautés européennes)

de notre correspondant

Voici quelques mois, neuf États membres ont reçu de Bruxelles une mise en demeure de mettre fin au monopole d'importation et d'exportation de gaz et d'électricité. La Commission semblait alors décidée à utiliser les pouvoirs que lui donne le traité de Rome (art. 90-3) pour imposer de manière unilatérale la libéralisation du marché de l'énergie. Peu soucieux de voir Sir Leon

Brittan, vice-président de la Commission chargé de la politique de la concurrence, s'attaquer à leurs monopoles ou autres systèmes de droits exclusifs, les gouvernements concernés ont protesté alors avec véhémence contre cette initiative, jugée intempestive, de la Commission.

## Le mécontentement de l'IOPEP

Celle-ci a alors changé son fusil d'épaule et renoncé, au moins provisoirement, à passer en force. Les propositions qu'annoncent la réception communication de M. Antonio Cardoso e Cunha, commissaire chargé de la politique de l'énergie (le Monde du 17 octobre), sont fondées sur une approche concertée et progressive. Les ministres n'ont pu qu'apprécier cet infléchissement, mais, mis à part le représentant britannique, ils n'en sont pas pour autant convaincus par la perspective d'une libéralisation généralisée, même lointaine.

Selon M. Dominique Strauss-Kahn, ministre français de l'Industrie, le plus facile sera peut-être de supprimer le monopole de production, opération qu'il ne semble d'ailleurs envisager que sous un angle plutôt restrictif ; celui consistant à autoriser une entreprise pouvant

produire de l'électricité résiduelle à la commercialiser.

La proposition d'instaurer une taxe sur l'énergie, modulée selon la teneur en carbone (le Monde du 27 septembre), à laquelle les ministres chargés de l'environnement avaient réagi favorablement voici quelques semaines, a été fraîchement accueillie par leurs collègues responsables de la politique de l'énergie. Plusieurs ont souligné la nécessité d'être attentifs à ne pas mettre en péril la compétitivité des entreprises communautaires, faisant valoir que l'opération n'était envisageable que si les États-Unis et le Japon suivaient le mouvement.

Certains, faisant référence à la réaction très négative de l'IOPEP, ont observé qu'une telle initiative ne faciliterait pas les relations avec les pays producteurs de pétrole. M. Strauss-Kahn, appuyé par plusieurs de ses collègues, a souligné que la France pourrait envisager l'adoption d'une taxe sur les émissions de CO<sub>2</sub> mais ne voyait pas l'opportunité de la combiner, comme le fait la Commission, avec une taxe générale sur l'énergie. En d'autres termes, une taxe ayant pour objectif la réduction des émissions de carbone devrait laisser de côté tant le nucléaire que l'hydroélectricité.

PHILIPPE LEMAÎTRE

## La réunion des ministres européens de la pêche

## La France obtient un sursis pour les filets dérivants

Maillage des filets élargi en mer du Nord et dans le golfe de Gascogne, usage limité et surveillé des filets dérivants : réunis, lundi 28 octobre, à Luxembourg, les ministres de la pêche des Douze ont arrêté des mesures techniques visant à préserver la ressource de poissons, sérieusement menacée dans plusieurs endroits de la mer communautaire.

LUXEMBOURG

(Communautés européennes)

de notre correspondant

A l'issue de la réunion des ministres de la pêche des Douze, M. Jean-Yves Le Drian, secrétaire d'État français à la mer, ne cachait pas sa satisfaction. Pour la cinquantaine de thonniers français — dont quarante immatriculés à l'île d'Yeu — qui utilisent des filets dérivants, il était parvenu à éviter une quasi « condamnation à mort économique », sans appel et immédiate.

Les Douze venaient certes de confirmer l'interdiction des filets dérivants de plus de 2,5 kilomètres, mais en l'assortissant d'une dérogation au profit des navires ayant pratiqué la pêche au thon avec de tels équipements durant les deux années précédant l'adoption du règlement, à savoir le 30 juin 1992.

M. Le Drian s'est employé à

ressurer les professionnels qui avaient vu d'abord dans cette clause un piège destiné à diviser les pêcheurs : selon lui, en effet, la quasi-totalité des thoniers français concernés devraient pouvoir bénéficier de la dérogation. Celle-ci, qui s'appliquerait à des filets maillants dérivants d'une longueur maximum de 5 kilomètres (et qui seraient immergés à au moins 2 mètres afin de permettre aux dauphins de s'échapper), sera mise en œuvre jusqu'au 31 décembre 1993. Mais il ne s'agit pas là d'une date guillochée : le texte adopté précise que l'interdiction pourra être levée si, dans l'intervalle, les pouvoirs publics et les professionnels démontrent scientifiquement « l'absence de tout risque écologique lié à sa prolongation ». Pourtant, en cours de négociation, le pronostic était sombre : au moins neuf États membres semblaient déterminés à faire voter, contre la France, l'interdiction immédiate.

Ce sont également des décisions de compromis, impliquant une mise en œuvre progressive, qui ont été prises à propos de l'élargissement des mailles des filets. En mer du Nord et à l'ouest de l'Écosse, zones particulièrement sensibles pour ces espèces essentielles que sont la morue, l'aiglefin et le lieu noir, la taille des mailles des filets sera portée de 90 à 100 millimètres à compter du 1<sup>er</sup> juin 1992.

Ph. L.



## ÉCONOMIE

## SOCIAL

Douze jours de grève et de blocage de l'usine

## Renault-Cléon, un conflit par délégation

Devant l'entrée principale de l'usine, un arbuste sabbu en hâte, des petits chariots et trois pneus qui finissent de se consumer forment un maigre barrage, sur lequel veillent quelques cantonniers de grévistes. Cette pauvre barricade paralyse pourtant depuis près d'une semaine la totalité de la production du groupe Renault, et ses répercussions sont sensibles jusque dans une usine Volvo des Pays-Bas. Grain de sable dans l'engrenage bien huilé des « flux tendus », le grève de l'usine Renault de Cléon (Seine-Maritime) cultive les paradoxes. Elle semble embarrasser aussi les pouvoirs publics, qui paraissent divisés sur l'opportunité de faire libérer les accès de l'usine par les forces de l'ordre, en exécution du jugement du tribunal de Rouen.

## CLÉON

de notre envoyé spécial

Piéger par la technique, désormais classique dans l'industrie, de la suppression quasi totale des stocks, autrement dit l'organisation en « flux tendus », le constructeur automobile est confronté à un conflit qui, bien que circonscrit à un seul établissement, le prive de moteurs et de boîtes de vitesses, mais vise également à remettre en cause l'ensemble de sa politique salariale. Occupant un « site stratégique », les grévistes se trouvent de ce fait engagés dans une action revendicative d'un type particulier : le conflit par délégation.

En optant pour un blocage des issues plutôt que pour l'occupation des locaux, ou tout simplement, la grève sur le tas, la CGT - appuyée par la CFDT - a choisi une stratégie qui lui permet de tenir, même si un nombre limité de salariés s'est engagé activement dans l'action. Alors qu'ils se proclament largement majoritaires, les grévistes de Cléon sont en fait loin d'être parvenus à mobiliser l'essentiel du personnel.

D'ailleurs, personne ne s'attend à l'intervention des forces de l'ordre, dont le tribunal des référés de Rouen a ouvert la possibilité. « Situé dans une zone complètement dépeuplée, Cléon est absolument indéfendable. Si les CRS arrivent, nous ne résisterons pas. Mais ils ne viendront pas : le gouvernement ne peut se permettre une nouvelle bavure et, en plus, il faudrait laisser pendant quinze jours une compagnie de CRS aux abords de l'entreprise qui, faut-il le rappeler, se trouve dans la circonscription de M. Laurent Fabius », affirme, sûr de lui, M. Lucien Buisson, un des responsables de la CGT. Celui-ci compte de surcroît sur un réflexe de solidarité des salariés restés en dehors du conflit. Mardi 29 octobre, la CGT et la CFDT ont demandé aux pouvoirs publics la nomination d'un médiateur et l'ouverture de négociations.

## Une étonnante discrétion

Malgré leurs efforts, les représentants de la direction éprouvent, eux, les plus grandes difficultés à battre le rappel des cadres et des agents de maîtrise. Leurs tentatives d'amener les salariés des autres usines à condamner l'attitude de ceux de Cléon n'ont en outre guère donné de résultats.

Sur place, à chaque changement d'équipe les grévistes se relaient en fonction des horaires habituels, quelques dizaines d'« opposants » se regroupent, silencieux, de l'autre côté du parking qui fait face à l'entrée principale. Avec l'habitude, les relations se sont normalisées. Un syndicaliste se désole même qu'un ingénieur se mette soudain à le vouvoyer, « alors que, régulièrement, on joue au foot ensemble ». La tension reste malgré tout perceptible. « La CGT, archi majoritaire à Cléon, mais désemparée minoritaire au comité central d'entreprise de Renault, cherche sans cesse à ne pas se laisser surprendre par la direction. En tout cas, l'ambiance n'est pas bonne, ici », soupire un ouvrier non gréviste de la fonderie. Les syndicats de Cléon, qui s'estiment porteurs

des revendications des 70 000 salariés de Renault, sont confrontés à un autre paradoxe. Les autres établissements du groupe, dont l'activité est suspendue pour cause de chômage partiel, sont en effet dans l'impossibilité de leur apporter un véritable soutien. « On ne peut pas développer la lutte dans des usines où les gens restent chez eux », concède M. Jean-Marie Guersent (CFDT). D'où le sentiment que si le conflit est centré sur Cléon, son issue est ailleurs.

Curieusement, les instances nationales de la CGT ont, jusqu'à présent, fait preuve d'une remarquable discrétion. Alors que les leaders confédéraux s'étaient, en septembre-octobre 1989, précipités à Mulhouse lors de la grève Peugeot, le central de Montreuil n'a délégué sur place aucun dirigeant de premier plan. A la CFDT, cependant, les responsables nationaux, comme ceux de l'entreprise, sont restés à l'écart d'un mouvement dont la CGT paraît avoir fixé les règles.

Mais cette distance ne paraît guère gêner les militants de Cléon, ils réagissent vivement aux propos du PDG de Renault, M. Raymond Lévy, qui les accuse d'être des adeptes du « terrorisme ». Aussi s'efforcent-ils de faire apparaître le « caractère exemplaire » de leur situation. « Nous en avons assez de payer pour l'entreprise : en dix ans, nos effectifs sont passés de 10 000 à 5 500, mais il existe un volant permanent de 250 intérimaires... Sans parler de notre pouvoir d'achat, protesta un ouvrier. Auparavant, il y avait des balayeurs et des graisseurs, maintenant on doit tout faire nous-mêmes, il faut se remettre à niveau à cause des techniques qui évoluent, mais cela ne change rien à notre rémunération ».

Après douze jours de blocus, les grévistes de Cléon continuent de tenir la direction de Renault en respect. Ils courent cependant le risque de se marginaliser. « La grève, on ne la fait pas à la maison. Sinon notre action sera casée », s'exclame mardi, dans son porte-voix, un militant de la CGT.

JEAN-MICHEL NORMAND

## CONJONCTURE

## Stagnation économique aux Etats-Unis

Suite de la première page

A Washington, où les dessinateurs humoristiques de la presse locale redoublent d'imagination pour brocarder leur « ministre des affaires étrangères préféré » dans leurs cartoons, l'administration ne cache plus sa préoccupation.

Non seulement personne ne se hasarde plus à dater la fin exacte de la récession aux Etats-Unis, mais elle risque d'être tellement « étérée » ainsi que vient de le confirmer, le 28 octobre, M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, - qu'il suffirait d'un rien pour qu'intervienne le « double plongeon » tant redouté. Pis, l'économie américaine est tellement malade de son endettement qu'elle déplaça à ceux qui ont longtemps prétendu qu'il s'agissait d'un faux problème, - que les timides mesures budgétaires (le Monde du 23 octobre) envisagées il y a quelques jours par la Maison Blanche pour donner un coup de pouce à l'activité et desserrer le carcan fiscal qui enserrait la classe moyenne américaine, la plus touchée par la crise, ont dû être abandonnées avant que républicains et démocrates aient eu le temps de s'empoigner véritablement.

## La réaction des marchés

Tout simplement parce que le remède aurait été pire que le mal qu'il prétendait soigner, à savoir que l'accord conclu en 1990 et prévoyant de réduire d'un peu moins de 500 milliards de dollars, sur cinq ans, un déficit budgétaire atteignant actuellement 5,5 % du PNB (produit national brut) américain, ne peut pas être révisé. Sous peine de compromettre la crédibilité du gouvernement, qui a mis tout son poids dans la balance pour parvenir à ce deal avec le Congrès. Et avec le risque majeur de voir les marchés financiers réagir très négativement à ce qui aurait été considéré comme une impardonnable absence de rigueur.

Autant dire que, face à une conjoncture très peu portuse, la marge de manœuvre de l'administration est quasi nulle et que le président Bush, sur la base des chiffres actuels, va entamer sa campagne de réélection avec un taux de croissance moyen de 0,3 % par an, ridiculement faible par rapport à ceux de ses quatre prédécesseurs (2,3 % à 3 % pour les mandats de MM. Nixon, Ford, Carter et Reagan), sans parler des 4,3 % et 4,9 % de croissance annuelle enregistrés respectivement sous les administrations Johnson et Kennedy.

Dans ce contexte, l'annonce par le département du commerce, le 29 octobre, d'une croissance de 2,4 % du PNB au troisième trimestre 1991, sortant l'économie américaine du « rouge » pour la première fois depuis un an, doit être interprétée avec prudence.

Pour la double raison que cet indicateur est sujet à révision et que sa décomposition reflète davantage une évolution arithmétique d'un trimestre à l'autre qu'un changement de cap vers une reprise définitive de l'activité. « L'exemple du trimestre précédent est à méditer », rappelle un conjoncturiste washingtonien. Dans un premier temps, « l'Advanced Report faisait état d'une croissance de 0,4 % à fin juin, ce que tout le monde a pris pour argent comptant. Mais quelque temps plus tard, l'indicateur préliminaire révélait, au contraire, une baisse de 0,1 % pour la même période, aggravée par l'indice final, qui seul fait foi, marquant une chute de 0,5 % au deuxième trimestre », explique ce spécialiste.

## « Le message est clair et préoccupant »

Dans le cas présent, sous réserve de révisions ultérieures, ce taux de 2,4 % est un peu inférieur à ce qu'escomptaient ces derniers jours à la fois les milieux financiers (2,6 %) et l'administration Bush (2,5 % à 3 %). De plus, cette croissance résulte essentiellement (à hauteur de 1,8 %) de la déflation de la liquidation des stocks au troisième trimestre et, dans une bien moindre mesure (0,6 %), de facteurs liés directement à une reprise de l'activité où le part de la consommation apparaît encore bien faible.

Comme pour justifier ces réserves, le Conference Board de New-York, un organisme dont les commentaires sont généralement plus optimistes que la moyenne, publiait quelques heures plus tard son indice de confiance des consommateurs, lequel reflétait une chute sensible au mois d'octobre, tombant à 60,4 contre 72,9 le mois précédent. « Le message est clair et préoccupant », devait admettre M. Fabian Linden, directeur du Consumer Research Center dépendant du Conference Board, rappelant que, lorsque cet indice tombe au-dessous de 75, il reflète un état de récession. A ses niveaux actuels, cet indicateur n'est plus qu'à six points du plus bas constaté lors de la récession de 1982, laquelle avait été extrêmement sévère que la crise actuelle mais avait débouché sur une vigoureuse reprise économique de 6,1 % l'année suivante et une expansion record de quatre-vingt-douze mois jusqu'à la rechute de juillet 1990.

A Washington, depuis quelques jours déjà, on présentait ces mauvaises nouvelles. En publiant le 23 octobre son *Beige Book*, une étude tirée à partir des douze régions couvertes par ses douze banques, la Réserve fédérale faisait état d'une détérioration générale de la situation dans l'ensemble du pays, due notamment à la faiblesse de la consommation et de la demande en logements, alors que, jusqu'à présent, le Midwest et le sud du pays contrastaient par leur relative bonne tenue avec la morosité constatée sur les côtes est et ouest du pays. Plus récemment, le secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady - qui, avec le chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, M. Michael Boskin, montait régulièrement au créneau pour annoncer une reprise incesante - reconnaissait que l'économie « ne reprenait pas comme elle aurait dû le faire ».

## « La pire des situations »

L'un de ses meilleurs économistes, M. Sidney Jones, est encore plus dubitatif sur le moyen terme. Intervenant lors d'un colloque organisé par le Washington Research Group, une division de Credit Lyonnais Securities (USA), le secrétaire adjoint chargé de la politique économique au départe-

ment du Trésor (et ancien conseiller à la Maison Blanche) a passé systématiquement en revue tous les ressorts traditionnels de l'activité pour aboutir à la conclusion qu'aucun d'entre eux n'était susceptible de déboucher sur une relance durable, seules la stabilisation des prix du pétrole et l'inflation contenue constituant des éléments positifs. « Nous sommes dans la pire des situations, celle où la baisse des taux d'intérêt n'a plus d'effet sur la demande de crédit tandis que le déficit budgétaire, évalué à 340 milliards de dollars pour 1992, n'autorise aucun allègement de la fiscalité et que la dépense des ménages, laquelle représente les deux tiers du PNB, refuse de repartir ».

Prendant à témoin la pyramide démographique des Etats-Unis, M. Jones estime que les 80 millions de « baby-boomers » recensés au cours des années 80, dont une grande partie figurait dans la tranche des vingt-cinq-trente-cinq ans, la plus « dépensière », ont été à l'origine de la hausse de la consommation durant cette décennie. Ayant assouvi sa soif d'achats, ce groupe n'est plus dominant aujourd'hui, et il faut donc s'attendre à un ralentissement naturel de la consommation sur une longue période, ajoute-t-il, estimant que les exportations et surtout l'investissement peuvent prendre progressivement le relais pour sortir l'économie américaine de l'ornière.

Un scénario qui précède du temps et qui implique un changement culturel profond pour un pays encouragé depuis dix ans à vivre à crédit et au-dessus de ses moyens. En tout cas, un « programme » qui sera bien difficile de vendre à l'Américain en période électorale.

SERGE MARTI

Saluant la perspective d'un retour de la croissance

## M. Bérégovoy fustige le « franco-pessimisme »

Commentant, mardi 29 octobre, l'enquête trimestrielle de l'INSEE, qui montre une amélioration de la demande globale, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, a jugé ce résultat « encourageant », et a salué « la perspective d'une croissance retrouvée en 1992 ». Déjà constatée au deuxième trimestre pour la construction automobile, la reprise de la demande, étrangère en particulier, a porté au troisième trimestre sur les biens intermédiaires.

M. Bérégovoy s'en est aussi estimé que les entreprises françaises sont mieux placées dans la compétition internationale qu'elles ne l'étaient été depuis longtemps. « Le franco-pessimisme est souvent notre principal handicap », a précisé le ministre lors de la présentation du numéro spécial du mensuel *L'Entreprise* réalisé avec la collaboration de l'INSEE et de plusieurs ministères sur les forces et les faiblesses de « la France des entreprises » à la veille de 1993.

## Hausse des prix de 0,3 % en octobre en Allemagne

Les prix à la consommation ont augmenté en Allemagne de l'Ouest de 0,3 % en octobre par rapport à septembre, selon l'estimation provisoire publiée mardi 29 octobre par l'Office fédéral des statistiques. Par rapport à octobre 1990, les prix ont augmenté de 3,5 %.

Ce résultat confirme le ralentissement de l'inflation en Allemagne de l'Ouest (les statistiques sont encore peu fiables à l'Est) : en septembre dernier, l'inflation s'était établie en rythme annuel à 3,9 %. Ces estimations ont été calculées à partir des résultats de quatre Etats fédéraux (Landes). Le chiffre définitif de l'inflation de mois d'octobre sera connu dans une dizaine de jours. - (AFP)

## ÉQUIPEMENT

## Rhône-Alpes : deux nouveaux tronçons d'autoroute

L'ouverture cette semaine de deux tronçons d'autoroute devrait faciliter les liaisons entre le nord de la France et la région Rhône-Alpes. Le premier est le prolongement de l'axe Lyon-Chambéry en direction d'Albertville (Savoie). D'une longueur de 34 kilomètres - de l'échangeur de Montmélian à la cité olympique, -

ce prolongement de l'A43 a coûté 1,2 milliard de francs. Prolongé dans la vallée de la Tarentaise par une voie express, ce maillon autoroutier, concédé à la Société des autoroutes alpines, devrait faciliter l'accès aux stations de sports d'hiver.

L'autre tronçon, mis en service vendredi 1<sup>er</sup> novembre, est l'amorce

du contournement de Lyon : il s'agit d'une portion de 23 kilomètres environ, assurant une liaison directe entre les autoroutes A7 (Paris-Lyon) et A42 (Lyon-Genève). Le droit de péage, fixé par la Société des autoroutes Paris-Rhône-Alpes (SAPRA), devrait être de 5,50 francs. - (Corresp.)

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## GROUPE DE LA BANQUE WORMS

ACTIVITÉS ET RÉSULTATS CONSOLIDÉS  
UN SEMESTRE MARQUÉ PAR UNE HAUSSE DES PROVISIONS

L'activité de la Banque Worms et de ses filiales a connu une évolution contrastée au cours du premier semestre 1991 dans ses deux secteurs d'intervention.

Les opérations de banque commerciale ont continué à se développer de manière satisfaisante au cours de cette période, enregistrant une progression des encours de crédits distribués à la clientèle de 12 % sur le premier semestre 1991, malgré la conjoncture défavorable de l'activité immobilière et une politique de sélection vigilante des risques. Dans le même temps, un léger fléchissement des dépôts a vu à provoqué un renchérissement relatif du coût des ressources.

En revanche, en matière d'opérations financières, l'activité du groupe a été affectée par un contexte boursier attentiste et une activité réduite sur la place financière, à l'origine d'un repli des commissions (- 24 %), principalement des commissions financières.

Dans ces conditions, le produit net bancaire consolidé du premier semestre 1991 atteint 939 millions de francs, en progression de 8 % par rapport à celui du premier semestre 1990 qui avait été marqué par une très forte croissance du PNB.

Affecté par une hausse sensible des provisions d'exploitation liée à la situation des entreprises (- 58 MF), le résultat net consolidé se situe pour le premier semestre à 119 millions de francs (dont part du groupe 90 MF).

Résultats comparés (en millions de F)	30.06 1989	30.06 1990	30.06 1991
Produit net bancaire	751	873	939
Résultat brut d'exploitation	188	243	226
Résultat net total	124	193	119
dont part du groupe	95	133	90

Les estimations relatives à l'activité du second semestre conduisent à envisager, pour l'ensemble de l'exercice en cours, un résultat net consolidé proche de celui de l'exercice précédent.



BANQUE WORMS

The Tokai Bank, Limited aimerait porter à la connaissance du public que Tokai Occidental Incorporated et Tokai Occidental Incorporated S.A. ne sont pas des succursales ni des filiales de The Tokai Bank, Limited, de même que ces sociétés n'ont aucune relation de quelle sorte que ce soit avec la banque, ses succursales ou filiales.



TOKAI BANK

SUCCURSALE DE PARIS: 69 Boulevard Haussmann 75008, Paris  
Tél: (1) 42 66 97 97 Télécopie: (1) 42 66 28 92 Tél: 260120 TOKKPAR

هنا من النهر



هذامن الإمل

# Le Monde des Carrières

• Le Monde • Jeudi 31 octobre 1991 21

REPRODUCTION INTERDITE

**IMPORTANT ORGANISME DE FORMATION  
IMPLANTÉ EN BRETAGNE**  
5 établissements • 130 salariés

recrute

## DIRECTEUR

centre de formation de Rennes

Il a pour mission de gérer  
et développer quantitativement (10 M de F)  
et qualitativement son centre,  
animer une équipe de 40 personnes,  
développer les relations avec les administrations  
et les milieux économiques.

Les candidats de formation supérieure  
seront des professionnels de la formation.

Envoyer lettre manuscrite + CV et rémunération actuelle  
au CLPS - BP 1649 - 35016 Rennes Cedex

**GRAND ÉTABLISSEMENT BANCAIRE MAROCAIN**

recherche

pour sa Direction Informatique à CASABLANCA :

« UN DIRECTEUR INFORMATIQUE »

(environnement IBM grands systèmes,  
avec des méthodes et des outils avancés).

« CINQ CHEFS DE PROJETS »

en vue du développement de son plan informatique.

Une formation de grandes écoles d'ingénieurs  
(X, Mines, Télécom, Ponts, Centrale, Supélec...).

Ces postes seront évolutifs

au sein de la Direction de la Banque.

Une expérience minimum de 3 ans est souhaitée.

La connaissance du milieu bancaire  
et la nationalité marocaine seront des atouts importants.

Sous n° 8416 Le Monde Publicité

15-17, rue du Col-Pierre-Avia

75902 Paris Cedex 15

## JEUNE ADJOINT COMMERCIAL INDUSTRIEL DU D.G.

Prêt-à-Porter

Ingénieur ENSIM, ENSAIT, ESIV ou  
équivalent de talent.  
300.000 brut/an + intéressement.

Une INDUSTRIE proche de Strasbourg, performante, en bonne situation  
financière, fabricant de prêt-à-porter en maille, femme et enfant (tricotage  
et confection), recherche ce jeune ingénieur textile aspirant à des res-  
ponsabilités de dirigeant polyvalent, technique et commercial.

Disposant d'une première expérience de l'ordre de cinq à dix ans en fabri-  
cation (bonneterie, tissu confection), et connaissant les applications de  
l'informatique à la gestion de production, il (ou elle) accèdera progressivement  
à des responsabilités variées (gestion industrielle, commerciale, généra-  
le) sous l'autorité de la Direction Générale.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV détaillé) sous référence  
SILF à :

**SELETEC**  
CONSEIL DE DIRECTION

25, avenue du Général de Gaulle  
B.P. 233/89  
67009 STRASBOURG CEDEX

## DEVENEZ INSPECTEUR DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DES LOISIRS

Le Ministère de la Jeunesse et des Sports

recrute pour ses services extérieurs

Concours dans votre région les 11 et 12 février 1992

Inscription du 18 novembre au 13 décembre 1991

Concours externe ouvert aux personnes de nationalité  
française, âgées de 35 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier 1992.

Diplôme exigé : licence

Formation rémunérée, promotion interne

Pour tous renseignements écrire

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Direction de l'Administration et des Services Extérieurs

Bureau DASE 3

78, rue Olivier-de-Serres - 75015 PARIS

ou téléphoner : 16 (1) 40-45-96-24

du lundi au vendredi de 9 h à 18 h.

## STÉ DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT EN MUSIQUE ÉLECTRONIQUE

CIRCUITS INTÉGRÉS DE SYNTHÈSE, LOGICIELS ASSOCIÉS, PRODUITS  
C.A. 90 % A L'EXPORT.

recherche

## INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE OU DOCTORAT

DÉBUTANT A 5 ANS D'EXPÉRIENCE  
POUR DÉVELOPPEMENT LOGICIEL TEMPS RÉEL.

Lieu : Bourgogne (1 h 30 de Paris TGV).

ENVOYER C.V. A DREAM

14, RUE DES SAINTES-MARIE

21140 SEMUR-EN-AUXOIS.

## Société d'aménagement urbain et construction

cherche à Créteil (94)

## ARCHITECTE D.P.L.G.

Chargé d'opérations pour la construction de logements,  
locaux d'activités, etc.

Nanti d'une solide expérience technique, il devra assurer :

- la coordination entre divers intervenants (archi-  
tecte, maître d'œuvre, B.E.T., entreprises, etc.) ;
- suivre les dossiers au stade APS, APD, DCE, ainsi  
que la conduite des travaux ;

Il pourra être chargé, en outre, d'assurer des pré-études  
et des études d'aménagement de locaux d'activités,  
bureaux et équipements publics divers.

Une bonne connaissance informatique (tableur, base de  
données, etc.) est également indispensable.

Envoyer C.V. + prétentions

à SEMAEC, B.P. 35 - 94001 CRÉTEIL CEDEX

## DEVENEZ ASSISTANTE DU SERVICE COMMUNICATION

à la Société des Eaux de Paris (SAGEP)

Vous possédez le niveau BTS et maîtrisez  
parfaitement le traitement de texte.

Vous avez le sens de l'organisation et la capacité de traiter,  
en temps réel, plusieurs situations urgentes.

Vous assurerez le secrétariat du service, constituerez les  
revues de presse et participerez à l'organisation de toutes les  
actions communication.

Anglais souhaité.

ARMELLE SYLVESTRE (SAGEP)

9, rue Schoelcher - 75014 Paris. Tél. 40-48-98-15

## L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES BEAUX-ARTS DE PARIS

RECRUTE SUR CONTRATS

### UN TECHNICIEN

chargé du suivi de l'assistance et de la maintenance  
de la base pédagogique vidéo (matériel Sony Hi 8).

### UN TECHNICIEN

chargé du suivi, de l'assistance et de la maintenance de la base  
pédagogique infographie (Macintosh et compatibles PC).

### UN RESPONSABLE

du service intérieur chargé de la surveillance, de la sécurité,  
de l'entretien des bâtiments, de la coordination des travaux.  
Encadrement de 50 personnes.

### UN RESPONSABLE

de la coordination technique et éditoriale des Editions  
et de l'imprimerie. Encadrement de 15 personnes.

Adresser les candidatures avec curriculum vitae et prétentions à  
MONSIEUR L'ADMINISTRATEUR DE L'ÉCOLE  
NATIONALE SUPÉRIEURE DES BEAUX-ARTS,  
17, quai Malaquais, 75006 Paris.

**SACM DIESEL, fabricant de moteurs**

recherche

### UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN

DIPLOMÉ ICAM, ENSAM, INSA, etc.

1<sup>re</sup> expérience souhaitée en milieu industriel

MISSION : gestion des coûts, qualité et performances des moteurs,  
industrialisation des produits.

Anglais courant. Déplacements en France et à l'étranger.

CV + photo : SACM Diesel

Daniel Herwegh

B.P. 699

59308 VALENCIENNES.

## 91 EVRY

INSTITUT DE RECHERCHE ET DE FORMATION  
à l'Action Sociale de l'Essonne

recrute

- FORMATEUR (TRICE)
- SOCIOLOGUE. Intéressé pour le secteur social.
- PSYCHOLOGUE. Expérience clinique des apprentissages.
- JURISTE. Spécialiste du secteur social.

Lettre et CV (expérience de l'enseignement et recherche)

25, desserte de la Butte-Creus - 91025 EVRY

Tél. : 60-79-47-47

## alain manoukian

La notoriété de notre groupe (570 MF en 1990 - 400 p.)  
Le repos sur la qualité de nos produits et sur notre réseau  
de distribution en France et à l'étranger. Nous créons, à  
notre siège de Toin l'Hermitage (26) le poste de

## CONTROLEUR DE GESTION

Au sein de notre Direction Financière, vous participerez à  
l'élaboration de nos budgets, réalisez notre reporting  
mensuel et contrôlez nos comptes et nos procédures,  
dans l'optique de la bonne réalisation de notre plan  
d'action annuel.

A 28/30 ans, diplômé d'une ESCAE ou maîtrise de  
gestion, vous avez réussi une première expérience en  
entreprise et connaissez, si possible, l'industrie textile et les  
contraintes liées à la mode.

Notre consultante, Mme Catherine de LAPORTE, vous  
recommande de lui écrire réf. 1610 LM - ALEXANDRE TIC S.A.  
7, rue Servient - 69003 LYON - CARRIÈRES GESTION FINANCE.

## GRANDE FRANCHISERIE CONTROLEUR DE GESTION JUNIOR

Vous participerez :  
- Au développement des outils informatiques de gestion  
- Au reporting et au contrôle budgétaire  
- A des missions d'audit et à des études diverses.  
Vous avez complété votre formation (École de Commerce, Sciences ECO)  
par une expérience de 2 ans en audit, contrôle de gestion ou comptabilité  
analytique, acquise de préférence en milieu industriel.  
Localisation : Métro Marie d'Evry.  
Envoyez votre candidature (CV, lettre manuscrite et prétentions) à :  
PAN MEDICA - Raymond BARGÉ - 29 rue Cachin - 94204 IVRY CEDEX

## ROCKWELL ABS-FRANCE recherche pour son unité de Thury (Calvados) RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES (H.F.)

Le candidat aura la charge d'appliquer l'intégralité de la stratégie  
sociale du Groupe (prévision et gestion d'effectif, formation, bilan  
social, relations avec les organismes et partenaires sociaux...)  
Une formation juridique, l'expérience dans la fonction et le goût  
de la communication sont des critères importants de sélection.  
Le salaire ± 250 KF est négociable. Adresser CV+photo

sous réf. 423,  
à notre conseil

**EUROPSYCHOLOGIES**  
BP 248 75464 PARIS CEDEX 10

## SPÉCIALISTES DU DROIT

Retrouvez chaque mardi dans

**Le Monde  
INITIATIVES**

votre rubrique d'offres d'emploi

**Le Monde  
des  
Juristes**

RE T RO U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M







سازمان تامین اجتماعی

## LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
<b>PARIS</b>			<b>78 - YVELINES</b>			<b>94 - VAL-DE-MARNE</b>		
<b>8<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>2 PIÈCES</b>			<b>4 PIÈCES</b>		
7 PIÈCES	116, rue La Boétie SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	22 400 + 2 320 18 128	49 m², 2 <sup>e</sup> étage parking, cave	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 42, rue des Usulines AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	4 204 + 580 2 991	87 m² 2 <sup>e</sup> étage parking	NOGENT-SUR-MARNE 68, rue François-Rolland SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	8 080 + 1 070 6 421
<b>9<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>MAISON 6 PIÈCES</b>			<b>3 PIÈCES</b>		
4 PIÈCES	2, square Trudaine GCI - 40-16-28-71	7 900 + 1 997	134 m² garage	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 22 bis, rue Schnapper SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	10 557 + 1 210 7 601	75 m², 1 <sup>e</sup> étage parking	NOGENT-SUR-MARNE 39, rue du Port SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	4 800 + 661 3 456
<b>11<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>5 PIÈCES</b>			<b>2 PIÈCES</b>		
3 PIÈCES	4, rue Mouffe LOC INTER - 47-45-15-58 Frais de commission	7 042 + 640 5 382	109 m² rez-de-chaussée parking	VERSAILLES 5, rue du Général-Pershing SAGGEL - 48-08-80-36 Frais de commission	8 700 + 1 422 5 264	48 m², 1 <sup>e</sup> étage parking	SAINT-MANDÉ 4, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-15-71 Frais de commission	4 695 + 536 3 654
<b>13<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>91 - ESSONNE</b>			<b>3 PIÈCES</b>		
2/3 PIÈCES	27-29, av. Stéphen-Pichon GCI - 40-16-28-70	8 900 + 1 570	<b>MAISON 5 PIÈCES</b>			87 m², 3 <sup>e</sup> étage parking	SAINT-MANDÉ 7, rue Faye LOC INTER - 47-45-15-71 Frais de commission	5 430 + 731 4 914
<b>14<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>92 - HAUTS-DE-SEINE</b>			<b>5 PIÈCES</b>		
4 PIÈCES	199-201, av. du Maine LOC INTER - 47-45-15-58 Frais de commission	10 104 + 758 7 830	<b>5 PIÈCES DUPLEX</b>			108 m², 2 <sup>e</sup> étage box, cave	VINCENNES 40, rue des Vignerons AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	9 095 + 1 080 8 472
<b>15<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>STUDIO</b>			<b>95 VAL-D'OISE</b>		
2 PIÈCES	23, rue Letellier LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	5 042 + 528 3 906	27 m² 5 <sup>e</sup> étage	BOULOGNE 229, boulevard Jean-Jaures GCI - 40-16-28-71	28 000 + 1 791 18 525	<b>5 PIÈCES</b>		
<b>16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>2 PIÈCES</b>			93 m², entresol parking	ENGIEN-LES-BAINS 101, rue du Général-de-Gaulle SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	7 140 + 1 147 5 141
4 PIÈCES	126, rue Lecourbe LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	8 675 + 1 047 6 534	54 m², 9 <sup>e</sup> étage parking, cave	COURBEVOIE 2, av. du Parc AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	2 535 + 419 3 949	<b>3 PIÈCES</b>		
5 PIÈCES	5, rue Alexandre-Cabanel AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	10 281 + 1 350 7 315	<b>4 PIÈCES</b>			70 m² rez-de-chaussée	MONTMORENCY 128, avenue Charles-de-Gaulle CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	4 900 + 1 491 3 798
5 PIÈCES	4, rue André-Collédebois AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	18 000 + 2 100 12 900	<b>STUDIO</b>					
STUDIO	6-10, rue Mirabeau SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	2 850 + 339 2 045						
2/3 PIÈCES	19, rue Reynaud SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	8 600 + 1 627 8 812						

Le Monde

CHAQUE MERCREDI  
numéro daté jeudi

VOS  
RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE  
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS  
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 689 000 Français dont 888 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements  
Professionnels 46-62-73-43  
Particuliers 46-62-73-90 - 46-62-72-02

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE  
AVEC LA PARTICIPATION DE

PHENIX  
GESTION  
AGF  
GROUPE DES  
ASSURANCES  
GÉNÉRALES  
DE FRANCE

AG FRANCE  
GROUPE  
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

GFC

GENERALI

SOLVEG  
LOCATION VENTE ET GESTION IMMOBILIÈRES

LOC INTER  
Transactions Tél. : 01.45.19.97

SAGGEL  
VENDÔME  
GROUPE UAP

CIGIMO  
GROUPE GTF



## MARCHÉS FINANCIERS

Chute de 60 % du bénéfice semestriel du géant japonais

## Fujitsu victime de l'effondrement du marché des semi-conducteurs

Stagnation des volumes, guerre des prix farouche dans l'informatique : la conjoncture est déclinée bien difficilement pour tous les industriels de l'électronique. Moins gravement affectés que leurs concurrents européens et dans une moindre mesure américains, les géants japonais du secteur ne sont pas pour autant épargnés. Premier fabricant japonais d'ordinateurs, septième producteur mondial de puces, le géant Fujitsu a ainsi annoncé, mardi 29 octobre, une chute de 60 % de son bénéfice net semestriel consolidé, à 10,3 milliards de yens, soit un peu plus de 465 millions de francs.

Le recul est sévère. Fujitsu qui, pour ce demi-exercice clos le 30 septembre, consolidait pour la première fois dans ses comptes la participation de 30 % acquise en juillet 1990 dans le constructeur informatique britannique ICL, a donné d'indications sur les résultats de cette filiale d'outre-Manche. La firme japonaise continue certes d'afficher une forte progression de son activité. Le chiffre d'affaires consolidé du groupe a cru de 23 % sur la période concernée, s'inscrivant à 1587,2 milliards

de yens, soit 70 milliards de francs.

La répartition par métiers de ses ventes signale toutefois plus nettement ses zones de faiblesse. Si, grâce à sa politique de croissance externe, le géant japonais peut enregistrer une poussée de 33 % de son chiffre d'affaires dans le matériel informatique, cette progression se limite à 4 % dans les équipements de télécommunications et dans les semi-conducteurs.

Fujitsu, à l'image de ses compatriotes Hitachi, Nec, Toshiba, a surtout souffert de l'effondrement des prix des mémoires 4 mégabits, la génération actuelle de « puces ». Le retournement de cycle — classique sur le marché des semi-conducteurs lorsqu'une génération de composants s'approprie à être remplacée par une autre (dans le cas précis, par des mémoires 16 mégabits) — a été amplifié par la concurrence féroce sur les prix à laquelle se sont livrés dès les premiers signes de ralentissement les principaux producteurs. Plusieurs électroniciens japonais ont du reste annoncé récemment le gel d'investissements relatifs à la production de mémoires 4 mégabits.

Malgré un résultat en baisse

## Suez entame la restructuration de ses activités de capital-développement

La Compagnie financière de Suez a enregistré pour le premier semestre un résultat net consolidé en baisse de 33,2 %, à 1,83 milliard de francs contre 2,74 milliards de francs sur les six premiers mois 1990, a indiqué mardi 29 octobre M. Gérard Worms, président du directeur.

M. Worms a toutefois précisé que le résultat du premier semestre 1990 intègrerait des plus-values importantes liées au reclassement des titres Vietore et qu'en revanche il était très proche du demi-résultat de l'année 1990 (1,85 milliard de francs).

Parallèlement à l'annonce des résultats, M. Worms a donné les modalités du regroupement des activités capital-développement de la Compagnie financière. Celles-ci s'articuleront autour de sa filiale Parthena Investissement et l'opération se déroulera en trois temps.

Dans un premier temps, Suez cédera la participation de 30,15 % détenue dans le capital de la Compagnie de Penhoët à la société Rubis Investissement et Cie. Simultanément, AXA, actionnaire de Penhoët, aux côtés de Suez, cédera lui aussi sa participation au même acquéreur. Ensuite, Suez, qui détient actuellement 31 % de Parthena Investissement, société de portefeuille essentiellement investie dans la communication, va acquérir de Centenaire Blazy les 20,3 % que celui-ci détient dans Parthena et ainsi porter sa participation à 51,3 %. Enfin, Suez, actionnaire à 62,14 % de Comiphos, lancera une offre publique d'achat (OPA) sur le reste du capital avant de la fusionner avec Parthena quand il en possèdera la totalité.

Au terme de l'opération, il est prévu que Parthena devienne, avec les fonds Euroseuz, le pôle autour duquel s'organisera l'ensemble des

activités de capital-développement et de capital-risque du groupe Suez. En direct, celui-ci pèsera près de 2 milliards de francs.

Selon le directeur général du groupe, M. Patrick Ponsolle, l'ensemble de l'opération entraînera un dénouement de la structure, puis-que celle-ci sera financée par la cession de Penhoët. M. Worms a souligné que les minoritaires disposaient d'une grande liberté de choix puisqu'il leur était possible de « sortir ou cash », alors que beaucoup d'opérations se font en papier, permettant ainsi des plus-values substantielles.

Par cette opération, le groupe Colgate entend renforcer ses positions sur le marché mondial de l'hygiène bucco-dentaire, dont il détient quelque 21 % avec un chiffre d'affaires de 1,2 milliard de dollars grâce au rachat récent de Vipont Pharmaceutical et d'Oraparm. Les ventes de Plax se sont élevées en 1990 à 100 millions de dollars. Toutes pâtes dentifrices confondues, Colgate est leader mondial avec 40 % de part de marché. Pfizer, qui continuera à commercialiser Plax aux États-Unis, cherche à se recentrer sur la pharmacie, son métier de base.

A. D.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Ciments Français

## Ciments Français au Maroc

CIMASFI, filiale à 60 % de Ciments Français, aux côtés de la BANQUE NATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE et de la SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE, filiale de la BANQUE MONDIALE, a obtenu un prêt syndiqué avec la BNP, de 120 millions de francs, pour le financement de la cimenterie de SAFI, au Maroc.

Ce financement vient compléter celui accordé par la BANQUE NATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE pour un montant de 155 millions de francs et celui consenti par un consortium de banques commerciales marocaines pour un montant de 65 millions de francs.

La construction de cette usine a commencé en décembre 1990 ; sa capacité de production sera de 600 000 tonnes de ciment par an et pourra être portée progressivement à 800 000 tonnes ; la mise en service sera partielle au printemps 1992 et totale à la fin de l'année.

Cette réalisation d'une cimenterie entièrement neuve constitue un événement majeur pour le groupe ; elle représentera un investissement total de 600 millions de francs.

Le groupe Ciments Français emploie plus de 700 personnes au Maroc et y réalise un chiffre d'affaires de 350 millions de francs, ce qui en fait le premier opérateur privé dans son domaine d'activité.

Ciments Français sur MINITEL : 3616 CLIFF

NEW-YORK, 29 octobre ↑

## La hausse se ralentit

Quelques jours de hausse après 29 octobre à Wall Street. Mais cette fois, le mouvement s'est très sensiblement ralenti. Après avoir eu un court instant culminé à 3 077,92, son plus haut niveau de toujours, l'indice Dow Jones des industries s'est finalement établi à 3 081,94 avec une avance réduite à 19,32 points (+0,64 %). La veille, il avait progressé de 1,35 %, Curieusement, le bilan de la séance a été meilleur que le précédent. Sur 2 135 valeurs traitées, 1 023 ont monté, alors que 803 ont baissé et que 309 ont été inchangées.

Il est vrai que les programmes d'achat lancés par les ordinateurs ont cette fois beaucoup plus concerné les valeurs de second plan. Tout en conservant l'espoir que la Réserve fédérale va se décider à baisser le taux des taux d'intérêt pour tenter de relancer l'économie, les investisseurs ont quand même été échaudés par la chute de l'indice de confiance des consommateurs américain tombé à 25,000 points, son plus bas depuis la récession de 1981/1982. De ce fait, l'annonce d'une remontée de 2,4 % du produit intérieur brut pour le troisième trimestre n'a pas produit un très grand effet autour du « Big Board ». L'activité s'est accrue et 192,70 millions de dollars ont été échangés, contre 180,27 millions la veille.

VALEURS	Cours de 29 octobre	Cours de 28 octobre
Alcoa	61 5/8	62 1/4
AT&T	28 5/8	28 3/4
Banque	42 1/2	42 1/2
Chemical Bank	18 1/2	18 1/2
De la Part de l'Industrie	47 1/8	48 3/4
Eastman Kodak	61 3/4	61 5/8
Exxon	27 1/4	27 1/8
Ford	27 1/4	27 1/8
General Electric	35 5/8	36 5/8
General Motors	48 7/8	49 7/8
Goodyear	38 1/4	38 1/4
IBM	57 1/8	57 1/8
Intel	71	71
MediCorp	70	69 7/8
Merck	88 1/2	88 1/2
Schering-Plough	124 3/8	124 3/8
Tesla	19 3/8	20 1/4
United Tech.	16 3/8	17
West Corp.	61 5/8	62 1/4

LONDRES, 29 octobre ↓

## Prises de bénéfice

Les valeurs ont baissé, mardi 29 octobre, à la Bourse de Londres. L'indice Footsie, l'ensemble des valeurs britanniques, qui avait gagné plus de 20 points au cours de la semaine, a terminé en retrait de 5,2 points à 2 553,3 points, soit un recul de 0,2 %.

Une vague de prises de bénéfices consécutives aux gains importants de la veille a sensiblement affecté la tendance, faisant passer au second plan la dernière étude de conjoncture de l'organisme patronal, Confederation of British Industry (CBI), pour le troisième trimestre, dont le contenu fait preuve d'un certain optimisme. Le marché a été surtout concentré sur les bénéfices apportés par la CBI, qui prévoyait que le secteur n'est pas terminé et qu'elle a été plus forte que prévu.

A. D.

## FAITS ET RÉSULTATS

□ Zenith Electronics va supprimer plus de 1 000 emplois. — Zenith Electronics, fabricant de téléviseurs et dont Goldstar (Corée du Sud) est actionnaire, se propose de supprimer plus de 1 000 emplois dans son usine de Springfield (Missouri) et de transférer une partie de ses activités au Mexique. Cette décision a été prise par le conseil d'administration de la firme, qui a annoncé que la baisse des prix avait coûté 500 millions de dollars (2,9 milliards de francs) à la firme au cours des cinq dernières années. Zenith Electronics, dont le siège est à Glenview (Illinois), avait commencé à transférer une partie de ses activités au Mexique en 1985. La direction a indiqué que ce plan de « restructuration » affecterait pas ses autres divisions, qui emploient quelque 5 300 personnes dans l'Illinois.

□ Bristol Myers Squibb : bénéfice net en hausse de 14 %. — Bristol Myers Squibb, un des plus grands groupes pharmaceutiques mondiaux, annonce pour le troisième trimestre un bénéfice net en hausse de 14 % à 563,45 millions de dollars (1,08 milliard de francs), contre 495,70 (944 cents) un an auparavant. Le chiffre d'affaires a progressé de 5 %, à 2,76 milliards contre 2,62 milliards. Pour les neuf premiers mois, le groupe a enregistré une hausse de 9 % de son résultat net à 1,55 milliard de dollars (2,97 milliards) contre 1,32 milliard (2,51 dollars) pour un an auparavant. Le chiffre d'affaires a progressé de 8,22 milliards contre 7,56 milliards, en hausse de 9 %.

□ Bolero : baisse de 24 % du bénéfice net semestriel. — Le groupe pharmaceutique français Bolero, omère du mondial de l'homéopathie, a déposé pour le premier semestre 1991 un bénéfice net consolidé de 7,6 millions de francs, en baisse de 24 % sur celui

PARIS, 30 octobre ↑

## Mieux orientée

La Bourse de Paris s'est encore orientée à la hausse mercredi. En retrait marginal de 0,03 % au début des transactions, les valeurs ont apprécié au fil des échanges pour afficher peu avant midi une hausse avoisinant 0,3 %. Par la suite, une interruption de séance à 12 h 21, consécutive à une panne du système CAC, les fit se cantonner à 0,25 % pendant une bonne partie de la séance. Aux alentours de 14 heures, les comparatifs 2 et 3 du règlement mensuel étaient les seuls à être remis en service. Peu après, à la reprise des cotations, l'indice de la place s'inscrivait en hausse de 0,4 % sur son précédent niveau.

Selon les analystes, le marché parisien des actions a été soutenu par la bonne tenue de Wall Street depuis plusieurs séances, et par la bonne orientation du marché obligataire américain. Cela étant, la diminution enregistrée par l'indice de confiance des consommateurs américains, publie mardi, a de nouveau euigé l'incertitude de la reprise outre-Atlantique et a laissé anticiper un assouplissement de la politique de crédit de la Fed.

En outre, la bonne orientation des marchés européens et les rumeurs selon lesquelles la presse japonaise publie d'ici d'une prochaine baisse du taux d'escompte au Japon ont été positivement interprétées par les boursiers. Toutefois cette conjonction d'éléments favorables, soulignant certains investisseurs, ne sont pas suffisantes pour relancer durablement le marché. De plus l'on constate actuellement un ralentissement des courants vendeurs qu'un accroissement des courants acheteurs, soulignent un spécialiste.

TOKYO, 30 octobre ↓

## Tassement

Le Kabuto-cho n'a pas réussi mercredi 30 octobre à se maintenir au-dessus de la barre de 25 000 points franchissant la veille. De fait, la baisse y a fait sa réapparition en cours de séance. Le démarrage avait pourtant été positif, avec une progression de 115 points du mureuira. Mais rapidement le terrain gagné était perdu et la clôture, l'indice Nikkei s'est établi à 24 981,10, soit à 159,43 points au-dessous de son niveau précédent.

Ventes bénéficiaires et diminution des achats à terme : telles étaient les deux raisons avancées par les professionnels pour expliquer ce revirement de tendance. Tout se plaçant ainsi au sein du manque d'affaires. D'après eux, le plus grand extension régit avant tout la fonction du nouveau premier ministre, M. Miyazawa. Les courants d'échanges ont diminué avec 320 millions de yen (2,5 milliards de francs) contre 400 millions mardi.

VALEURS	Cours de 29 octobre	Cours de 30 octobre
Adi	1 100	1 130
Bilgecom	1 170	1 180
Canon	1 400	1 410
Fuji	2 050	2 060
Fujitsu	1 810	1 820
Hitachi	1 530	1 540
IBM	1 720	1 730
Sony Corp.	6 200	6 250
Toyota Motors	1 570	1 580

## PARIS :

## Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3800	3808	Immo. Habitat	820	820
Amis Assoc.	283	282	Intern. Computer	152 50	157
B.A.C.	130	131	LP&M	71	71
Banque Paribas	814	811	Loisirs Invest.	238	238
Banque de France	330	321	Loisirs	70	71 80
Banque de Paris	237	237	Merc. Comm.	95 50	95
Banque de l'Inde	872	870	Motex	164	164
C.A.L. de F. (C.C.I.)	400	398	Publi-Presse	380	350
Calsonic	702	695	Real	488	482
CEGEF	142	146 20	Reun. Ind. (L.)	318	318
C.F.P.I.	270	270	S.H.M.	184	184
C.N.I.M.	925	930	Select Invest (L.)	100 70	100
Compteur	784	784	Selco	385	385
Confiance	174	170 50	S.M.T. Graph.	130	130
Crédit	391 10	390	Sopra	286 50	270
Dalmeida	1230	1200	TFI	348	348 50
Danachy Worms Co.	368	367	Thomson H. L.	290	290
Dassault	955	955	Unilog	218	218
Deville	261	260	Viel et Co.	68 50	68
Dollars	143	143 80	Y. St-Laurent Group	837	842
Editions Belford	241	241			
Europ. Propriété	255	259			
Financ.	120	118			
Frankfurt	135 10	139			
Grand Ligne	421	423			
Group. Océano	200	200			
Group. Océano	850	856			
Galatée	950	940			
L.C.C.	231	228 10			
Martini	120	120			

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ LE MONDE

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 29 octobre 1991

Nombre de contrats : 89 756

## COURS

Dernier Précédent

## Options sur notionnel

Prix d'exercice

## CAC 40 A TERME

Volume : 14 994

Cours

Dernier Précédent

## CHANGES

Dollar : 5,75 F ↓

Le dollar a fortement reculé, sur le marché des changes européen, mercredi 30 octobre ; les analystes ont observé un recul de la confiance des consommateurs américains. A Paris, le billet vert était en forte baisse à 5,7500 francs au fixing contre 5,8500 francs à la cotation officielle de la veille.

FRANCOFORT 29 octobre 30 octobre

Dollar (en DM) 1,7141 1,6768

TOKYO 29 octobre 30 octobre

Dollar (en yen) 130,87 131,05

## MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (30 octobre) 8 1/16 - 13/16

New-York (29 octobre) 5 1/8

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

Cours du jour

US DOLLAR

EURO

S. E. U.

S. E. U.

S. E. U.

S. E. U.

S. E. U.

S. E. U.

S. E. U.

S. E. U.

S. E. U.

S. E. U.

S. E. U.

S. E. U.

S. E. U.

S. E. U.

S. E. U.

S. E. U.

S. E. U.

S. E. U.

S. E. U.

S. E. U.

S. E. U.

S. E. U.

S. E. U.

S. E. U.

S. E. U.

S. E. U.

S. E. U.



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 30 OCTOBRE

**Cours relevés à 13 h 48**

BOURSE DU 30 OCTOBRE

Règlement mensuel

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

VALEURS

Comptes

**COMPTANT** (selection)

VALEURS			VALEURS			VALEURS		
	% du nom.	% du coupon		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours
<b>Obligations</b>			<b>C.I.M.</b>			<b>Magnat</b>		
Emp.Dat. 0.9/7.76	323 10	3.84	C.I.T.I.A.M. (R)	1144	1188	Méda Delphay	780	780
Emp.Dat. 0.9/7.76	100 40	2.94	Colonat	2600	...	Méda	80	80
10.0/0% 7/3/74	102 55	1.50	Colepaq	256	...	Méda Delphay	76 30	75
Emp.Dat. 13.4/93.	108 15	11.45	Copit	250	354	Méda	215	215
Emp.Dat. 12.2/5.94	106 35	8.73	Crédit. Ind.	6200	6220	Méda (non pld)	281 50	289
Emp.Dat. 11/6.95	110 75	7.58	Créd. Lyonn. Almond	380	382	Orléan C.R.	380	382
Emp.Dat. 11/6.95	104 05	0.80	Cred. Marse.	501	600	Orléan Operat.	1215	1211
QAT 9/5 5/000	107 20	4.10	Credit Gen. Ind.	35 85	85 80	Palm Indemoy	635	635
QAT 5/95 12/1987	105 15	8.70	Credit Ind. Prov.	170	175	Palm Indemoy	650	650
QAT 5/95 1/1990	103 35	7.33	Cu Universal (R)	471	471	Palm Indemoy	252	201 50
QAT 10.30/5 1982	100	...	Danbury	112	10	Palm Indemoy	234	227
PTT 11.2/5.95	105 85	8.38	Degussa	1730	1730	Palm Indemoy	700	...
QF 10.30/5 95	102	7.18	Degussa	1911	1755	Palm Indemoy	160	...
QF 10.30/5 non 90	106 20	9.41	Dalm. Vapour	3420	3420	Palm Indemoy	442	...
CNA 10 % 1979	101 15	9.23	Dalm. Vapour	1000	1200	Palm Indemoy	1170	...
CNA 9/5 5000F	99 30	...	East Basin	2250	2250	Palm Indemoy	750	720
CNA 9/5 5000F	99 30	...	East Basin	110	611	Palm Indemoy	115 30	114
CNA 9/5 5000F	99 30	...	East Basin	275	270	Palm Indemoy	225 90	219 10
CNA 9/5 5000F	99 30	...	East Basin	774	...	Palm Indemoy	385	313 30
CNA 9/5 5000F	99 30	4.21	East Basin	318	318	Palm Indemoy	380	...
CNA 9/5 5000F	99 30	3	East Basin	4200	4200	Palm Indemoy	189	...
CNA 9/5 5000F	99 30	...	East Basin	1798	1797	Palm Indemoy	204 70	208
CNA 9/5 5000F	99 30	...	East Basin	247 30	241	Palm Indemoy	288	288
CNA 9/5 5000F	99 30	...	East Basin	129	...	Palm Indemoy	115 60	115 40
CNA 9/5 5000F	99 30	...	East Basin	1632	1632	Palm Indemoy	016	015
CNA 9/5 5000F	99 30	...	East Basin	615	620	Palm Indemoy	169	...
CNA 9/5 5000F	99 30	...	East Basin	604	600	Palm Indemoy	755	755
CNA 9/5 5000F	99 30	...	East Basin	510	...	Palm Indemoy	435	425
CNA 9/5 5000F	99 30	...	East Basin	795	795	Palm Indemoy	143	...
CNA 9/5 5000F	99 30	...	East Basin	604	600	Palm Indemoy	183	184 20
CNA 9/5 5000F	99 30	...	East Basin	510	...	Palm Indemoy	188	189
CNA 9/5 5000F	99 30	...	East Basin	520	...	Palm Indemoy	115	...
CNA 9/5 5000F	99 30	...	East Basin	388 10	387 10	Palm Indemoy	530	530
CNA 9/5 5000F	99 30	...	East Basin	282	...	Palm Indemoy	247	245
CNA 9/5 5000F	99 30	...	East Basin	1490	...	Palm Indemoy	1280	1231
CNA 9/5 5000F	99 30	...	East Basin	1367	...	Palm Indemoy	84 90	85
CNA 9/5 5000F	99 30	...	East Basin	440	442	Palm Indemoy	2245	2245
CNA 9/5 5000F	99 30	...	East Basin	341 90	...	Palm Indemoy	850	...
CNA 9/5 5000F	99 30	...	East Basin	726	728	Palm Indemoy	350	...
CNA 9/5 5000F	99 30	...	East Basin	5180	5100	Palm Indemoy	740	...
CNA 9/5 5000F	99 30	...	East Basin	290	282	Palm Indemoy	3070	3140
CNA 9/5 5000F	99 30	...	East Basin	490	482	Palm Indemoy	675	...
CNA 9/5 5000F	99 30	...	East Basin	1350	1330	Palm Indemoy	280	...
CNA 9/5 5000F	99 30	...	East Basin	3230	3250	Palm Indemoy	1120	1110
CNA 9/5 5000F	99 30	...	East Basin	2810	2820	Palm Indemoy	4083	4083
CNA 9/5 5000F	99 30	...	East Basin	2120	2110	Palm Indemoy	374	267
CNA 9/5 5000F	99 30	...	East Basin	1350	1330	Palm Indemoy	1900	...
CNA 9/5 5000F	99 30	...	East Basin	2600	2590	Palm Indemoy	110	...
CNA 9/5 5000F	99 30	...	East Basin	1280	1280	Palm Indemoy	220 10	230 10
CNA 9/5 5000F	99 30	...	East Basin	3130	3120	Palm Indemoy	...	...
CNA 9/5 5000F	99 30	...	East Basin	190	190	Palm Indemoy	...	...
<b>Actions</b>			<b>VALEURS</b>			<b>VALEURS</b>		
	Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours
Agache (ex Bnl.)	1058	...	Agache (ex Bnl.)	1058	...	Agache (ex Bnl.)	1058	...
Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055
Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055
Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055
Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055
Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055
Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055
Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055
Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055
Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055
Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055
Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055
Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055
Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055
Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055
Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055
Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055
Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055
Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055
Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055
Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055
Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055
Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055
Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055
Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055
Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055
Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055
Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055
Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055
Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055
Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055
Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055
Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055
Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055
Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055
Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055
Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055
Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	1055	Agache (ex Bnl.)	1058	

**SICAV** (sélection)

VALEURS	Cours premier	Dernier cours	VALEURS	Emission Frans int	Rachet net	VALEURS	Emission Frans int	Rachet net	VALEURS	Emission Frans int	Rachet net
Etrangères											
Alcatel	625	...	A.A.P.	1043 43	1017 98	VALEURS	875 38	864 04	Pova Dubrovnik	20885 23	20844 58
Amper	369 130	136 10	Alcatel	226 52	218 58	Francia	28 32	27 53	Premier Océan	62125 30	62125 30
Anglo-Am.	139 20	116 10	Anglo-Am.	938 37	723 58	Franch-Premier	10662 67	10889 18	Premier Océan	10587 17	10587 17
Anglo-Am.	236 90	...	Anglo-Am.	8027 16	7716 42	Francia	519 35	519 35	Premier Océan	119 52	112 40
Anglo-Am.	190 40	...	Anglo-Am.	943 95	655 18	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	27890 38	27890 38
Anglo-Am.	600	...	Anglo-Am.	5816 52	8915 52	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1115 16	1087 95
Anglo-Am.	22500	22500	Anglo-Am.	1142 37	1142 37	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	130 82	127 63
Anglo-Am.	30	30	Anglo-Am.	361 42	361 42	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	862 85	862 85
Anglo-Am.	63	...	Anglo-Am.	1351 98	1312 50	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1533 96	1533 96
Anglo-Am.	771	...	Anglo-Am.	1893 37	1893 37	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1108 61	1118 61
Anglo-Am.	137	...	Anglo-Am.	162 46	165 48	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	5105 98	5105 98
Anglo-Am.	306	...	Anglo-Am.	7487 67	7487 67	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	10647 85	10647 85
Anglo-Am.	530	...	Anglo-Am.	127 51	122 02	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	236 88	236 88
Anglo-Am.	980	...	Anglo-Am.	123 83	118 50	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	769 89	769 89
Anglo-Am.	163 10	157 70	Anglo-Am.	133 61	115 44	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	197 68	197 68
Anglo-Am.	278	219	Anglo-Am.	114 28	112 51	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	800 45	800 45
Anglo-Am.	305	...	Anglo-Am.	145 49	138 27	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	524 50	524 50
Anglo-Am.	84	...	Anglo-Am.	120 52	121 07	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	14771 49	14771 49
Anglo-Am.	140	141	Anglo-Am.	111 83	186 57	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	495 23	495 23
Anglo-Am.	310	310	Anglo-Am.	5976 68	5959 71	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1055 13	1055 13
Anglo-Am.	58	...	Anglo-Am.	124 21	122 40	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	13293 01	13293 01
Anglo-Am.	405	...	Anglo-Am.	22 29	27 60	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1320 27	1320 27
Anglo-Am.	14	...	Anglo-Am.	1201 11	23 25	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	717 87	717 87
Anglo-Am.	140	141	Anglo-Am.	335 21	3319 26	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1764 14	1764 14
Anglo-Am.	310	310	Anglo-Am.	481 58	948 74	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	674 01	654 38
Anglo-Am.	58	...	Anglo-Am.	122 58	120 25	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	10795 51	10795 51
Anglo-Am.	405	...	Anglo-Am.	1250 74	1201 33	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	429 31	429 31
Anglo-Am.	405	...	Anglo-Am.	865 91	828 24	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1484 43	1420 81
Anglo-Am.	422	409 50	Anglo-Am.	1021 58	977 52	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	863 61	846 06
Anglo-Am.	22	...	Anglo-Am.	265 32	248 19	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	428 08	414 48
Anglo-Am.	22	...	Anglo-Am.	1059 32	1059 32	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	215 04	210 08
Anglo-Am.	22	...	Anglo-Am.	1059 32	1059 32	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	403 64	403 64
Anglo-Am.	22	...	Anglo-Am.	1059 32	1059 32	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	128 12	128 12
Anglo-Am.	22	...	Anglo-Am.	1059 32	1059 32	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1059 32	1059 32
Anglo-Am.	22	...	Anglo-Am.	1059 32	1059 32	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1059 32	1059 32
Anglo-Am.	22	...	Anglo-Am.	1059 32	1059 32	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1059 32	1059 32
Anglo-Am.	22	...	Anglo-Am.	1059 32	1059 32	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1059 32	1059 32
Anglo-Am.	22	...	Anglo-Am.	1059 32	1059 32	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1059 32	1059 32
Anglo-Am.	22	...	Anglo-Am.	1059 32	1059 32	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1059 32	1059 32
Anglo-Am.	22	...	Anglo-Am.	1059 32	1059 32	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1059 32	1059 32
Anglo-Am.	22	...	Anglo-Am.	1059 32	1059 32	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1059 32	1059 32
Anglo-Am.	22	...	Anglo-Am.	1059 32	1059 32	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1059 32	1059 32
Anglo-Am.	22	...	Anglo-Am.	1059 32	1059 32	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1059 32	1059 32
Anglo-Am.	22	...	Anglo-Am.	1059 32	1059 32	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1059 32	1059 32
Anglo-Am.	22	...	Anglo-Am.	1059 32	1059 32	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1059 32	1059 32
Anglo-Am.	22	...	Anglo-Am.	1059 32	1059 32	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1059 32	1059 32
Anglo-Am.	22	...	Anglo-Am.	1059 32	1059 32	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1059 32	1059 32
Anglo-Am.	22	...	Anglo-Am.	1059 32	1059 32	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1059 32	1059 32
Anglo-Am.	22	...	Anglo-Am.	1059 32	1059 32	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1059 32	1059 32
Anglo-Am.	22	...	Anglo-Am.	1059 32	1059 32	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1059 32	1059 32
Anglo-Am.	22	...	Anglo-Am.	1059 32	1059 32	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1059 32	1059 32
Anglo-Am.	22	...	Anglo-Am.	1059 32	1059 32	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1059 32	1059 32
Anglo-Am.	22	...	Anglo-Am.	1059 32	1059 32	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1059 32	1059 32
Anglo-Am.	22	...	Anglo-Am.	1059 32	1059 32	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1059 32	1059 32
Anglo-Am.	22	...	Anglo-Am.	1059 32	1059 32	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1059 32	1059 32
Anglo-Am.	22	...	Anglo-Am.	1059 32	1059 32	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1059 32	1059 32
Anglo-Am.	22	...	Anglo-Am.	1059 32	1059 32	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1059 32	1059 32
Anglo-Am.	22	...	Anglo-Am.	1059 32	1059 32	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1059 32	1059 32
Anglo-Am.	22	...	Anglo-Am.	1059 32	1059 32	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1059 32	1059 32
Anglo-Am.	22	...	Anglo-Am.	1059 32	1059 32	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1059 32	1059 32
Anglo-Am.	22	...	Anglo-Am.	1059 32	1059 32	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1059 32	1059 32
Anglo-Am.	22	...	Anglo-Am.	1059 32	1059 32	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1059 32	1059 32
Anglo-Am.	22	...	Anglo-Am.	1059 32	1059 32	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1059 32	1059 32
Anglo-Am.	22	...	Anglo-Am.	1059 32	1059 32	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1059 32	1059 32
Anglo-Am.	22	...	Anglo-Am.	1059 32	1059 32	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1059 32	1059 32
Anglo-Am.	22	...	Anglo-Am.	1059 32	1059 32	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1059 32	1059 32
Anglo-Am.	22	...	Anglo-Am.	1059 32	1059 32	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1059 32	1059 32
Anglo-Am.	22	...	Anglo-Am.	1059 32	1059 32	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1059 32	1059 32
Anglo-Am.	22	...	Anglo-Am.	1059 32	1059 32	Francia	10620 53	10620 53	Premier Océan	1059 32	1059 32
Anglo-Am.	22	...									

### Cote des Changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 30/10	COURS DES BILLETS	
			achat	vente
Sea-Unit (1 unit)	5 850	5 780	5 690	5 630
Aluminium (100 livr.)	16 862	16 955	330	350
Nickel (100 livr.)	10 358	10 388	16 050	17 050
Wolfram (100 livr.)	302 595	302 140	231	311
Bois (1000 livr.)	4 565	4 555	4 250	4 750
Danemark (100 livr.)	8540	8540	9 800	10 200
Gde-Bretagne (100 livr.)	9 957	9 957	2 600	3 300
Grèce (100 livr. francs)	3 930	3 930	378	392
Suisse (100 fr.)	389 570	389 570	82	97
Suède (100 livr.)	33 700	33 700	48 900	48 900
Norvège (100 livr.)	87 100	87 100	5 650	5 650
Maroc (100 livr.)	46 502	46 502	5 300	5 300
Portugal (100 pes)	5 425	5 425	4 900	5 300
Espagne (100 pes)	2 975	2 975	4 280	4 480
Canada (1 \$ can.)	5 133	5 133		
	4 437	4 437		

### Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 30/
100 fr ( kilo en barre)	67400	66400
100 fr (en lingot)	67750	66850
100 p. (209)	388	378
100 p. Fr (10 f.)	380	
100 p. Suisse (20 f.)	388	398
100 p. Suisse (20 f.)	386	378
Souverain	482	478
100 p. dollars	2086	2077
100 p. dollars	1042 50	1058
100 p. dollars	595	
100 p. peset	2905	2485
100 p. florins	401	398

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements**  
**46-62-72-67**

c : coupon détaché - a : offert - d : droit détaché - u : sans



## CARNET DU Monde

## Naissances

Chaire et Henri LARRIÈRE  
sont heureux d'annoncer la naissance de

Maeva,

la petite sœur de Nicolas, le 29 août 1991, chez Laurence et Gérard EGLÉ (Saint-Michel-sur-Orge).

Emile,

le 10 octobre 1991, chez Tracey BOOTH et Sylvain LARRIÈRE (La Roche-Jeanne-Plausguel).

## Décès

M. Pierre APPERT,  
son épouse  
Et petits-enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de  
Dieu de

M<sup>me</sup> Françoise APPERT,  
née Alice,

survenue le 27 octobre 1991, à Paris.  
La cérémonie religieuse a eu lieu à  
Almées (Sarthe) dans l'intimité.

Une messe sera dite à sa mémoire, le  
mardi 6 novembre, à 18 heures, en  
l'église Saint-Léon, Paris-13<sup>e</sup> (place  
d'Alger).

M. Marcel Bussion,  
son épouse,  
M<sup>me</sup> André Bussion,  
M. et M<sup>me</sup> Claude Bussion,  
M. et M<sup>me</sup> Daniel Bussion,  
ses enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Marcel Bussion,  
née Simone Lora,

le 13 octobre 1991.  
Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-  
mité familiale, le 22 octobre.

## CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques ..... 92 F

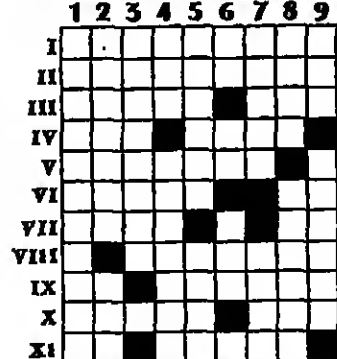
Abonnés et actionnaires ..... 80 F

Communications diverses ..... 95 F

Thèses étudiants ..... 50 F

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5640



## HORIZONTALEMENT

I. Traitée comme en Syrie. — II. Comme un siège très utile pour les chasseurs. — III. A l'extrémité du pont. Charge de patrouille. — IV. Fit sauter. Peut prononcer une suite. — V. Peut être assésimé aux godolots. — VI. Peut être assésimé celui qui est à décou-  
vert. Dieu, pour Moïse. — VII. Pas épaïs. Parfois au bout du compte. — VIII. Qui ne laisse rien passer. — IX. Langue ancienne. Une grande botchérie. — X. Mètre à la portée. Une partie de l'ensemble. — XI. Paradoxe. Comme une grosse éducation.

## VERTICALEMENT

1. Quand il y en a beaucoup, on peut faire des brochures. — 2. Un officier dans le réservoir. Peut avoir son tour. — 3. Nous donne des couleurs. — 4. Une balle intouchable. Peut être grosse quand on se fait suer. — 5. Il en faut deux pour une voie. Peut annoncer une crise. — 6. Possessif. On peut en faire des ponts. Son dos fait une bosse. — 7. On les prend pour s'amuser. Pas mise au feu. — 8. Dans les Pyrénées-Orientales. Quand elle est souple, on s'aplatit. — 9. Possessif. Mises éventuellement en quatre.

## Solution du problème n° 5639

## Horizontalement

I. Marchais. — II. Epurer. Oc. — III. Ré. Ardent. — IV. Crâneur. — V. Iola. RI. — VI. Léger. — VII. Rebouler. — VIII. Euro. Ria. — IX. Era. Mi. — X. Stériles. — XI. Anisés. Sa.

## Verticalement

1. Mercière. Sa. — 2. Apéro. Etain. — 3. Nu. Aitbi. Di. — 4. Crâne. Ordes. — 5. Hère. Lière. — 6. Ordures. Sas. — 7. Eiger. — 8. On. Ernes. — 9. Acteur. Aisé.

GUY BROUTY

On nous prie d'annoncer le décès de

M<sup>me</sup> Alice Swan Nio CARTIER,  
née Lie,

survenue le 23 octobre 1991, à Ville-  
pinte, à la suite d'une subite aggrava-  
tion de son état.

De la part de  
M. Michel Cartier,  
M<sup>me</sup> Wei Liu,  
M<sup>me</sup> Yvonne Cartier,  
M. et M<sup>me</sup> Pierre Cartier  
et Marion.

M. Lie Swie Nien  
et sa famille (Rijswijk),  
M. Mollia Iskandar  
et sa famille (Vancouver),  
M. Budi Surjanta  
et sa famille (Djakarta).

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-  
mité, à Villepinte, le 29 octobre, sui-  
vies de l'inhumation au cimetière de  
Villepinte.

Une cérémonie religieuse sera célé-  
brée ultérieurement à Paris.

Le présent avis tient lieu de faire-  
part.

15, rue Charlot,  
75003 Paris.

Ses collègues et amis de l'UFR de  
linguistique générale et appliquée de  
l'université René-Descartes,  
ont la tristesse de faire part du décès de

Alice CARTIER,  
docteur d'Etat,  
maître de conférences.

Le président, le bureau et les  
membres de la Société de linguistique  
de Paris,  
ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Alice Swan Nio CARTIER,  
maître de conférences  
à l'université Paris-Descartes,  
présidente de la Société  
pour l'année 1990,

survenue le 23 octobre 1991, à Ville-  
pinte.

M. Michel Develle,  
son épouse,  
Lauréat, Armand et Julien,  
ses enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Schweitzer,  
ses beaux-parents,  
M. Stéphane Schweitzer,  
son beau-frère,  
M<sup>me</sup> Nathalie Develle,  
sa nièce,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel DEVELLE,  
chevalier de l'Ordre national du Mérite.

Il s'est endormi, le vendredi 25 octo-  
bre 1991, dans sa cinquante et unième  
année, après un long et courageux  
combat contre la maladie.

Les obsèques seront célébrées le  
jeudi 31 octobre, à 14 heures, en  
l'église Notre-Dame-de-l'Assomption,  
88, rue de l'Assomption, Paris-16<sup>e</sup>.

L'incinération aura lieu dans l'inti-  
mité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6-12, rue Raifet,  
75016 Paris.

La famille Jacques Bernard,  
M<sup>me</sup> Anne-Marie Bernard-Develle,  
son épouse et premières noces,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel DEVELLE,  
chevalier de l'Ordre national du Mérite.

Il s'est endormi, le vendredi 25 octo-  
bre 1991, dans sa cinquante et unième  
année, après un long et courageux  
combat contre la maladie.

Les obsèques seront célébrées le  
jeudi 31 octobre, à 14 heures, en  
l'église Notre-Dame-de-l'Assomption,  
88, rue de l'Assomption, Paris-16<sup>e</sup>.

L'incinération aura lieu dans l'inti-  
mité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6-12, rue Raifet,  
75016 Paris.

La famille Jacques Bernard,  
M<sup>me</sup> Anne-Marie Bernard-Develle,  
son épouse et premières noces,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel DEVELLE,  
chevalier de l'Ordre national du Mérite.

Il s'est endormi, le vendredi 25 octo-  
bre 1991, dans sa cinquante et unième  
année, après un long et courageux  
combat contre la maladie.

Les obsèques seront célébrées le  
jeudi 31 octobre, à 14 heures, en  
l'église Notre-Dame-de-l'Assomption,  
88, rue de l'Assomption, Paris-16<sup>e</sup>.

L'incinération aura lieu dans l'inti-  
mité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6-12, rue Raifet,  
75016 Paris.

La famille Jacques Bernard,  
M<sup>me</sup> Anne-Marie Bernard-Develle,  
son épouse et premières noces,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel DEVELLE,  
chevalier de l'Ordre national du Mérite.

Il s'est endormi, le vendredi 25 octo-  
bre 1991, dans sa cinquante et unième  
année, après un long et courageux  
combat contre la maladie.

Les obsèques seront célébrées le  
jeudi 31 octobre, à 14 heures, en  
l'église Notre-Dame-de-l'Assomption,  
88, rue de l'Assomption, Paris-16<sup>e</sup>.

L'incinération aura lieu dans l'inti-  
mité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6-12, rue Raifet,  
75016 Paris.

La famille Jacques Bernard,  
M<sup>me</sup> Anne-Marie Bernard-Develle,  
son épouse et premières noces,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel DEVELLE,  
chevalier de l'Ordre national du Mérite.

Il s'est endormi, le vendredi 25 octo-  
bre 1991, dans sa cinquante et unième  
année, après un long et courageux  
combat contre la maladie.

Les obsèques seront célébrées le  
jeudi 31 octobre, à 14 heures, en  
l'église Notre-Dame-de-l'Assomption,  
88, rue de l'Assomption, Paris-16<sup>e</sup>.

L'incinération aura lieu dans l'inti-  
mité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6-12, rue Raifet,  
75016 Paris.

La famille Jacques Bernard,  
M<sup>me</sup> Anne-Marie Bernard-Develle,  
son épouse et premières noces,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel DEVELLE,  
chevalier de l'Ordre national du Mérite.

Il s'est endormi, le vendredi 25 octo-  
bre 1991, dans sa cinquante et unième  
année, après un long et courageux  
combat contre la maladie.

Les obsèques seront célébrées le  
jeudi 31 octobre, à 14 heures, en  
l'église Notre-Dame-de-l'Assomption,  
88, rue de l'Assomption, Paris-16<sup>e</sup>.

L'incinération aura lieu dans l'inti-  
mité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6-12, rue Raifet,  
75016 Paris.

La famille Jacques Bernard,  
M<sup>me</sup> Anne-Marie Bernard-Develle,  
son épouse et premières noces,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel DEVELLE,  
chevalier de l'Ordre national du Mérite.

Il s'est endormi, le vendredi 25 octo-  
bre 1991, dans sa cinquante et unième  
année, après un long et courageux  
combat contre la maladie.

Les obsèques seront célébrées le  
jeudi 31 octobre, à 14 heures, en  
l'église Notre-Dame-de-l'Assomption,  
88, rue de l'Assomption, Paris-16<sup>e</sup>.

L'incinération aura lieu dans l'inti-  
mité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6-12, rue Raifet,  
75016 Paris.

La famille Jacques Bernard,  
M<sup>me</sup> Anne-Marie Bernard-Develle,  
son épouse et premières noces,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel DEVELLE,  
chevalier de l'Ordre national du Mérite.

Il s'est endormi, le vendredi 25 octo-  
bre 1991, dans sa cinquante et unième  
année, après un long et courageux  
combat contre la maladie.

Les obsèques seront célébrées le  
jeudi 31 octobre, à 14 heures, en  
l'église Notre-Dame-de-l'Assomption,  
88, rue de l'Assomption, Paris-16<sup>e</sup>.

L'incinération aura lieu dans l'inti-  
mité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6-12, rue Raifet,  
75016 Paris.

La famille Jacques Bernard,  
M<sup>me</sup> Anne-Marie Bernard-Develle,  
son épouse et premières noces,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel DEVELLE,  
chevalier de l'Ordre national du Mérite.

Il s'est endormi, le vendredi 25 octo-  
bre 1991, dans sa cinquante et unième  
année, après un long et courageux  
combat contre la maladie.

Les obsèques seront célébrées le  
jeudi 31 octobre, à 14 heures, en  
l'église Notre-Dame-de-l'Assomption,  
88, rue de l'Assomption, Paris-16<sup>e</sup>.

L'incinération aura lieu dans l'inti-  
mité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6-12, rue Raifet,  
75016 Paris.

La famille Jacques Bernard,  
M<sup>me</sup> Anne-Marie Bernard-Develle,  
son épouse et premières noces,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel DEVELLE,  
chevalier de l'Ordre national du Mérite.

Il s'est endormi, le vendredi 25 octo-  
bre 1991, dans sa cinquante et unième  
année, après un long et courageux  
combat contre la maladie.

Les obsèques seront célébrées le  
jeudi 31 octobre, à 14 heures, en  
l'église Notre-Dame-de-l'Assomption,  
88, rue de l'Assomption, Paris-16<sup>e</sup>.

L'incinération aura lieu dans l'inti-  
mité familiale.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Les membres du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance de la Compagnie financière de  
Paris.

Le président du conseil de surveil-  
lance







CLAUDE SARRAUTE

# Le syndrome de Paris

Enfin, dernier at excellent moyen de lui passer la camisole de force, un moyen tout bête, le caca de chien. Curieusement, il supporte pas. Ça le rend ralde dingue!

EC « PLASTRON VOLANT »  
LE GAÛBE MORPHOLOGIQUE  
ET LE POLYANT DES REVERS  
RAI COSTUME  
1 500 F

FABRICATION A L'ANCIENNE AVEC « PLASTRON VOLANT »  
NON THERMOCOLLE POUR GARDER LE GALBE MORPHOLOGIQUE  
• DES ÉPAULES • LA POITRINE • ET LE COTÉ DES NEVRES

UN VRAI COSTUME  
1500 F

کتابخانه الاصل

**TÉLÉCHARGEMENT 3615 SVM ou 36.25.01.58**  
**5.000 LOGICIELS EN LIBRE SERVICE**



# PARIS A L'HEURE DE LA COMÉDIE MUSICALE



**Le final de « Jerome Robbins Broadway » à New-York en 1989**

MARTHA SWORN

**J**AMAIS Paris n'avait comme ces jours-ci affiché son goût pour la comédie musicale. *Les Misérables*, succès mondial du moment, entièrement recréés à Mogador; *Peter Pan*, spectacle imaginé au début des années 50 par Jerome Robbins sur la scène du Casino de Paris; *Marilyn Montreuil*, de Diane Tell et Savary, au Théâtre national de Chaillot; bientôt *West Side Story* au Châtelet; Lambert Wilson en tournée avec un spectacle éhanté, pot-pourri des plus grands auteurs américains et européens; sur les rayons des disques, un album, consacré à la vie de George Saad, échanté par quelques bons interprètes du moment réunis par Catherine Lara, qui cherche ses producteurs pour se donner en spectacle. Le théâtre hexagonal est en état de musique.

Une fois encore, l'essentiel de la leçon *vous* est donné par Londres et Broadway. Cela fait belle lurette, plus de soixante-dix ans, que les Anglo-Saxons règnent en maître sur un genre qu'on disait inadapté à la France, nostalgique d'Offenbach et de Messager. Il y a trois ans, on fêtait le centenaire de la naissance d'Irving Berlin, qui allait mourir l'année suivante. Cette année, Broadway fête le centième anniversaire de la naissance de Cole Porter. Tous deux, compositeurs de l'âge d'or de la comédie musicale, ont, les premiers, suivi le conseil de l'un des pères fondateurs du genre, Charles Harris : *« Quand vous écrivez une chanson, voyez toujours à l'esprit que c'est de la masse, du public sans culture musicale que vous attendez la reconnaissance. Pour ce faire, ne leur proposer rien qui, dans les textes comme sur la partition, ne s'adresse directement à leur oreille. »* Cette leçon devait préalablement être parfaitement apprise pour être balayée par la révolution stylistique du siècle : dans l'écriture d'une comédie musicale, une chanson n'existe jamais par elle-même ; mais, moyen de raconter une histoire, elle doit s'adresser à l'oreille, certes – plus court chemin vers le cœur, – mais aussi à l'intelligence.

Ainsi allaient naître au théâtre entre les deux guerres Jerome Kern, George et Ira Gershwin, Oscar Hammerstein II, suivis après guerre par l'un des maîtres actuels du genre, Stephen Sondheim, jusqu'à l'attendu duo français Schönberg-Bonillat dont les *Misérables* triomphent aujourd'hui. Un triomphe qui ne doit rien au hasard, mais beaucoup au talent de la bête noire de Broadway, le *deus ex machina* de la comédie musicale, l'Ecosais (horreur... dit-on sur la 42<sup>e</sup> Rue) Cameron Mackintosh. En vingt ans, il est devenu le producteur le plus important de ce monde totalement singulier.

Les *Misérables* sont l'une des deux cents productions réalisées à ce jour par cet homme pourtant très jeune — il a aujourd'hui quarante-cinq ans. Entré en théâtre au poste de balayeur au milieu des années 60, Cameron Mackintosh est le producteur des comédies musicales les plus jouées — et les plus applaudies : *The Phantom of the Opera*, *Cats*, les *Miz* et *Miss Saigon*... Homme à tout faire de ses spectacles, il rend Broadway crazy de jalousie.

Ne dites pas à vos amis que vous allez interviewer le producteur des *Misérables*, car tous vous demanderont de lui poser la seule question qu'il ne supporte pas : « Vous devez avoir gagné beaucoup d'argent ? ». On se moque de son âge, de son courage, de son talent, de son passé, et on se dit qu'un homme d'une quarantaine productions sont à l'affiche en même temps cette année, dans le monde entier, ne doit plus savoir que faire de son argent, et, plus grave, de son temps et de sa vie.

C'est pourtant un homme totalement disponible, que l'on rencontre à Paris, dans son bureau ouvert sur une rue chic de la capitale, la veille de la générale des *Miz*, à Mogador. Poignée de main engageante, regard droit, parole facile. Tout, autour, s'agite. Pas lui. Confiance totale en son équipe, en ses spectacles, en son étoile.

« Quand j'ai commencé, j'avais seulement huit ans. On m'a emmené à une matinée d'une comédie musicale de Julian Slade appelée Salad Days. C'est à ce

*moment précis que j'ai décidé de devenir producteur de comédies musicales quand je serais grand. Plus tard, je me suis toujours arrangé pour voir le maximum de spectacles. J'achetais tous les journaux, tous les magazines ayant trait au théâtre. Je lisais tout, j'étais un véritable drogué des planches.»*

Cameron Mackintosh a quitté l'école à dix-huit ans et passé un an dans une école d'art dramatique de Londres. « Il *o fallu que je la quitte pour trouver du boulot*. Comme j'avais unné tous mes proches en leur disant que je serais producteur, il fallait que je trouve un boulot dans un théâtre. J'ai donc été embauché comme balayeur au Royal Theatre, sur Drury Lane, à Londres. En 1965. » C'est au Royal Theater, vingt ans plus tard, que seront créés les Mfz.

Peu à peu, il est devenu chef de plateau, puis acteur, pendant un an, dans *Oliver*, lors d'une tournée anglaise. « Plus tard, je suis devenu stage manager de deux autres spectacles, fait des rencontres qui m'ont permis d'entrer dans le monde de la direction des théâtres ».

« Je n'avais pas d'argent, ma famille n'avait pas d'argent. Mais, quand j'ai commencé, il était possible de produire une pièce pour 2 500 francs... Mes partenaires et moi trouvions des petites sommes ça et là. Avant les ordinateurs, il était beaucoup plus facile d'obtenir du crédit. » Un de ses amis, directeur et acteur d'une compagnie indépendante, lui apprend « beaucoup de bonnes et de mauvaises choses ». « Mais il m'a surtout appris à survivre. » A vingt et un ans, Mackintosh produit sa première comédie musicale à Londres : *Cole Porter's Anything Goes*. Une catastrophe. Arrêt au bout de deux semaines. Il fait très vite une autre pièce avec l'aide d'un copain boulanger qui lui donne 10 000 francs, adaptation scénique du feuilleton *Mrs Dale's Diary* qui durait depuis vingt-cinq ans à la radio britannique et que tout le monde connaissait. Désastre encore plus grand. Personne ne l'a vu. Mackintosh accumule les dettes.

**OLIVIER SCHMITT**  
*Lire la suite page 30.*

**MUSIQUE** 33  
Une trilogie Satie-  
Poulenc-Ravel au Châtelet

**DISQUES** 39  
Le renouveau des ballets  
et percussions de Guinée

**ARTS** 40  
Rencontre avec le conservateur  
Guy Tosatto

Lire pages 34 à 38 la sélection des rendez-  
vous de la semaine.

# IMMENSE

BEETHOVEN, HARNONCOURT  
LES 9 SYMPHONIES

STEREO

STEREO

10

**BEETHOVEN  
LES 9 SYMPHONIES**  
The Chamber Orchestra of Europe  
**NIKOLAUS HARNONCOURT**

  
**TELDEC**



هكذا من الأفضل



## COMÉDIE MUSICALE

RENCONTRE AVEC LE COMPOSITEUR ET LIBRETTISTE STEPHEN SONDHEIM

## Ne laissez pas votre intelligence au vestiaire



Stephen Sondheim.

Après trente-cinq ans de carrière, l'auteur-compositeur Stephen Sondheim est considéré comme le roi de la comédie musicale américaine, reprenant le sceptre tenu, suivant les époques, par Cole Porter, Irving Berlin ou le tandem Rodgers et Hammerstein. Librettiste de *West Side Story* à vingt-cinq ans, as du puzzle, cruciverbiste virtuose, Sondheim a fait comédie musicale de sujets souvent arides, ambitieux et multiplié les succès.

LES Français connaissent Stephen Sondheim par le cinéma, grâce au *Forum en folie* de Richard Lester, à *Gypsy* de Mervyn LeRoy, avec Natalie Wood, et surtout grâce à *West Side Story* dont il écrit les paroles sur une musique de Leonard Bernstein et qui lui valut le prix Pulitzer. Peu se souvenant qu'il a également composé la musique du *Stavisky* d'Alain Resnais. Aucun spectacle de Sondheim n'a été présenté en France. Il était question que l'Opéra-Comique monte, au printemps, *Sunday in the Park with George*, avec Ute Lemper et Lambert Wilson (qui chante en ce moment Sondheim et la comédie musicale américaine en tournée française). Malheureusement, le projet vient d'être abandonné.

« Les œuvres qui s'exportent le mieux, explique Stephen Sondheim dans le salon de son hôtel particulier de New-York (il a Katharine Hepburn pour voisine), sont celles qui ont déjà acquis une réputation internationale (Cabaret) ou qui ne reposent pas sur le langage (Cats). Pour ma part, j'ai toujours été très sensible à la langue. Jadis, j'étais jeune, j'avais besoin d'argent, on m'a demandé de traduire Mahogany, de Brecht et Weill. Depuis, qu'il s'agisse de « lyrics » littéraires ou argotiques, les spectacles que j'ai conçus ou auxquels j'ai collaboré reposent sur le jeu de mots, le plaisir ludique de la rime inattendue et la dextérité verbale. Ils sont d'autant plus délicats à transposer. Le langage, sur scène, repose sur la résonance, sur son pouvoir d'évocation — qui varie d'une langue à l'autre. »

La révolution du « musical » américain est amorcée au milieu des années 30 par *Shaw Boat* de Jerome Kern et Oscar Hammerstein II, qui traitait de mariage raté et des liaisons interraciales. Elle se prolonge en 1943 par *Oklahoma!* de Richard Rodgers et du même Hammerstein. Pour la première fois, les chansons permettent aux personnages d'exprimer directement leurs motivations et leurs sentiments; les ballets ne sont pas posés là uniquement pour divertir mais font avancer l'action ou détaillent plus avant la psychologie du personnage.

Lorsque, après le divorce de ses parents, le jeune Sondheim, né à New-York, s'installe en Pennsylvanie avec sa mère, il a pour voisin et meilleur ami le fils d'Oscar Hammerstein II — dnat Sondheim devient quasiment le fils adoptif. Il écrit au lycée sa première comédie musicale, *Par George!* et le présente à Hammerstein. Celui-ci lui répond froidement : « C'est le pire musical que j'aie jamais entendu. » Mais en ajoutant cependant : « Ce qui ne veut pas dire qu'il manque de talent. »

Partant de la première indication de scène, Hammerstein passe au peigne fin chaque chanson, chaque scène, chaque réplique. « J'ai appris en un après-midi l'essence de trente ans d'expérience, dit Sondheim. Comment bâtir une chanson comme une pièce en un acte, l'importance de la simplicité, de chaque mot, du contenu. Comment introduire un personnage dans l'action, comment le développer, par la musique aussi bien que par les paroles. »

Par la suite, curieusement, avec l'avènement de Leonard Bernstein et de chorégraphes tels que Jerome Robbins ou Michael Bennett, Sondheim se détachera de

Rodgers et Hammerstein. Ils incarneront désormais la « tradition ». « En fait, commente Sondheim, échaudés par l'échec d'*Allegro*, un autre musical d'avant-garde dont ils étaient les auteurs, Rodgers et Hammerstein ont enchaîné avec *South Pacific* puis le Roi et Moi. Ce furent deux triomphes, à partir de quoi ils ont toujours refait le même musical sous différents déguisements. »

L'autre influence majeure de Sondheim est celle de la musique classique. Elève du compositeur Milton Babbitt, Sondheim apprend « une grammaire » : « Une fugue de Bach peut partir de quatre notes très simples mais il en étudie toutes les combinaisons possibles, toutes les implications musicales, thématiques, chromatiques. » Aujourd'hui encore, Sondheim n'écoute que de la musique classique, de Ravel à Poulenc en passant par Brahms.

« Une œuvre de Sondheim est le seul type de musical où il est souhaitable de ne pas laisser son intelligence au vestiaire », déclarait récemment un de ses metteurs en scène au *New York Times*. L'aisance avec laquelle Sondheim jongle avec les mots et les idées est légendaire — elle trouve peut-être sa source dans son amour pour les puzzles, dont il est un avertis collectionneur. Il a élaboré des grilles de mots croisés pour le *New York Times* et le *Times* de Londres, il est fasciné par le latin, il a des dictionnaires pour livres de chevet — il aurait, dit-on, inspiré au dramaturge Anthony Shaffer l'un des deux personnages du *Limier*.

Il affirme pourtant que, ayant toujours travaillé avec des auteurs dramatiques, les personnages viennent pour lui avant toute autre chose. « Vous me demandez d'écrire tout de suite une chanson d'amour, j'aurais du mal. Mais demandez-moi d'écrire une chanson sur une femme en robe rouge qui se rend dans un bar, boit cinq Martini et tombe de son tabouret, ça m'est beaucoup plus facile. Ma liberté vient des contraintes qui me sont imposées. »

Il prend pour exemple sa chanson la plus célèbre, *Send in the Clowns*, extraite de *Little Night Music*, inspirée par les *Sourires d'une nuit d'été* d'Ingmar Bergman. La chanson se situe au cours d'une scène entre Désirée, Arnfeldt, actrice, et son amant, Fredrik Egerman. « Désirée est une femme épanouie, pleine de charme, désirable. Mais elle ne serait pas nécessairement interprétée par quelqu'un qui saurait chanter. Là-dessus, Glynis Jones est engagée. Elle a une voix très douce, elle peut chanter, mais sur le souffle, avec une tessiture assez étroite. En répétitions, il est vite devenu évident qu'il émanait d'elle une force émotionnelle de désillusion... Et j'ai écrit la chanson pratiquement en une nuit pour sa voix. Elle ne peut pas tenir une note, les phrases sont donc courtes... C'est pourquoi tant de

chansons dans l'histoire de la comédie musicale sont écrites pendant la tournée de rodage. Vous voyez les acteurs à l'œuvre, vous savez donc exactement quoi écrire. *Send in the Clowns* n'est pas écrit pour Désirée, mais pour Glynis Jones. Je dis souvent en plaisantant que j'aimerais écrire la musique et les paroles d'un spectacle après que les acteurs auraient été choisis. Et ce serait l'idéal. Shakespeare écrivait pour une troupe. Brecht aussi. »

Tout est théâtre musical pour Sondheim : un film de Bergman d'inn, une comédie de Plaute (*le Forum en folie*), une autre d'Aristophane (*The Frogs*), le grand-guignol (*Sweeney Todd*), le kabuki (*Pacific Overtures*) ou un livre de Bruno Bettelheim, *The Uses of Enchantment*. Dans *Intim the Woods*, Sondheim imagine en effet que Cendrillon, le Petit Chaperon rouge et Jack et son Haricot géant vivent leurs aventures respectives le même jour dans la même forêt. Une anecdote suffit à déclencher l'écriture d'un spectacle : un groupe de Ziegfeld Girls vieillissantes se réunissent dans leur ancien théâtre au bord de la démolition, pour enterer leur gloire et leurs rivalités passées; Sondheim en fait une métaphore sur l'érosion de l'innocence et de l'optimisme américains : *Follies*. Un barbier de Fleet Street veut venger le viol de sa femme, égorgé ses clients et en obde les cadavres à sa cuisinière de voisine qui, astucieusement capitaliste, en fait des vols-au-vent : *Sweeney Todd*. Les négociations pour l'ouverture commerciale du Japon sur l'Occident : *Pacific Overtures*. La faillite du mariage : *Company*. La rencontre imaginaire de huit assassins de présidents américains : *Assassins*, dernier succès en date à Broadway...

*Sunday in the Park with George* fut inspiré par un tableau, *Un dimanche après-midi à la Grande Jatte* de Georges Seurat. « Je disais un jour à James Lapine que le tableau de Seurat ressemblait à un décor de théâtre. As-tu remarqué, me demande-t-il, qu'aucun des personnages ne regarde un autre? Ce pourrait être une farce à la Feydeau : maris trompeurs, maris trompés. » Moi : « Ce serait amusant en tout cas d'imaginer ce que font tous ces gens-là dans ce parc à ce moment-là. » Un temps de silence, puis James murmure : « Sais-tu qui manque? Le peintre lui-même. » Il avait à peine fini sa phrase : déclic. Je savais ce qu'il allait être *Sunday* : l'histoire d'un homme qui contrôle le paysage, au sens métaphorique du terme. Le paysage, son paysage. Intérieur. Le rapport entre un homme et les personnages de sa vie, le rapport entre un artiste et son art. »

Il n'est pas impossible que *Sunday in the Park with George* soit — métaphoriquement — autobiographique.

HENRI BÉHAR

## Quand le théâtre chante

Suite de la page 29

« Ma banque, qui savait que j'étais complètement raide, sur le point d'être radié du Syndicat des producteurs, m'a donné 5 000 francs pour payer les acteurs et la chance de me refaire. J'ai arrêté la production pendant dix-huit mois et suis devenu responsable de la promotion de Hair, au début des années 70, pour la tournée britannique. » Mackintosh fait ses adieux à la troupe de Hair qui l'adorait dans la fameuse scène de nu de la fin du premier acte avant de retrouver son métier d'élection. Il produit des pièces d'Alan Ayckbourn, Simon Gray, à Londres et en tournée, et trouve comme ça les moyens de vivre à nouveau. « chichement, mais normalement ». En 1972, il produit sa première comédie musicale à Londres, *Trelawney*, qui connaît un succès respectable pendant neuf mois. En 1973 vient *The Card*, une autre comédie musicale, qui a moins de succès. Il a décidé de la faire réécrire et de la remonter en novembre 1992 dans le West End.

Pour gagner un peu d'argent, il produit la reprise et la tournée de *Godspell* pendant cinq ans au moins. « Jusqu'à 1980, j'ai eu un appartement à 5 livres la semaine. J'ai toujours su qu'on pouvait survivre avec 100 livres par semaine et un téléphone. Si j'avais eu plus de besoins, je me serais certainement ruiné. Toutes les dettes du passé me poursuivaient. »

Mais, en 1976, premier réel succès : *Side by Side by Sondheim*, un pot-pourri de toutes les plus grandes chansons de l'auteur-compositeur le plus inventif de Broadway (lire l'entretien ci-dessus). Succès dans le monde entier. « La production avait coûté 60 000 francs et a fait des millions de profits. J'ai enfin pu payer la plupart de mes dettes. A partir de là, les gens ont commencé à croire que je serais un producteur qui dure. J'ai fait ensuite le revival d'*Oliver*, en 1977, un succès énorme. Avec lui, l'Art Council de Grande-Bretagne m'a demandé de faire une tournée pour faire revivre les théâtres de deux mille cinq cents places dans les villes de province. Pendant quatre ans, Oliver, My Fair Lady et *Oklahoma!* — tous trois entièrement recréés — ont connu un succès immense. »

A ce moment de son histoire, il reçoit l'appel d'Andrew Lloyd Webber. Il avait besoin d'un producteur. Très vite, ils deviennent amis, Webber est l'auteur de *Jesus Christ Superstar* et *Evita*. Tous les deux sont des obsédés de la

comédie musicale. D'un seul déjeuner, en janvier 1980, naissent *Cats*, des chansons et des chorégraphies et aussi *Phantom of the Opera*. *Cats* est le catalyseur de la carrière de Cameron Mackintosh. « Tout le monde l'avait refusé. Quand Andrew me l'a proposé, ce n'était pas un spectacle, juste quelques très beaux poèmes et quelques très belles musiques. Je lui ai fait rencontrer Trevor Nunn, dont j'avais aimé de nombreuses mises en scène à la Royal Shakespeare Company (RSC). On a eu de terribles difficultés à trouver de l'argent pour une comédie présentant des chats dans des poèmes sous la direction d'un homme de la RSC : cela ressemblait sur le papier à la plus prétentieuse soirée de théâtre jamais imaginée. C'est devenu un triomphe. »

Plus de dettes chez Mackintosh. Aujourd'hui, il reconnaît qu'il gagne « des millions et des millions et des millions de dollars chaque semaine ». « J'ai quarante productions en ce moment à l'affiche dans le monde, dit-il. Par exemple, Miss Saigon, la deuxième comédie musicale de Schönberg et Boublil à l'affiche à Londres, rapporte 300 000 livres par semaine au box-office et coûte 200 000 livres. » Selon un tableau récemment publié par le *Times*, sa société valait environ 65 millions de francs en 1990. Par-dessus tout, le succès de *Cats* lui a donné les moyens de s'attaquer aux *Misérables*, qu'il avait découverts en 1982 par l'album original. Il consacre trois années entières au montage du spectacle. « La qualité première d'un producteur de comédie musicale est sa capacité à trouver un argument de départ, à travailler avec les auteurs et à leur amener les meilleurs collaborateurs possibles afin que leur inspiration trouve sur la scène la meilleure traduction. »

Mackintosh reçoit deux cents projets de comédies musicales chaque année. Au moins. Il dit les écouter tous. A la lecture d'une page ou deux, à l'écoute d'un air ou deux, il dit qu'il sait si ça vaut le coup de continuer à lire ou à écouter, ou pas. « Il y a très peu de gens qui sont capables d'écrire une comédie musicale. La force de quelqu'un comme Claude-Michel Schönberg, qui venait du monde de la variété, est qu'il écrit une musique essentiellement théâtrale, il peint des images. La musique des *Misérables* a autant de succès parce qu'elle véhicule l'émotion du livre de Hugo. La chose la plus importante dans une comédie musicale est ses racines profondes dans la théâtralité. Les grands airs ne font pas les grands succès. Dans le monde entier, il

n'y a qu'une douzaine d'équipes qui ont reçu le don d'écrire une comédie musicale. » Avec l'aide de l'université et de la municipalité d'Oxford, Cameron Mackintosh a construit, dans le cadre de sa fondation, un studio-théâtre au collège Sainte-Catherine, où il est professeur de théâtre musical contemporain. Pour la première année de cours, Stephen Sondheim a été professeur invité; cette année, c'est Ian McCulloch, et l'année prochaine, Alan Ayckbourn.

Dans ce théâtre, cinq comédies musicales ont été présentées depuis le début de cette année. Le prochain spectacle que Mackintosh produira à Londres, *Moby Dick*, a été essayé à Oxford. « Il est écrit par de nouveaux venus. Les seules personnalités connues avec lesquelles j'ai travaillé sont Stephen Sondheim et Andrew Lloyd Webber. Toutes les autres comédies musicales originales que j'ai faites étaient signées par des gens dont c'était le premier travail. »

Cameron Mackintosh intervient totalement dans le travail des auteurs. Après *The Card*, *Trelawney*, toutes les tournées, il était sûr de son goût pour le genre. « Mais je ne comprenais pas encore à fond la construction d'une comédie musicale. Le rythme d'une comédie musicale est quelque chose qui ne change jamais. Il faut comprendre cela pour, plus tard, pouvoir casser les lois et faire un pas avant. Les trois spectacles de mes « débuts » — *Oliver*, *My Fair Lady* et *Oklahoma!* — étaient les meilleurs, des monuments de construction de la comédie musicale. J'ai tout appris avec eux. »

Dans tous ses spectacles, Cameron Mackintosh pioche, creuse, éplaque, déplace... « Je n'ai pas toujours raison. Quelquefois je dis que ça ou ça est mauvais : j'ai tort. Ce n'est pas le passage que j'incrimine qui est mauvais, mais quelque chose d'autre, juste avant ou juste après, qui empêche l'intention première de se réaliser. Je suis ce qu'on pourrait appeler la mouche du coche. » Cela vaut aussi pour le plateau, dont Mackintosh ne s'éloigne jamais longtemps. Et où il porte une attention particulière aux décors. Si on lui dit que ceux des *Misérables* sont d'une facture très classique, il s'insurge : « Dans tous mes spectacles, ils conduisent l'action et sont aussi importants que la baguette du chef d'orchestre. Je peux vous garantir qu'ils seront toujours efficaces dans cinquante ans. Mes décors ne sont pas à la mode. Certes, ils ne ressemblent pas à une galerie d'art contemporain. Mais les grands décors, comme les grandes orchestrations, doivent durer tou-



Cameron Mackintosh.

jours. » La version française des *Misérables*, entièrement revue par l'équipe de la création à tous les postes, est la version définitive dont le producteur avait rêvé. Elle sera la base du script du film, dont le tournage devrait commencer en février prochain sous la direction de Bruce Beresford (budget : 50 millions de dollars). « Si les *Misérables* sont la comédie musicale en passe d'être la plus populaire de tous les temps — je crois désormais qu'ils vont dépasser *My Fair Lady*, — c'est parce que la poésie, l'humanisme de Hugo sont toujours aussi forts et concernent tout le monde. Mais c'est aussi parce que le travail de l'équipe a continué, parce que partout dans le monde nous avons présenté la meilleure version possible au plus haut niveau d'exigence. Je veux que, sept jours sur sept, le spectacle soit le meilleur possible. »

Il n'y a pas un théâtre où les *Misérables* ne sont pas salués par une standing ovation. Comme *Cats*, les *Misérables* ont été en Grande-Bretagne un formidable moteur de développement des talents particuliers que demande la comédie musicale. « Mon souhait le plus cher est qu'il en aille de même en France », dit l'Ecossais, qui ne voit pas là s'ouvrir un marché nouveau, mais s'élargir la scène d'un genre pour lequel il a donné sa vie.

OLIVIER SCHMITT

هنا من النقص



## COMÉDIE MUSICALE

ENTRETIEN AVEC LE CHORÉGRAPHE AMÉRICAIN JEROME ROBBINS

# Le grand air de la perfection

Jerome Robbins est l'un des chorégraphes américains les plus doués et les plus prolifiques de l'après-guerre. Il est à Paris pour les répétitions d'une soirée que lui dédie l'Opéra Garnier, tandis que le Châtelet affiche les représentations prochaines de son plus grand succès, *West Side Story*, dont il n'aura pas le temps de superviser la reprise. Bien que Robbins ne soit pas vraiment friand d'interviews, nous avons voulu écouter sa voix.

« N'en avez-vous pas un peu assez de *West Side Story*, qui est représenté sans interruption depuis trente-quatre ans ? »

« J'en ai eu assez de ce spectacle pour moi de le revoir, d'entendre les mêmes mots. Quand je faisais passer des auditions, dès la première phrase : « Por favor, Anita, make the neck a little lower ? » - cela me semblait une imitation du film... Je ne connais pas la production qui vient au Châtelet et je n'aurai pas le temps d'en voir les répétitions, je suis déjà en retard à l'Opéra. Je fais confiance à Alan Johnson, qui dansait dans la production originale en 1957 et qui a déjà plusieurs fois remonté ce spectacle à travers le monde. J'espère qu'il lui infusera un sang neuf ! »

« Comment expliquez-vous l'exceptionnelle longévité de cette œuvre, dans un monde qui change ? »

« Elle est basée sur une histoire, celle de Roméo et Juliette, bien plus ancienne encore ! Je ne fais pas de théorie, je m'explique rien. Mais le monde, malheureusement, ne change pas. Il y a toujours des guerres, des bagarres entre sectes, clans, races. Ici vous avez des problèmes avec les immigrés d'Afrique du Nord, il y a de semblables partout. Le message de *West Side Story* - il n'est pas bon d'entretenir la haine - figure déjà dans le prologue de la pièce de Shakespeare. »

« Quel regard jetez-vous aujourd'hui sur *West Side Story* ? »

« Je suis très fier du travail que nous avons fait, mes collaborateurs et moi : ça tient encore debout. Lorsque j'en ai remonté une suite de danses pour mon show à Broadway, il y a deux ans, elles m'ont paru bonnes... »

« Pourquoi, après *Fiddler on the Roof* en 1964, avez-vous abandonné Broadway pour vingt-cinq ans ? »

« Parce que je voulais faire mon propre travail, seul, dans un studio avec mes danseurs et avec Chopin, Debussy ou Phil Glass. Ne plus collaborer avec un librettiste, aussi bon soit-il, mais raconter mes propres histoires. Ne plus faire de concessions ni subir les pressions en tout genre du show-biz, celles du temps, celles de l'argent. Je n'ai jamais senti des pressions aussi intenses dans le ballet, où l'on prend le temps qu'on veut, où votre carrière ne dépend pas du succès ou de l'échec d'une seule pièce... »

« Et cette carrière a duré vingt-cinq ans ? »

« Le temps passe si vite ! »

« Broadway continuait de vous solliciter ? »

« Oui, j'ai reçu beaucoup de propositions, mais j'y ai vu bien peu de spectacles que j'ai regretté de ne pas avoir fait. La comédie musicale a beaucoup changé. J'ai eu la chance de travailler à l'époque où l'on pouvait réunir tant de gens merveilleux - il y en a encore quelques-uns, comme Stephen Sondheim, mais... Quand j'ai entrepris *West Side Story*, j'ai demandé à mes collaborateurs : « Pourquoi ne pourrions-nous pas travailler à Broadway de la même façon approfondie que dans nos domaines respectifs ? », c'est-à-dire Leonard Bernstein avec de grands orchestres symphoniques, Arthur Laurents au théâtre, moi dans le ballet. C'était le but : rassembler les meilleurs et travailler aussi sérieusement que dans le « classique ». »

« C'était un âge d'or aujourd'hui révolu ? »

« Celui-là, oui. »

« Votre *Jerome Robbins's Broadway*, il y a deux ans, était-il un adieu nostalgique ? Ou pensez-vous revenir un jour à la comédie musicale ? »

« Qui sait ? La dernière fois que j'ai dansé sur scène, vers 1952 je crois, je ne me doutais pas que c'était la dernière. Tout peut arriver. Mais ce show n'était pas nostalgique : j'avais aimé tout le travail que j'ai fait à Broadway pendant vingt ans, je regrettais sa disparition (à l'époque la vidéo n'existait pas, et seuls *West Side Story* et *The King and I* ont été filmés). J'ai souhaité en reprendre les meilleurs morceaux et voir s'ils fonctionnaient encore... »

« Vous êtes ce position de choisir les collaborateurs que vous désirez, un nouveau Bernstein par exemple... »

« Si j'ai une idée, je le ferai. »

« Pouvez-vous comparer votre travail de chorégraphe dans la comédie musicale et dans le ballet ? »

« C'est comme vous, lorsque vous écrivez un livre ou un article, on s'entend : vous le faites avec la même honnêteté, mais les médias déterminent certaines règles, certaines formes. Je ne travaille pas différemment dans ces deux domaines, mais, par exemple, un ballet peut être très court ou très long, alors que les numéros dansés dans les comédies musicales doivent être resserrés. »

« Le ballet et la comédie musicale se sont-ils mutuellement enrichis, dans votre œuvre ? »

« Bien sûr ! Chaque show que je monte m'apprend quelque chose de différent. J'effectue une longue préparation, je lis beaucoup, je regarde des photos, j'étudie les danses du pays ou de l'époque concernées : die les danses du pays ou de l'époque concernées : pour *High Button Shoes*, c'étaient des danses de 1912, pour d'autres shows des danses de 1920 ou 1935. Et tout cela passe un jour ou l'autre dans mes ballets : je suis une seule et même personne ! Le travail que j'ai fait pour *The King and I* a nourri *The Cage*, celui de *Look, Ma, I'm Dancin'!* m'a aidé pour *The Concert...* »

« Lorsque vous remontez un ballet, par exemple en ce moment *Dances at a Gathering*, pour d'autres danseurs que les créateurs, changez-vous des détails dans la chorégraphie ? »

« Un peu, car j'ai affaire à d'autres corps, à d'autres personnalités, mais rien d'essentiel. Ce n'est que la deuxième fois que je monte *Dances at a Gathering* ailleurs qu'au New York City Ballet (la première fois, c'était au Royal Ballet de Londres) : ce ballet m'est particulièrement cher, il exige de très grands talents, dix étoiles ou premiers danseurs... J'aime beaucoup la troupe de l'Opéra, il y a toujours des jeunes formidables qui sortent du rang. »

« Mais les conditions de travail à l'Opéra sont notablement différentes... »



« Glass Pieces », par le New York City Ballet à l'Opéra Garnier.

« Il est merveilleux de travailler avec ces danseurs, très difficile de travailler avec cette organisation. J'étais censé venir monter *Dances at a Gathering* il y a deux ans : je n'ai pas eu les deux semaines de répétitions supplémentaires dont j'avais besoin, je n'ai pas pu voir la troupe entière pour choisir mes danseurs, on m'a donné les deux mêmes pendant quinze jours... Cette fois, il a fallu cent quatre semaines de négociations pour obtenir sept semaines de répétitions. Les envois de fax ont dû coûter plus cher que les décors ! »

« Votre perfectionnisme est légendaire : comment vous-même le définissez-vous ? »

« Je suis comme un musicien qui ne veut pas cotendre de fausse note : il faut jouer ce qui est écrit. J'aime être perfectionniste, c'est sans doute pour cela que mon travail est bon... La vie n'est pas parfaite. Il faut que l'art soit idéal. »

« Qu'exigez-vous en premier lieu des danseurs, dans le ballet ou dans la comédie musicale ? »

« L'honnêteté. La dévotion à l'ouvrage, pas à leur propre personnalité. Un engagement complet dans le monde du ballet que je suis en train de créer, quel qu'il soit... »

« Dans une carrière jalonnée de tant de succès, avez-vous connu des « flops » ? »

« Oui ! Lors de ma première apparition de danseur classique avec une partenaire, moo premier critique a écrit que j'étais beaucoup plus gêné qu'aidé cette danseuse. Et moo tout premier essai chorégraphique, dans un night-club, n'a connu qu'une seule représentation... »

« Maurice Béjart dit qu'il interdira que ses ballets soient dansés après sa mort. Allez-vous en faire autant ? »

« Je ne veux pas brûler mes toiles ! »

« Une toile reste telle qu'elle a été peinte... »

« ... Non, regardez les Michel-Ange à la chapelle Sixtine ! »

« ... Un ballet se transforme... »

« ... C'est vrai, nous sommes fort loin de la *Giselle* originale, du *Lac des cygnes* original, etc. ; j'ai vu de nombreuses versions des *Sylphides*, dites « de Fokine ». Et mes propres ballets évoluent déjà de moo vivant... »

« Vous qui êtes si exigeant, vous acceptez l'idée qu'on vole dans treize ou quarante ans, sous votre nom, des ballets qui ne ressemblent plus aux vôtres ? »

« Qu'y puis-je ? Du ciel ou de l'enfer, je ferai des grimaces... »

« Qu'est-ce qui vous rend heureux, aujourd'hui ? »

« Travailler. Comme depuis toujours. Mais j'aime aussi être à Paris, voyager, voir mes amis, aller dans les musées, bien manger... Et mes deux chiens. »

« Je voudrais revenir sur cette question des œuvres après ma mort. J'espère que mes ballets sont assez bons pour apporter du bonheur à la postérité, lui enseigner quelques petites choses sur notre vie actuelle, lui faire mieux comprendre les relations humaines. Bref, j'espère laisser une trace sur cette terre (grand rire) ! »

Propos recueillis par SYLVIE DE NUSSAC

(Traduit en collaboration avec Marie-Thérèse Weal)



## Entrez dans la légende !

Le regard (noisette) le plus profond du monde, et le couler de barbe (neige) le mieux taillé, Jerome Robbins, soixante-trois ans le 11 octobre dernier, est entré depuis longtemps dans l'histoire et le légende du spectacle : pour être le seul à avoir créé à un tel niveau - celui, tout simplement, du génie - et avec un tel bonheur, dans deux domaines parallèles qui ne se rencontrent presque jamais, celui de la comédie musicale et celui du ballet. Il se refuse, en tant que créateur, à les séparer : son premier ballet, *Fancy Free*, en 1944, n'a-t-il pas engendré, la même année, son premier show à Broadway, *On the Town* ? Combien en a-t-il signé depuis ? Il ne sait pas : les biographies avancent le chiffre d'une vingtaine de musicales, d'une soixantaine de ballets. Là dessus, une proportion tout à fait anormale de chefs-d'œuvre, dont aucun ne ressemble à un autre. A gauche, *Billion Dollars Baby*, *High Button Shoes*, *The King and I*, *Peter Pan*, *West Side Story* (qui, depuis 1957, n'a jamais quitté l'affiche, ici ou là dans le monde), *Gipsy*, *Funny Girl*, *Fiddler on the Roof* (à droite), *The Cage*, *Afternoon of the Faun*, *The Concert*, *Movs*, *Les Noceux*, *Dances at a Gathering*, *In the Night*, *Goldberg Variations*, *Glass Pieces...* et *Ives Songs*, le dernier en date (1988). On pouvait prendre la mesure de cette riche fécondité en quelques jours et à quelques rues de distance, à New-York, au printemps 1990. L'Imperial Theater, sur la 42<sup>e</sup> Rue, présentait (depuis février 1989) *Jerome Robbins' Broadway*, une

étonnante anthologie de ses hits sur vingt ans de comédies musicales. Et le State Theater du Lincoln Center offrait un Festival-Robbins - vingt-sept ballets en quinze jours - monté par le New York City Ballet avec lequel « Jerry », invité par Balanchine dès 1948, vit depuis une lune de miel traversée de rares éclipses. Paris, un peu moins chanceux, verra tout de même *West Side Story* au Châtelet (du 12 novembre au 26 janvier) et une Soirée Robbins au Palais Garnier (du 16 novembre au 1<sup>er</sup> décembre) comprenant *Dances at a Gathering*, *En Sol* et *Glass Pieces*.

Dire que le petit Rabinowitz, né à New-York dans une famille de Russes juifs émigrés (son père tenait une boutique de délicatessen), voulait être chimiste ! Dieu merci, il était nul en math et renonça vite. Etudia toutes sortes de danses : classique, moderne, espagnole, orientale ; plus l'art dramatique, le violon, le piano. Débuta professionnellement (après quelques spectacles d'été en amateur) à la fois comme acteur - une seule réplique : « Yes, papa » - et comme danseur au Yiddish Art Theater en 1937. Et, l'année suivante, comme choriste à Broadway. On connaît la suite. « Si vous avez le privilège d'être l'un de ses interprètes, dit Soudra Lee, la première Tiger Lily de *Peter Pan*, vous entendrez le son divin d'une voix unique. Il vous dira des choses que vous n'avez jamais entendues avant. »

S. de N.



## COMÉDIE MUSICALE

LES LEVIERS DE LA PROMOTION DES GROSSES PRODUCTIONS

## La stratégie du grand spectacle

Promouvoir les spectacles chers est une entreprise coûteuse et risquée. Si le bouche à oreille n'a pas de prix, on peut essayer de le susciter par la publicité – affichage, murs peints, encarts, – le marketing et une politique serrée du prix des places. Paris n'ayant jamais affiché autant de « grands spectacles » que cet automne, une poignée de producteurs s'affrontent pour séduire une « cible » de base qu'ils évaluent à 300 000 personnes. Enquête sur le front du big business.

DANS l'entourage de Robert Hossein, on regarde avec une apparente et sans doute réelle sérénité la promotion des *Misérables* – budget de 7 millions de francs pour la publicité de départ. Hossein paraît cependant éprouver quelque amertume puisque c'est lui qui, en 1980 au Palais des sports – où il avait attiré 445 182 spectateurs – a le premier eu l'idée de faire adapter le roman-fléuve de Victor Hugo. Un roman légendaire : le nombre de ses lecteurs n'est peut-être pas si élevé, mais tout le monde connaît au moins les noms – devenus emblématiques – des principaux personnages, Cosette, Gavroche, les infâmes Thénardiens.

Puisque la législation française ne reconnaît pas de droit de suite aux metteurs en scène, Robert Hossein, qui n'avait pas cédé l'adaptation, n'a donc légalement aucun droit sur la version anglaise qui, en v.o. ou traduite, se joue partout dans le monde – huit troupes parcourent les continents en ce moment même. Il ne peut même pas exiger que son nom soit mentionné sur les affiches et le programme. Chez les Anglo-Saxons, au contraire, le premier metteur en scène d'un spectacle et tous ses producteurs doivent être nommés. Ils touchent des pourcentages sur l'ensemble des représentations. Lorsque ce spectacle est repris dans plusieurs pays, les intermédiaires se multiplient, et le coût devient exorbitant.

Mais finalement Robert Hossein n'a pas à s'angoïser. Depuis sa première expérience au Palais des sports avec le *Cultrassé Potemkine*, en 1975 – pour lequel des macams publicitaires étaient distribués à la Fête de l'Humain – on constate un phénomène de fidélité. Ses productions sont attendues comme on attend un effet de nature – le soleil en été, la pluie en automne. Seul a connu un moindre succès *Dans la nuit la liberté*, de Frédéric Dard, spectacle sur la Résistance, parce qu'une partie du public hosseinien ne tenait pas à se souvenir de cette époque, et qu'une autre, au contraire, pensait que les maquisards n'étaient pas, selon elle, assez glorifiés. Ainsi que *Jules César*, parce que Shakespeare a déconcerté des spectateurs qui ne viennent pas là tout à fait pour du théâtre, mais pour Hossein, pour sa façon de s'adresser à eux, de leur parler comme à des amis de toujours, d'instaurer une « interactivité » factice mais excitante – comme de se faire désigner comme juré pour l'affaire du courrier de Lyon.

Il faut dire qu'entre ce *Churrier de Lyon*, *Potemkine*, *Danton* et *Robespierre* (et la seconde version : *la Liberté au mur*), les *Misérables* et *Un homme nommé Jésus*, l'une des plus « grosses » affichées de cette rentrée théâtrale (première version de *Jésus était son nom*), Robert Hossein a toujours su choisir des titres et des personnages mythiques. Il faut dire encore que l'argent allant à l'argent, les producteurs n'hésitent pas à réserver un budget de 8 millions pour la publicité de *Jésus était son nom*. L'organisation promotionnelle a commencé auprès des collectivités dès novembre 1990, et sa progression a été chronométrée au jour près.

La promotion des *Misérables* a commencé, elle, en avril 1991, avec l'invitation à Londres – pour y voir la version anglaise du spectacle – de quelques journalistes, des responsables des principales associations qui servent de relais avec les collectivités. Et naturellement, à Paris, c'est un rite solidement ancré, que tous observent : la réunion entre les responsables des collectivités et ceux du spectacle. Un exercice dans lequel Robert Hossein est imbattable.

Dans le contact direct, un autre grand communicateur est Jérôme Savary. Lui aussi a développé un phénomène de fidélité, qui dépasse largement les fans du



« West Side Story », ici côté Jett. Vingt mille places sont déjà vendues, à quinze jours de la première au Châtelet.

## Broadway au Châtelet

Elle n'est pas plus onéreuse que les autres productions ni coupable de ne pas faire recette, mais la comédie musicale est un peu la « danseuse » du Châtelet, qui, tous les ans, en introduit une dans son calendrier. Signe particulier, ces spectacles sont des produits anglo-saxons qui ont fait pendant des années les beaux soirs de Broadway et tournent dans toute l'Europe : *Sophisticated Lady*, *42<sup>e</sup> Rue* et, cette année, *West Side Story*. Le public s'habitue peu à peu à ce qui devient une tradition. « Tout se vend différemment », explique Danièle Josset, responsable du service des relations avec le public.

Les publics sont très divers, à l'image de la programmation. Les opéras, par exemple, partent comme des petits pains dès l'ouverture de la location par correspondance en avril, car les amateurs savent qu'il n'y aura plus de place aux guichets. Viennent ensuite les concerts de musique classique, encore très courus. Le jazz et la variété se vendent à la dernière minute. « Même si la location de *West Side Story* est ouverte depuis la

mois d'avril – formule peu onéreuse également utilisée pour les ballets de William Forsythe – la comédie musicale se vend, elle, aussi en dernière minute. Les places retenues dans les abonnements sont encore rares. Elle se place mal dans les cycles d'opéras ou de concerts, mais est repêchée par 4 000 adeptes dans la formule d'abonnement libre (5 spectacles au choix). Les collectivités assurent la bon remplissage des salles : 800 places, et souvent parmi les meilleures, sont réservées aux associations, comités d'entreprise, à l'exemple d'Air France, qui a réservé 400 places de première catégorie pour une tournée. La publicité reste confidentielle. Les affiches sont apparues le 18 octobre dernier, quand les *Misérables* s'installaient à longueur de nuit et de bus depuis le mois de juin. Mais *West Side Story* est un classique. Au total, 20 000 places ont été déjà vendues sur les 166 000 fauteuils proposés (88 représentations), un résultat considéré comme honorable.

B. M.

Magie Circus. Avec *Cabaret*, *Cyrano de Bergerac*, la *Femme du boulanger*, il a fait le plein de Mogador (1 700 places) pendant plusieurs saisons. En revanche, la fréquentation de la *Légende de Jimmy* a été très moyenne malgré Savary, malgré le mythe James Dean, et la musique de Michel Berger qui venait de connaître un beau succès avec la reprise de *Starmia*.

Jérôme Savary dirige à présent le Théâtre national de Chaillot, dont la stratégie est bien différente. D'abord, le cahier des charges fait que le nombre de représentations est limité. Par la suite, les spectacles peuvent partir en tournée, parfois selon un système d'échanges : ainsi *Marilyn Montreuil*, la nouvelle comédie musicale de Savary, va à la Crique de Marseille, qui envoie à Chaillot *Maître Punilla et son valet Matti*.

Pour l'année, le budget promotionnel de Chaillot et de l'ensemble des spectacles est fixé à 3 millions. Ni plus ni moins : un théâtre national est un établissement public, il est interdit de transférer tout ou partie d'une ligne budgétaire sur une autre. Reste :

elles sont invitées parce qu'elles ont quelque chose à vendre et non quelque chose à dire.

La critique proprement dite n'a pas d'influence directe sur la fréquentation, mais encourage les collectivités à confirmer leurs options. *Peter Pan*, dont le budget de publicité est relativement modeste – 2 millions – mais qui a les faveurs de la presse voit la salle du Casino de Paris se remplir à 80 % en attendant les 100 % des vacances de la Toussaint et de Noël : le spectacle est ciblé « famille », comme le Cirque de Pékin au Cirque d'Hiver, qui démarre très fort sur décembre, « mois des sorties en groupe ». La promotion a commencé trop tard pour que l'effet joue à plein sur novembre, les collectivités proposant les places très tôt.

Le terme « collectivité » recouvre différentes associations, les clubs – du troisième âge en particulier – et les comités d'entreprise qui ont joué un rôle véritablement militant, dans les années 50 et 60, en faveur du théâtre, et pas seulement du grand spectacle. La situation a changé. La crise a réduit leurs propres budgets, et là aussi les progrès de la technologie ont tué l'artisanat. Il y a toujours, comme au vieux temps de l'opérette, des accords avec les entreprises de transport, qui se chargent de vendre les billets, d'amener et de ramener les clients en autocar – dans le cas de Robert Hossein, leur périmètre d'action est de 400 kilomètres autour de Paris. Mais l'ordinateur permet d'établir des fichiers très complets et précis, d'envoyer directement les dossiers en un temps record. La location par téléphone est entrée dans les mœurs : au Palais des sports, seize personnes à temps plein répondent simultanément sur des lignes groupées.

Il fut un temps où la sortie collective représentait une sorte d'audace. Elle s'est banalisée, et les gens n'ont plus tellement envie de se retrouver au théâtre avec des collègues qu'ils côtoient toute la journée. C'est l'explication officielle. En tout cas, le nombre de places vendues aux individus augmente au détriment des collectivités, qui, à quelques exceptions près, placent les billets par trop petites quantités pour bénéficier de réductions intéressantes. Elles s'adressent alors aux associations distributrices, sociétés loi 1901 qui achètent des lots importants, les revendent en gardant environ 15 francs par billet pour leurs frais de fonctionnement. Le danger, c'est le spectacle qui ne marche pas. Certains théâtres acceptent de reprendre les invendus, mais étant donnée la situation économique, et comme « lot invendu » signifie « spectacle déficitaire », ils se font de plus en plus rares.

Les associations joignent leurs correspondants par courrier personnalisé et par leurs journaux, qui proposent les spectacles, indiquent les prix pratiqués. Car, naturellement, la base de toute cette machinerie est la même que celle des abonnements dans les théâtres publics : place moins chère = vente assurée. Les *Misérables*, pourtant, fonctionnent selon le système américain : tarifs réduits aux « previews », c'est-à-dire aux représentations d'avant la générale. Comme elle vient plus vite à Paris qu'à New-York, deux cents places par samedi en matinée sont, pour l'instant, réservées aux tarifs réduits (1). Publicité, plus réputation, plus bouche à oreille, les collectivités se résignent à acheter les billets à tarif plein, pour les meilleures places, car, à partir du moment où on paie 300 francs, on préfère en dépenser 50 de plus et être vraiment à la fête. « Comme à l'Opéra. D'ailleurs, du moment qu'il y a un vrai orchestre dans la fosse »...

Le volant global de publics susceptibles d'être touchés par la stratégie des grands spectacles tourne autour de 300 000 personnes. Ce n'est pas peu. L'infatigable exceptionnelle de cette année a plutôt encouragé les gens à sortir davantage, et à aller voir – mais au détriment des autres théâtres – plusieurs sinuons tous les grands spectacles. Jusqu'à présent, la préférence semble aller à *Jésus*. Mais il a commencé le premier. Chacun a donné le maximum pour séduire le spectateur. Si on peut aider au succès d'un spectacle, on ne peut pas l'obliger à marcher.

COLETTE GODARD

(1) Les matinées sont très courues. Leur nombre a augmenté, au détriment des soirées. Les mœurs des spectateurs ont évolué. Beaucoup habitent la banlieue et ne viennent pas rentrer tard. La propagande insensitaire fait des ravages. Les Parisiens n'ont pas toujours envie, vers minuit, d'attendre le métro un bon quart d'heure, ou un taxi plus longtemps encore, ou, prenant leur voiture, de tourner pendant une demi-heure pour trouver à se garer.

(Nous remercions M<sup>me</sup> Françoise Gavardin, Paillard, Péron, Ringuel, Van de Velde grâce à qui a pu être menée cette enquête.)

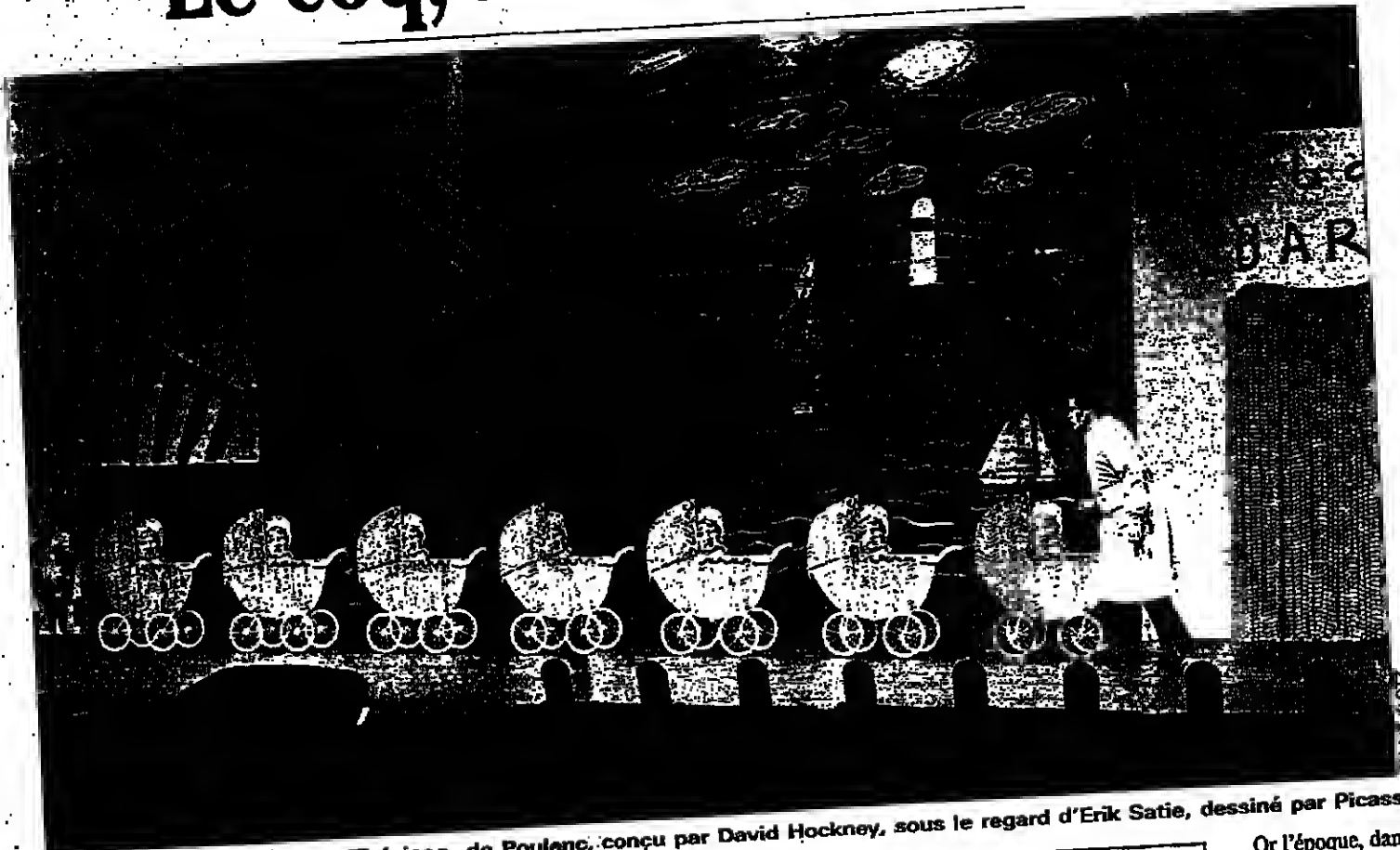


هنا من النقص



UN TRIPTYQUE SATIE-POULENC-RAVEL AU CHATELET

# Le coq, Dada et l'écureuil



Le décor des « Marnelles de Tirésias », de Poulenc, conçu par David Hockney, sous le regard d'Erik Satie, dessiné par Picasso

La gâterie française en trois volets qu'offraient au Met, en 1981, John Dexter et David Hockney, arrive au Châtelet. Triple portrait, si l'on veut, de Paris pendant la Grande Guerre. Echo des malentendus d'une époque troublée.

**C**HAQUE moment a les scandales qu'il mérite. En 1913, le *Sacre du printemps* fut, au Théâtre des Champs-Élysées, le triomphe de la luxuriance coloriste et de l'énergie rythmique. En 1917, soit en pleine guerre, *Parade* fit éclater au Châtelet l'invulnérable et imprévisible pétard d'une avant-garde rangée.

"Parade revint ce mois-ci sur les lieux de son enfance, premier volet d'un triptyque français passé à New-York entre les doigts de fée d'un décorateur américain (David Hockney) et d'un metteur en scène anglais (John Dexter) est mort l'an dernier, ses intentions sont désormais réalisées par son assistant, Max Cherryer). De *Parade* aux *Mamelles de Tirésias*, puis des *Mamelles à l'Enfant* et les *Sortilèges*, le spectacle new-yorkais poussé avec malignité au petit jeu des associations croisées.

Parents musicaux pour commencer. Le compositeur de *Parade* est Erik Satie. L'un de ses deux élèves préférés fut, avec Darius Milhaud, Francis Poulenc (l'auteur des *Mamelles*). Dans l'immédiat après-guerre, le gymnopédiste, quinquagenaire et décadent, avait désigné Maurice Ravel (le musicien de *L'enfant et les Sortilèges*) comme sa tête de Turc officielle. Ce même Ravel avait peut-être détesté Ma mère l'Oye, l'avait beaucoup joué à sa jeune société de concerts, la Société musicale indépendante, l'avait « déconvert » en fait et, non content de l'avoir mis à la mode, s'en allait plus jamais cesser de le présenter comme le père de l'école française moderne. «...Simplement, mais d'une façon ingénieuse, Satie montrait le chemin. Mais eussiez-vous un autre musicien emprunté ce chemin. Satie changeait de cap et ouvrait de nouveaux champs d'expérimentation. Il devint ainsi l'inspirateur d'un grand nombre de nouvelles tendances. Et si lui-même n'a peut-être pas tiré, de ses recherches, une seule œuvre d'art accomplie, ses recherches ont néanmoins permis l'éclosion de nombreuses compositions, qui n'eussent pas vu le jour si Satie n'avait pas existé. Ravel fit cette déclaration en 1928 à Houston (1). Et l'auteur s'appelait L'enfant et les Sortilèges.

Historiquement, le triptyque oew-yorkais trace une autre lignée, celle des malentendus esthétiques. *Parade* — argument de Cocteau, décors de Picasso — fut joué le 18 mai 1917 lors d'un gala des Ballets russes au profit des blessés de guerre. Poulenc, qui chahut dans la salle, fit savoir très haut son enthousiasme. Apollinaire le fit aussi. Puis, dans un texte d'après son frère, salua en cet avatar français de la commedia dell'arte l'avènement de *l'esprit nouveau*. Minuscure de l'œuvre de l'argument de Cocteau, l'abolition de la litote racineuse (on n'assiste pas à un spectacle futur mais à sa « parade », l'essentiel est « caché à l'extérieur » : l'allusion est claire à l'abolition de réserve imposée aux artistes révolutionnaires au cours des horreurs de la guerre).

Pour le poète revenu du front, le retour à la mesure, la clarté, à l'esprit de finesse, à un humour discret - tout aux éternelles valeurs du classicisme français - est avec *Parade*, contre la « barbarie » allemande, la seule

# Coup de poing pour « Parade »

Le nom du peintre Gabriel Fournier n'est pas passé à la postérité. Sinon qu'ami d'Erik Satie à l'époque du scandale de Parade, il fut témoin de cet événement bien parisien. Et le raconte en ces termes :

« La soir de la « générale », Poueigh vit complètement Satie dans sa loge. Quelle ne fut pas la stupefaction de Satie, en lisant, la semaine suivante, le papier de Jean Poueigh émettant son œuvre en termes blessants et bas. Satie cédant à un mouvement impulsif très compréhensible, décida de lui répondre pour marquer son indignation et sa surprise. Sur une carte postale ouverte, Satie griffonna ces simples lignes d'honneur la plus rosse : « Monsieur et cher ami, vous m'avez écrit mais un cul sans musique. »

« Dépourvu de tout esprit, Jean Poueigh poursuivait Satié en correctionnelle pour injures publiques et diffamation. Au cours de l'audience à laquelle j'assistais, je revols Satié fraîl pâlissant, gêné par l'émotion, outré par l'injustice, s'avancant à la barre d'un petit pas feutré, ses mains gantées tenant crispé son chapeau melon contre sa poitrine en un geste élégant, avec – comme toujours – son éternel parapluie accroché au bras. Cette séance fut odieuse. On plaide contre l'art et les artistes modernes qualifiés de « boches » Dunoyer de Segonzac, de La Fresnay, L. A. Moreau, Derain, Apollinaire, tous des « boches » [...] »

» Erik Satie, musicien de génie, gloire de notre école française, fut condamné à huit jours de prison, sans suris...! Nos cris redoublant à la lecture du verdict, l'expulsion du public fut ordonnée. Le bon Satie tourna vers nous un regard suppliant: ses bons yeux semblaient nous inviter au calme. Mais ce n'était plus possible. Jetés dans la salle des pas perdus, Jean Couteau, plein de rage sous l'ore artificiel de ses joues, Léon-Paul Fargue enroué barbu, Lhotz, de ses joues, Ricardo Vines, Louis Duru, son frère René, Pierre Rivière et moi-même mines stupéfaites en voyant passer devant nous, l'air arrogant, l'avocat de Poussielgue. Un remous et ce cri glinglant: « Je lui casse-  
rai la gueule à ce...! »! » C'était Jean Couteau qui administrait une paire de gifles. Immédiatement saisi par les gardes, Couteau fut conduit au commissariat de police du sous-sol où nous le retrouvâmes dans l'état que l'on imagine après avoir été mutuellement malmené; le chauffeur de la voiture de son père fut saisi d'épouvante en voyant sortir égaré, déshabillé, cheville hirsute, réellement « amoché » par des mains qui, jamais, sous aucun prétexte, ne devraient toucher un poète [...]. »

★ In « Erik Satie, son temps et ses amis », la Revue musicale, n° 214, juin 1952.

Or l'époque, dans l'obsessive persistante des frontières à ne pas dépasser, avait en horreur l'exotisme, l'orientalisme, les « turqueries » en tout genre, et même les tissus indiens mis à la mode par le couturier Poirer. On tiqua donc pour Zanzibar. La femme à barbe, les 40 000 enfants mis au monde par un homme, les mauvais jeux de mmts des *Mamelles* furent classés dans la catégorie « fantaisie ». Le mot, attention, était de racine allemande!

Moins d'une année plus tard, Apollinaire allait devoir se désolidariser d'un nouveau mouvement venu de l'étranger. Alors que le cubisme, en 1918, était presque devenu une institution (*Parade*, à sa façon, avait clos le débat), un bon Français, un Français trépané comme l'était le poète d'Alcools, ne pouvait collaborer avec Tzara dans la revue *Dada* : « Je crois qu'il pourrait être compromettant pour moi, surtout au point où nous en sommes de cette guerre multiforme, de collaborer avec une revue, si bon que puisse en être son esprit, qui a pour collaborateurs des Allemands, si ententophiles qu'ils soient. » Le coq donnait encore de la voix.

En 1925, Ravel allait offrir à l'« art français » ce triomphe de l'allusion, cette merveille de grâce et de délicatesse que nul n'attendait plus, les passions belléscistes apaisées. Reçu correctement à Moute-Carl, l'*Enfant et les Sortilèges* ne fut pas à Paris le succès escompté. Le public de l'Opéra-Comique attendait quelque classique cavalerie lyrique. Il tomba dans un jardin secret. Vingt-trois ans après, le quiproquo de *Bohème* se renouvellait.

Sans forcer la chronologie, on peut faire remonter à la guerre le projet de *L'enfant* — d'où sa présence dans le triptyque du Châtelet. Dès 1916, Colette envoyait à Ravel, alors au front, le texte d'un divertissement qui s'«*allait écrire à l'intention de Belle Gazon*, sa petite fille alors âgée de trois ans. Le musicien laisse traîner. Puis il perdit sa mère au début de l'année 1917. Il voit alors d'un autre œil ce «*Ballet pour ma petite fille*», né dans l'ombre de *Parade* et conçu à l'origine comme une comédie musicale à l'américaine, avec acrobates et ragtime. *L'enfant* et les *Sorlistages*, expliqua Marcel Marquet (3), «*rendra un homme meurtri, aspirant au secours maternel, à une activité adoucie, l'amenant à être un artiste, et un artiste engagé*».

Ambitieux soigneusement dissimulés, il va de soi dans un monde peuplé de chats, de chiffres d'arithmétique et de tasses de thé. Mais l'écœuré entonne à la fin les discours de la solidarité. Et le rôle de l'écœuré est un ajout au texte initial de Colette, un ajout demandé par Ravel.

Oo rêve de ce Diaghilev, les Ballets russes et Picasso auraient pu faire de ces fantasmes animaliers en les arrachant à l'infantilisme dans lequel les décors rateurs les relèguent à l'accoutumée. Mais, en 1925, Ravel était devenu loquemment fâché avec Diaghilev, lui qui avait refusé la *Valse* sous de mauvais prétextes. Finalement, même les Ballets russes n'ont peut-être pas eu tous les beaux scandales qu'ils méritaient.

**ANNE REY**

(1) « Moi, je veux bien », répondait le bon maître à ce genre de profession de foi.

(2) *Vers le retour à l'ordre* est le titre donné par Kenneth E. Silver à son étude fort complète sur l'Avant-Garde parisienne et la Première Guerre mondiale, 1914-1924, Flammarion 1991.

★ Les 4, 6 et 8 novembre, Théâtre du Châtelet, 19 h 30  
Tél. : 40-28-28-00 et par audiphon : 42-33-00-00.

..



## CINEMA

## Films nouveaux

## Les Clés du paradis

de Philippe de Broca, avec Gérard Jugnot, Pierre Arditi, Philippe Leroy-Beaulieu, Fanny Cottençon. Français (1 h 40).

Sur le canevas de comédie éprouvé de l'échange de personnalités, les variations d'un spécialiste du genre, Philippe de Broca, avec le renfort de deux vedettes, donneront raison aux deux frères d'avoir chacun voulu vivre l'existence de l'autre.

Rex, handicapés, 2 (42-36-43-93); Ciné Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-52-36); U.G.C. Montparnasse, 6 (45-74-94-94); U.G.C. Orléans, 6 (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concord, 8 (43-59-82-82); Saint-Lazare-Paques, 8 (43-57-35-43); U.G.C. Biarritz, 8 (45-82-20-40); Forum Opéra, handicapés, 14 (45-39-82-43); U.G.C. Convention, 15 (45-74-94-94); U.G.C. Malin, handicapés, 17 (40-66-00-18); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01); La Gamba, 20 (46-36-10-96).

## Close up

d'Abbas Kiarostami, avec Ali Sabzian, Hassan Forouzmand, Abolfazl Abarkuh, Houshang Shahin. Iranien (1 h 30).

Confirmation, après *Où est la maison de mon père?* l'acte dernier, de la découverte d'un grand cinéaste avec cette reconstitution d'une mystification sur le fil du document et de la fiction, en un jeu passionnant sur les apparences réalisé avec une stupéfiante économie de moyens.

VO : Utopia, 5 (43-26-84-68).

## Homework

d'Abbas Kiarostami, iranien (1 h 25).

Du même cinéaste, un encore plus étonnant travail de documentaire qui, à travers des entretiens avec des élèves d'une école de Téhéran, met en lumière l'oppression et la soumission, les mécanismes de la terreur en Iran et l'instinct de résistance des enfants, avec les seuls outils d'un cinéma attentif et généreux, jamais présumé.

VO : Utopia, 5 (43-26-84-68).

## Hot Shots!

de Jim Abrahams, avec Charlie Sheen, Cary Elwes, Valeria Golino, Jon Cryer, Kevin Dunn, Bill Irwin. Américain (1 h 30).

Réalisé par l'un des membres du trio farfelu de *Les quatre cents coups*, une parodie comique des films sur les aviateurs de guerre à la *Top Gun*.

VO : Forum Horizon, handicapés, dolby.

1 (45-08-57-57); U.G.C. Danton, 6 (42-25-10-30); U.G.C. Rotonde, dolby, 6 (45-74-94-94); George V, dolby, 8 (45-82-41-48); U.G.C. Normandie, dolby, 8 (45-82-41-48); VF: Pathé Impérial, handicapés, dolby, 2 (47-42-72-52); Rex, dolby, 2 (42-36-53-83); U.G.C. Montparnasse, 6 (45-74-94-94); Pathé Marignan-Concord, dolby, 8 (43-59-82-82); U.G.C. Opéra, dolby, 8 (45-74-94-94); U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); U.G.C. Coblentz, dolby, 13 (43-43-01-59); U.G.C. Mistral, 14 (45-39-82-43); Pathé Montparnasse, dolby, 14 (43-20-12-08); U.G.C. Convention, 15 (45-74-94-94); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01); La Gamba, 20 (46-36-10-96).

## Linguini Incident

de Richard Shepard, avec Rosanna Arquette, David Bowie, Ester Balliet, Marlee Matlin, André Gregory, Buck Henry. Américain (1 h 45).

Rosanna Arquette était serveuse dans un café branché de New-York, où a débarqué d'Europe un nouveau barman qui a les traits de David Bowie. C'est assez pour déclencher une cascade d'aventures romanesques.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1 (45-08-57-57); Pathé Montparnasse, 6 (45-74-94-94); George V, dolby, 8 (45-82-41-48); Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20); VF: Pathé Marignan-Concord, 8 (43-59-82-82); Saint-Lazare-Paques, 8 (43-57-35-43); U.G.C. Biarritz, 8 (45-82-20-40); Forum Opéra, handicapés, 14 (45-39-82-43); U.G.C. Convention, 15 (45-74-94-94); U.G.C. Malin, handicapés, 17 (40-66-00-18); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01); La Gamba, 20 (46-36-10-96).

## Où le soleil est froid

de Bogdan Dinulescu, avec Dana Petrescu, Georgea Vlas. Roumain (1 h 31).

Une jeune femme qui vient de rompre avec son fiancé se retrouve par hasard isolée dans un phare au large de la mer. Le jeu délicat des relations qui se jouent entre eux et la beauté des images en noir et blanc donnent avec ce premier film un visage au méconnu cinéma roumain.

VO : Latina, 4 (43-78-47-86).

## Riff Raff

de Ken Loach, avec Robert Carlyle, Emer McCourt, Jimmy Coleman, George Moss, Nicky Katt. Britannique (1 h 34).

Ken Loach retrouve le meilleur de sa veine réaliste pour cette plongée dans les bas quartiers de Londres d'aujourd'hui sur les pas d'un jeune ex-42-nd, regard aigu et chaleureux, attention aux mots et aux voix, humour, tendresse et lucidité.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-52-36); Les Trois Luxembourgs, 6 (45-37-37-37); Les Trois Luxembourgs, 6 (45-37-37-37); Les Trois Luxembourgs, 6 (45-37-37-37); Les Trois Luxembourgs, 6 (45-37-37-37).

## Un homme et deux femmes

de Volodya Stroh, avec Valérie Stroh, Lambert Wilson, Diane Pirene, Olivia Brunaux. Français (1 h 30).

L'adaptation de trois nouvelles de Doris Lessing donne l'occasion de trois personnages féminins joués par la même actrice, trois sketches reliés par un jeu récurant sur l'imagination.

VO : Les Halles, 1 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Pathé Marignan-Concord, 8 (43-59-82-82); Saint-Lazare-Paques, 8 (43-57-35-43); U.G.C. Biarritz, 8 (45-82-20-40); Forum Opéra, handicapés, 14 (45-39-82-43); U.G.C. Convention, 15 (45-74-94-94); U.G.C. Malin, handicapés, 17 (40-66-00-18); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01); La Gamba, 20 (46-36-10-96).

VO : Forum Horizon, handicapés, dolby.

## Box-office Paris

Le monstre *Terminator* envoyant dans les cordes notre Gérard national, ce pourrait être l'image-symbole du déséquilibre entre films français et américains : pour sa première semaine, *Mon père ce héros* (avec Depardieu) attire plus de 100 000 spectateurs dans 46 salles. Mais avec un nombre d'écran équivalents, Schwarzenegger malmène près de 300 000 supporters en deuxième semaine (avec un lundi bulldozer à 60 000) pour totaliser quelque 700 000 entrées en quinze jours. Et *Croc-Blanc*, qui bénéficie lui aussi à fond du début des

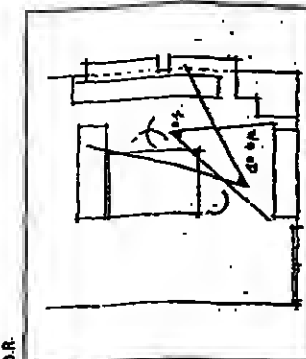
vacances scolaires, se taille une part de pâtée supérieure à celle de sa sortie, en approchant les 130 000 spectateurs.

Derrière, on trouve encore un Américain, Harrison Ford, avec *Projet X-1*, à près de 60 000. Juste devant les *Amants du Pont-Neuf*, qui risquent de se retrouver rapidement aussi dérangés que ses personnages. Et, avec 40 000 entrées en première semaine, *Jusqu'au bout du monde* s'en tire honorablement, compte tenu de sa longueur et de son petit nombre d'écran (seulement onze à

Paris), mais n'influe guère sur les résultats globaux.

Quant à l'autre nouveauté de la semaine, *L'Amour avec des dents*, il est d'ores et déjà en réanimation avec 13 000 spectateurs en quinze salles. Seule consolation, le nombre total des entrées en salles dépasse pour la deuxième semaine consécutive celui des semaines correspondantes de l'année dernière. Soit une avance de quelque 800 000 billets vendus pour les 43 semaines écoulées de 1991 sur la période correspondante en 1990, mais, en province, cela se passe beaucoup moins bien.

## Scénarios en trois volumes



Coup double sur le scénario de la revue *Cinémaction* : à quelques semaines d'intervalle, elle publie son numéro 61 consacré à l'enseignement du scénario, et un hors-série sur les scénaristes français. Les 566 pages qu'ils représentent à eux deux constituent sans aucun doute la somme la plus complète sur la question.

Le premier volume étudie les diverses formes d'écriture destinées à être transformées en film, puis passe en revue la manière dont le scénario est enseigné en France, en Europe, en Inde ou en Australie. Il s'achève sur un guide des lieux d'apprentissage et des aides au

scénario en France, qui recorde avec le second ouvrage où organismes et systèmes de soutien sont également décrits. Surtout, produisant tous les grands noms du scénario hexagonal, des cinéastes, des écrivains, des producteurs d'ouvrages, dans ce deuxième livre les mystères de cet objet écrit singulier, chênille qui doit s'abolir dans le film-papillon, selon le métaphore de Jean-Claude Carrière. Le livre se clôt sur un dictionnaire de référence (une première en la matière, répertoriant 1200 noms de scénaristes français).

Superbe, passionnante et spectaculaire prise en application de toutes ces réflexions générales sur

Dessinée par Lang, deux axes de la caméra dans la séquence 41 de *The Big Heat*, les images correspondantes et leur description dans le découpage : « Dave (Glenn Ford) et Willis (Willis Boucchey) sont côte à côte. Entre eux apparaît un petit buste posé sur un meuble. Derrière eux, le photo encadré de la brigade en rang. Le corps de D. est orienté vers H., se tâte vers Higgins (Howard Wendell, hors champ) et il regarde dans le vide. H. tend un doigt menaçant vers D. »



la nature et la fonction du scénario que l'ouvrage intitulé *Le Double Scénario* chez Fritz Lang. Grâce à la documentation déposée par Lang à la Cinémathèque française, les auteurs ont reconstitué pas à pas le processus qui a transformé un script (d) à Sidney Boehm, d'après un roman de William P. McGivern) en film.

En l'occurrence *The Big Heat* (*Réglement de comptes*), l'un des films noirs tournés, sur commande, par le grand cinéaste allemand aux États-Unis. Le film raconte une enquête, le livre se transforme en une nouvelle investigation : comment, de quoi, est né ce film-B ? Et comment la commande d'un film de

genre par un tycoon à la tête d'une Major (Harry Cohn alors grand maître de la Columbia) est devenue l'œuvre personnelle d'un grand auteur de cinéma ? Analyses de textes, schémas, photos, y répondent par le menu.

J.-M.F.

★ *L'enseignement du scénario*. Ouvrage collectif. *Cinémaction* n° 61, 216 pages, 120 francs.

★ *Les scénaristes français*. Ouvrage collectif. *Cinémaction* n° hors-série, 342 pages, 200 francs.

★ *Le Double Scénario chez Fritz Lang*, de Gérard Leblanc et Brigitte Devismes. Armand Colin, 224 pages, 395 francs.

35-30-40); Gaumont Alésia, 14 (43-27-28-42-27).

## Van Gogh

de Maurice Pialat, avec Jacques Dutronc, Alexandra Lavelle, Gérard Philipe, Bernard Lebo, Corinne Bourdon. Français (1 h 30).

Pialat n'a pas reconstitué les derniers jours de Van Gogh à Auvers, il les a réinventés. Et, grâce à l'interprétation hallucinante de Dutronc, il touche au plus juste de la vérité, de l'émotion et de la beauté. Une merveille de film.

Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Pathé Marignan-Concord, 8 (43-59-82-82); Saint-Lazare-Paques, 8 (43-57-35-43); U.G.C. Biarritz, 8 (45-82-20-40); Forum Opéra, handicapés, 14 (45-39-82-43); U.G.C. Convention, 15 (45-74-94-94); U.G.C. Malin, handicapés, 17 (40-66-00-18); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01); La Gamba, 20 (46-36-10-96).

VO : Forum Horizon, handicapés, dolby.

mont Parisse, 14 (43-35-30-40); 14 Juillet Bastille, 15 (45-75-79-79); Biennales Montparnasse, dolby, 15 (45-44-25-82); Gaumont Convention, 15 (45-44-25-82); Pathé Marignan-Concord, 8 (43-59-82-82); Saint-Lazare-Paques, 8 (43-57-35-43); U.G.C. Biarritz, 8 (45-82-20-40); Forum Opéra, handicapés, 14 (45-39-82-43); U.G.C. Convention, 15 (45-74-94-94); U.G.C. Malin, handicapés, 17 (40-66-00-18); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01); La Gamba, 20 (46-36-10-96).

## Le Voleur de chevaux

de Tian Jiang Zhang, avec Tien Jiang Zhang, Dan Jie. Chinois (1 h 40).

L'histoire du voleur de chevaux banni de son pays sert de fil conducteur à un superbe voyage dans les images du Tibet.

VO : L'Entreprise, handicapés, 14 (45-43-41-83).

## Paris

## Les Amants du Pont-Neuf

de Lise Caron, avec Juliette Binoche, Denis Lavant, Claude Rich. Français (1 h 30).

N'écoutez rien ni personne, entrez, assemblez-vous, regardez. Paris, sur le navire fantastique armé sur la Seine et pourant languissant et bondissant aux vagues de la passion, au souffle de la beauté et du grand cinéma. C'est la plus simple, la plus ancienne des histoires, mais jamais elle n'avait été racontée comme celle. On parle de Rimbaud le magicien, mais c'est un rejeton de Victor Hugo que ce Carax-à.

Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Espace Saint-Michel, 6 (44-07-25-82-43); 14 Juillet Odéon, dolby, 6 (43-25-59-83); La Pagode, 7 (47-05-12-15); Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8 (43-57-35-43); 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11 (43-57-35-43); Les Nations, dolby, 12 (43-42-06-07); Avenue de la République, 13 (43-42-06-07); Gaumont Opéra, 14 (43-25-59-83); Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79); Gaumont Convention, 15 (45-44-25-82); Pathé Wepler, dolby, 16 (45-22-46-01).

## La Belle Noiseuse

de Jacques Rivette, avec Michel Piccoli, Jane Birkin, Emmanuelle Béart, Marianne Denicourt, David Burrows, Gilles Arbone. Français (4 h).

Dans le huis clos de l'atelier, entre le peintre attaché à la réalisation de son chef-d'œuvre et le modèle exigeant, c'est le jeu de la création - théâtrale ou cinématographique - autant que picturale - que met en scène Rivette dans cette superbe et bouleversante métaphore.

Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaugrenelle, 6 (42-22-87-23); Les Trois Balcas, 8 (45-61-10-60).

## Les Branches de l'arbre

de Sanyit Ray, avec Ajit Banerjee, Haradan Banerjee, Soumitra Chatterjee, Deepankar De, Rajit Mukhi, Lily Chakravarty. Franco-indien (2 h 10).

D'une réunion de famille acroûtée au chevet du père malade, Sanyit Ray fait une subtile et superbe parabole sur la fidélité et la compromission, le temps qui s'enfuit et le regard de chacun sur

les autres.

VO : 14 Juillet Paroisse, 6 (43-26-58-00).

## Fisher King

de Terry Gilliam, avec Robin Williams, Jeff Bridges, Annette Bening, Mercedes Russell. Américain (2 h 15).

Entre réalisme et fantastique, une comédie morale du cinéaste de *Brazil* qui met aux prises un cloche flamboyant et un ancien présentateur de télé lancés dans une quête du Graal en plein Central Park.

VO : Gaumont Les Halles, handicapés, dolby, 1 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Action Rive Gauche, dolby, 5 (43-25-44-40); 14 Juillet Odéon, dolby, 6 (43-25-59-83); Bretagne, 6 (42-22-57-97); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); George V, dolby, 8 (45-82-41-48); 14 Juillet Beaugrenelle, handicapés, 15 (45-75-79-79).

VO : Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

## J'entends plus la guitare

de Philippe Garrel, avec Benoît Régent, Johanna Ter Steege, Yann Collette, Mireille Perrier, Brigitte Sy, Anouk Grinberg. Français (1 h 35).

Après la rupture d'un amour si parfait qu'il en devient presque mythique, Garrel envisage son plus fin des glissements successifs à lui vers sa survie, ses cassures à elle vers sa disparition. C'est tout simple, c'est très beau.

VO : 14 Juillet Paroisse, 6 (43-26-58-00).

## Jusqu'au bout du monde

de Wim Wenders, avec Solvay Dommarth, William Hurt, Sam Neill, Jeanne Moreau, Max von Sydow, Rutger Vorger. Franco-germano-australien (2 h 58).

Fulgurant tour de la planète aux basques d'une héroïne et d'un mystère, puis lente plongée dans les images mentales et le temps, la fable fleurie de science-fiction réalisée par Wenders joue de tous les registres pour déconcerter l'emprise d'images de plus en plus sophistiquées, de plus en plus inquisitrices.

VO : Forum Horizon, handicapés, dolby, 1 (45-08-57-57); Saint-Antoine-des-Arts, 1, dolby, 6 (43-26-48-18); U.G.C. Danton, dolby, 6 (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); George V, THX, dolby, 8 (46-62-41-48); Mistral, 14 (45-39-82-43); La Bastille, handicapés, dolby, 11 (43-07-43-60); Escorial, dolby, 13 (47-07-28-04); Gaumont Paroisse, handicapés, dolby, 15 (45-35-30-40); Kinopanorama, handicapés, 15 (43-08-50-80).

VO : Pathé Wepler II, dolby, 19 (45-22-47-84).

## Nuit et Jour

de Chantal Akerman, avec Guilaine Londez, Thomas Langmann, François Mègret, Nicole Colchat, Pierre Laroche. Belgo-belge (1 h 30).

Orchestre avec élégance et rigueur, le double amour de Julie qui aime Jack la nuit et Joseph le jour offre à Chantal Akerman l'occasion d'une délicate étude

(au sens musical) sur l'instant où la soif de pureté adolescente bascule dans le quotidien.

L'Entreprise, 14 (45-43-41-83); Studio 28, 18 (46-06-36-07).

## The Indian Runner

de Sean Parn, avec David Morris, Vignio Mortenson, Valérie Golino, Patricia Galletta, Cécile Moriarty, Dennis Hopper. Américain (2 h 06).

Inspirée d'une chanson de Springsteen, une balade désenchantée dans l'Amérique profonde, évoquée à travers les figures antagonistes de deux frères, l'un fils et l'autre voyou.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-52-36); U.G.C. Rotonde, dolby, 6 (46-74-94-94); U.G.C. Triomphe, dolby, 8 (45-74-93-50).

## Reprises

## Oliver Twist

de David Lean, avec John Howard Davies, Robert Newton, Alec Guinness, Kay Walsh, Francis L. Sullivan, Henry Stephenson. Britannique, 1947, noir et blanc (2 h).

Fidèle à Dickens, David Lean fait de l'étonnante histoire du petit orphelin, livré aux turpitudes des bas-fonds de Londres puis sauvé par la bienveillance d'un brave homme, l'occasion d'un réquisitoire contre l'Angleterre victorienne.

VO : 14 Juillet Paroisse, 6 (43-26-58-00).

## Portier de nuit

de Liliane Cavani, avec Charlotte Rampling, Dirk Bogarde, Philippe Leroy, Gabriele Ferzetti, Les Miracles. Italien, 1972 (1 h 55).

Aussi dérangeant que le jour de sa sortie, le film de Liliane Cavani qui met en scène les rapports troubles entre une jeune déportée et son bourreau nazi, Bogarde et Rampling y sont, en tout cas, inoubliables.

VO : Le Champ - Espace Jacques Tati, handicapés, 5 (43-64-51-80).

## Salo ou les 120 journées de Sodome

de Pier Paolo Pasolini, avec Paolo Bonacelli, Giorgio Cataldi, Umberto P. Nubianella, Hélène Surgère. Italien, 1976, copie neuve (2 h).

Transposition dans la République fasciste de Salo du texte de Sade, le dernier film de Pasolini est une dévotion virulente, extrême, de la soumission des corps et de la perversité des esprits. Pas seulement un dix-huitième siècle ou en 1944.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-52-36); Accotone, 5 (46-33-06-06).

La sélection « Cinéma » a été établie par Jean-Michel Frodon.



## FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS

## ROYAUME DU BHOUTAN

MUSIQUE ET DANSES RELIGIEUSES

DU 8 AU 17 NOVEMBRE

THEATRE DES BOUFFES DU NORD

LOCATION

46 07 34 50 ■ 42 96 96 94

هنا من النور







# LA SÉLECTION

## THEATRE

### Spectacles nouveaux

#### L'Antichambre

de Jean-Claude Briville, mise en scène de Jean-Pierre Miquel, avec Suzanne Flon, Henri Virlogeux, Emmanuelle Maysseigne et Yvonne Desandes. Les salons où l'on décide de l'avenir du monde, tout au moins du royaume de France après la mort de Louis XIV, entre deux papotages. L'équipe gagnante du Soudan, auteur et metteur en scène, continue avec une distribution époustouflante.

Atelier, 1, place Charles-Dullin, 19. A partir du 5 novembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 46-05-48-24. Durée : 1 h 40. De 120 F à 240 F.

#### Les Caprices de Marianne

d'Alfred de Musset, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Claude Bouchery, Clotilde de Baysse, François Clavier, Eric Elmosnino, Etienne Lefebvre, Madeleine Marion, Nicolas Pignon, Patrick Pinau et Philippe Uchou. Seconde partie du diptyque que Jean-Pierre Vincent consacre à Musset et à la jeunesse de tous les temps.

Théâtre des Amateurs, 7, av. Pablo Picasso, 92000 Nanterre. A partir du 5 novembre. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 47-21-18-81. De 12 F à 120 F.

#### Les Effets de l'orage

de Marie Bernuzzi, mise en scène de l'auteur, avec Fanny Martella, Jean-Marc Bodus et Suzi Grimaldi. Une comédie russe qui s'est plus toute jeune et qui prétend décrire les souvenirs fait le bien de son existence.

Théâtre Montreuil, 46, rue Montreuil, 2. A partir du 5 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 46-38-06-06. 80 F.

#### L'Veil du printemps

de Frank Wedekind, mise en scène de Guy Freix, avec Alain Batis, Gathiane Engelbert et Régine Thieau-Guzik. Le printemps, c'est l'adolescence. C'est l'apprentissage des ambiguïtés. C'est à quoi rêvent les jeunes filles et aussi les garçons. Des rêves, et une rude réalité.

Amateurs de Paris, 110, rue des Amateurs, 20. A partir du 5 novembre. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-66-42-17. 60 F et 80 F.

#### Les Guerriers

de Philippe Minyana, mise en scène de Robert Cantarella, avec Jean Gastaldi, Christophe Huysman, Maximilien Regiani et Aladin Reibel. Les guerriers se font la guerre, c'est dans leur nature. Ils s'entre-tuent et jurent à la femme un éternel amour. Elle attend qu'ils soient morts pour les enterrer. Seule la mort est éternelle.

Théâtre ouvert-Jardin d'hiver, ché Véron, 94, boulevard de Clichy, 19. A partir du 5 novembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 42-62-59-49. 75 F et 95 F.

#### Koalam

Théâtre traditionnel dansé et masqué avec des comédiens et-lankais. Un théâtre comique, interprété par des hommes portant des masques sculptés et grotesques. Dépaysement et enchantement. Maison des cultures du monde, 101, bd

Raspail, 6. A partir du 5 novembre. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 45-44-72-30. 80 F et 100 F.

#### Les Patients

de Jacques Audbert, mise en scène de Georges Vitaly, avec Monique Delarochette, Michel Dodane et Damien Wilmas. Petits poèmes et chansons drôles pour se moquer du monde et de comment il va.

Montparnasse (Peft), 31, rue de la Gaité, 14. A partir du 5 novembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-22-77-74. 70 F et 120 F.

#### Les Tambours de la gloire

d'Hervé Bodou, mise en scène de l'auteur, avec Bruno Domeas, Hervé Bodou et Maurice Pérez. Une apocalypse de science-fiction, sur une terre désertique, avec sauvages, dictateurs, peuple fatigué et le salut dans la prise de conscience.

La Funambule Théâtre-Restaurant, 53, rue des Saules, 18. A partir du 4 novembre. Les 4 et 5 novembre novembre. 20 h 30 (et les 6 et 7 novembre). Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-23-88-83. 50 F et 70 F.

## Paris

#### Ajax

de Sophocle, mise en scène de Stéphane Braunschweig, avec Cyril Rothberg, Flore Lafabre des Noëties, Eric Louba, Gilbert Marcantognini et Agnès Sourdillon. Ajax, guerrier roué par les dieux, manipulé, poussé jusqu'à la mort. La plus ancienne des tragédies, qui se passe chez les vivants puis chez les morts. Un spectacle insolite, beau et intelligent.

Théâtre, 41, av. des Grésillons, 92000 Gennevilliers. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-93-26-30. Durée : 1 h 30. 80 F et 110 F.

#### L'Annonce faite à Marie

de Paul Claudel, mise en scène de Philippe Adrien, avec Jean-Pierre Sagot, Séatrice Delavaux, Alain Mercet, Jacques Garbini et Annie Mercier. Dieu et le sage d'aimer. La mise en scène de Paul Adrien débouque la cruauté de Claudel, ses fureurs, ses passions.

Cartoucherie-Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-28-36-38. Durée : 3 heures. De 50 F à 110 F.

#### Am-de-la voile

de Luchino Visconti, mise en scène de Simone Benmussa, avec Fatouma Ousifia, Delila Hallou et Simone Benmussa. Face à sa bouteille de blanc, une femme parle, dévide sa vie, la vie, le monde, la solitude.

Beaunord-Centre Wallonie-Bruxelles, 48, rue Quincampoix, 4. Les mercredis et jeudis à 20 h 30. Tél. : 42-71-28-18. 50 F et 80 F.

#### Le Café

de Reinier Werner Fassbinder, mise en scène d'après Goldoni, avec Jean-Marc Avocat, Nathalie Beaumont, Paul Ecoffard, Bruno Fleury, Caroline Frémes, Anna Martinet. Un café, une place, une maison de jeu, des gens qui triment leur passé, leur besoin d'amour. La nostalgie de Goldoni passée par la violence décapante de Fassbinder.

Théâtre les Vannes, 12, rue Sadi-Carnot, 82000 Vannes. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 46-45-46-47. 80 F et 100 F.

#### Les Chants de Maldoror

de Lautréamont, mise en scène



« Un prénom d'archiduc » (avec Marthe Pascal) au théâtre Renaud-Barraut.

de Hans-Peter Cloos, avec Fédor Atkine, Gita Barthe et Alex Desnos. Le délire échoué de Lautréamont canalisé par Hans-Peter Cloos ne perd rien de sa violence dans un décor de bois, une architecture agressive, des costumes éblouissants, avec deux comédiens et une danseuse qui ont la beauté nerveuse des fauves à peine dressés.

Paris-Ville, 211, av. Jean-Jaurès, 19. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 42-02-02-68. Durée : 2 heures. 90 F et 120 F.

#### Les Choéphores

d'Eschyle, mise en scène d'Arlette Bouché, avec Simon Akharian, G. Bigot, J. Carreira da Cunha, N. Nityanandan, C. Schaub, M. Bernard, D. Bellugi, M. Soulier, S. Bréte, S. Cantor, L. Clauveret. En musique et danses inspirées du Kathakali, la terrible histoire des Atrides : Iphigénie sacrifiée aux dieux pour que son père, Agamemnon puisse conduire ses armées jusqu'à Troie. A son retour de la guerre, Clytemnestre venge leur fille, le tue, prend le pouvoir, crée son fils Oreste. Qui revient et guidé par sa sœur Electre, commet le crime suprême.

Théâtre national de Chailion, 1, place du Trocadéro, 16. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-93-26-30. Durée : 2 heures. De 100 F à 140 F.

#### Mères, portraits

d'Arnold Wesker, mise en scène de Patrice Chéreau, avec Joëlle Saubert. Cinq portraits de mères, des voix, des gestes, des silences, des qui font écho à une comédie tragique.

Espace Pierre Cardin, 1-3, av. Gabriel, 9. Du lundi au samedi à 21 heures. Tél. : 42-45-27-41. Durée : 1 h 30. De 120 F à 180 F.

#### Comédies barbares

de Raimon del Valle-Inclán, mise en scène de Jorge Lavelli, avec Claude Aufaure, Michel Aumont, Philippe Blum, Marie Casarès et Denise Gema. Dans la Galice encore indélébile, vit un seigneur connu pour sa générosité et son caractère tyrannique. Sa femme, effrayée par ses excès, se fait élire reine. Ses fils veulent le tuer. Ils pillent les richesses de leur mère, qui vient de mourir. Une belle famille, dans le plus pur style du grotesque espagnol, sacrilège et picaresque. Depuis Avignon, le spectacle a changé, se donne désormais sur un autre rythme, beaucoup plus schizophrène.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20. Du mardi au dimanche à 20 heures. Matinée samedi et dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-66-43-60. Durée : 2 h 45. De 110 F à 220 F.

#### Des babouins et des hommes

d'après Albert Cohen, mise en scène de Jean-Louis Houlier, avec Clotilde de Baysse et François Chetout. On dit qu'il n'y a pas de paradis - les hommes ne se conduisent pas mieux que des babouins. C'est l'humour d'Albert Cohen, telle que le rapporte Jean-Louis Houlier, telle qu'il la trouve dans Belle du seigneur. Suprême duo d'acteurs.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-37-11-48. Durée : 1 h 30. 55 F et 125 F.

#### La Maison d'Is

de Roland Dubillard, mise en scène

d'Eric Vigner, avec Odile Bonaguid, Bruno Boulogne, Eas Bouché, Christophe Brault, Arnaud Churin, Philippe Cotten, Myriam Courchelle, Benoit Di Marco, Benoit Gira, François Morel, Arthur Nauzeuil et Jean-François Parier. La maison d'Is est le corps souffrant d'un homme, un corps qui se lève. C'est une pièce où l'humour corral de Dubillard, son sens aigu de l'absurde, explosent. Avec une belle vitalité, Eric Vigner et son équipe ont tiré le sel et la urdrie.

Grandes Arches de la Défense, parvis de la Défense, 92000 la Défense. Du lundi au samedi à 20 h 45. Tél. : 42-96-88-84. 110 F.

#### Marilyn Montreuil

de Jérôme Savary, mise en scène de l'auteur, avec Diana Tall, Jérôme Saderou, François Borys, Bruno Bompard et Michel Dussart. Une comédie musicale à la Savary, c'est-à-dire avec de l'émotion à fleur de peau, des gestes trépidants, de la vraie souffrance personnelle, de la musique qui pourrait être plus entraînante, une vraie bombomnie raffinée.

Théâtre national de Chailion, 1, place du Trocadéro, 16. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-93-26-30. Durée : 2 heures. De 100 F à 140 F.

#### Mères, portraits

d'Arnold Wesker, mise en scène de Patrice Chéreau, avec Joëlle Saubert. Cinq portraits de mères, des voix, des gestes, des silences, des qui font écho à une comédie tragique.

Espace Pierre Cardin, 1-3, av. Gabriel, 9. Du lundi au samedi à 21 heures. Tél. : 42-45-27-41. Durée : 1 h 30. De 120 F à 180 F.

#### Le Métro

de Friedrich Dürrenmatt, mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Dufilho, Georges Wilson, Paola Lenti, Jean-Pierre Dravel et Pierre Val. Le duo géant Wilson-Dufilho d'attirer à une fois de Dürrenmatt sur les excès des intellectuels et autres, passé par la verve de Marcel Aymé.

Clare, 55, rue de Clichy, 9. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-42-52. De 50 F à 250 F.

#### Opéra équestre

de Bertolucci, mise en scène de l'auteur. Barbares, les hommes géorgiens, les femmes barbares, c'est Zingaro : des chœurs et des chevaux, le rituel infiniment sophistiqué d'un opéra magique.

Théâtre équestre Zingaro, 176, av. Jean-Jaurès, 93000 Aubervilliers. Les mardis, vendredis et samedis à 20 h 30, le dimanche à 17 h 30. Tél. : 48-04-38-48. Durée : 2 h 30. De 110 F à 210 F.

#### Pleins feux

de Didier Kaminka, d'après Mary Orr,

mise en scène d'Eric Cluysen, avec Line Renaud, Véronique Jannot, Patrick Reynal, Nicole Jamet, Sheila D'Canor, Pierre Meguelon, en alternance avec Jeremy Kaminka, Jean-Baptiste Penoux et Pierre Frejok. Un monstre sacré flouté par une jeune intrigante. Le faux cynisme d'un monde sophistiqué, celui du théâtre. Et Line Renaud.

Michodière, 4 bis, rue de la Michodière, 2. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 17 heures, dimanche à 15 heures. Tél. : 47-42-35-23. Durée : 2 heures. De 50 F à 250 F.

#### Le Temps et la Chambre

de Botho Strauss, mise en scène de Patrice Chéreau, avec Bernard Vanier, Pascal Gregory, Anouk Grinberg, Marc Batton, Bulle Ogier, Roland Blanchet, Jean-Pierre Moulin, Laurence Côté et Marc Crid. Il y avait une fois une jeune fille qui était toutes les femmes, elle était douce et dévouée, vulnérable et indomptable, proche et inaccessible. Il y avait aussi des hommes qui essayaient de l'attraper, qui avaient peur, essayaient de ne pas se mentir. Il y a une pièce énigmatique de Botho Strauss, un bouleversant spectacle de Patrice Chéreau.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 6. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-25-70-32. Durée : 2 heures. De 30 F à 150 F.

#### Théâtre Shah Bazi de Téhéran

Il y a un air de vent, des jeunes, des musées, et même des mages. Tous ces éléments s'assemblent comme un puzzle en chevalerie. Accompagnés par un tambour et un chant d'homme, ils exécutent des exercices de force, jonglent avec de lourdes masses, tournent comme des loupiots : ce sont les gymnastes maîtres du Zor Kach.

Bouffes du Nord, 37 bis, bd de la Chapelle, 10. Les mercredis et jeudis à 20 h 30. Tél. : 48-07-34-50. 80 F et 110 F.

#### Un prénom d'archiduc

d'après Charles-Ferdinand Ramuz, mise en scène de Michel Sautter, avec Marthe Pascal et Claude Guyonnet. Entre une chaise de jardin et un trapeze, se succèdent se balancent, se répondent, se répètent. Le charme et la sensualité d'une étrange jeunesse animale s'empare de cet homme et de cette femme, qui en mêlent leur tendresse.

Théâtre Renaud-Barraut, av. Franklin-Roosevelt, 8. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-56-60-70. De 50 F à 160 F.

#### Génération chaos 1

de Marc D., musique de Philippe Miller, avec Federico Bertelli, Yovan Gille et Jeremy Prophet. L'auteur des Idoles, Marc D., revient après quinze ans en Italie et retrouve le contact avec l'adolescence d'aujourd'hui.

Espace européen, 53, rue Biot (17). Jusqu'au 24 novembre. Tous les soirs à 21 heures, relève la lundi. Tél. : 43-87-29-89. De 40 F à 120 F.

#### La Volière Dromesko

C'est un endroit où cohabitent des oiseaux, des hommes et ces étranges créatures impossibles que l'on nomme « acrobates ». Un endroit où les hommes essaient de voler de leurs propres ailes, et sur les ailes de la poésie.

Grande Halle de La Villette (sous chapiteau transluide) 211, av. Jean-Jaurès (19). Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 40-03-38-03. 120 F et 140 F.

#### Les Misérables

d'Alain Boubill et Claude-Michel Schönberg, d'après Victor Hugo. Mise en scène de John Caird et Trevor Nunn. Avec Robert Marlen, Patrick Rocca, Louise Pître, Stéphanie Marlin. Des personnages de légende et la version française d'un spectacle qui fait courir le monde entier depuis six ans. Les aventures de Cosette, de Jean Valjean, de Gavroche et des Thénardières sont éternelles.

Magador, 25, rue Mogador (9). A 20 h 30 du mardi au samedi. Matinée samedi et dimanche à 15 heures. Tél. : 43-78-04-04. 175 F, 200 F, 275 F et 350 F.

#### Peter Pan

de James Matthew Barrie adaptation et mise en scène d'Alain Marcol. Chorégraphie Molly Molly. Adaptation musicale de Gérard Desquaux avec Fabienne Guyon, Bernard Alane et Nathalie Lherminier. Qui n'a rêvé pas d'être Peter Pan, le petit garçon qui ne grandit pas. Qui n'a pas souhaité un jour de rencontrer pour de vrai le fils Clochette... Elle est là, elle l'est, et tous les personnages du conte, en chair, en os et en musique.

Casino de Paris, 18, rue de Clichy (9). A 20 h, les mercredis et vendredis. A 14 h 15 les samedis. A 17 h et 20 h 30 les samedis. A 14 h 15 et 19 h 15 les dimanches. Tél. : 49-95-98-98. 125 et 220 F. Collectivités 175 et 205 F. Jusqu'au 25 janvier.

## Régions

### Bourges

#### Chant du bouc

de François Tanguy, avec Frode Bjornstad, Laurence Chabot, Patrick Condé, Dmitry Gorev, Muriel Helary, Jean Rochereau, François Tanguy et Nadia von der Heyden.

Le dernier travail de François Tanguy, qui traduit en images festives Eschyle, Kafka, Plutarque, entre autres.

Maison de la culture, place André-Malraux, 18000 Bourges. Les 4 et 5 novembre, 20 h 30 (et le 8 novembre). Tél. : 48-67-06-07. 140 F.

### Marseille

#### Les Paravents

de Jean Genet, mise en scène de Marcel Maréchal, avec Dora Doll, Coco Feigolrotte, Michèle Grullier, Michèle Marquis, Lucie Hébert et Jean-Paul Boes.

Genet et la guerre d'Algérie. Genet, l'armée et les femmes, les hommes de la-bes, Genet et un trio d'écrits : Séd, sa mère, et sa femme, si l'écrit qu'elle doit se cacher le visage. Genet et, derrière les paravents, le pays de la mort.

La Criée, 30, quai de Rivar-Vieux, 13000 Marseille. Le mardi à 20 heures. Tél. : 51-54-70-54. 80 F et 120 F.

La sélection « théâtre » a été établie par : Colette Godard

**CIRQUE D'HIVER**  
110 rue Amiel Paris 19  
LES SPECTACLES LUMIBROSO  
présentent  
**LE CIRQUE DE PEKIN**  
ENSEMBLE DE WU-HAN  
LOCATION  
48 78 04 04  
NOSTALGIE 133 Télérara

4ème  
**FORUM INTERNATIONAL DU QUATUOR A CORDES**  
du 21 octobre au 23 novembre 1991  
OPERA COMIQUE  
OPERA DE PARIS - BASTILLE 375  
• concerts  
• cours • ateliers d'interprétation  
• conférences  
PROQUINET  
**THEATRE OUVERT JARDIN D'HIVER 4262 5949**  
**LES GUERRIERS**  
MINYANA - CANTARELLA  
AVEC JANY GASTALDI, CHRISTOPHE HUYSMAN, MAXIMILIEN REGIANI, ALADIN REIBEL

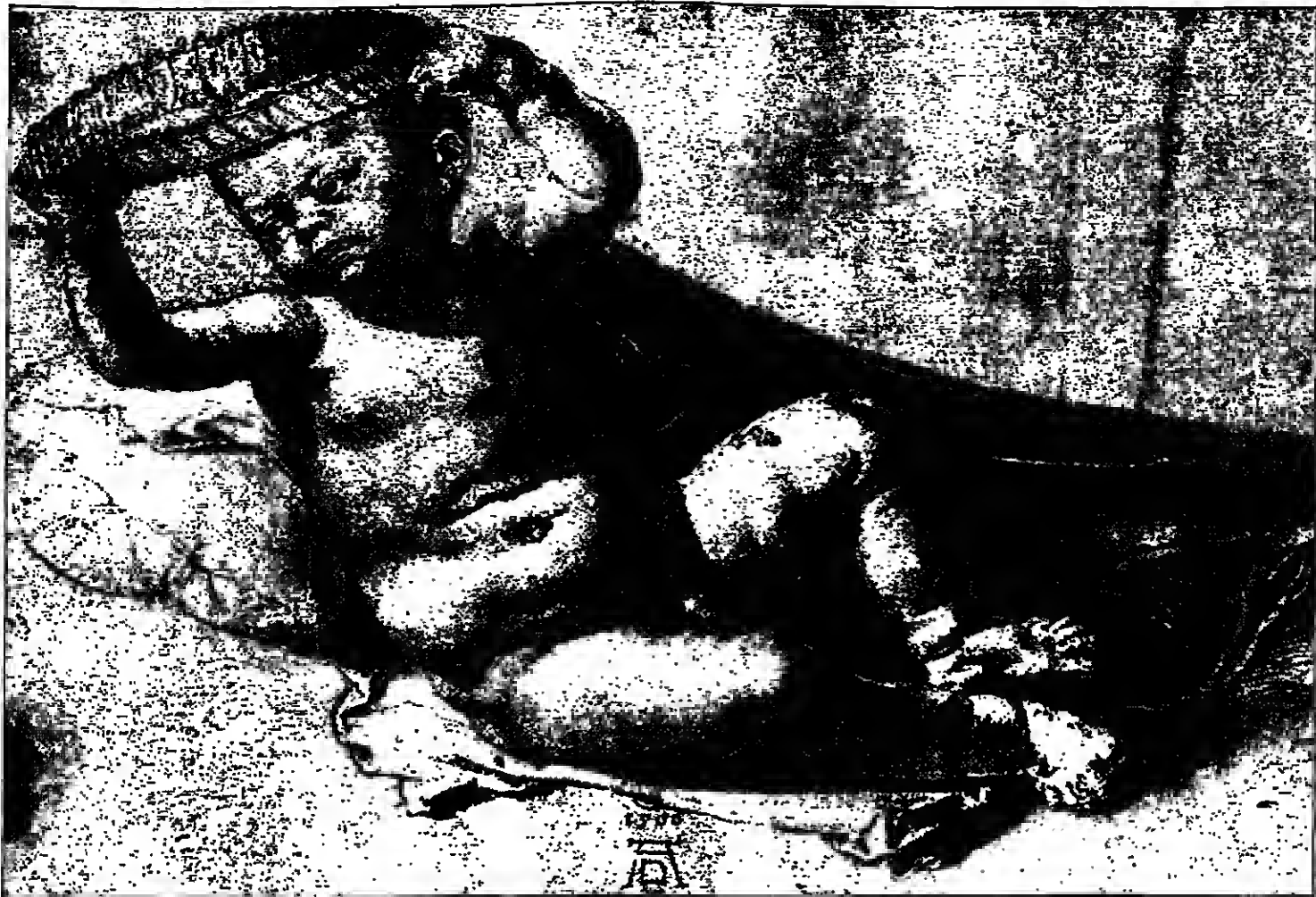
**CHATELET**  
THEATRE MUSICAL DE PARIS  
**LES MIDIS MUSICAUX**  
12 h 45  
4 novembre **Roman Trekel**, baryton  
Herbert Kaliga, piano  
Martin, Wolf  
6 novembre **Ensemble Musique Oblique**  
Poulenc  
8 novembre **Elisabeth Chojnacka**, clavecin  
**Sylvio Gualda**, percussions  
Xenakis *Ophaa*  
(première audition à Paris)  
Mâche Korwar  
Ohana *Miroir de la Célestine*  
(création française)  
FONDATION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE POUR LA MUSIQUE  
Location 40 28 28 40  
Minitel 3615 Châtelet  
MAIRIE DE PARIS

هنا من النضال









Dürer : « Enfant tenant une couronne de fleurs » (1506). Exposition des dessins de Dürer et de la Renaissance germanique, au Musée du Louvre.

## Galleries

### Virginia Dwan

Après Los Angeles : New York, où la Dwan Gallery ouvrit en novembre 1963, avec une exposition Kienholz. Après quoi elle présente des artistes comme Carl Andre, Dan Flavin, Don Judd, Agnes Martin, Walter de Maria, Sol LeWitt, On Kawara, Kossuth, etc. Donc se spécialise dans les *Earthworks*, l'art conceptuel et minimal.

Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-32-35. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 décembre.

### Gérard Garouste

Les peintures, les dessins, les sculptures récentes. Des grands tableaux nocturnes, lunaires ou sataniques, chargés de pictorialité, émergent des semblants d'êtres hybrides plus ou moins formés. Que les sculptures en terre cuite et fer forgé concrétisent. Garouste n'a pas changé.

Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris 11<sup>e</sup>. Tél. : 48-06-92-23. Mercredi, jeudi, vendredi, samedi de 11 heures à 19 heures et de 14 heures à 19 heures, samedi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 novembre.

### Paysages flamands des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles

Il faut y aller. Surtout si on ne connaît pas, ce n'est pas une honte, les *Vastes Paysages de montagnes* de Josse de Momper le Jeune, peintre à Anvers (1564-1635). Ils sont très beaux. Le *Printemps* de Pierre Bruegel le Jeune, dit d'Enfer, et l'*Alchimiste* de David

Teniers (le Jeune, aussi) ne sont pas mal non plus.

Galerie d'art Saint-Honoré, 267, rue Saint-Honoré, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 42-60-15-03. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 10 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 20 décembre.

### Portrait de l'artiste

Une occasion de découvrir des tableaux de petits maîtres hollandais, italiens, français, autour d'un thème fort intéressant : celui des autoportraits et des intérieurs d'ateliers. L'exposition réunit aussi un ensemble de photographies des années 1880-1890, montrant nos papiers et quelques autres dans leur atelier.

Galerie Haboldt & Co, 137, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 42-89-84-63. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures, samedi de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 9 novembre.

## Régions

### Bourg-en-Bresse

#### Julius Bissier

Encre de Chine, aquarelles et « miniatures » : quelques signes, quelques taches, de légères constructions. L'absorption solitaire de Julius Bissier (1893-1965) trouve ses sources dans le zen. Le Musée de Colmar, cet été, et maintenant celui de Brou ont eu la bonne idée de nous rappeler ce peintre

d'origine allemande, qui était fort prisé dans les années 50.

Musée de Brou, 62, boulevard de Brou, 01000. Tél. : 74-22-22-31. Tous les jours, sauf les 1<sup>er</sup> et 11 novembre, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre. 23 F.

### Chartres

#### Pronst et les peintres

Du Greco à Jacques-Émile Blanche, en passant par Peter de Hooch et Watteau, une centaine de peintures, des dessins et de nombreux documents tentent de reconstituer le musée intérieur de l'écrivain. Une entreprise délicate, car, si l'œuvre de Pronst est imprégnée de culture picturale, les références précises manquent souvent.

Musée des beaux-arts de Chartres, 29, cloître Notre-Dame, 28000. Tél. : 37-36-41-39. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 novembre.

### Colmar

#### Martin Schongauer

C'est l'année du cinquantième centenaire de la mort du « Beau Martin », un grand maître, dont on situe généralement l'art à égale distance de celui des Flamands et des Allemands. Et le Musée de Colmar, sa ville natale, en profite pour exposer ses gravures et ses dessins. Une bonne et juste initiative.

Musée d'Unterlinden, 68000. Tél. : 89-41-89-23. Tous les jours de 9 heures à 18 heures jusqu'au 31 octobre. Ou 1<sup>er</sup> novembre au 1<sup>er</sup> décembre de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures sauf mardi. Visite sur r.v. au 89.41.02.29. Jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre. 45 F.

### Le Cateau-Cambrésis

#### Robert Jacobson

Robert Jacobson, le Danois, est un grand sculpteur aux ressources multiples. De lui on connaît le plus souvent les constructions en métal qui, pour un peu, donneraient de lui une image austère. Il ne faudrait pas oublier que l'homme, une force de la nature, ne cesse de glisser vers des mondes organiques, et qu'il sait jouer. Jacobson est aussi un ludique.

Musée Mariage, palais Fésolot, 59360. Tél. : 27-94-13-15. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 15 décembre.

### Limoges

#### William Wegman

Un choix inédit des premiers travaux noir et blanc de petit format réalisés entre 1969 et 1975. L'envers et l'endroit, le double et l'identité, le ressemblance et le dissimulable, le simple et le multiple, constituent la trame d'une œuvre drôle et déconcertante qui s'épanouit, entre autres, à travers l'autoportrait.

Espace FRAC Limousin, Impasse des Charentes, 87031. Tél. : 55-45-18-51. Tous les jours sauf dimanche et mardi, de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 9 novembre.

### Marseille

#### Malcolm Morley

Venue de Londres, l'exposition se propose de montrer, en quelque soixante-cinq aquarelles, l'itinéraire curieux de cet artiste anglais plutôt fantaisiste. Qui, sur le mode composite, traite de la peinture à l'heure de la reproduction.

Musée Cantini, 19, rue Grignan, 13008. Tél. : 51-64-77-75. Tous les jours de 10 heures à 17 heures, samedi, dimanche de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 11 novembre. 12 F.

### Nancy

#### Le cubisme à Prague

A partir de 1910, les artistes tchèques se rapprochent des solutions cubistes proposées par les « Parisiens ». A la même époque l'historien d'art pragoise Václav Krámer entreprend de rassembler une collection d'art moderne français. Organisée grâce à des prêts des collections nationales tchèques et des musées français, l'exposition locale permet de confronter des œuvres de Gris, Picasso, Braque, Derrida et Géricault à celles de Benes, Capet, Filla, Procházka ou Gutierrez.

Musée des beaux-arts, place Stanislas, 54000. Tél. : 83-37-85-01. Tous les jours, sauf mardi, de 10 h 30 à 18 heures. Samedi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre.

### Nice

#### Collage au XX<sup>e</sup> siècle

Le musée de Nice, qui va devoir fermer ses portes quelque temps, pour travaux de restauration, déjà, s'intéresse au collage au vingtième siècle, lui aussi. Après les expositions de Colmar et de Villeneuve-d'Ascq, celle-ci propose un choix d'œuvres d'une centaine d'artistes, de Man Ray, Max Ernst et Kurt Schwitters et Apollinaire, Warhol, Rauschenberg et Mapplethorpe.

Musée d'art moderne et d'art contemporain, promenade des Arts, 06300. Tél. : 93-62-61-82. Tous les jours, sauf mardi et jours fériés, de 11 heures à 18 heures. Nocturne vendredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 24 novembre.

### Nîmes

#### Walker Evans, Edward Steichen

Des débuts picturalistes de Steichen au retour à la rigueur et à l'objectivité prônée par Walker Evans, la confrontation fertile des deux géants de la photographie américaine. Ce rapprochement dynamique est complété par la présentation des collections photos du musée : Ruff, Struth, Calle, Michals, Le Gac, Faigkenbaum, Rousse, Boltanski.

Galerie des Arènes, boulevard des Arènes, 30000. Tél. : 66-78-70-78. Tous les jours, sauf dimanche matin, de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 5 janvier 1992.

### Strasbourg

#### Giuseppe Penone

Cet excellent artiste italien, issu d'Arte Povera, expose à l'Académie Douane quelque cinq cents « dessins » réalisés depuis vingt ans : traces, empreintes, frottements et autres procédés, sur papier, tissu, ardoise... Une main qui a de belles façons d'absorber les choses de la nature.

Ancienne Douane, 1, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons, 67000. Tél. : 88-32-48-95. Tous les jours, sauf mardi, de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 19 janvier 1992.

### Villeneuve-d'Ascq

#### Victor Burgin

Un Anglais qui, depuis trente ans, combinant images et textes, développe une œuvre plastique à caractère critique, parmi les plus intéressantes qui soient. Une rétrospective, la première, où l'on pourra remarquer qu'au cours des années 80 le travail issu de l'art conceptuel a pris une tournure nettement plus esthétique.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél. : 20-05-42-48. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 19 septembre.

La sélection « Arts » a été réalisée par Genevieve Brocotte. Sélection « Photo » : Patrick Rogiers.

## VOTRE TABLE CE SOIR

« Ambiance musicale » Orchestre - P.M.R. : prix moyen des repas - J... H... : ouvert jusqu'à... heures.

DINERS	
<b>L'ALSACE AUX HALLES</b> 16, rue Coquillière, 1 <sup>er</sup> 42-36-74-24 <b>RIVE GAUCHE</b> NOS ANCIENS LES GAULOIS 46-63-64-61 et 66-12 39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4 <sup>e</sup> Climatisé <b>YUGARAJ (Salle climatisée)</b> 43-26-44-01 14, rue Dauphine, 6 <sup>e</sup> <b>RESTAURANT THOUVENIN</b> 43-05-49-75 79, rue Saint-Dominique, 7 <sup>e</sup>	<b>DE NUIT COMME DE JOUR</b> : Chateaufort, poissons, frites, gratin de chou, tous les jours. Pour vos repas d'affaires, en famille, occasions particulières au 1 <sup>er</sup> étage. Unique au monde. Cadre du 17 <sup>e</sup> . Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 175 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dimanches midi et soir. <b>SPECIALITÉS INDIENNES</b> : « De tous les Indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Millau (Coulon-Millau). Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Service jusqu'à 23 h 30. TOUS LES JOURS. Dim. soir conviendrait de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.

## SOUPERS APRÈS MINUIT

### LES GRANDES MARCHES

AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE  
La bonne adresse du quartier.  
HUITRES TOUTE L'ANNÉE  
POISSONS DU MARCHÉ  
Plats traditionnels. Vins à découvrir.  
DÉCOR « Brosserie de luxe »  
JARDIN D'HIVER  
Tél. de 11 h 30 à 2 heures du matin.  
6, place de la Bastille. 43-42-90-32.

## BERLIN Paris Bar

Exposition prolongée jusqu'au 23 Novembre 1991

### ARTCURIAL

CENTRE D'ART PLASTIQUE CONTEMPORAIN - 9 AVENUE MATHISON - 75008 PARIS  
Tél. : (1) 42 99 16 04 - FAX : (1) 43 59 29 81

## SALON D'AUTOMNE

Hommage à

### GEORGES OUDOT

Sculptures - Dessins

du 19 octobre au 3 novembre

GRAND PALAIS - PARIS

## GALERIE CAILLEUX

### LE ROUGE ET LE NOIR

100 Dessins Français de 1700 à 1850

136, Faubourg Saint-Denis - 75008 Paris - Tél. : 43 59 25 24

Jusqu'au 9 Novembre (fermé le 1<sup>er</sup> Novembre)

Cirque du Docteur Paradi  
15 nov - Bordeaux

## QUA CROU!

Cie Jo Bithume  
26 nov - Angers

LA GALERIE LOUISE LEIRIS

50 ANS

## PICASSO

80 estampes

23 Octobre - 23 Novembre

47, rue Monceau, 75008 PARIS

Tél. : 45 63 28 85 et 37 14

## STERN

GRAVEUR

depuis 1840

Pour votre Société  
papiers à lettres et  
imprimés de haute qualité

Le prestige  
d'une gravure traditionnelle

Ateliers et Bureaux :  
41, Passage des Panoramas  
75002 PARIS  
Tél. 42.36.94.06 - 42.36.96.45

هنا من النقص



سكز لمن لا يمل

Le Monde • Jeudi 31 octobre

## DE LA SEMAINE

### DISQUES

#### Classique

Verdi

Otello

Luciano Pavarotti (Otello), Kiri Te Kanawa (Desdemona), Neo Nucci (Iago), Anthony Rolfe-Johnson (Cassio), Ezio Orlandi (Emilia), Chicago Symphony Orchestra, Claudio Abbado (direction)

Le voici donc, ce témoignage enclillé sur le vif à Chicago un soir d'automne palpitant, dans la fièvre d'une soirée d'exception : les adieux de Giorgio Pavarotti à son orchestre américain, après plus de vingt ans d'escale en commun des sommets du répertoire (le Monde du 16 avril 1991). Le chef d'origine hongroise avait, pour l'occasion, décidé de diriger à la schlague une formation à ses pieds, rocambolesque à souhait, vengeresse, bouleversante et bouleversée, comme émue sincèrement par la méchanceté de Iago et les malheurs d'Otello. Emue plus encore, et jouant un mezza voce d'une douceur incroyable, dans l'air du saule de Desdemona. Histoire de fêter doublement l'événement, l'Orchestre de Chicago s'attaquait à *Otello* pour la première fois, et Pavarotti risquait sa voix, sans déchoir, en incarnant pour la première fois de sa carrière le Maître jaloux et violent. Le ténorisme n'a ni la gravité ni les graves du rôle mais, malgré un timbre tout à fait inadéquat, traduit toute la passion du personnage. Aux côtés de Iago sans finesse de Leo Nucci, la Desdemona de Te Kanawa est à se mettre à genoux. Une édition qui brûle les doigts.

1 coffret de 2 CD Decca : 433 699-2.

Schumann

Le Paradis et le Pêlé

Sharon Sweet (Pêlé), Julia Kaufman, Marilyn Schlegel, Fanchette Suber, Marga Schreit (Fanchette), Edward Böhmer, Walter Pöhl (Fanchette), Alan Tins, Michael Schopfer, Chantal et Orchestra symphonique de Hambourg, Gerd Albrecht (direction)

Schumann reprochait à la *Symphonie fantastique* - œuvre qu'il admirait - son côté débridé, ses accents jérémiques. Or le *Paradis et le Pêlé* (oratorio) que le musicien allemand composa en 1843 et chef-d'œuvre bizarrement méconnu doit à l'évidence beaucoup à la *Symphonie* du Français avec ses airs dans un style intermédiaire entre l'opéra et le lied orchestral, ses chœurs en situation dramatique, l'expression d'un sentiment de la nature sincère et frais. Avec un ton autrement plus abstrait, et un respect plus affiché des formes, cette œuvre magnifique apparaît en vérité comme un trait d'union entre Berlioz, Mendelssohn et le Wagner de *Lohengrin*. Il n'en existait qu'un enregistrement. Celui-ci, bien qu'assez imparfait pour la justesse orchestrale, avec des voix sans éclat particulier, a le mérite d'exister. L'œuvre y est servie honnêtement.

1 coffret de 2 CD Eurodisc, BD 69105.

Debussy, Ravel

Quatuor à cordes

Quatuor Lora

Couplage traditionnel des deux sommets du quatuor à cordes français, dans une interprétation dont la plénitude sonore, l'équilibre des nuances, l'éloquence des réparties, la solidité d'intonation, la pondération expressive, la sensibilité frissonnante semblent émaner de quatre pontes. Mais non : les Ysaye sont

Centre National des Arts du Cirque  
12 déc. - Châlons s/Marne

GRAND CRISTAL



Luciano Pavarotti : la passion d'Otello

encore à un stade de leur jeune carrière où on peut parler de leurs succès dans les concours internationaux. Ils furent les premiers lauréats français d'Évian en 1988. Et voici le premier enregistrement du contrat qu'ils ont signé avec Decca en avril dernier. Vivement la suite.

1 CD Decca 430 434-2.

A. R.

#### Jazz

Miles Davis

50th Anniversary

Sahingondis de prises déjà publiées à différents moments (*Jazz Track* avec *Ascenseur*, *Black Giants* en 1973, *Jazz at the Plaza* etc.). Toutes datent de 1958, pile entre *Miles* (Miles Davis et Cannonball Adderley, John Coltrane, Paul Chambers, Philly Joe Jones et Red Garland) et *Kind of Blue*, ce sommet absolu gravé comme ici avec Bill Evans et Jimmy Cobb ou Win-ton Kelly au piano. Beaucoup des thèmes sont enregistrés en public. Le répertoire, de *On Green Dolphin Street* à *Oleo* de Sonny Rollins, est impeccable. Quant au secret qui préside à cet instant de la musique, il est perdu. Un peu plus perdu encore depuis le 28 septembre 1991.

1 CD Columbia Masterpieces 467 918-2.

Stanley Clarke

School Days

Il y a dans ce disque de Stanley Clarke, enregistré en 1976, un grand moment, gracieux et probablement essentiel, sans doute profond, c'est *Desert Song* (6 minutes et 55 secondes) à la basse acoustique, accompagnée par John McLaughlin à la guitare non moins acoustique, et Milton Holland aux percussions). Par parenthèse, le nombre de fautes qu'a engendrées ce *Chant du désert* est peu croyable mais il est temps de revenir à l'origine. Pour le reste, *School Days* est un disque d'élève brillant, précoce, et très talentueux, sans intérêt définitif. Pour archéologues à courte mémoire se défilent ici quelques traits d'une vitesse jamais atteinte à la basse acoustique et des plans tout copiés, à l'électrique.

1 CD Columbia jazz, série Contemporary master, 468 219-2.

F. M.

#### Rock

House of Freaks

Californik

Deux sudistes établis en Californie, House of Freaks essaie de dissimuler sa profonde étrangeté sous une connaissance encyclopédique des formes du rock et des genres ascendants. *Californik* longue plus vers la pop et ses variantes britanniques

compositions. C'est d'ailleurs là son seul défaut, à moins que l'on ne soit allergique au vieux Ozzie Osbourne (un temps chanteur de Black Sabbath), qui y fait une apparition remarquable.

Epic 468729-2.

John Mellencamp

Whenever We Wanted

Il y a une dizaine d'années, sous le nom de John Cougar, Mellencamp fut une star à brushing spécialisée dans le rock pompier. Depuis, il expie ce passé infamant. Cette fois, il a remis l'arsenal folk (violons et pianos à l'aveugle) qui avait servi à la confection de son précédent album. Mais quand même, il s'en tient strictement au quatuor guitares basse batterie (à peine un peu de cuivres), récrit à perte de vue le riff de *Honky Tonk Women* des Rolling Stones et donne dans la romance populiste et le rock revendicatif sur un mode résolument puritain. Deux objections à cette méthode admirable : la pénitence se marie mal avec le rock'n'roll, et de toute façon, Bruce Springsteen sortira bientôt de sa retraite. On peut bien attendre jusque-là.

Mercury/Phonogram 510151-2.

T. S.

### Chanson

Renard

Marchand de caillou

Souvenirs de cour de récréation, lecture commentée de l'actualité, indignations irrépressibles (le Paris-Dakar, la Ferie de Nîmes), un cœur de midjette qui bat sous le blouson de cuir : la composition d'un disque de Renard est aussi prévisible que celle des Malabar. Et, comme pour les chewing-gums, il faut contourner la liste des ingrédients jusqu'au bout : voix blanche qui n'en finit plus d'exagérer ses tics de fleur de petite ceinture, substitués de mélodies, trucs d'écriture recyclés des albums précédents. Dans le rôle du colorat, on est allé chercher l'irlandais Pete Briquette, ancien Boomtown Rats, collaborateur de Bob Geldof. Briquette a choisi l'option celtique : mandoline et violon, accordéon et banjo. Le tout très propre, rico à voir avec les chevauchées éthyliques de Pogues. On se demande ce que Renard vient faire ici, cet univers celtic tout propre, new age presque, un fait que mieux ressortir l'impatience dans laquelle le chanteur essaie de faire demi-tour. S'il

faut remarquer quelque chose, c'est la déclaration d'amour à François Mitterrand (à François Mitterrand), mais Mylène a écrit ça avec Renard sur le p. avec *Désenchantée*, sorti à la fin du 10 mai dernier.

CD Virgin 30891.

Gina et l'Orchestre

Bouton et pression

C'est un tout petit disque de rien. Il faudrait peut-être ne pas en parler. Que chacun le découvre après s'être laissé embobiner par la pochette colorée à la main et la drôle de tête de Gina, égérie de la scène alternative parisienne (on la voit dans le premier clip de la Mano Negra, elle fréquente les VRP, dont on retrouve une fraction ici). Et, sans s'attendre à grand-chose, on peut se laisser prendre au charme tenu de la drôle de voix de Gina, à ses histoires de bonnes femmes et à la bonne humeur virtuose de la bande de copains qui sont venus l'aider à faire ce CD. Si toutes les cours de Paris n'étaient pas fermées par des interphones ou des codes, Gina y aurait sûrement fait une brillante carrière.

1 CD Griffe GRI 19020-2, distribution Sony Music.

T. S.

## BALLETS AFRICAINS, WASSA, MOMO « WANDEL » SOUMAH

### La Guinée à tous rythmes

LES Ballets africains de la République de Guinée ont tourné dans le monde entier pendant quarante ans. Après le mort du Sékou-Touré en 1984, les Ballets, pris dans les tourments de l'après-régime, perdent à vue d'œil. En 1988, un musicien français, François Kokelaere, s'en va en Guinée, avec une bourse d'étude du ministère de la culture, pour étudier les fameuses percussions malinké. À peine arrivé, étonné par la richesse du patrimoine musical guinéen, il imagine de regrouper en une seule formation les meilleurs tambourinaires du pays. Ainsi naît l'Ensemble des percussions de Guinée, sept joueurs de djembe, doundoumb, kankani, kria, sangbé etc. Parallèlement, François Kokelaere, entré au ministère de la culture français, est devenu conseiller auprès du ministre de la culture guinéen, et a rejoint la République de Guinée, pour entreprendre le sauvetage des Ballets de Guinée. Les subventions arrivent des deux côtés et les tournées commencent pour les uns, reprennent pour les autres. Le groupe Wassa se crée.

Percussions et Ballets deviennent le centre d'un dispositif culturel à entrées multiples, susceptible de redorer le blason de la République de Guinée, mais surtout de ramener à leur juste place d'incompréhensibles musiciens et danseurs, puis de créer les structures essentielles à l'émergence

d'une musique guinéenne sur le marché (un bureau guinéen du droit d'auteur, la BGDA, à Conakry). Aujourd'hui, l'entreprise se matérialise par une série d'albums édités à Londres par Doundoumba Records (une association Kokelaere et Stein), et repris en France par Bude Records. Dans les projets les plus fous, une anthologie du balafon, trois CD où un des grands maîtres du genre, El Hadj Dory Kouyété, passe le répertoire au peigne fin.

Après un premier essai au début de l'année (les Percussions de Guinée), Bude nous offre aujourd'hui trois disques (les Ballets africains, Wassa et Momo « Wandel », Soumah). À leur écoute, on est frappé par la puissance des rythmes, leur trancendance, leur force abrupte et le complexité extrême de leur agencement. L'album des Ballets de la République de Guinée, conçu à partir de la bande sonore d'un programme de télévision anglais diffusé l'été passé sur Channel IV, laisse libre cours à l'imagination aux associations d'images. Quels magiciens !

Wassa, un groupe de sept jeunes musiciens regroupés par Moké Camara, vient de faire un message remarqué aux Francophones de Limoges. Ils appartiennent à l'ethnie libérale et sans castes des Soussou de la Bassa-Côte guinéenne. Moins impressionnant que ses aînés, mais cimenté par des musiciens subtils et excellents percussionnistes, le groupe

Wassa innove, compose textes et musiques sans déroger d'un iota à la loi des instruments traditionnels. Avec moins d'effets spectaculaires et plus de fraîcheur, l'enchantement, s'il n'est pas total, cède à la curiosité.

Momo « Wandel » Soumah est lui aussi originaire de la Bassa-Côte. C'est l'homme de solenté deux ans, qui appartenait à un autre ensemble national, a écouté beaucoup de jazz avant de jouer du saxophone, et beaucoup de Fela pour ajuster sa voix, rauque et inférieure nigérienne. Si l'ensemble ne grand pas toujours, l'album est néanmoins jalonné de repères succulents. Son balafoniste Khali Camara se lance dans des improvisations insensées, le fûtiste Mamady Mameré galope en virtuose, mais Sékou Kouyété (le grand leader du groupe de Myriam Makeba) pédale timidement, en laissant écouler sa kora par le saxophone brut de Momo « Wandel », chanteur sincère.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

\* Les Ballets africains de la République de Guinée, *The African Ballet of the Republic of Guinea*, 1 CD Buda Records 82513, distribué par Adis.

\* Wassa, Guinée : chants et percussions de la Bassa-Côte, 1 CD Buda Records 92518, distribué par Adis.

\* « Momo » Wandel, Matchowé, 1 CD Buda Records 82814, distribué par Mlodic.

MARC HONIGGERS • PAUL FRIENST

### Le premier Dictionnaire des œuvres de l'art vocal

OUTRE SPÉCIALE DE LANCEMENT jusqu'au 30 novembre 1991 la collection 1197 13801 qualité

Ce premier dictionnaire de la musique écrite pour la voix présente tous les genres de l'art vocal : la musique lyrique, les œuvres religieuses, les airs de cour, les lieder, les airs populaires, 3500 œuvres de l'art vocal occidental sont classées par ordre alphabétique. 2000 extraits musicaux illustrent le plus souvent le commentaire de l'œuvre. Des hors-texte, un index et un glossaire enrichissent cet indispensable ouvrage de référence.

3 volumes, 2576 pages dont 128 pages de hors-texte en couleur, format 170x240, 200 illustrations en couleur et en noir et blanc, reliés soignés avec fers, trancheures, sous jaquette en couleur.

Volume 1, A-F : parution novembre 1991  
Volume 2, G-M : parution décembre 1991  
Volume 3, N-Z : parution février 1992

**Bordas**



DE ROCHECHOUART A NÎMES, LE PARCOURS DE GUY TOSATTO

## Quand et comment créer une collection

**Le Musée d'art contemporain de Rochechouart, dans le Limousin, qu'il a fallu créer de toutes pièces, était son premier poste de conservateur. Guy Tosatto s'y est si bien pris qu'on vient de lui confier la direction du Musée de Nîmes, qui ouvrira en 1993.**

« A votre arrivée à Rochechouart, en 1985, vous avez fait une exposition de préfiguration de la collection. A votre départ, vous avez présenté les acquisitions (1). Il semble que, entre-temps, vous ayez quelque peu évolué.

— Eh oui ! En 1985, j'étais très jeune. Je terminais mes études à Paris et je venais de passer huit mois à la Fondation Cartier pour préparer l'ouverture. C'était ma seule expérience professionnelle : pas lourde. J'avais une connaissance du milieu de l'art, notamment des artistes, qui était très universitaire, donc un peu artificielle. Le contact avec les œuvres, la relation directe avec les artistes, la rencontre de tous les acteurs du monde de l'art, tout cela fait bouger, fait réfléchir. Pendant ces années, j'ai cherché à aiguïser ma sensibilité, pour être plus réceptif, et, en même temps, à affirmer un peu ma propre vision de ce que pouvait être la modernité.

— Dans vos choix, vous avez également pris en compte le lieu, le château, son site.

— C'est vrai. J'ai toujours été très sensible à ce qu'on appelle l'esprit des lieux. J'ai essayé de penser à des œuvres qui s'inscriraient fortement dans l'espace du château, qui lui apporteraient un supplément de

magie, en même temps qu'elles pourraient se nourrir du lieu, trouver une nouvelle dimension en étant présentées là.

— Il fallait aussi faire venir les artistes. J'ai toujours en le sentiment qu'à chaque fois qu'un artiste venait à Rochechouart, qu'il y passait plusieurs jours, il restait dans l'air quelque chose de sa présence. Qu'il laisse comme Peoone, Boltanski et Richard Long une œuvre, et dans ce cas cette présence est très forte, où qu'il n'en laisse pas. Je pense aussi à tous les artistes qui ont exposé là. C'est très étrange, parfois, de se retrouver dans les combles et d'imaginer la succession des expositions, où, à chaque fois, les artistes ont pris en compte l'espace, qui n'est pas anodin. On l'a vu avec Boltanski et Messager l'année dernière, mais on a pu le voir auparavant avec Leib, avec Caramelle ou avec Long. Les catalogues sont aussi une trace.

— Vous n'avez jamais eu un gros budget d'acquisitions ?

— Non. La première année, en budget fixe, j'avais 200 000 francs. Mais on arrivait à tripler la somme grâce aux subventions.

— Venant d'où ?

— De la Direction des musées de France (DMF) et du Fonds régional d'art moderne (FRAM). Une dizaine de musées ont avec la DMF un contrat annuel renouvelable sur la base d'une certaine somme, qui peut évoluer avec le temps. Pour nous, chaque année, elle a progressé. La source FRAM est plus fluctuante, parce que les subventions dépendent de l'ensemble de la demande des musées de la région. Il se trouve qu'en Limousin il y avait peu de musées suffisamment dynamiques pour prendre beaucoup de crédits. Donc,

Rochechouart a largement bénéficié du FRAM Limousin pendant plusieurs années. Maintenant, Limoges achète, Aubusson achète, c'est différent. On est passé d'une subvention de 200 000 francs du département à 750 000 francs. Les subventions, qui triplaient notre budget au début, le doublent désormais. Cette année, Rochechouart disposait d'un budget global d'acquisitions de 1,5 million de francs environ.

— C'est un bon budget, bien que l'inflation de ces deux dernières années ait beaucoup relativisé le pouvoir d'achat. C'était clair, on ne pouvait plus acheter de grosse pièce ; on ne pouvait plus non plus s'offrir l'équivalent d'œuvres aussi importantes que celles acquises dans les années précédentes. Je pense à celles de Nauman, de Kounellis, de Fabro. Les artistes ont fait de gros efforts pour aider le musée en faisant des prix très largement au-dessous du marché. Surtout Boltanski, qui est très indépendant de son marchand. C'est une grande force. Et il a cette générosité...

— Vous avez acheté un tableau de Sigmar Polke. Vous n'avez dit que c'était le plus gros investissement du musée : 900 000 francs. Vous n'avez pas pu acquérir grand-chose d'autre cette année-là...

— J'ai ma méthode : en cas de gros achat, je négocie on paiement sur deux ans. On a acquis le Kounellis comme ça, le Richter, le Double gris, qu'on a acheté 550 000 francs. Cela nous a permis d'acheter en même temps des choses un peu moins chères. Et de ce pas tout miser sur une œuvre, ce qui, psychologiquement, passe mal. C'est toujours très difficile de dire aux politiques que, cette année, on ne va acheter qu'un tableau.

— Les politiques ne vous ont pas laissé faire ce que vous vouliez ?

— Je dois dire que j'ai eu la chance d'avoir le soutien du président du conseil général. C'est un universitaire, professeur d'histoire, très ouvert. Quand je suis arrivé à Rochechouart, à la suite d'une sorte de concours où l'on demandait à quatre candidats d'écrire un projet de musée, il m'a dit : on vous a choisi, vous êtes un spécialiste (hum !), on vous fait confiance. Sans lui, il y a des pièces que je n'aurais probablement jamais pu acheter. J'ai eu quelques problèmes avec les commissions du FRAM, où l'on trouvait que c'était se foutre de la gueule du monde d'acheter tout ça. Le Nauman, entre autres, dont je suis très fier. Je l'ai payé 390 000 francs, alors qu'il valait maintenant pas loin de 2 millions. C'était juste avant que les Américains se redoutent compte que Bruce Nauman est un de leurs plus grands artistes. Quand je pense que c'est sa seule installation dans un musée de province, et que des gens pouvaient acheter ça pour pas grand-chose il y a quinze ans, je me dis qu'ils avaient un sacré poteau dans l'œil !

— Vous avez été nommé à Nîmes. Vous n'avez plus aucun lien avec Rochechouart ?

— Il faut bien couper le cordon... — Oui, mais vous y avez créé une collection qui tient de vous. Et le travail n'est pas fini. Comment voudriez-vous qu'elle se développe ?

— Ce n'est pas à moi de le dire. Mon successeur doit avoir un champ de liberté totale. Si j'ai donné un caractère un peu particulier à la collection, même avec des artistes qu'on voit ailleurs, parce que j'ai choisi d'eux des œuvres un peu différentes, je crois que la richesse d'un musée, c'est aussi que plusieurs sensibilités se succèdent et donnent de nouvelles directions, une nouvelle ambiance, avec de nouveaux choix... Mais je suis assez curieux de voir comment les choses vont évoluer. On ne travaille pas dans un lieu comme celui-là, un premier poste, pendant six ans, pour partir comme ça... en se disant simplement : c'est fini. C'est bien de s'en aller en sachant que les choses sont lancées et qu'elles vont continuer.

— Vous connaissez votre successeur ?

— Non. Je ne connais pas Jean-Marc Prevost, qui vient d'être nommé. Je sais qu'il a trente et un ans, qu'il a fait l'École du patrimoine, un stage à Marseille et un autre à Grenoble, et que c'est son premier poste de conservateur. Je sais aussi qu'il a fait une maîtrise sur Arte Povera, qu'il a écrit sur Takis et Hantel, donc que ses choix sont éclectiques, et qu'il a eu le coup de foudre pour Rochechouart, condition sine qua non pour résister là-bas. Je laisse donc mon musée en toute sécurité.

— Et si l'on parlait de Nîmes ? Vous travaillez avec Bob Calle...

— Jusqu'au printemps 1993, date de l'ouverture du nouveau musée. Nous avons chacun nos territoires, clairement répartis : Bob Calle travaille sur la programmation qu'il a lancée pour la fin de cette année et l'année prochaine. Je travaille surtout sur les projets qui vont venir, qui sont mes projets à partir de 1993.

— Pouvez-vous parler de ces projets ?

— Je n'ai évidemment pas quitté Rochechouart pour aller faire la même chose ailleurs, où les données



sont complètement différentes. La région est différente, et je vais me retrouver à la tête d'un musée d'art contemporain tout neuf, dans un bâtiment très beau, qui s'intègre parfaitement dans le tissu de la ville, en vis-à-vis de la Maison Carrée. Il va falloir le lancer, ce musée, qui n'existe pas encore, qui est donc difficile à appréhender. Pour l'instant, j'ai quelques idées plutôt que des projets, je mets en place une dynamique plutôt qu'un programme. J'aimerais proposer en alternance des expositions pointues et des expositions plus historiques pour que le public comprenne pourquoi on en est arrivé à telle ou telle forme de création. L'exposition inaugurale de 1993 sera historique. Elle tournera autour de l'objet.

— A Rochechouart, ce qui était stimulant, c'était le côté impossible et fou de la mission : faire un musée d'art contemporain en pleine campagne, dans un château occupé par la sous-préfecture, y amener des gens. A Nîmes, la situation est tout autre : une politique d'expositions a été lancée, une politique d'acquisitions a été menée. Mais, moi qui m'assimile beaucoup... mon idée, c'est encore d'amener les artistes sur le terrain, et, à partir de là, faire des propositions très spécifiques, en tenant compte de la ville, d'une certaine lumière, du tissu géographique, humain.

— J'ai souhaité quitter Rochechouart quand j'ai senti que j'arrivais un peu au bout de l'élan que j'avais au départ, au bout d'une tonne de projets que j'avais en tête, au bout des possibilités du lieu. C'est-à-dire que je rêvais de projets que je savais ne pas pouvoir mener, qui étaient plus ambitieux et nécessitaient à la fois plus de moyens et un lieu différent.

— Par exemple ?

— Ryman, que j'ai rencontré, à qui j'ai parlé un peu de mon souci de voir des œuvres de lui dans les musées de province. Il n'y en a pas, et je trouve cela scandaleux. Pourquoi ? Je me mets toujours dans la situation d'un étudiant d'art, ou d'un amateur, qui a vu des Ryman dans les livres et qui n'y comprend rien, parce que c'est une œuvre impossible à reproduire. Et qui est obligé, s'il veut en voir vraiment, d'aller à Paris, au Centre Pompidou. Je regrette, mais il y a plein de jeunes qui n'ont pas les moyens de se payer trois jours à Paris. Quand les musées de province ont de tels manques, il faut essayer de les combler.

— Quels autres artistes voudriez-vous introduire à Nîmes ?

— A Nîmes, j'aimerais profondément que dix Richter entrent dans les collections. Pour moi, il y a tellement peu de peintres aujourd'hui qui font véritablement une peinture. Je le considère comme un grand maître. Polke aussi. Ce sont un peu les pendants européens de gens comme Warhol ou Ryman... Ils ont la même carrure. On est dans une période où l'on a beaucoup privilégié la sculpture, les installations. Et je trouve qu'on a maintenant un besoin absolu de peinture. Donc je me tourne vers Richter, que j'ai d'ailleurs fait entrer à Rochechouart. Le problème avec lui, c'est que pour comprendre son œuvre, une sorte d'histoire de la peinture, il faut plusieurs tableaux. C'est même un peu sans fin. Et c'est cher. Mais comme je pense qu'un tableau de Richter vaudra un jour le prix d'un Jasper Johns et qu'alors plus aucune institution ne pourra en acheter, je me dis que ça vaut le coup de le faire maintenant, même pour 1 million de francs.

— Vous avez raisonné comme ça dès le début ?

— Souvent. J'ai quand même été assez culotté pour acheter le Kounellis, qui représentait mon budget de 1986. C'est une façon de travailler. Je connais peu de collègues, en France, qui font ça. Je crois que, parfois, ils devraient se le permettre. Ils devraient se dire : on n'achète qu'un tableau, mais d'un artiste qui semble essentiel à nos yeux. A Pompidou, ils n'ont jamais acheté de Jasper Johns, alors qu'ils auraient pu le faire il y a dix ans. Maintenant, ils ne le peuvent plus. C'est le prix d'un Matisse. Ce qui, bien sûr, est exagéré.

Propos recueillis par GENEVIÈVE BRERETTE

(1) Collection du Musée départemental d'art contemporain de Rochechouart. Jusqu'au 15 décembre.

**QUAL CIRQUE!**

**AUTOMNE 91**  
**« 30 SOIRÉES OÙ 30 VILLES ACCUEILLEN 30 CIRQUES »**

Renseignements : ANDAC  
 (Association nationale pour le développement des arts du cirque).  
 Tél : (1) 45 22 07 48 Minitel : (1) 45 22 15 47